

Georges Le Brun Keris

L'Algérie

Articles et rapports

Sommaire

Les Secteurs d'améliorations rurales d'Algérie	4
Une population sans cesse croissante	5
Que sont les Secteurs d'Améliorations Rurales ?	5
Valeur exemplaire du SAR	6
Une école de municipalité	7
Tous les domaines de l'activité agricole	8
Ni déracinement ni prolétarisation	9
Nouvelle consultation algérienne	10
Milliards et misère	10
Les villes dévorantes	11
Autonomisme des européens	12
De l'ignorance au « contactisme »	12
ALGERIE, notre souci	14
LES SEPT COLONNES DE L'AUTONOMISME	17
MEDITATION A TIPASA	19
Plus de solution préfabriquée pour l'Algérie	21
Trois cents députés d'Outre-mer	22
Renouer le dialogue	22
Comment Sidi Abderrahman devint un vrai saint	22
Que faire en Algérie ?	24
Rétablir la sécurité	25
Rendre le dialogue possible...	25
... Avec les élites	25
... Avec les masses	25
Accroître les pouvoirs du Gouverneur général	26
Augmenter le niveau de vie	26
Grave semaine en Algérie	26
Au banc d'essai algérien	27
Pour l'honneur français	28
Lettre à Monsieur Bourghès-Maunoury	28
Note sur les excès de la répression en Algérie	29
L'Algérie à l'heure des lois-cadre	41
Impasse en Algérie ?	48
I – Pour une sociologie de l'Algérie	49
II – Le verrou fermé	52
Sauver l'Afrique du communisme	56
Algérie	56
L'enjeu algérien	66
Le sort d'un million cinq cent mille Français	66
Quel serait le poids de la France ?	67
C'est notre pain quotidien	67
L'ombre de l'URSS	68
Il y va de notre liberté	68
Demain, l'Algérie...	68
Introduction	69
Ils ont mangé des raisins verts	69
Il n'y a pas d'Algérie	73
Pérenne Islam	77
Mais voici cent trente ans...	85
J'ai retrouvé la ville unique...	89
Où va l'Algérie ?	90
Les prémisses d'une « coopération »	90
L'option 19 mars 1963	91
Le pays de la fuite en avant	92
Face à « nos frères marocains »	94
La retombée vers l'Orient	94
Peut-on coopérer avec l'Algérie ?	95
Situation algérienne encore dégradée	99
Vers une NEP algérienne ?	100
Étonnant socialisme algérien...	103
Douloureuse Algérie, prémices d'Ismaël ?	105

Offerts sur un autel qui n'est pas holocauste	105
Raymond Cartier contre le cartiérisme	106
Un néo-cartiérisme contre les excès certains	106
Notre aide a été efficace	107
Elle n'est pas excessive	107
Non diminuer l'aide mais exiger des contreparties	108
Des accords qu'il faut prendre au sérieux	109
En Algérie les chances de Boumédiène	110
Ultime page à « La peste »	113
L'Algérie entre l'évasion de Ait Ahmed & la nationalisation des mines	114
Un jumelage nécessaire	115
Algérie : Pour un nouveau départ	117
Nous avons évité à notre Afrique le sort du Congo	118
 Pour une Algérie communautaire	118
Algérie à elle-même inconnue	118
Le colonialisme alibi	119
Recréer l'amitié franco-algérienne	121
Avec l'Algérie, sauver la coopération culturelle	122

Les Secteurs d'améliorations rurales d'Algérie

Une marche vers l' « Ouest » français.

Revue de l'Action populaire 07-08/1950

Crise algérienne, problème algérien, drame algérien même... Nous en avons tous entendu parler. Et pourtant, quand on débarque à Alger, tout cela semble irréel. La ville s'accroche aux collines comme une floraison sur un mur ; elle coule par chacun de leurs replis, dérive jusqu'au port en un trafic hurlant d'automobiles et de foule.

Alger a l'opulence et la vitalité d'une cité américaine. On se sent dans un monde encore ouvert à l'initiative, un monde où l'argent est encore une puissance créatrice. La misère orientale est sans pudeur. Elle s'étale au soleil vibrant d'avril. Et pourtant on ne la voit pas. Elle est submergée, recouverte par cette espèce de jeunesse économique.

Et là, justement, réside le drame. En Algérie, trop de contrastes s'affrontent. On est en Europe et presque en Amérique avec un milieu de colons pleins de dynamisme. On est dans la plus profonde Afrique également. Entre ces deux mondes inconciliés les « évolués » oscillent, rêvant de je ne sais quel impossible Orient animé de technique américaine. Et comme on est au bord de la Méditerranée, ce malaise (dont l'origine et l'essence ne sont probablement pas politiques) se traduit en termes de politiques.

Ne nous leurrions pas. Sous la façade d'une réelle prospérité, le malaise algérien est probablement le plus profond de l'Union Française ; le plus difficile à guérir certainement. Au point qu'on peut se demander si, plutôt que l'aborder de front dans son ensemble, on ne doit pas s'attacher à des solutions partielles, mais sûres : si, surtout, on ne doit pas remonter aux racines d'un mal, qui n'est qu'apparemment politique, pour apporter des remèdes adaptés à sa vraie nature : économiques.

Nous n'affirmons pas : nous interrogeons. Au terme d'une enquête qui nous a menés de Constantine à Nemours et du Tell jusqu'à Laghouat, nous n'oserons conclure que sur des points entièrement précis. Il nous a paru que la première solution était de faire participer les autochtones à l'essor économique de leur pays.

Certes, nous ne négligeons pas tout ce que la colonisation leur a déjà apporté. Nous n'avons connu l'Algérie que tardivement, longtemps après avoir parcouru le Moyen-Orient. À chaque pas nous nous disions : « Ces pays du Moyen-Orient, quel dommage pour eux qu'ils n'aient pas été colonisés ». Malgré cet apport envers lequel on est trop souvent injuste aujourd'hui, reconnaissons toutes les lacunes de la colonisation. Elle a été, trop souvent, plus une juxtaposition qu'une osmose. On est frappé dans le domaine agricole, celui que nous connaissons le mieux, de voir que les techniques les plus modernes, appliquées sur les terres des colons, n'ont pas influencé l'agriculture autochtone, toujours médiévale. Une certaine propagande clame trop vite que cela tient au fait que les colons se sont appropriés les meilleures terres. Bien souvent ces terres ne sont devenues bonnes que par leur effort. Je pense à cette Mitidja, riche comme une Beauce horticole et qui avant d'être « le jardin de l'Algérie » fut le cimetière de ses défricheurs. Non, le mal est moins simple, et de ce fait peut-être plus grave.

Partager l'essor économique. Cela suppose un effort d'industrialisation sur une base coopérative. Tâche entre toutes délicates. Une industrialisation pure et simple, selon les règles normales de l'économie capitaliste, serait un remède pire que le mal. Prenons garde de ne pas prolétarianiser l'Afrique. Prenons garde de ne pas étendre notre plus grande misère à un pays qui en est relativement préservé.

Un effort porté sur l'Agriculture présente à ce point de vue moins de danger : néanmoins notre Plan pour l'équipement Outre-Mer n'observe pas toujours – même dans ce secteur – toute la prudence nécessaire. Par contre le décret du 18 avril 1946 a introduit en

Algérie une réforme du paysannat susceptible d'un développement fécond. C'est elle qui a été l'objet de notre enquête – enquête que nous avons effectuée pour l'Assemblée de l'Union Française où elle a donné lieu à un important débat. Nous voudrions ici en apporter les résultats, en montrant comment cette expérience algérienne s'insère dans notre doctrine.

Une population sans cesse croissante

Sans doute, quand le Gouverneur général Chataigneau lança le 18 avril 1946 les Secteurs d'améliorations rurales (il entreprit là une de ces tâches qui suffisent à l'honneur d'un homme) ne voyait-il pas aussi loin. Son objectif était simplement d'apporter un remède au problème démographique-économique de l'Algérie. Nous avons apporté à ce pays la paix intérieure et l'hygiène. Il en est résulté un accroissement quasi géométrique de la population autochtone. Les chiffres suivants sont éloquents.

1830	1 500 000 habitants
1926	5 115 000 habitants
1931	5 588 000 habitants
1936	6 247 000 habitants
1949	8 000 000 habitants

Ce mouvement n'est pas arrêté. Si aucune catastrophe n'intervient, ce qu'à Dieu ne plaise, la population autochtone algérienne aura encore doublé en 1960.

Cette population possède la plus grande partie des terres cultivables d'Algérie : 9 200 000 hectares sur 11 600 000. Malheureusement comme nous l'avons dit, elle les cultive dans l'ensemble fort mal (la Kabylie est absolument une exception ; cet immense verger de Kabylie évocateur de l'Hellade). Nous serions tenté de dire que les autochtones cultivent mal avec obstination. Nous nous rappellerons toujours ces Fellahs du bassin versant de l'Oued Fodda se refusant à labourer selon les courbes de niveau et suivant au contraire la plus grande pente. Dans ce paysage érodé, presque lunaire, où la roche perçait sans cesse la maigre terre, c'était douloureux de voir l'homme contribuer à la dégradation du sol. Nous évoquions certains de ces paysans noirs ou asiatiques si industrieux à édifier des terrasses, à retenir le sol. Est-ce la religion, la race, l'une et l'autre de pasteurs migrants, plus que de cultivateurs ? Le Fellah n'a pas le sens de la terre. Nomade mal fixé, elle n'est pour lui qu'un lieu transitoire. Cet homme qui voulait labourer dans le sens de la plus grande pente, ne nous demandait-il pas, à nous qui prétendions lui apprendre à mieux cultiver, qu'on l'exproprie ? Il n'avait pas cet enracinement au sol qui fait le vrai paysan.

Ne nous étonnons pas de la faiblesse des rendements. Sans doute les belles années, quand Allah le veut, la terre est généreuse. Mais ces cultures archaïques ne peuvent supporter aucun accroc. Quatre années sur cinq, elles ne donnent à peu près rien. Nous avons vu, dans des coins de steppe, entre Aflou et Laghouat ou encore aux environs de M'Sila des Fellahs s'obstiner à ensemercer en blé des terres qui ne leur procurent pas une récolte tous les dix ans.

Que sont les Secteurs d'Améliorations Rurales ?

Remédier à cet état de choses en apprenant aux Fellahs à cultiver selon les procédés de la technique moderne, tel est l'objectif essentiel des Secteurs d'Améliorations Rurales. Également, mettre à leur disposition les moyens matériels nécessaires (Matériel mécanique et cheptel mort ou vif). En même temps, sauver la terre. L'Algérie est une terre qui meurt. Évoquons-nous ces hautes collines d'Oranie d'où s'étendaient à l'infini des terres si nues qu'elles imposaient une sorte de méditation poignante sur la misère et sur la

mort. Un esthète s'en fut peut-être exalté. Mais l'Arabe qui nous conduisait nous montrait une profonde faille comme une blessure au flanc de la colline : « Elle n'existait pas l'an dernier », nous disait-il. Le soir nous redescendions vers Nemours. Notre route suivait un oued. Et voici que des champs couverts d'une jeune moisson se détachaient par pans entiers. Ils penchaient sur l'oued. Au premier orage, ils s'y effondreraient. Parlerons-nous aussi de ces Oasis du Sud, de notre cheminement dans la fosse de l'Oued Rhir où la succession de palmeraies mortes semblait, avec leurs troncs découronnés, une interminable Palmyre ?

Formellement, les Secteurs d'Améliorations Rurales (SAR) se définissent « un secteur territorial dans lequel, par l'intermédiaire de la Société Indigène de Prévoyance¹ est appliqué un programme rationnel de paysannat » ou encore « un secteur territorial de la SIP dans lequel se concentrent les moyens propres à accroître la production agricole et à créer ainsi les bases de l'évolution des populations rurales de l'Algérie ». Ils se définissent encore mieux par leur mission.

1° Améliorer les méthodes culturales et, partant, les rendements des propriétés des Fellahs, par la vulgarisation des méthodes modernes et, le cas échéant, par l'exploitation commune d'un matériel mécanique (but principal et le plus général).

2° Mettre en valeur rationnellement les communaux ou domaniaux mal cultivés ou incultes, au besoin en « faisant de la terre » par l'utilisation de moyens mécaniques puissants, et distribuer aux paysans déshérités les terres ainsi récupérées.

3° Acheter des domaines européens et musulmans offerts à la vente et les répartir.

4° Conquérir de nouveaux périmètres par pour l'irrigation et les revaloriser par la pratique de cultures riches.

5° Aménager les zones d'élevage du mouton.

Valeur exemplaire du SAR

Si nous reprenons leur définition, nous voyons que les SAR sont liés au SIP. Bien que les Sociétés Indigènes de Prévoyance algérienne soient parfois critiquées, nous ne pensons pas qu'on ait eu tort d'effectuer cette liaison. En premier lieu, les SIP d'Algérie nous ont paru supérieures à leurs homologues d'Afrique Noire. L'adhésion y est libre, leur président n'est pas ordonnateur, les usagers participent à leur gestion. Ensuite, ces Sociétés Indigènes de Prévoyance avaient le suprême mérite d'exister : elles ont formé d'emblée les cadres nécessaires et les moyens de financement. Mais c'est là une liaison occasionnelle. En Algérie même, la mission de l'Assemblée de l'Union Française a constaté que ces SAR pouvaient fort bien fonctionner en s'appuyant sur une coopérative. D'autre part le SAR a une vie économique propre qui tend à le détacher de la SIP.

¹ Les Sociétés Indigènes de Prévoyance d'Algérie sont des organismes destinés à venir en aide à la masse des petits cultivateurs que leur faible production, le statut immobilier (terre non francisées), l'inexpérience, l'éloignement des villes excluent des facilités offertes aux colons et aux fellahs aisés ou évolués. Elles ont pour but :

- 1) de favoriser le développement de l'Agriculture, notamment par les moyens suivants :
 - a) prêts en nature ou en argent aux fellahs ou aux khames membres de la Société ;
 - b) organisation de services d'intérêt commun concernant la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant des exploitations ;
 - c) achat du cheptel, de matériel et tous les produits ou objets utiles à la bonne marche de l'exploitation ;
 - d) vulgarisation des connaissances indigènes pratiques ;
 - e) amélioration de l'alimentation et de l'habitat ;
- 2) développer l'artisanat indigène,
- 3) pratiquer certaines assurances,
- 4) aider leurs adhérents par des secours.

Les Sociétés Indigènes de Prévoyance d'Algérie sont donc à la fois des organismes de crédit agricole et artisanal, de coopération, de mutualité.

En fait, ce qui importe, c'est de constituer un noyau de Fellahs qui acceptent de cultiver selon les méthodes modernes, et de le constituer de façon telle qu'il puisse avoir une valeur exemplaire. Aussi, la création d'un SAR est-elle soumise à une série d'enquêtes techniques et juridiques ayant pour objet d'activer cette possibilité de rayonnement. Le SAR doit avoir d'abord un caractère d'homogénéité géographique, économique, ethnographique. « Le SAR, dit une circulaire administrative, doit correspondre à une petite région naturelle » de façon que les agriculteurs qui y vivent soient déjà rapprochés par une identité de situation et d'intérêts, obéissent aux mêmes traditions, subissent les mêmes influences politiques ou religieuses, *travaillent sur des sols à peu près semblables pouvant être soumis aux mêmes méthodes.*

En même temps, l'étendue de chaque secteur devra être déterminée par la possibilité, pour le chef de culture qui en sera chargé, d'en suivre attentivement et méthodiquement le développement. L'étendue du secteur ne devra pas excéder ses possibilités d'action. Il faut qu'il crée avec chacun des Fellahs de son secteur des contacts étroits, de manière à les guider et à les conseiller utilement.

Enfin, et ce point est extrêmement important, on doit englober dans la SAR *les éléments d'une collectivité susceptible de recevoir un jour une autonomie municipale.* Le SAR devra correspondre à un douar ou à un groupe de douars, susceptibles de former dans l'avenir une commune.

Une école de municipalité

Le SAR ainsi créé, est géré, sous le contrôle du Président de la SIP par un certain nombre d'autorités. En premier lieu le Chef de Culture, dont le rôle est déterminant puisque c'est lui qui enseignera les méthodes culturelles modernes. On peut dire que de sa qualité dépend le succès ou l'échec du Secteur. Mais ce chef de culture n'est pas une sorte de petit dictateur. Il est assisté par un *Comité de gestion*. Ce Comité de gestion est particulièrement intéressant. L'Administration a estimé, en effet, que « afin de compléter l'éducation économique des Fellahs, il importait non seulement de les convaincre de la nécessité de perfectionner leurs méthodes en leur imposant, au moins au début, une certaine discipline, mais encore de les associer, le plus étroitement possible, à la gestion de leur SAR. » Aussi a-t-on constitué ce Comité de gestion comprenant quatre membres élus par les représentants du SAR en son sein. Ce comité est présidé par le président de Section de la SIP. Rappelons que le Conseil de Section de la SIP, en Algérie, est élu et choisit lui-même son président.

Voilà pourquoi on a pu dire, à juste titre, que le SAR était une véritable « école de municipalité ». Dans le Conseil de Section de la SIP comme dans le Comité de Gestion le Fellah y apprend à gérer des intérêts généraux.

Quant à l'équipement du SAR il comprend un équipement collectif et un équipement individuel. Nous n'entrerons pas dans le détail de cet équipement. Nous voudrions seulement souligner que l'accent est mis sur l'équipement individuel des Fellahs. Les SAR ne sont pas une entreprise de collectivisation et, à leur sujet, bien des contre-sens ont été commis. Ils ne sont à aucun degré des Kolkhozes ; et le matériel mécanique collectif doit être limité au nécessaire. Par contre, on cherche à faire des Fellahs de vrais exploitants au sens où nous l'entendons dans la Métropole. On cherche à créer de vraies familles paysannes.

Le noyau initial est formé soit de Fellahs propriétaires de leur lopin, soit de khames ou de journaliers qu'on recase en leur fournissant, outre les moyens de production, la terre et l'habitation. Cette dernière formule, abandonnée depuis, semble avoir eu à l'origine la faveur de l'administration. Pour notre part, elle nous paraît beaucoup onéreuse. Chaque « recasé » revient, en moyenne, à un million. Les exemples de SAR avec recasement que nous avons visités ne nous ont pas parus encourageants. Sans doute les heureux

bénéficiaires étaient-ils fort contents de leur sort. Ils l'exprimaient pittoresquement en nous expliquant que l'Administration était « leur père et leur mère ». Mais la plupart du temps on avait l'impression d'une certaine dilapidation. Comment juger autrement ces maisons du SAR de Sidi Lakrouf, près de Tablat, qui sont revenues à 700 000 fr l'une ? Cas extrême, sans doute, puisqu'actuellement, les habitations du SAR de Temelhat, dans le Cheliff, ne reviennent qu'à 100 000 fr. Malgré tout, le SAR de recasement nous a paru le type de ces réalisations spectaculaires destinées à frapper un Gouverneur Général en tournée ou une mission parlementaire.

Ce caractère onéreux du SAR avec recasement frappe d'autant plus qu'étant donné la grande prédominance de la petite propriété en Algérie, ce recasement n'y paraît spécialement nécessaire et que surtout, dans l'ensemble, le SAR est une formule à prix de revient relativement peu élevé, le principalement financement étant fait par des avances à long, moyen ou court terme plutôt que par des subventions. Celles-ci sont réservées aux dépenses irrécupérables et aux frais de démarrage.

Tous les domaines de l'activité agricole

On trouve des SAR dans tous les domaines de l'activité agricole : céréaliculture et cultures diverses, élevage, arboriculture, oléiculture, phoeniciculture. La mission de l'Assemblée de l'Union Française en a visité vingt-deux. Nous voudrions rappeler ici quelques unes de nos impressions les plus frappantes.

1° SAR de céréalicultures d'abord. Nous nous sommes demandé parfois si l'Algérie n'allait pas, grâce à eux, redevenir cette Afrique romaine où l'empire puisait son blé. Dans les Bibans, dans le Sersou, au pays des Ouled Mimoun, partout nous voyons des terres, défoncées grâce aux moyens mécaniques, travaillées avec les meilleures méthodes du dry farming, décupler leurs rendements. Les Fellahs qui naguère encore grattaient la terre avec l'araire des anciens, retenaient d'admirables charrues à disques. Chacun d'eux avait désormais son attelage de mulets, sa charrue, son semoir. Ailleurs on cultivait des lentilles. Comment ne pas évoquer ce long plateau des Berkeches, paysage sobre, que la richesse de ses cultures paraît d'une réelle beauté ?

2° Mais plus encore nous ont frappé les SAR d'élevage. Ils répondent plus spécialement à la vocation de l'Algérie. Malgré l'exemple des Romains, celle-ci ne sera jamais un grenier à blé. Au contraire, elle peut devenir une sorte d'Australie française. Avec un aménagement rationnel, elle devrait porter vingt-cinq millions d'ovins. Sans doute ainsi l'Union Française ne serait-elle pas entièrement libérée du lourd tribut qu'elle paie chaque année à la zone Sterling et à la zone Dollar pour ses approvisionnements en laine. Du moins ce tribut serait-il déjà moins lourd. En outre, nous pourrions exporter de la viande, l'agneau broutard paraissant une des denrées les plus susceptibles d'être achetées par l'Angleterre dans les années à venir et en dépit de la politique d'austérité.

Le troupeau ovin de l'Algérie oscille actuellement entre cinq et dix millions de têtes. Plus exactement, pendant les belles années il monte à dix millions. Vienne une crise de sécheresse : il retombe à cinq millions. Il importerait donc de le défendre contre ces crises de sécheresse. L'accroissement quantitatif devrait également être doublé d'une amélioration qualitative. Trop souvent la laine d'Algérie est jarreuse, bonne tout au plus pour le tapis. Les indigènes la présentent dans les pires conditions, vendant autant de crottes que de poil. Une action énergique s'impose donc pour mettre en valeur ces Hauts Plateaux d'Algérie qui ont mérité le nom de « pays du mouton ».

Cette action peut être réalisée, au moins en partie, par les Secteurs d'Améliorations Rurales. La mission de l'Assemblée de l'Union Française a visité trois SAR d'élevages, et cette expérience lui a paru concluante. Comment ne pas évoquer ici ce SAR de Roumana, près de Bou Saada ? Dans une longue peneplaine, dont le bleu dur contrastait avec l'azur limpide des

lointaines montagnes, on avait rassemblé des troupeaux. Le vent soufflait, un peu froid, et les bêtes se serraient les unes contre les autres. Le vent rebroussait les toisons, d'un seul frisson, comme un champ de blé. Les bergers, abritant les derniers-nés dans leur burnous, rassemblaient leurs bêtes à grand cri. Nous étions remontés très loin dans les temps. N'était-ce point le troupeau de Jacob ? Ces bergers n'étaient-ils point les frères de Joseph ?

Faisant contraste avec cette scène biblique, le secteur d'Améliorations Rurales lui-même. Un long bâtiment abritait le logement du moniteur. Un bac d'étiquetage le prolongeait, avec des enclos pour la vaccination. Ici tout était rassemblé pour la lutte contre les fléaux qui périodiquement déciment le troupeau : la faim, la soif, la maladie, le froid.

Lutte contre la faim d'abord. Une luzernière dans un ancien oued, des banquettes de cactus inermes ont été plantées : ce fourrage sera distribué gratuitement dans les périodes de disette. Cette culture s'étendra sur cinq ou six mille hectares, avec mises en défend – Lutte contre la soif ensuite : douze puits d'eau ont été aménagés autour du centre. - Lutte contre la maladie : une piscine de dix mètres est déjà en fonctionnement pour désinfecter les moutons. On peut y baigner et vermifuger de 800 à 1 000 moutons à l'heure. Le bain et l'administration du vermifuge sont suivis de la vaccination, ainsi que de la castration des animaux les moins beaux et de l'ablation de la queue des jeunes brebis – Lutte contre le froid enfin, grâce à des bosquets de jujubiers plantés de loin en loin dans la plaine.

Le résultat est immédiatement visible. Les troupeaux avaient été décimés par cinq ans de sécheresse. On les reconstitue en prêtant à chaque éleveur nécessaire une vingtaine de bêtes. Ces troupeaux sont presque entièrement remboursés en un an. Quant à la qualité de la laine, elle vaut celle des meilleurs croisés d'Australie.

3° Non moins intéressants sont les SAR d'arboriculture. Sans doute pour sauver les terres d'Algérie, eût-il été à la fois plus simple et plus efficace de reboiser. Mais on devait tenir compte des situations acquises et ne pas priver les Fellahs de leurs terres, même menacées. Aussi, un peu partout, tente-t-on sur les terres déclinées des cultures en banquettes, avec, au bourrelet de celles-ci, des plantations d'arbres fruitiers. Ces paysages lunaires d'Algérie deviendront-ils un immense verger ? Déjà les SAR d'arboriculture couvrent 30 000 hectares. Dans deux ou trois ans, ils en couvriront 120 000. En même temps l'Administration s'attache à améliorer le rendement des quelque 60 000 hectares que représente le verger indigène de l'Algérie, souvent fort mal cultivé.

4° Enfin, dans le Sud, pour sauver les oasiens, on crée des SAR de phoeniculture. Nous en avons visité un à El Arfiane, entre Biskra et Touggourt. Mais, à vrai dire, le problème du Sud Algérien dépasse les possibilités des SAR. C'est avant tout un problème de recherche de l'eau – et peut-être encore plus un problème de réglementation de sa distribution pour en éviter l'appropriation abusive.

Ni déracinement ni prolétarisation

Les secteurs d'Améliorations Rurales d'Algérie sont en constante croissance. On en a lancé 12 en 1946. Ils sont 122 à présent. Pourtant, en dépit de cette croissance, au rythme actuel. Ils ne suffiront ni à sauver la terre d'Algérie, ni à résoudre le problème démographique-économique que nous avons exposé au début. Il faudra, au rythme actuel, au moins trente ou quarante ans pour contrôler l'ensemble des terres musulmanes consacrées aux céréales ; dix ans pour contrôler le cheptel ovin, en admettant qu'il ne s'accroisse pas ; pour l'arboriculture et la phoeniculture des délais peuvent être encore plus longs. C'est dire qu'un effort supplémentaire s'impose, et que si le budget algérien n'y suffit pas, la Métropole devra concourir au financement des SAR. C'est dire aussi que ces SAR ne doivent pas être considérés comme une panacée unique, qui dispense de tenter d'autres expériences. Pour l'élevage ovin, par exemple, leur équipement devrait être complété par tout un réseau de

fermes modèles et par l'organisation d'une transhumance estivale. C'est aussi un développement de la moyenne et petite hydraulique qui s'impose.

Quelles que soient ces réserves, l'effort des services du Paysannat est en train de recréer l'Algérie. C'est une conquête pacifique de la terre par les autochtones eux-mêmes. C'est une œuvre d'éducation. La formule des Secteurs d'Améliorations Rurales a cette qualité, primordiale à nos yeux, de créer de la richesse sans engendrer un prolétariat. Ils ne sont pas une œuvre de collectivisme, nous l'avons dit. Mais ils sont aussi complètement en dehors de l'ornière capitaliste. Autre mérite : ils ne renversent pas les structures traditionnelles. Créés dans le cadre du douar, ils s'insèrent naturellement dans le système tribal. Ils donnent un rôle dans l'économie moderne à ces structures ancestrales. Encore une fois ils créent de la richesse sans déraciner ni prolétarianiser. C'est pourquoi cette expérience nous a paru doublement valable. Valable d'abord parce qu'elle ressuscite la terre d'Algérie, valable ensuite parce qu'elle indique une voie à suivre pour développer l'économie de nos territoires d'Outre-Mer.

Nouvelle consultation algérienne

Sans date

Une fois de plus, Alger. Une fois de plus la ville en guirlande sur la mer, et par ce printemps la fête du soleil. La rade que borne à l'horizon le Djurdjura regorge de soleil et d'azur comme une coupe de la joie. Des parfums de fleurs dévalent par les rues étroites jusqu'à la mer, toutes les fleurs à la fois, les orangers, les cytises, les glycines, et les fleurs du plein été, pois de senteur, œillets et roses, chacun de ces parfums glisse par nappes distinctes. On se pose, on ne sait pourquoi, au détour d'un quai, à l'angle d'une place ou sur un des môles. Alger bruyante et bonne fille est là, une fois de plus, mais plus que jamais grimpante. Ville de misère, mais lancinante, de luxe, mais non de morgue ; les clochers et les minarets n'exorcisent pas sa joie charnelle.

Vienne le soir pourtant, Alger se recueille. Tandis que les élégants défilent inlassables rue Michelet et rue d'Isly, le reste de la ville appartient au soir. Il y verse, avec un demi-jour crayeux, les longs rayons d'un or éteint. La mer et les montagnes sont violettes, le ciel vert pâle comme autour des madones de Botticelli. Brefs instants : au-delà de la fête perpétuelle qu'elle se mime comme pour se cacher sa misère, la ville a retrouvé son âme. Mais c'est déjà la nuit, avec ses clairs de lune trop intenses, la féerie un peu vulgaire des hauts vaisseaux illuminés, une beauté galvaudée par tant de chromos qu'elle n'émeut plus.

Milliards et misère

Misère d'Alger : plus que jamais elle m'a frappé, peut-être parce que le printemps associait son luxe au luxe trop éclatant de quelques-uns. Misère physique et misère morale. Elles prennent à la gorge. Impossible de les ignorer quand les petits cireurs de chaussures jouent à des jeux obscènes en plein milieu du square Bresson, ou qu'un maquereau de seize ans, giflé à l'appui, exige des plus jeunes qu'ils astiquent pour rien leurs souliers. Cette joie d'Alger, elle dévore les enfants.

En haut, tout en haut, c'est la ronde des milliards. Alger est la seule ville de France où les revenus annuels (et non la fortune) de quelques-uns se chiffrent en milliards de francs. Et cette province métropolitaine de notre très démocratique République est aussi une dictature : la dictature de ces milliards. Ils écrasent le Gouvernement Général, l'Assemblée algérienne, l'Administration, et, par delà tel ou tel groupe politique qu'ils financent, quelle part de la France ne gouvernent-ils pas aussi ? Et l'argent, il fait des petits, ici. Il en naît tous les jours, de ces petits milliards. Une économie s'en construit, une

économie qui n'a d'autre objet que de procréer des petits milliards, une économie où la richesse est engendreuse et de milliards et de misère.

S'en soucie-t-on ? Une chose m'a toujours surpris : la complicité générale dont jouissent les fabricants de milliards. Ils n'ont même pas besoin d'en distraire une part pour protéger le reste : ils ont si bien fait croire qu'ils représentaient l'ordre et, dans ce pays divisé entre deux communautés religieuses et raciales, ils ont si bien persuadé l'élément européen qu'il leur était solidaire !

Une économie sur la pointe... la joie d'Alger n'invite pas à jouer les Cassandre. Mais est-il besoin d'être Cassandre pour prédire la crise ? L'Algérie est pauvre, je le sais ; l'Algérie est surpeuplée, je le sais encore mieux ; mais l'Algérie c'est aussi huit ou neuf millions d'hommes sans pouvoir d'achat, parce qu'à forger des milliards on néglige de fabriquer les centaines de francs qui achètent. Il n'est pas besoin d'être Cassandre... Dans telle ou telle arrière-boutique Kabyle ou M'zabite on m'en parle, et je sens le vieux fond religieux et racial se mêler à la révolte – même si quelques musulmans savent très bien la danser, la danse des milliards : et ils ne s'en font pas faute.

Les villes dévorantes

Tout rapprochement entre l'Algérie et le Maroc est un mensonge. Par la volonté de la géographie, ces deux pays se tournent le dos. Un désert les sépare, et l'orientation des montagnes. La politique se confiant du Rif à l'Espagne achèvera de détacher de la Méditerranée le Maroc français. Il est atlantique, il est rude, il est salubre : les déserts entre l'Algérie et le Maroc, ce sont aussi des siècles...

Aussi n'y trouve-t-on pas la même sclérose économique. Les milliards, beaucoup moins concentrés, s'y entre-dévorent joyeusement, et quand les milliards s'entre-dévorent il tombe toujours des miettes pour les autres. Je n'ignore pas, évidemment, sur quel système de la sueur s'érige dans le Sud telle respectable fortune. Malgré tout, on sent un pays plus sain et plus jeune. Ce sont milliards, mais beaux milliards adolescents.

Mon propos n'est pas de parler du Maroc. Si je commence à connaître l'Algérie où chaque année me ramène plusieurs fois, je n'ai que très peu séjourné au Maroc. J'exprimerai simplement une inquiétude : une énorme ville, Casablanca, ne va-elle pas miner le Maroc, comme Dakar, Abidjan, Douala, Pointe-noire et Brazzaville minent l'Afrique noire ? La spéculation aidant, on bâtit des villes géantes. Les terrains s'y vendent plus cher qu'au centre de Paris. A Casablanca les gratte-ciel, qu'ils s'érigent dans un azur vierge ou dans la brume, évoquent San Francisco. Cette richesse – ou cette évocation – ne sont-elles pas illusoires ? Certes Casablanca est un des Grands relais du monde, certes les industries trouvent profit à s'établir dans ce pays de « porte ouverte » et de peu d'impôts. Pourtant, cette ville n'est-elle pas en déséquilibre avec un arrière-pays ruineux ? Afrique atlantique, mais Afrique quand même, le Maroc avec de longues étendues désertes, des collines ravinées jusqu'à l'os. Le printemps semble s'en être détourné : ces étendues sont trop pauvres même pour les fleurs des murailles.

Et les campagnes se dépeuplent pour Casablanca. Ainsi surgissent, d'année en année, des bidonvilles. Ils submergent tout, ils s'insinuent entre les villes européennes et les riches palais mauresques, ils comblent chaque vide de la cité, ils poussent jusque dans les ruelles des médina. A Rabat, des bidonvilles se sont glissés dans le Palais du Sultan ! Ainsi se pose, également, chaque jour plus grave le problème des médina – plus grave et plus vrai que celui des bidonvilles, même si moins spectaculaire. Dans les récentes enquêtes, on ne paraît pas avoir vu, ou du moins montré, que le bidonville n'est que l'effet d'un autre mal, l'exode rural. Construire la cité surréaliste (on la croirait rêvée par Salvador Dali) d'Aïn Chock n'est qu'un palliatif et non un remède. Délivrer les campagnes des exactions féodales, y relever les salaires, en écarter la faim par des procédés modernes de culture : l'effort ne

doit-il pas être porté avant tout sur ces points ? Simples interrogations, craintes que j'exprime après beaucoup d'hésitations. Mais j'ai peur que de récentes indignations, en poussant l'Administration à remplacer les bidonvilles par des médinas demain, surpeuplées et accélératrices, par leur réussite même, de l'exode rural, n'accentuent le mal au lieu de la corriger. Simples interrogations : pour oser être affirmatif, il faudrait beaucoup mieux connaître ce pays. Le Maroc ne se livre pas en trois semaines...

Autonomisme des européens

Revenons en Algérie. Nos rendez-vous se succèdent, toutes les rencontres que suppose l'examen périodique et minutieux d'un territoire. Qu'en est-il, en particulier, de l'espèce d'autonomisme latent des européens d'Algérie ? Ce phénomène, assez peu connu, m'a toujours paru susceptible de graves conséquences.

Je ne parlerai pas du Département d'Oran. Je n'y suis pas allé cette fois-ci. D'ailleurs, je le connais moins. Mais je suis frappé de la divergence d'évolution entre les Départements de Constantine et d'Alger. A Constantine, on regarde beaucoup plus qu'autrefois vers la métropole. On y est hostile à toutes les formes d'autonomisme larvé (et on s'en inquiète), fut-ce celui qu'incarne et qu'exprime l'Assemblée Algérienne et le Gouvernement Général. Deux faits paraissent provoquer cette attitude. D'une part l'émotion causée par les événements de Tunisie, d'une Tunisie que rien ne sépare géographiquement, du Constantinois. Inquiétude d'autant plus vive qu'ici le souvenir de 1945 est présent aux esprits. D'autre part une certaine défense contre l'emprise algéroise. Le Gouvernement Général, c'est Alger. L'Assemblée elle-même, pourtant représentative des trois départements, c'est encore Alger. A Bône surtout, le grand port si riche, - et si particulariste – on se méfie d'une capitale concurrente.

Au regard, en Algérois l'autonomisme européen n'a fait que s'accentuer. Assemblée, Gouvernement Général par leur présence même le renforcent, puisque – paradoxalement – l'Assemblée Algérienne est un phénomène politique algérois, mais surtout ce séparatisme larvé gagne la masse. On semble s'y résigner. On n'imagine même pas d'autre évolution que centrifuge. On s'installe dans un comportement, en tous cas dans le sentiment de l'inéluctabilité de cette évolution. Certes, je comprends que les milliardaires encouragent le maintien de barrières qui permettent de ne payer que 40% d'impôts là où en métropole ils en paieraient 60%. mais des milieux qui ne sont pas milliardaires, très loin de là, acceptent passivement que la France s'éloigne. Habitude due à la pratique d'institutions autonomes et à la lecture quotidienne d'une presse qui – en majorité – ne regarde que peu au-delà de la Méditerranée.

De l'ignorance au « contactisme »

Je poursuis ma consultation. De visite en visite une impression se dégage qui, beaucoup plus que cette question de l'autonomisme, sera pour moi la « dominante » de mon nouveau séjour : trouver chez mes interlocuteurs un souci constant et parfois comme une hantise de connaître les musulmans. Combien nouveau, ce souci ! Tel ami dont l'ignorance de l'Islam était un scandale, m'accueille en me parlant de son voisin, un riche marchand kabyle qu'il a invité à déjeuner. Ce directeur de collège religieux m'explique son souci louable, même si tardif, d'ouvrir son collège à des musulmans, malgré les difficultés causées par l'âge différent de la puberté et par une morale sexuelle divergente. Chez certains le zèle des néophytes va plus loin. Ils ne parlent que de leurs « contacts » avec des musulmans. Ils brusquent les étapes. Ils négligent toute précaution et toute information préalable.

Sans doute n'est-ce le fait que d'isolés. Mais une conversion si rapide m'inquiète, et j'imagine qu'elle doit inquiéter aussi ceux de mes amis qui depuis longtemps travaillent au

rapprochement des deux communautés. Cette générosité toute neuve et très ignorante a de quoi réjouir (tout vaut mieux que la vie parallèle et réciproquement méprisante des européens et des musulmans) mais paraît grave de leurres. Mal préparés, ces contacts peuvent mener au pire échec. Le premier danger serait d'ignorer le fossé métaphysique – et on l'ignore trop souvent. Quand on évoque la sourate qui reconnaît la conception virginale du Christ, on ne doit pas oublier qu'elle se termine par l'affirmation : « Allah ne peut avoir de fils ». En nous rappelant, dans sa première partie, ce passage du Coran, nos interlocuteurs musulmans n'obéissent qu'à un souci de politesse très sympathique – ce n'est quand même qu'un souci de politesse. Certains, à Alger ou ailleurs, imagine je ne sais quelle Table Ronde métaphysique. Les chrétiens, adoreurs d'un Dieu-Homme, ne peuvent pas, de ce fait même, ne pas scandaliser les musulmans. L'ignorer est courir à l'échec.

L'autre danger est d'un autre ordre. Les musulmans, bénéficiaires d'amitiés soudaines, ne vont-ils pas s'en offusquer ? Ou ne croiront-ils pas que ce zèle facilement indiscret recouvre une arrière-pensée ? L'oriental, complexe et réservé, comprend mal nos brusques engouements. Je crains encore plus qu'une amitié ignorante provoque des malentendus, des froissements. Je me rappelle le temps où les petits jécistes, animés d'une sorte d'« ouvriérisme », voulaient à tout prix entretenir des contacts étroits avec les jocistes. La J.O.C. s'y opposa – combien à juste titre. Elle craignait de tels froissements. Or le fossé d'un musulman à un chrétien est encore plus large qu'une barrière de classes sociales.

Hier je me plaignais que les européens d'Afrique ignoraient les musulmans (et même je m'en plains encore). Aujourd'hui je m'inquiète d'un brusque zèle à les connaître. Eh oui... Comment n'en serait-il pas ainsi, quand ce camarade sachant (tout se sait vite à Alger) que je me préoccupe des rapports entre les deux communautés m'aborde dans le café où je prends mon petit-déjeuner : « Il paraît que vous voudriez des contacts avec des musulmans », me dit-il, avec un tel degré de sentimentalisme dans la voix, et traduisant aussi tellement bizarrement mon souci, que je m'en effraie. Comme si ces contacts étaient plantes de serres qu'on puisse forcer !

Les tocades amènent toujours des déconvenues. Leurrer les musulmans par une amitié intermittente, sous le signe de quelque chose qui ressemble au snobisme, ce serait trop grave. C'est pourquoi, à ce contactisme j'opposerai les rapports normaux, tels que la vie sait en procurer à qui en a le souci – rapports en vue d'un objet précis, et par la même dégagés de l'engouement et de l'intermittence. Le syndicalisme en est une remarquable occasion, avec la solidité des communs dénominateurs d'intérêts. L'action municipale, là où le jeu n'est pas trop faussé au départ, en sera une autre. Un travail de rapprochement se fera dans l'effort pour assainir matériellement et moralement certains quartiers. Simples exemples, destinés simplement à montrer la voie qui me paraît la meilleure. Une autre occasion devrait être fournie par les corporations étudiantes. Hélas ! Ici le snobisme n'est pas au contraire – et réciproquement – le pire racisme. Perte irréparable que les petits étudiants européens des facultés d'Alger pleureront un jour, j'en ai peur.

Seuls aussi ces rapprochements guidés si on peut dire par des cadres naturels, tels que le travail, la municipalité et l'école, échappent au paternalisme. L'engouement que je dénonçais, quand il n'est pas curiosité ou sentimentalisme, est assez souvent paternaliste. Dans ces cadres naturels seulement nous serons conduits à demander autant que nous donnerons. Il ne s'agit pas « d'aller au musulman » réplique de « aller au peuple » de nos grands-pères.

« Au delà de ces rapports désignés par la vie, - me dit un ami depuis longtemps actif pour rapprocher les communautés – l'heure n'en est encore qu'au double monologue. Nous avons trop à préparer nos communautés respectives. Aller plus loin trop vite, c'est bâtir sur des contre-sens – contre-sens dont la politique tisse son rideau d'illusion. Exposons loyalement nos points de vue. Monologuons loyalement de part et d'autre. A la longue ces

voix parallèles s'accorderont. Quand elles seront dans le même ton, le dialogue sera engagé sans même que nous nous en soyons aperçus ».²

Voilà ce qu'on m'a dit. Certes ce don est un de ceux où je n'ose rien affirmer. Je veux surtout me réjouir de ce souci nouveau dans le milieu européen d'Algérie. Quant à justifier mes réserves, je dirai seulement qu'après quatorze siècles de silence un dialogue ne s'engage pas sans prudence. Le but est de faire vivre ensemble des hommes et non de tenir des propos de salon. Une intelligence de surface n'y suffit pas. Je sais bien que ce matin, à Notre-Dame d'Afrique, des mauresques voilées jusqu'aux yeux priaient la noire madone au manteau bleu, mais au pied de la Basilique, serré entre la colline et la mer, s'étend un long cimetière : un cimetière musulman, puis un cimetière chrétien... les morts eux-mêmes ne sont pas confondus.

Seul ce paysage nous appartient à tous, cette mer impavide bleue – ciel répercuté plus intense – où semble un jeu d'enfant l'escadre qui manœuvre, cette mer, le parfum des prairies en fleurs, comme déjà odorantes du miel qu'elles donneront, et puis aussi le parfum des orangers. Là-bas, transluisent sous l'azur les murs blancs et les toits roses d'Alger. Des enfants soufflent dans des pipeaux comme les pâtres de Virgile. Paix de ce paysage, paix qu'on voudrait savoir dans les cœurs, et qu'elle les pénètre, et qu'elle les unisse.

Un jour viendra sans doute, et malgré tout cette inquiétude neuve que je discerne et qu'attestent tant de confiances le présage : ces deux communautés comprendront les exigences de leur double permanence sur cette terre qui, comme toute la terre, appartient à tous les hommes. De leur rapprochement une civilisation neuve peut naître, génératrice de grandes œuvres. Et n'en ai-je pas vu les prémises, non pas à Alger, mais dans ce Maroc que son caractère Atlantique fait quand même plus proche de nous ? J'ai parcouru la plupart des pays musulmans. Leur plus beau monument – le plus expressif – est à Casablanca, le Palais du Pacha qu'un français vient de dessiner. Je ne parle pas de ces patios en stuc ajouré (inspirés d'un Alambra trop copié ils évoquent fâcheusement les casinos du XIX^e siècle), mais de sa sévère cour d'honneur. Nulle part l'âme marocaine, si noble et seulement en secret frémissante, n'a été mieux traduite. Âme orientale mais à sa façon ascétique, ces murs sans ornement et dont l'équilibre des plans est la parure disent son art d'harmoniser le goût de l'ordre le plus serein et la plus déchirante mystique. C'est le soir, or sur or se composent les ombres et les lumières, et seul chante à part comme pour une sorte de concerto visuel, le toit vert. Cette rigueur française dans l'expression d'une visibilité toute mauresque, ne l'est-ce pas déjà, l'image d'un monde où par delà le double monologue, puis le dialogue, par delà aussi la ronde des milliards, sera le don.

ALGERIE, notre souci

Terre humaine décembre 1951 pp. 81-93

Un bateau blanc, tout blanc s'en va dans le crépuscule. Au-delà de l'Amirauté, il tourne lentement, imposant l'image surfaite d'un cygne. Le couchant ou ses hublots qui

² A ce propos des musulmans algériens, je voudrais dire un mot de leur « désislamisation ». voilà encore un phénomène qui, de voyage en voyage, me frappe. Désislamisation préparée d'ailleurs par une large corruption de l'Islam. Je voudrais bien savoir combien de musulmans d'Algérie, en dehors des miséreux, ne boivent pas d'alcool ? Une école française mal adaptée y a sa responsabilité, comme les écoles coraniques dont l'obscurantisme archaïque ne peut que rebuter les jeunes. Hélas ! Dans les âmes vidées par la désislamisation le marxisme se coule tout naturellement, oui tout naturellement, tant le stalinisme est un Islam désaffecté. Comment aider l'Islam à se retrouver lui-même, à se retrouver dans sa pureté originale par delà une corruption qui, en fait, remonte aux Abbassides ? Voilà encore un des problèmes que devront tenter de résoudre ceux qui veulent réaliser autre chose que du contactisme.

s'allument le parent d'un reflet doré. C'est l'heure très brève qu'Alger se dégage de sa torpeur. Les rues s'emplissent, où brillent les devantures. Les matelots en blanc déambulent trois par trois. Les élégants de Bab-el-Oued, pantalon d'azur ou bois de rose, descendent vers la place du Gouvernement. Dans les ruelles de la Kasbah brillent comme des bijoux des piles de citrons et de melons d'eau. Plus inquiétante encore que le jour, avec ses impasses à boxons, ses bains qui s'appellent « fleur du bonheur » ou « messenger de la joie », avec ses odeurs d'urine, de viande avariée, d'épices et d'encens, la Kasbah s'insère comme un coin jusqu'au Palais de Justice, presque jusqu'à l'Hôtel Aletti, symbole de toutes les prétentions de l'Alger moderne. Deux mondes se côtoient, se frôlent, se pénètrent et malgré tout s'ignorent. Deux mondes cohabitent et s'exècrent entre les collines chevelues d'eucalyptus et le port grinçant de tramways et de grues. L'Orient et l'Occident brassés ensemble, secoués ensemble comme des dés dans le cornet de l'Histoire.

Derrière, ce sont les montagnes avec leur toison clairsemée de pins. Plus loin le paysage se purifie. Aux approches des hauts plateaux il n'est plus qu'une coupe d'or qui vers le soir se fait rose, puis violette. Viennent les hauts-plateaux qu'arpentent les nomades, leurs femmes juchées tout au haut du chargement des chameaux. Un monde qui sort droit de la Bible vit là, juste à côté. Lui aussi s'impose, lui aussi contribue au disparate de ce pays de toutes les contradictions : l'Algérie.

Homérisme électoral

Ici la démocratie occidentale se heurte à la fois avec la féodalité du Maghreb et la théocratie musulmane. On vient de voter. On l'a fait selon toutes les formes imposées pour la métropole. Une loi qui parle de listes, d'isoloirs, de bureaux de vote a été plaquée sur ce monde où les troupeaux de moutons dérivent au gré des saisons, où les femmes glissent un œil à travers le paquet de leurs voiles, où l'Islam impose sa complète confusion du spirituel et du temporel. Je ne m'étonnerai donc pas qu'à peine débarqué en Alger on ne m'ait parlé que de fraudes électorales. Certes, on doit prendre garde qu'avec une fièvre très orientale, on exagère toujours ces sortes d'affaires. D'une fois à l'autre, et partout dans le pays, on raconte les mêmes histoires. Ainsi autour de cette Méditerranée qui en est si riche sont toujours nées les légendes. Les commentaires sur les fraudes font désormais partie intégrante des élections, et même si un scrutin est vraiment libre, on parle encore, de ces fraudes. La vérité est au-delà. Le trucage électoral est la conséquence normale d'un système artificiellement imposé par l'universalisme français. L'Administration, raconte-t-on, rempli des urnes à l'avance et corrige les procès-verbaux au correcteur. C'est possible, mais là où, pour une raison ou une autre, ce n'est pas elle qui domine, d'autres remplissent aussi les urnes et corrigent les procès-verbaux.

Aussi choquante qu'elle paraisse, cette corruption électorale n'est que le résultat obligé de la rencontre entre deux éthiques politiques entièrement divergentes. L'Islam vit dans la confusion du spirituel et du temporel ! en un mot il est théocratique. Or, la théocratie nous est absolument inintelligible. Nous n'avons jamais rien connu de tel. Nos prétendues théocraties n'ont été que des hiérocraties – et je ne suis pas sûr que les quelques années de dictature calviniste à Genève aient été plus. Les tentatives d'asservissement du spirituel par le temporel ou du temporel par le spirituel, dont l'Histoire européenne offre de fréquents exemples, témoignent encore de leurs distinctions. Comment veut-on qu'à rebours les musulmans non évolués du sud ou des Hauts-plateaux comprennent vraiment notre anti-absolutisme.

L'universalisme français ne fait d'ailleurs que souligner un heurt qui se produit dans les pays gouvernés par des souverains musulmans. En Algérie même, c'est le heurt entre les « vieux turbans » et les jeunes couches occidentalises qui sortent des universités françaises. Là encore deux mondes se rencontrent sans se pénétrer ni surtout se comprendre. Je me rappelle cet avocat musulman, d'une très forte culture juridique, qui me disait des chefs des

Grandes Familles : « Cette bande d'illettrés, comment ose-t-on les présenter aux élections ? ». Avec sa neuve culture occidentale, ce grand avocat comprenait encore moins que nous la valeur des traditions de son pays. Quant aux bachagas du sud, ils parlent des médecins ou avocats de la Côte comme le duc de Saint-Simon de M. Fagon ou d'un Le Tellier « passé au bleu ».

Le heurt des « vieux turbans » et des « jeunes turcs » est peut-être atténué par la présence française, ou tout au moins devrait l'être. Un tiers arbitre pourrait régler le différend. Par exemple, lorsque pour les élections l'Administration établit la liste qui bénéficiera de son patronage, pourquoi n'associe-t-elle pas certains éléments intellectuels aux représentants des « Grandes Familles » ? Je veux bien que les Grandes Familles gardent dans le sud (mais non dans toute l'Algérie comme l'affirme l'Administration) un prestige et un pouvoir. Outre que la politique des Grandes Familles tend dangereusement à devenir la politique d'une Grande Famille, la France commettrait une grave imprudence à se lier au sort d'une féodalité même si celle-ci était vivace. Personnellement j'ai assisté aux Indes à l'effondrement d'une féodalité beaucoup plus vivace. Elle a été emportée comme un fétu, et la Grande-Bretagne qui avait fondé sur elle sa permanence a perdu d'un coup l'essentiel de ce qui lui restait d'influence. C'est un exemple que les français devraient méditer.

Je serai même plus sévère. J'ai très peur que le goût de l'Administration algérienne pour les Grandes Familles, comme son horreur des élections, tienne pour une part de la manie. C'est un système préétabli qu'on adopte sans le discuter. On ne veut pas courir le risque de compter avec une élite indigène. On manque d'imagination créatrice. Surtout, et c'est un grand malheur, le corps des administrateurs algériens et nombre de sous-préfets appartiennent aux européens d'Algérie. Les fonctionnaires d'origine métropolitaine y sont très rares. Cette administration, en conséquence a toutes les faiblesses d'un monde clos. Au lieu de voir le problème algérien dans l'ensemble des problèmes français, elle ne voit que son aspect le plus étroit.

Partout en Algérie, et notamment en Kabylie, la France trouverait pourtant des élites indigènes. Un hasard m'a amené aux environs de Tizi-Ouzou, à cette école de Beni Yenni où les Pères Blancs forment depuis soixante-quinze ans les cadres d'un jeune peuple. C'est une très humble bâtisse dans un de ces villages que la crainte des arabes à juché au sommet d'un pic. Ainsi en Kabylie toutes les crêtes sont-elles soulignées d'une croute de toits à tuiles rondes. Admirable paysage ! Dans le creux de la vallée serpentait un oued de lauriers roses. Des cultures en terrasses, coupées d'oliveraies escaladaient les pentes. Tout un horizon de montagnes bleues se déroule autour de moi, que dominait de son âpreté mystique le Djurdjura. Sur ce paysage de ferveur juillet « s'abattait à coup de triques ». La lumière répercutée de mont en mont résonnait comme un heurt de cymbales. Si forte elle était qu'elle vous arrachait de vous-même. Au centre de tous ces déferlements d'azur on se sentait comme sur une patène offert à Dieu.

Pourtant elle est terre à terre la vie de ces villages Kabyles où dans des mesures travaillent d'admirables artisans. Elle est heureusement terre à terre, la vie des villages Kabyles. La lutte quotidienne pour la vie a corrigé les leçons trop exaltantes du paysage. La Kabylie est une région qui sait former autre chose que des chefs politiques. On y trouve des médecins, des avocats, des fonctionnaires, mais encore plus des jardiniers et des ouvriers minutieux. Peuple très différent des arabes, encore plus méditerranéen qu'oriental. Ici ce sont des gosses blonds qui jouent dans la poussière. Peuple extrêmement proche des corses ou des français méridionaux. Seule une islamisation bizarrement imposée par soixante-quinze ans d'administration « républicaine » en a empêché la totale assimilation. Malgré tout, la France a en Kabylie des possibilités qu'elle néglige.

Ne nous attachons pas trop à ces affaires d'élections. On ne parle que des élections, comme si elles pouvaient être un remède. J'ai peur que la naïveté démocratique des

américains nous ait tous gagnés. Les vrais remèdes sont plus profonds, et nous en reparlerons. Le mal aussi est plus profond. Plus grave que la corruption électorale est une corruption fiscale qui accable les plus pauvres de tout le poids des impôts. La perception des impôts en Algérie, c'est l'histoire des publicains dans l'Évangile. Une grande table. Le Receveur des Contributions Diverses est à un bout. Au long de la table quelques notables, le caïd, puis le garde champêtre. On introduit Mohammed. Le receveur cherche ce nom sur un livre, puis annonce : Mohammed, cinq cents francs. » - « tu dois mille francs », interprète le garde champêtre. Mohammed paye les mille francs. Le garde champêtre en verse neuf cents au caïd qui en verse huit cents à son voisin. Le Contrôleur des Contributions Diverses a juste les cinq cents requis. Et gare à Mohammed s'il proteste ou ne s'exécute pas. Demain le garde champêtre et le caïd seront chez lui pour le rosser d'importance.

Quand on a beaucoup séjourné en terre d'Islam, on perd la force de s'indigner. Dans quel pays du Moyen-Orient le poids de l'impôt ne retombe-t-il pas sur le plus pauvre ? Seulement, on voudrait que la présence française signifiât justement autre chose. On voudrait que l'alliance avec certaines féodalités même si elle est nécessaire ne signifiât pas le développement, le renforcement, voire la création de toutes les féodalités. Mais là, on est beaucoup plus loin que les élections.

LES SEPT COLONNES DE L'AUTONOMISME

Ces élections, je voudrai bien échapper à leur hantise. Mais toute l'Algérie bouge encore de leur secousse. Je prends un café sur l'horrible petite terrasse de l'Hôtel Aletti : un ami vient m'en parler. Je fuis plus loin, jusqu'à l'Hôtel Saint-Georges. De sa terrasse de céramique je vois la mer étinceler, je la vois à travers un réseau tropical d'arbres du voyageur et de banyans. Dans le jardin les orangers sont en fleurs et ces acacias d'or me rappellent l'Afrique Équatoriale. Ici le luxe est exquis, plein de distinction. De vieux coffres berbères ressortent sur les anciennes faïences. On voudrait profiter de cette heure rare, tandis que chantent dans la mémoire les deux vers de Baudelaire :

*Là tout n'est qu'ordre et beauté,
Luxe, calme et volupté.*

Allons donc ! Un ami tire sa chaise-longue contre la mienne : il me parle des élections.

A vrai dire, les élections du deuxième collège défraient beaucoup moins la chronique que celles du premier. Les élections au deuxième collège ont été sans surprises et sans événement à sensation. Le premier collège du département d'Alger, au contraire, a provoqué la chute des radicaux. Ceux-ci tenaient le fief depuis si longtemps ! Leurs assises politiques et financières étaient si solides. Leurs leaders avaient si bien en main les colons et l'administration ! Quinze jours après le scrutin, on ne parle encore que de l'échec de M. Rencurel.

Cet échec a bien des causes. Nous ne les analyseront pas ici. Il signifie certainement de la part du premier collège une volonté d'entente avec les musulmans. A ce point de vue, il mérite qu'on le salue. M. Rencurel, représentant des gros colons, ne préconisait-il pas une politique indigène spécialement réactionnaire tendant à restreindre l'influence du deuxième collège ? Malheureusement ce vote a peut-être un autre sens. Avant que je quitte la France, une dépêche A.F.P. m'a laissé rêveur. On y expliquait que la liste radicale avait échoué parce que ses députés sortants n'avaient pas tenu un compte suffisant de l'Assemblée Algérienne.

Le Palais de l'Assemblée Algérienne est modeste : c'est l'ancien palais des Délégations Financières. Il dresse sur les quais sa façade régulière, tout à côté de la Banque d'Algérie. Ne nous cachons pas qu'à l'abri de ce palais médiocre se prépare une sorte de révolution. Les commentaires sur les élections du premier collège en sont en réalité l'écho.

L'Algérie a toujours connu des autonomismes. Celui du parti populaire algérien de Messali Hadj est le plus violent. Mouvement barbare, primitif, issu du tréfonds médiéval de l'Islam. Il a cette brutalité qui touche les masses africaines. A côté nous trouvons l'autonomisme nuancé de M. Ferhat Abbas, mouvement d'intellectuels dont le chef s'est discrédité par une politique contradictoire, mais dont bien des membres sont des hommes valables. Et puis le vieil autonomisme des colons qui, avant la guerre, animait les Délégations Financières au point qu'elles refusaient les subventions de la métropole pour ne rien lui devoir. Aucun de ces courants politiques n'est apaisé. Le P.P.A a perdu beaucoup de ses troupes. Vis-à-vis de lui l'administration a repris son autorité. Surtout il perd au fur et à mesure que, grâce à la contre partie du plan Marshall, la France se manifeste en points d'eau, en tracteurs collectifs, en prêts de bétail. Mais s'il est moins nombreux, moins étendu, il n'en est pas moins fort, tant il a perfectionné son organisation clandestine. Messali, le Mahdi, s'agite comme ces inspirés qui de tous temps séduisent les foules, mais derrière lui les intellectuels en liaison avec Le Caire et Karachi, voire avec Moscou, ont institué un réseau serré de résistance. M. Ferhat Abbas évolue toujours, fort des sympathies qu'il a su se créer à Paris. Les gros colons continuent de rêver d'un dominion calqué sur l'Afrique du Sud. Mais aucun de ces autonomismes n'est vraiment puissant. Messali méprise M Ferhat Abbas, cet espèce d'amant refoulé de la France, il déteste sa femme européenne, son complet veston, sa culture, son rationalisme. M. Ferhat Abbas sait bien, de son côté, que plusieurs siècles le séparent de Messali. Quant aux colons, ils sont séparatistes surtout parce que la France est une empêcheuse de manger en rond le musulman, qu'il soit messaliste, partisan du Manifeste ou pauvre gueux apolitique.

Aujourd'hui, à l'ombre du médiocre palais de l'Assemblée Algérienne se prépare un séparatisme nouveau qui allie momentanément les éléments de la population musulmane et les éléments de la population européenne. On murmure ici que ce mouvement a joué un rôle certain dans les élections au premier collège du département d'Alger. Du côté européen, ce n'est plus le vieux séparatisme agraire des colons, mais un autonomisme né dans les milieux industriels insurgés contre la politique de Pacte Colonial que, dit-on à Alger, Marseille imposerait à la métropole. Du côté musulman c'est un autonomisme plein de nuances, de repentirs. Mais ces deux courants se conjuguent. Ils ne s'affrontent pas comme la masse des fellahs et les colons. Leurs participants peuvent mettre en commun ce qui se partage le mieux, les espérances. On s'entend pour éloigner la métropole en partageant des richesses futures et probablement imaginaires.

Cette entente durerait-elle si le tiers-arbitre métropolitain disparaissait ? On peut en douter. Ni l'Assemblée Algérienne, ni le Gouvernement Général ne suffiraient à l'imposer. Et pourtant, de ce développement nouveau de l'autonomisme, de son ampleur qui, après seulement quelques mois d'absence me surprend, l'une et l'autre sont les grands responsables.

Les institutions ont leur logique. On ne devait pas créer une Assemblée Algérienne si on ne voulait pas préparer une République Algérienne. Je sais : on a entravé de bandelettes de papier son développement, à cette Assemblée. Elle les a brisées ou elle les brisera. Déjà elle réclame le pouvoir législatif. Personne ne peut l'empêcher d'obtenir ce pouvoir, ni une Assemblée Nationale distraite par d'autres soucis, ni une Assemblée de l'Union Française à qui on dénie la compétence algérienne (et de toutes façons émasculée). Ne serait-ce que pour justifier leur existence, un nombre croissant de délégués de l'Assemblée Algérienne pousseront à la roue de l'autonomie.

Et le Gouvernement Général ? Sa masse surplombe Alger, elle l'écrase. Quand on arrive en Alger par la mer, c'est lui qu'on voit en premier, l'immeuble géant situé en éperon sur la ville. Il domine également la coulée blanche de la Kasbah et la coulée ocre de la ville neuve. De partout on le voit.

Cet énorme immeuble enserme (cache presque) en son entresol le bureau du Gouverneur Général. Une table Faubourg Saint-Antoine, des fauteuils de cuir, une grande baie où la mer, la ville et quelques bananiers ornementaux composent une carte postale en couleur. Ici travaille, comme emprisonné, le représentant de la Métropole. L'immeuble le surplombe, lui aussi, l'écrase, le domine.

Et c'est ici, dans les alvéoles innombrables de cette espèce de solarium que s'élabore le mieux l'indépendance algérienne. Action inconsciente, mais combien forte ! On ne suit même plus la politique de Paris. On ne prend plus garde à obtenir de l'Assemblée Nationale les textes nécessaires à l'Algérie. On recourt à l'Assemblée Algérienne. L'Algérie a des préfets ? Pour mémoire, sans doute. Ils ne correspondent avec Paris que par l'intermédiaire du solarium géant. Autant dire que celui-ci filtre et classe ce qui lui plaît. Ce solarium est en réalité un écran entre la métropole et l'Algérie.

Nous savons que dans certaines de ces alvéoles travaillent des fonctionnaires pleins de conscience et de patriotisme. Qu'y peuvent-ils ? C'est encore la logique des institutions. En face d'une Assemblée Algérienne avide de pouvoirs législatifs le Gouvernement Général ne peut pas ne pas prendre figure d'Exécutif. On pourrait presque dire que dans une Algérie où personne ne veut vraiment l'autonomie tout le monde se précipite vers elle – combien vite !

MEDITATION A TIPASA

Chaque fois que je quitte l'Algérie, je viens, comme en pèlerinage, à Tipasa. Y mène une route assez laide, avec des vignes et des guinguettes ; une côte d'Azur dévaluée. Mais peut-être l'austère paysage de Tipasa n'en est-il que plus émouvant.

Le Chenoua se lève sur le ciel, comme un énorme réservoir d'azur. La mer, entre les roches ocrées, paraît plus bleue . Sur quels trésors sommeille-t-elle, cette mer de Tipasa ? Des rochers s'y reflètent. Des rochers ? Non, des pans de murs, des tombeaux puniques, les débris d'un môle romain.

Dans la Mauretanie Césarienne on venait ici se reposer. Les soubassements des temples et des basiliques, un amphithéâtre, une nymphée attestent que cette ville en éperon sur la mer était belle. Pas tant que aujourd'hui où ses vestiges, leurs lignes rodées par le temps, composent avec les oliviers et les romarins, avec la mer, avec la masse du Chenoua un des beaux paysages du monde. Mélancolique, ce paysage ! Que reste-t-il de Tipasa la païenne ? Que reste-t-il de Tipasa la chrétienne ? Quelques ruines, et des tombeaux.

Les tombeaux ont survécu à la Cité. La surface des nécropoles dépasse celle de la ville. La cité de plaisir était enserrée de cimetières. Dans un désordre de jugement dernier les tombeaux ouverts gardent la pluie des derniers orages.

Méditer sur ces ruines, méditer sur ces tombeaux, quelle attitude banale ! Mais les ruines et les tombeaux, c'est ce qu'on appelle les leçons de l'Histoire. En quel lieu peut-on mieux réfléchir aux questions de la politique ?

Vers le soir, la beauté de Tipasa s'exaspère. Si fort sentent les romarins que l'air en est presque irrespirable. Plus bleus ces romarins, plus dorées les ruines. Le paysage de tombeaux devient un lieu de délice et presque de volupté. Insoucieux, des couples s'embrassent. Alger aussi ferait de belles ruines enserrées entre des cimetières.

La présence punique, la présence romaine ont disparu. La présence arabe, avec des maisons et des mosquées légères comme les tentes des nomades ne laisseraient guère de ruines. Les ruines d'Alger, ce seraient des ruines européennes.

« Nous n'en sommes pas là », clame Alger de tout son orgueil. « Nous n'en sommes pas là », clame sa richesse comme américaine. A chaque carrefour d'Alger se croisent d'énormes voitures, les devantures sont aussi belles qu'à Paris, des navires entrent au port

ou en sortent et la nuit la grande ville frange la mer d'une fête de lumière. Et pourtant, je l'ai bien senti : quelque chose ici se défait.

Quelque chose se défait qu'on voudrait désespérément retenir. Quelque chose se défait qu'on pourrait retenir. Un peu de résolution de la part de la Métropole y suffirait. Je ne demande même pas qu'une bombe législative fasse sauter l'Assemblée Algérienne et le Gouvernement Général. Mais on peut orienter l'évolution et la retarder suffisamment pour éviter les drames et les heurts. Qu'Alger atteigne ce statut de dominion dont trop d'hommes rêvent ici, aurait lieu immédiatement une épreuve de force. Les autonomismes un moment conjugués se heurteront. Les uns veulent une Afrique du Sud, les autres une Égypte. Ils ne réaliseront l'une ou l'autre qu'en s'exterminant.

Du temps est encore nécessaire pour que des élites nouvelles apprennent à vivre ensemble. Car le drame, c'est que l'évolution centrifuge qui m'émeut, personne ne la veut vraiment, ni la masse des indigènes qu'un Madi peut exalter mais qui demain pleurerait que tarissent les bienfaits de l'administrateur, ni les colons, en dépit de tout patriotes, ni les industriels, encore moins les fonctionnaires du Gouvernement général, dont l'attitude autonomiste n'est que manque d'imagination ou facilité. C'est-à-dire que tout peut être sauvé en retardant ou en orientant l'évolution.

Qui sait ? Même la solution la plus sage pourrait encore être atteinte. Face à face, européens d'Algérie et musulmans ont peur les uns des autres, et ce réflexe de peur est la clef de toute la politique algérienne. De part et d'autre, ce réflexe ne peut être dissipé que par une intégration dans la métropole. Cette intégration dissiperait la peur des colons qui vis-à-vis des musulmans ne seraient plus un contre huit. Elle dissiperait la peur des indigènes qui savent très bien que c'est de la métropole que peut leur venir la justice.

Qu'on développe les pouvoirs des préfets, qu'on place dans les sous-préfectures où tant pourrait être fait et où on fait si peu les meilleurs de nos sous-préfets, on aura déjà beaucoup contribué à dissiper le malaise. Qu'on se souvienne qu'il existe des algériens plutôt qu'une Algérie. Qu'on introduise plus de métropolitains dans l'Administration Algérienne. Il ne s'agit pas de prêcher avec un cartésianisme bien français une vaste réforme spectaculaire, mais plutôt, quotidiennement, d'opérer une fusion entre le système algérien et le système métropolitain.

Surtout si nous devons gagner du temps, c'est pour obtenir une certaine évolution de la société musulmane. Nous pouvons la rendre communicable à notre civilisation. Cela dépend seulement de nous. Le moyen, le principal moyen tout au moins c'est l'éducation de la femme musulmane.

La question dépasse l'Algérie. C'est dans toute la France d'Outre-Mer que la présence française est liée à l'éducation que nous saurons ou que nous ne saurons pas donner à la femme indigène. On me permettra d'évoquer l'exemple de l'U.R.S.S. Ce qui fait la force du régime soviétique, ai-je constaté sur place, malgré son caractère tyrannique, malgré la misère des paysans et des ouvriers, c'est que les soviets ont réussi l'émancipation de la femme russe. Avant la Révolution, sa condition était assez proche de celle de la femme musulmane. Maintenant elle dirige la société. A l'échelon « cadres » les femmes sont en majorité. D'où leur attachement au régime qui les a libérées.

Cela, les communistes l'ont bien senti, qui dans nos territoires d'Outre-Mer travaillent surtout auprès des femmes. Pourquoi, au contraire, le gouvernement se montre-t-il si timide, si réticent ? Non seulement les femmes aspirent à cette libération, mais les jeunes hommes la désirent pour elles. Dans des discours que j'ai prononcés en Algérie, j'ai souvent parlé de cette question à de jeunes hommes. Comme ils comprenaient ! Comme ils éprouvaient la nostalgie d'une compagne qui fut vraiment une épouse ! Je leur parlais tout simplement de mon foyer, de l'admirable accord que donne à l'homme et à la femme

l'égalité dans l'amour. Et je sentais que je répondais à leur aspiration peut-être secrète, mais la plus profonde.

D'ailleurs que pouvons-nous leur apporter de plus beau ; et quel sens plus noble donner à notre tutelle ? Prenons garde aussi qu'à éduquer seulement les hommes nous fassions de ceux-ci des désaxés. Qu'est-ce qu'un homme sans une femme qui lui corresponde, sinon un égoïste et un aigri ?

Seulement s'opposent à cette politique ces féodaux sur lesquels l'Administration, par routine, faute de connaître autre chose que l'Algérie, s'appuie avec une dangereuse exclusivité. Pour ces vieux turbans, la femme doit demeurer ce que la fait, non le Coran, certes, mais une tradition de brutalité : un instrument à donner des plaisirs, et la rosser n'est pas le moindre.

Voilà qui nous ramènerait aux élections d'Algérie. N'y revenons pas pourtant. N'y revenons pas parce que rien de ce que je dis je n'oserais l'affirmer. Je commence à connaître l'Algérie, c'est-à-dire que je ne la comprends pas. J'aperçois des lignes, quelques arêtes vives : je ne les raccorde pas. L'Algérie, plutôt les Algérie sont trop diverses, trop contradictoires. Quand j'y pense, j'évoque une sorte de cauchemar que j'eus enfant, un soir de fièvre. Je voyais la tenture à fleurs de ma chambre s'ordonner en dessins géométriques. Mais dès que je croyais percevoir la forme d'un de ces dessins, il s'effaçait et se composait en un autre. Et je m'épuisais à saisir des formes toujours dissipées. Ainsi, ce soir, à Tipasa. Une fois de plus j'ai parcouru l'Algérie. Une fois de plus j'ai subi le vent de sable à Laghouat. Je me suis reposé près de Toggourt dans de pépiantes oasis. J'ai vu les hauts plateaux se moirer de mirages au point que des chameaux paissant devenaient une forêt tropicale. J'ai cueilli dans les oueds desséchés des lauriers roses. Mais le vrai sens de ce pays, je ne l'ai toujours pas saisi.

Plus de solution préfabriquée pour l'Algérie

Forces nouvelles 1955

L'Algérie cessera-t-elle d'être un enjeu dans notre politique intérieure ? On parle d'une trêve en Algérie : il la faudrait d'abord en France.

Le temps presse. La question d'Algérie approche d'une sorte de maturité. Bien des signes nous en parviennent qui montrent la portion européenne de la population beaucoup plus lucide. Quant aux fellaghas, ils ont donnés quelques symptômes – vagues il est vrai – d'un certain désir de paix. Qu'on ne néglige pas ces signes malgré tout favorables ! Mais surtout, pour peu de temps encore peut-être, la révolte algérienne est plus anticolonialiste qu'anti-française. Encore quelques mois et ce caractère se renverserait.

Et tout le Maghreb serait entraîné dans l'aventure. Au Maroc, le Palais, le Gouvernement et même l'Istiqlal sentent que le pays a besoin de la France. La volonté d'entente est certaine malgré les pressions extrémistes. Mais la tension algérienne réagit. Elle vient à l'appui des amis d'Allal el Fassi et de « l'armée de libération ». Pour le Maroc, et j'imagine aussi pour la Tunisie, la solution algérienne est urgente.

On ne peut donc que déplorer que les conclusions du Gouverneur général Soustelle soient tombées ici dans le climat des surenchères partisans. Tel les rejetait qui aujourd'hui les prône, dès lors que M. Edgar Faure n'a point sembler s'en enthousiasmer. On en a trop parlé de ces conclusions ? Certes, et de fuite en fuite tout gouvernement deviendra impossible. Remarquons pourtant que M. Soustelle ne s'est pas montré discret sur son « plan » ni vis-à-vis de la presse, ni dans le privé.

Trois cents députés d'Outre-mer

Suivant l'angle où l'on se place, ce qui a été connu de ce plan avait le mérite ou le tort d'être révolutionnaire. Désormais plus aucune solution moyenne n'est possible. On est enfermé dans les slogans qu'on aurait tant dû éviter. Certains accusent le Gouverneur général de l'Algérie d'avoir lancé son projet d'intégration, non pour qu'il soit adopté, mais pour préparer l'opinion à l'extrémisme d'une solution inverse. D'autres lui prêtent le dessein de s'être préparé un « terrain de chute ». Peu importe ! La vérité est que, si dans ses aspects en quelque sorte techniques – municipalités, mesures économiques, mesures sociales – ce qu'on connaît des « conclusions Soustelle » est intéressant, l'intégration qui, au point de vue politique, est purement et simplement une assimilation, appelle de grandes réserves.

Quatre-vingts députés algériens : ce chiffre pose déjà un problème. Mais en parler ainsi, c'est tromper l'opinion. On doit lui dire d'emblée qu'il ne s'agit pas seulement de 80 députés algériens, mais également de 170 députés d'AOF, 30 députés du Cameroun, 10 députés du Togo, 50 députés d'AEF, 60 députés de Madagascar. Je ne vois pas, en effet, parlant en mon nom personnel, aucune raison pour ne pas accorder à l'Afrique Noire, sous prétexte qu'elle est sage et fidèle, ce qu'on céderait aux mitraillettes algériennes. Sans compter que la parenté psychologique et spirituelle entre la métropole et l'Afrique Noire est beaucoup plus grande qu'entre la métropole et la population musulmane d'Algérie.

J'ajoute que ce chiffre de 80, comme les chiffres parallèles déterminés pour l'Afrique Noire, sont purement artificiels. Si on s'engage dans cette voie, avant deux ans les quarante millions d'hommes qui peuplent nos pays d'outre-mer auront autant de députés que la métropole. Pourquoi le leur refuserait-on ? Et, encore plus, *dès lors qu'ils seraient déjà 300, comment* le leur refuserait-on ?

Seulement la métropole est seule à fournir les ressources. Seul son budget alimenterait l'ensemble. Peut-on abandonner les ressources fournies par la métropole seule, même pas à l'arbitrage, mais à la distribution de l'Outre-Mer ?

Pourquoi ne pas tenter une formule fédérale ?

Renouer le dialogue

Généreux, certes, ce plan Soustelle. Mais il présente un grand danger – danger qu'on retrouve chaque fois qu'on prétend, pour détourner les hommes de ce qu'ils demandent, leur offrir tout autre chose. Sans rien apporter de constructif, parce qu'il possède un vice congénital, il nous lance dans les surenchères.

Car, et encore une fois je n'engage que moi, il me semble qu'il n'y a pas qu'un seul vrai problème en Algérie, reprendre le contact et le reprendre avec toutes les couches de la population. Ne préfabriquons de solutions. Ne préjugeons pas de désirs et d'aspirations que nous ignorons. Le drame de l'Algérie, c'est que nous ne la connaissons plus. Nous ne trouverons une solution valable qu'en renouant le dialogue interrompu. Le Statut de l'Algérie a apporté huit ans de paix, parce qu'il résultait d'un dialogue. En faussant le Statut dans son application on a interrompu ce dialogue. Que les brain-trusts, qu'ils soient du Front Républicain ou d'autres chapelles, cessent leur stratégie en chambre, et qu'ils comprennent que nous ne ferons pas l'Algérie sans les Algériens. Tous nos efforts, cessées nos luttes partisans, doivent être tendus à déterminer les moyens techniques de la reprise du contact.

Un conte du pays d'Alger

Comment Sidi Abderrahman devint un vrai saint

Forces Nouvelles 10/9/1955

La mer était bleue devant Alger, d'un bleu de gorge de colombe, d'un bleu atténué, irisé, diapré de rose. Milles vaguelettes crêtées de lumières y murmuraient la joie du monde. Des rêves venait, capiteuse, l'odeur des orangers en fleurs.

Assis sur son tapis de prières, le saint homme Sidi Abderrahman récitait ses litanies. Porté par les flots, il voguait aussi confiant qu'en un bateau. Les poissons dressaient leur tête d'argent pour mieux voir si étrange embarcation et si singulier équipage. Le vent léger, soufflant au burnous du saint, le poussait au long de la rive. Tout baignait dans le calme et Sidi Abderrahman était content de Dieu ce matin, content de Dieu qui fit le monde si beau, la mer si bleue, et si blanche la ville en guirlande de fleurs sur la colline, et surtout Abderrahman si saint qu'un tapis de laine le pouvait porter sur l'eau.

*

**

Qu'est-ce là ? Un chant de flûte ? Iblis le lapidé, Iblis l'affreux démon pleurerait-il dans un roseau son exil ? Une telle musique doit troubler la prière : Sidi Abderrahman le sait bien. Il sait qu'en entendant la flûte il ne doit plus pouvoir prier. Pourtant il se sent emporté vers Dieu. Plus suave que le chant d'un ange, cette chanson. Les vertus de Dieu glissent sur la mer, emplissent les oreilles du saint, comblent de grâce sa prière. Mais non ! la flûte doit le troubler : Sidi Abderrahman le sait. Aussi déroulant un pan de son turban et s'en servant comme d'un foc pour mieux gouverner son tapis il s'oriente vers la rive.

Ce n'est pas Iblis, c'est un berger. Un jeune berger souffle, ignorant de ses brebis. Il souffle à en perdre haleine. Il souffle sans même voir le spectacle insolite du saint voguant assis sur un tapis (Sidi Abderrahman comptait pourtant sur son effet). Il en est pâle et la sueur perle à son front. Qu'importe ! Il souffle et la mer presse plus serrée ses vagues pour qu'elles l'entendent. Et les arbres ont tu leur frisson pour ne pas altérer la pureté de ce chant. Seul parfois, un rossignol donne l'accord.

Mais l'orthodoxie avant tout ! Les vénérés canons de l'intégrisme ont depuis longtemps interdit le chant de la flûte. Qu'ils se servent de leur tapis pour flotter ou pour voler les marabouts assemblés en concile ont défendu qu'on joue de cet instrument. Ce n'est pas le moment de relâcher sa vigilance. Un impertinent n'a-t-il pas été jusqu'à dire « voler ou flotter ce n'est pas si merveilleux puisque les oiseaux et les poissons en font autant » ?

Ah ! Il en entendit, le berger ! Souffler de la flûte, comme un démon ! Ignorer les conciles des saints volants et des saints flottants ! Attenter à l'orthodoxie ! Eh quoi ?... Il prétendait que s'il jouait de la flûte c'était pour prier ?... Mon ami, mon ami, vous êtes un affreux insolent ! On ne prie pas avec une flûte... Que dites-vous ?... Vous remerciez Dieu de vous avoir donné un fils ?... Cette musique est une action de grâce ?... C'est à Dieu que vous offrez une telle musique ?... Mais vous êtes perdu, mon enfant... Ah ! ne dites pas le contraire : vous courez vers la damnation... Mais non, mais non, votre péché est sans excuse... Taisez-vous et appréciez votre bonheur de rencontrer un saint tel que moi... Laissez cette flûte. Enterrez-la. C'est un instrument du diable, vous dis-je... Vous ne savez pas prier autrement ? Mon pauvre enfant, le monde est bien bas.

« Je vais vous enseigner comme on prie ». Et le saint de se prosterner, de réciter cette sourate et puis cette autre, de psalmodier et se balancer, de se courber et se redresser, de s'incliner et se figer, de s'agiter et se fixer. Il récite. Il récite... Le pauvre berger en est coi. Il admire. Il répète. Il imite. Il copie. Il se dandine et il se fige. Il s'incline et il se relève. Il se courbe et il se redresse. Trois jours le saint lui enseigne les pieuses gymnastiques et les dévotes gesticulations. Ah ! Il est bien question de la flûte ! On s'initie. On prie en cadence et selon la rime. On observe les saints canons. Tous les oiseaux de la grève en pantèlent d'admiration. Seul un corbeau – très vieux, déplumé, enroué, rhumatisant – suit d'un air narquois ces mimiques.

Au bout de trois jours l'élève est dressé. Sidi Abderrahman reprend la mer. Un joli vent de poupe enfle son burnous et le tapis ondule aux vagues. « Que Dieu est grand et que je suis saint ! Comme ce berger va bien prier à présent. » Et dans son âme Abderrahman se gonfle autant que son burnous.

- « Attendez ! Attendez ! »

- « Qui vient ainsi sur la mer troubler ma méditation ? », pense le saint.

C'est le berger. Il court. Il vole de vague en vague.

- « Attendez ! Attendez baissez le burnous et mettez le tapis à la cape ! Monseigneur Abderrahman, que doit-on dire entre la seconde prostration et la troisième litanie ? Je ne sais plus. Pardonnez-moi : je suis un pauvre homme. Avec ma flûte, c'était quand même plus facile. »

De ses pieds nus notre berger frôle la mer. Il n'a pas besoin de tapis pour flotter, lui. Son élan vers Dieu est si fort qu'il le supporte. Point de tapis, vous dis-je. L'inconscience sainteté suffit.

Sidi Abderrahman a compris. « Laisse les sourates et les genuflexions, dit-il au berger. Prie sur ta flûte puisque Dieu t'a donné de savoir en jouer. Peu importe les mots et les gestes : seul notre cœur donne valeur à notre prière. Va, et déterre ta flûte. »

*

**

C'est de ce jour que reléguant son tapis volant au magasin des accessoires, entre un requin empaillé et des plumes de paon mangées aux vers, Sidi Abderrahman, donnant à Dieu l'offrande d'un pur amour, devint un vrai saint.

Que faire en Algérie ?

Forces nouvelles 1955 ou 1956

Dans la campagne électorale sous le préau des écoles, on se lance de grands mots vagues : assimilation, intégration, autonomie, fédéralisme. Ces diatribes sont d'autant plus flamboyantes que plus flagrante est l'ignorance et l'opinion plus inquiète devant la vague d'attentats.

On discute sur une Algérie imaginaire. On règle le sort de ce pays sans nul souci de ce qu'il est. On s'inspire, avec impavidité, du régime en vigueur ou en préparation pour la Tunisie et le Maroc, en semblant oublier que l'Algérie n'a jamais été comme eux un État ; que la proportion des Français est plus forte, que les Musulmans y sont beaucoup plus francisés (nous y sommes depuis 1830 : le Maroc n'a été pacifié qu'en 1934). on oublie tous les caractères qui exigent pour l'Algérie une solution originale, comme on oublie son étroite interdépendance économique avec la France.

Mais à l'autre bord, même ignorance presque candide. On oublie tous les obstacles que rencontre l'assimilation, voire l'intégration. Ils tiennent au caractère même d'une population que l'Islam a modelée jusqu'en son intime. Ils tiennent également au retard économique du pays. On n'intègre pas des économies de but en blanc, quand la disparité de leurs niveaux de vie est au moins à la puissance cinq. Au point de vue politique, il paraît difficile d'introduire dans le Parlement cent vingt ou cent trente députés musulmans élus par une population à 80% analphabète. Dire que l'Algérie « ce sont trois départements français » est juridiquement vrai. Mais il ne faut pas perdre de vue combien ces départements sont particuliers.

Au lieu de lancer des mots vagues, on ferait mieux de déterminer les bases concrètes d'une politique. Le problème algérien, complexe entre tous, ne sera pas résolu avec quelques « il n'y a qu'à ». Pour quelqu'un qui, comme J. Fonlupt-Esparaber ou moi-même, a beaucoup parcouru ce pays (je crois en avoir visité presque chaque village), il semble que pour trouver une solution au problème algérien – sans faux semblant – un certain nombre de conditions doivent être remplies.

Rétablir la sécurité

Inutile d'insister sur la nécessité de rétablir la sécurité. J'admire que certains parlent aujourd'hui avec tant de légèreté de retirer le contingent. N'est-ce pas M. Mitterand, alors Ministre de l'Intérieur, qui le 4 février 1955 (JO Débats, page 755), déclarait : « *J'ai engagé le contingent, je ne le regrette pas...* ». Et le Journal Officiel de porter : *applaudissements à gauche*. Mais qui parle de retirer le contingent, sinon cette « gauche » qui l'a envoyé ? (scrutin sur la confiance, JO Débats, page 752). Hélas ! La situation est trop grave pour de tels jeux ! C'est un fait que l'adversaire agit par la terreur et que la terreur lui vaut des complicités. Et parmi l'opposition qui se marque à l'Assemblée Algérienne, combien, à côtés d'hommes animés, d'une façon respectable, par des convictions, peut-on compter de ces béni oui oui de SFIO. Naegelen devenu avec autant de caractère les béni oui oui des autres ?

Rendre le dialogue possible...

Mais on ne rétablira pas la paix sans donner aux masses musulmanes des raisons d'espérer. Et nous retrouvons ces conditions préparatoires à une vraie solution du problème algérien. La première est d'établir le contact avec toutes les couches de la population algérienne, depuis les élites jusqu'à la masse. D'une façon ou d'une autre, nous ne ferons pas l'Algérie sans les Algériens. Il faut, au delà des béni oui oui giratoires, trouver des compagnons valables.

...Avec les élites

Puisque aujourd'hui toute élection est suspectée, d'autres moyens de trouver ces compagnons doivent être inventés. Le premier de faire entrer, sans trop s'embarrasser des règlements, un fort contingent de Musulmans à tous les échelons de l'administration tant métropolitaine qu'algérienne. On peut regretter qu'à la fois par son manque de style et la timidité des mesures prises, M. Bourguès-Maunoury, plus préoccupé sans doute du scrutin d'arrondissement que de l'Algérie, ait compromis cette idée plus qu'il ne l'a servie en nommant trois sous-préfets musulmans. D'autre part, étant donné les obstacles que rencontre le renouvellement de l'Assemblée Algérienne, le Gouverneur Général devrait appeler à siéger à son Conseil de Gouvernement des représentants de toutes les nuances de l'opinion musulmane et les associer directement à la gestion des affaires. Quelque soit l'avenir de l'Algérie, intégration ou fédéralisme, il lui faut des élites formées à l'administration et au Gouvernement. Ces deux mesures permettraient cette formation en même temps qu'elles provoqueraient le dialogue – qu'elles le provoqueraient « dans le concret » et non dans les surenchères obligées des tables rondes.

...Avec les masses

Mais le contact doit aussi être repris à la base, avec les masses. Il n'y a plus en Algérie qu'un administrateur pour 82 000 habitants. C'est dire que les fellahs ont été trop souvent exposés sans contrôle aux exactions des Caïds, Aghas et Bachaghas, et sous couvert d'administration directe nous avons eu la pire des administrations indirectes. Cette reprise du contact serait d'ailleurs facilitée par la multiplication des départements algériens. Les départements actuels sont une folie et aboutissent à une sous-administration, aussi paradoxal que ce terme puisse paraître pour un pays que coiffe un gouvernement général pléthorique. Ces départements devraient être calqués sur les ethnies. Ainsi préparait-on aussi bien les solutions d'intégration que les solutions d'autonomie. En effet, une Algérie recevant une forme quelconque d'autonomie politique un peu large devrait revêtir une structure fédérale : ainsi seulement les minorités européennes, kabyle ou mozabite, seraient garanties. En même temps, la démocratie de base devrait être introduite, grâce à la

municipalité notamment là où les secteurs d'améliorations rurales ont habitué les fellahs à la gestion de leurs propres affaires.

Accroître les pouvoirs du Gouverneur général

Les réformes permettraient de déterminer en connaissance de cause et valablement le régime futur de l'Algérie. Bien entendu, parallèlement, d'autres mesures seraient à prendre. En premier lieu, le Gouverneur Général de l'Algérie devrait avoir accès direct au Conseil des Ministres. Ainsi ne serait-il pas court-circuité par tel sénateur proche ami politique de son ministre (on en a vu trop d'exemples dans le passé), ainsi également, le Gouvernement serait-il dans son ensemble au courant de la situation. C'est une mesure que notre Congrès de Marseille a réclamée.

Augmenter le niveau de vie

Mais on ne fera rien de durable si on ne hausse pas le niveau de vie d'une population misérable : *réforme agraire* allant jusqu'à l'expropriation et la redistribution des superficies déclarées excédentaires ; *révision du régime des ventes domaniales* ; progressivité réelle de l'impôt avec, en contrepartie, une aide accrue de la métropole ; industrialisation ; extension de la législation sociale ; telles sont dans ce domaine les grandes têtes de chapitre.

Sous une telle perspective l'application du Plan Soustelle, dans le cadre du Statut de l'Algérie (qui même faussé par certains points de son application a quand même assuré huit ans de paix) apparaît comme une série de pierres d'attente. Ces mesures, en soi appréciables, ne vaudront qu'autant qu'elles s'inscriront dans une réforme plus vaste. Ainsi, avec les Algériens l'avenir de l'Algérie pourra-t-il être déterminé.

Quel sera cet avenir ? Intégration ou fédéralisme ? N'en préjugeons pas dans l'arbitraire, bien qu'apparaisse beaucoup plus probable une solution de caractère fédéral. Mais d'un fédéralisme original, non calqué sur les autonomies des pays voisins. Mais pour le déterminer dans le dialogue, trouvons des compagnons valables.

Grave semaine en Algérie

Forces nouvelles 1956

L'expérience politique dont nous sommes les spectateurs commence mal en Algérie. Huit jours auront suffi à un réchauffement certain de la situation, réchauffement qu'un gouvernement plus large aurait pu éviter. La défiance des Européens d'Algérie se conjugue avec l'idée répandue dans les milieux musulmans que l'heure des grandes exigences a sonné. Ainsi le fossé s'est-il encore creusé entre les deux communautés d'Algérie : telle est pour l'avenir la pire des hypothèses.

Il ne s'agit pas d'excuser les manifestations des Européens d'Algérie, même s'ils ont la circonstance très atténuante de la terreur, même si la désignation du Général Catroux, dont le nom évoque surtout des départs, avait de quoi surprendre. Il ne s'agit pas de les excuser car leurs manifestations sous les yeux des Musulmans étaient inexcusables : on aurait pu du moins éviter de provoquer leur colère, surtout pour ensuite céder devant elle.

C'est déjà un paradoxe pénible qu'au moment où nous manquons de troupes pour les opérations militaires, il faille en distraire pour protéger le chef du gouvernement et celui qu'on croyait devoir être son ministre résidant (avec un « a » bien sûr). Certes, en ses propos, M. Guy Mollet s'est montré prudent. Par sa déclaration ministérielle comme par ses discours, il s'est employé à calmer les inquiétudes et même les susceptibilités. Il ne s'est pas laissé enfermer dans les dangereuses formules préfabriquées : fédéralisme ou intégration. Il

a énoncé des vérités : qu'aucun régime ne doit être établi en Algérie sans l'accord de ses populations ; que toutes ses populations doivent être représentées équitablement ; que l'Algérie possède une personnalité propre. Il bénéficie de quelques amitiés solides parmi les Algériens. Il aborde le débat avec une honnêteté d'esprit que nul ne conteste et qui, si leur nervosité n'est pas trop vive, aura de quoi désarmer les opposants. Malheureusement jouent contre lui les surenchères démagogiques d'une campagne électorale encore très proche et les diatribes fâcheuses de certains membres de son parti et du parti radical-socialiste. Lui-même s'est gardé des outrances. Mais si « L'Humanité » rappelle malignement que la campagne SFIO s'est faite sur un thème de paix à tout prix et de non effort militaire, elle n'est pas seule à en garder le souvenir. Voilà, au fond, le pire obstacle rencontré par M. Guy Mollet dans la mission pacificatrice qu'il s'est donnée. Peut-être même qu'aujourd'hui à proclamer en trop gros titres la paix, on risque d'enraciner la guerre.

Obstacle d'autant plus périlleux qu'il lui faut avant tout rassurer les 1 200 000 Européens d'Algérie (c'est trop vite fait de les liquider en les classant « poujadistes ») que découvrait récemment dans « l'Express » M. Mendès-France. Sinon, aux portes du désespoir ils se livreront aux pires extrémités. On entrerait encore plus dans la dialectique de la terreur. Les rassurer ne veut pas dire obéir aux injonctions de leurs porte-parole parfois abusifs. Trop d'entre eux n'ont encore rien appris. Mais d'abord leur donner le sentiment que leur vie ou leurs biens seront protégés dans l'immédiat et préservés dans l'avenir. C'est dire qu'il n'y a pas de solution du problème algérien quelle qu'elle soit, sans un effort militaire.

Cette solution, M. Guy Mollet la trouvera-t-il en Alger ? Aucun Français ne lui en marchandera le vœu.

Au banc d'essai algérien

Forces nouvelles 1956

Que pense-t-on du côté des Musulmans du voyage de M. Guy Mollet à Alger. Bien fort qui le saura. Surtout quand il est aussi difficile de connaître qui, parmi eux, est représentatif. Pendant ce voyage marqué d'émeutes européennes, on a l'impression qu'ils sont discrètement « restés au balcon », à regarder. D'autre part, le chef du Gouvernement, gravement préoccupé des réactions européennes, ne paraît avoir eu que des contacts limités avec l'élément musulman. Tous ces faits ont certainement contribué à amortir au maximum le choc psychologique que le Gouvernement escomptait en « reconnaissant la personnalité de l'Algérie ».

Quant à l'avenir, force est d'attendre la déclaration gouvernementale. Au moment où nous écrivons, nous en sommes réduits aux suppositions ; un peu inquiets seulement de la satisfaction affichée par M. Bourgès-Maunoury. Dans le précédent gouvernement, notamment pour l'entrée de jeunes Musulmans dans l'administration, ne se montrait-il pas « timoré », pour ne pas dire plus ?

On parle beaucoup des projets économiques et sociaux du gouvernement. Sur ce point on peut dire que sa ligne lui est tracée d'avance. Les conclusions de la première commission Maspétiol en juin 1955, celles de la Commission de la main-d'œuvre, celles enfin de la deuxième Commission Maspétiol ont permis une connaissance en quelque sorte scientifique de ce qu'il convient de faire pour améliorer la situation matérielle des Algériens (c'est d'ailleurs là le fond du problème). Mais dans une affaire qui s'est dramatiquement politisée, on a hâte de savoir quelles seront les conclusions politiques du gouvernement. M. J.-J. Servan-Schreiber nous dit que ce gouvernement entend appliquer le programme électoral du *Front Républicain*. C'était un programme fédéraliste, et les affiches de la SFIO clamaient l'autonomie et les négociations, en même temps que le rappel du contingent. Or,

on nous parle aujourd'hui du collège unique et de l'augmentation du nombre de députés d'Algérie, ce qui est une mesure proprement assimilationniste, difficilement compatible en tous cas avec le fédéralisme. Le Gouvernement prendrait-il cette option assimilationniste sans même s'en apercevoir ? Décidément le « banc d'essai Algérien » paraît pour le Front Républicain en forme de pierre d'achoppement.

Pour l'honneur français

Forces Nouvelles 13 avril 1957

Le jeudi 4 avril une délégation MRP composée de Pierre Pflimlin, président national, H. Lacaze, vice-président du Groupe de l'Assemblée Nationale, Alain Poher, président du Groupe du Conseil de la République, et moi-même, a remis au Président Guy Mollet un dossier sur des abus commis dans la répression en Algérie.

Il s'agit d'un dossier de faits précis, en nombre limité, assez facilement contrôlables par le gouvernement et qui, s'ils s'avéraient exacts à l'enquête, mériteraient des sanctions sévères. Pour recueillir ces faits, nous n'avons procédé à aucune investigation particulière, nous contentant d'opérer un tri parmi les cas qui nous étaient signalés. Au cours de l'audience de M. Mollet nous avons insisté pour que le gouvernement mit tout en œuvre pour arrêter de tels excès.

Le MRP pouvait éprouver la tentation de démarches plus spectaculaires. D'abord Forces Nouvelles n'a pas attendu pour exprimer notre réprobation. Surtout nous ne pouvons paraître nous associer à une campagne de diffamation contre l'armée et même la nation, qui, si elle repose parfois, hélas ! sur des faits exacts, mêle à la vérité de fortes doses de mensonges. Notre devoir est d'obtenir que cesse toute pratique contraire à l'humanité et à l'honneur français, non de participer à la calomnie. On nous permettra même de nous étonner que certains paraissent préférer l'exploitation politique des abus à l'efficacité dans leur répression.

Des atrocités ont eu lieu ? Que les coupables soient châtiés ; et facilitons, s'il le faut, les voies de la justice. Ne laissons pas ces coupables, quels qu'ils soient, ajouter des impuretés à notre cause. Mais ne laissons pas non plus se développer une campagne abusive, qui, de son impureté, veut, en réalité, nous faire conclure à l'injustice de cette guerre. En envahissant la Pologne, n'eût-il pas touché à un seul cheveu d'une Polonaise, Hitler n'en aurait pas moins commis une guerre injuste. Les notions d'impureté et d'injustice ne se recouvrent pas.

Cela dit, trop d'abus graves ont eu lieu. C'est ce que notre délégation a fait valoir au Président du Gouvernement. Jeter le manteau de Noé sur certains d'entre eux serait s'en rendre complice. Mais c'est aussi s'en rendre complice que de multiplier les libellés à la fausse précision plutôt qu'éclairer de précisions vraies un Président de Gouvernement dont la droiture ne peut être mise en doute et que nul ne croira insensible à ces abus.

Lettre à Monsieur Bourguès-Maunoury

Président du Gouvernement

Hôtel Matignon

ref GLBK/MV

26 juin 1957

Monsieur le Président ,

Ainsi que vous l'avez peut-être su, le jeudi 4 avril, accompagné des représentants des Groupes M.R.P. de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union Française, je suis intervenu auprès de M. Guy Mollet, Président du Gouvernement, au sujet des excès commis dans la répression en Algérie.

Cette démarche, que mes amis et moi entendions dépouiller de tout caractère politique, était inspirée tant par des sentiments d'humanité que par le souci de l'honneur de la France et de son armée. Nous avons également attiré l'attention du Président Guy Mollet sur la démoralisation de l'opinion nationale que ces excès pourraient provoquer, leur réalité même donnant efficacité à certaines campagnes de découragement. Nous demandions donc qu'une enquête soit menée et les responsables éventuels sévèrement châtiés.

A l'appui de notre démarche nous avons remis un dossier contenant un certain nombre de documents relatifs à ces excès et susceptibles de servir de point de départ à l'enquête à laquelle M. le Président du Gouvernement a bien voulu nous dire qu'il ferait procéder.

Au moment où vous prenez vos fonctions, je tiens à renouveler auprès de vous cette démarche, vous demandant en outre si vous pouvez nous faire savoir quelle suite a reçu la promesse d'enquête de votre prédécesseur. Au cas où le dossier que nous lui avons laissé ne serait pas entre vos mains, je pourrais vous en faire parvenir la copie, en la complétant d'ailleurs d'un certain nombre de faits survenus depuis lors à notre connaissance.

Vous remerciant à l'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Pierre Pflimlin

Note sur les excès de la répression en Algérie

Les témoignages verbaux venus d'Algérie, les récits de rappelés, les uns et les autres dignes de foi, obligent à penser que la répression a comporté de nombreux excès.

Nous ne nous sommes livrés à aucune enquête, nous n'avons pas procédé à des investigations. Nous avons même tardé à intervenir espérant que les premiers excès portés à notre connaissance avaient un caractère exceptionnel, étant inévitable que dans une guérilla il s'en produisît.

D'autre part en constituant le présent dossier, nous avons procédé à un tri sévère. Nous n'avons retenu que les documents relatant des faits plausibles. Nous avons écarté les « témoignages » qui circulent un peu partout, comme les informations paraissant résulter de simples on-dit.

Malgré ce tri sévère les faits venus à notre connaissance nous obligent à penser que très probablement de véritables crimes de guerres ont été commis et que les abus dans la répression ont été jusqu'à revêtir dans certains cas et en certains lieux un caractère systématique et organisé. Ces abus paraissent s'être exercés dans les domaines suivant :

- 1) Emploi de la torture, notamment électrique, dans les interrogatoires ;
- 2) Exécution sommaire d'otages et de suspects et représailles contre les populations,
- 3) Comportement des parachutistes en Alger,

- 4) Isolement de la Kabylie qui aurait comporté de graves conséquences humaines. Sur ce point les témoignages que nous possédons sont moins complets. Pourtant l'intervention d'un Conseiller de l'Union Française très estimé de ses collègues, M. Lechani, SFIO, auprès du Président Albert Sarraut donne le sentiment que des mesures très douloureuses pour les populations ont été adoptées.

La simple humanité commande que si ces faits ou des faits de cette nature s'avéraient exacts ils soient punis avec une extrême rigueur. Il importe donc que le Gouvernement mène d'urgence une enquête et soit impitoyable pour les excès qu'elle permettrait de déceler.

La simple humanité le commande, l'intérêt national aussi. Des campagnes d'opinion sont amorcées auxquelles à la longue la vérité des faits allégués donnerait une redoutable efficacité. Une mauvaise conscience de la nation – mauvaise conscience qui deviendrait légitime – attenterait gravement à son moral dans l'épreuve pénible que constitue pour elle l'affaire d'Algérie.

Meurtres de civils

Les faits ci-dessous se rapportent au secteur d'El H... Nord-Constantinois. Xe bataillon de Chasseurs à pieds. Cdt M...

I – fin août 1956

Opération hélicoptère depuis la base d'El H... ; mettant en œuvre deux « bananes » et un sikorsky, sur le village d'A... à quelques 10-15 km à l'ouest de cette dernière localité. Comprenant uniquement la section du S. Lt F... (Xe section de la Xe compagnie du Xe B.C.P.) soit une trentaine d'hommes.

- les mechtats du village presque toutes brûlées (sauf celles en couverture tuilée)
- ordre donné : récupérer tous les hommes du village pour les tuer. Dix attachés à une même corde sont tués en contrebas du chemin.

Entre temps un enfant et un ancien combattant sont relâchés. Les sept restant sont emmenés pour être exécutés au radier de l'oued El K... en aval d'El H... sur la piste d'A... (poste de la Xe compagnie).

Ils sont tués et poussés à l'eau. Mais deux jeunes s'enfuient le long de la rive gauche. On tire de toutes parts, notamment le Sgt T... sur son scout-car qui domine le lieu de l'exécution de la rive droite. Il tire d'abord à la mitrailleuse 7,62 puis à la 12,7. L'un d'eux paraît blessé mais ils parviennent à s'échapper.

Aucun des morts ne figurait sur une liste de suspects.

II – 30 août 1956

Une très forte embuscade est subie par le convoi (3 véhicules de la Xe Cie du 4e BCP stationnée à A..., à 1200 m du camp et à 800 m du radier de l'oued El K... sur le douar B... M... Il est 10 h du matin.

Résultat : 8 tués et 8 blessés dont le Capitaine V... blessé à la cuisse.

Les cadres perdent le contrôle de leurs décisions :

- deux jours plus tard sur ordre du Cdt M... commandant le Xe BCP ; le douar B... M... est bombardé pendant toute la matinée au 105,
- le lendemain « opération » dans le douar évacué. Un vieillard, un ancien combattant de 1914-18 avec une jambe de bois, ses décorations sur la poitrine, descend au devant des troupes. C'est le Président des Anciens Combattants. Il est exécuté

quelques instants plus tard par un officier de la Xe Cie (du Xe BCP) alors stationnée à El H...

- le Cdt M... donne l'ordre d'exécuter en représailles 160 habitants du douar B... M... (10 pour 1 tué ou blessé). Il leur est en effet reproché de ne pas avoir averti l'autorité. Cependant l'une des victimes affirma qu'ils en avaient été empêchés par les rebelles qui les gardaient dans leurs maisons. Quelques jours plus tard un camion ramena à Aïdem 30 habitants du douar, retrouvés à El M... Ils furent exécutés par groupe de 10 au radier et jetés à l'eau. Le camion revenant chercher le groupe suivant. Une seule victime cria : « Nadin la France ! » (Putain de France !). La plupart furent tués par les garçons du contingent, les cadres offrant à chacun de tuer « son » arabe.

Des dizaines d'autres otages furent exécutés et poussés à l'eau. Les chairs grises et gonflées émergent par endroit des eaux profondes de l'oued. 52 périrent ainsi dans la première semaine d'octobre.

- le Cdt M... précisa qu'il avait ordonné que les otages fussent exécutés sur le lieu même de l'embuscade (à 800m de là). En conséquence on recommença. Les cadres étaient d'accord pour admettre que « ceux du radier » constituaient un boni, qu'on n'en tiendrait pas compte dans le calcul des 160.

Ainsi furent tués un ouvrier travaillant en France, un commerçant de Constantine, venus passer quelques jours de vacances dans leurs familles, ainsi que le garçon de courses de l'Assistance médicale gratuite d'El H...

Des vols d'oiseaux de proie marquaient de loin les emplacements des lieux d'exécution.

Extraits du journal d'un appelé

8 mars – Vers Il H rafale de mitrailleuse ; au loin des arabes courent, puis l'un d'eux s'abat. Un groupe de soldats part aussitôt dans la direction. Le type abattu rampe et essaye de se relever. Les arabes n'ont pas répondu à l'injonction qui leur avait été faite de venir vers le camp. Peu après le blessé arrive au camp ; une balle l'a traversé de part en part à hauteur de la poitrine et il a encore la force de faire un bon km en marchant. Il sera soigné à l'infirmerie, puis évacué sur Kenchela (il revenait, paraît-il, lorsqu'on lui a tiré dessus de chez le capitaine des affaires indigènes).

L'après-midi les paras et notre Lt S... (en bras de chemise) ou sous les regards de S... tortureront les prisonniers. Coups de triques sur le dos, coups de pieds dans les testicules, coups de poings, eau ingurgitée de force, pendaison par les bras et même par les pieds. Les camarades défilent et regardent. On entend les hurlements des victimes. Il paraît qu'ils ont fini par cracher pas mal de choses. 4 de mes camarades assistaient à cette scène, en curieux. Rentrant le Lt S. « Que faites-vous là les gars ? » Et eux de répondre : « On s'instruit, mon lieutenant... ». Bon reprit le Lt : « Mais ne restez pas là. Je vous montrerai moi-même un autre jour... »(sic). Le soir trois groupes partent en embuscade. Le lendemain C. me dira qu'il a assisté à la plus belle horreur qu'il aie jamais vue et que peut-être il ne verra jamais. Les paras et quelques types de chez nous sont entrés dans une mechta et ont sorti du lit un chef fellagha. Ils ont voulu le faire parler. A poil et pendu par les bras à une poutre, ils l'ont lardé de coups de couteaux, mais il n'a rien dit. Il était méconnaissable, à moitié mort quand ils l'ont sorti pour le fusiller. Un autre arabe arrêté en même temps et le prisonnier qui avait vendu les deux autres et qui avait servi de guide, ont été fusillés à leur tour : les types étaient à genoux, éclairés par une lampe électrique et abattus par une rafale de mitrailleuse dans le dos. Évidemment la mechta a été retournée car il y avait paraît-il des armes, mais on n'a rien trouvé. Le Lt S. a eu une parole historique ayant réuni les trois condamnés, il s'est adressé au para qui parle l'arabe : « Dis leur que nous allons venger nos morts ». Au moment

de revenir vers le camp un message avertit la patrouille d'une embuscade qui lui était tendue, une grenade antichar a fait fuir les fellaghas.

9 mars – Ce soir en me lavant je vois T. se diriger vers la prison avec du pain. Il ressort bientôt chercher de l'eau, je lui emboîte le pas et je découvre dans le gourbi qui sert de prison un arabe qui n'a plus pour ainsi dire l'aspect d'un homme. Accroupi, à demi-nu, attaché par les pieds, les bras derrière le dos, visage noir de poussière, de sang caillé et d'ecchymoses, les jambes elles aussi couvertes de bleus. Cet homme hagard dévore le pain que T. lui met dans la bouche et se jette sur l'eau. « Il n'a rien mangé et bu depuis bientôt trois jours », me dit T. L'homme me demande en arabe de lui remettre son pantalon, car il n'a qu'une veste sur lui. J'allais essayer de le photographier quand deux paras s'amènent et nous engueulent. Ils interdisent à T. de lui donner à boire : « Espèce de con, il faut le faire parler, on l'empêche de boire et de manger pour ça et vous vous démolissez tout. Foutez le camp ».

11 mars – J'ai eu quelques détails de plus sur la fameuse opération de l'autre soir : un para essaye de faire parler les femmes en menaçant d'égorger un gosse de cinq ans. Quand ils torturaient le chef fellagha, une porte à un moment donnée est restée ouverte et les femmes ont pu voir ce qui se passait. Cette méthode de torture : lié en chien de fusil, un bâton passé sous les genoux, on élève le condamné et on le laisse retomber sur le dos. Il y a aussi l'étouffement dans des baquets d'eau ou tout simplement la faim et la soif.

L'autre jour je vais dans la cuisine pour chercher à manger à un prisonnier dont personne ne s'occupait ; il est sous une guitoune, séparé des autres. Le cuisinier me donne des nouilles. Je lui demande un morceau de viande : « Non, juste ce qu'il faut pour soutenir, ce sont les ordres. » J'ai pu aller chercher du pain dans la piaule. Ce prisonnier a les pieds gelés depuis plus de huit jours. Un soir on les lui a tellement serrés dans le carcan que le froid aidant, le lendemain matin les pieds étaient gelés. Je les ai vus, énormes plaies rougeâtres, peau pelée, orteils noirs. Le toubib ne peut rien faire. La gangrène gagne. Pourquoi ne l'évacue-t-on pas sur Kenchela ? Il paraît que le capitaine des affaires indigènes veut en faire son affaire, ce fellagha trouvé dit-on les armes à la main semble destiné à mourir là de la gangrène et de la faim. Hier je suis retourné à la prison, mais le prisonnier auquel j'avais donné à manger avec T. avait disparu.

Extrait du journal d'un autre rappelé

Au début d'août nous arrivions à Boghar. Quelques jours après notre arrivée, je fus désigné avec 12 hommes et un G/M/C pour escorter la police qui devait contrôler un marché. A neuf heures du matin, nous arrivions, sur place après avoir couvert 25 km. Aussitôt, les flics demandent au garde-champêtre arabe l'emplacement des kabyles. Seuls ces commerçants furent contrôlés. Ils firent tous l'objet de plusieurs procès-verbaux. Qu'ils soient ou non en faute n'avait pas d'importance : ils avaient tort d'être kabyles. S'ils ne nous étaient pas hostiles d'avance, ils le devenaient ainsi automatiquement. Le midi, nous mangions dans la cour de la mairie. Un des gendarmes mangeait tout en se promenant devant l'entrée. Il repéra un homme qui rôdait près des bâtiments. Immédiatement notre flic amena ce suspect et la séance commença : « D'où viens-tu, qu'es-tu venu faire au marché, qu'as-tu vendu, à qui, pour quel prix, où est l'argent, pourquoi nous épiais-tu ? » Traduites en arabe par l'interprète qui nous suit dans tous nos déplacements, les questions pleuvaient drues. Chacune était accompagnée d'arguments « frappants » : coups de poings, plat de main derrière la tête, coup de pied dans le dos, tête cognée contre le mur, etc... La gamme était complète et variée. Le pauvre type perdait pied. Il se contredisait de plus en plus. Les coups redoublant de violence, je voulus m'interposer, les flics se mirent à rire, ridiculisant mes sentiments de « petite fille ». Puis, mes protestations devenant gênantes, il me firent comprendre que ce n'était pas mon affaire et qu'ils m'étaient supérieurs en grade.

Finalement ils décidèrent d'embarquer l'homme pour le cuisiner à la gendarmerie. Ils insistèrent pour que j'assiste au spectacle. J'en avais besoin, paraît-il, pour me forger le caractère...

Je vous assure que ce n'est pas beau. Pendant 10 minutes, il y eut la « séance du baquet ». La tête de l'homme est maintenue dans l'eau jusqu'à ce qu'il soit à demi asphyxié. Ensuite le prisonnier fut attaché sur une chaise. Deux piles mises en contact avec un pied servaient à l'électrocuter. A chaque décharge, l'homme hurlait. Mais il n'avouait rien. Il fut alors approché du robinet d'eau, toujours attaché. Un gendarme lui introduisit brutalement le tuyau dans la gorge. A la grande joie des spectateurs, on lui emplît le corps de flotte. J'ai cru qu'il n'y résisterait pas. Il faut voir un homme s'agiter chercher en vain à respirer, les yeux remplis de terreur et de larmes pour croire à de telles horreurs. Quand le tuyau fut retiré, l'homme se mit à déglutir sur ses vêtements de l'eau, de la nourriture, de la bile. Détaché, il ne tenait plus sur ses jambes. Nos pandores s'en servirent encore comme d'un punching-ball. Ne pouvant plus rien en tirer, ils le renvoyèrent sans ménagement.

Lieutenant-Colonel X...

Chambéry, 26 décembre 1957

Monsieur J. Fontanet

Député de la Savoie

36 , bld Émile Augier Paris XVI

Cher Monsieur,

Voici encore une histoire d'Algériens massacrés, mais qui me paraît de vérification plus facile et plus certaine que celle de janvier dernier, l'auteur du récit étant un démobilisé qui vient de rentrer chez son père professeur à Annecy.

Je connais ce père depuis la période qui a immédiatement suivi la libération de 1944, période où j'habitais Duingt (à 10 km d'Annecy sur le lac), et où je venais souvent à Annecy, sa fille mariée en mai 1944 y habitant avec son mari, et c'est mon gendre qui m'a fait faire la connaissance du professeur en question.

Le jeune raconte que, quelques coups de feu ayant été entendus dans la nuit, ses supérieurs ont envoyé son unité à la recherche des fellaghas auteurs supposés de ces coups de feu. L'unité n'ayant rien trouvé, ordre lui a été donné de saisir 15 personnes dans le village le plus voisin, et ces 15 personnes ont été immédiatement fusillées comme fellaghas. Le communiqué du lendemain signalait qu'une attaque de fellaghas avait été repoussée sans pertes pour nous, mais que 15 fellaghas avaient été abattus.

Le fait ainsi raconté m'est rapporté par mon gendre et ma fille qui l'ont entendu de la bouche de ce jeune homme dimanche 23 décembre dernier. Je ne connais pas le jeune homme, mais étant donné son père, je ne crois pas qu'il inventerait une histoire pareille qui, par certains côtés, me paraît vraisemblable.

J'ai connu, pendant la guerre 1914-1918, quantité d'histoires répondant au scénario suivant : un guetteur trop impressionnable croyait, dans la nuit, apercevoir une silhouette ennemie et tirait dessus, du côté opposé, on répondait à ce coup de feu ; là-dessus, les camarades des tireurs se mettaient à tirer à leur tour dans la direction de l'adversaire. Si, de l'un des deux côtés se trouvait un sous-officier ou un officier calme et expérimenté il arrêta le feu et se contentait de surveiller et de faire surveiller les alentours ; mais souvent, il n'y avait ni de l'un ni de l'autre côté, personne ayant assez de sang-froid et d'autorité pour arrêter le feu, et une violente pétarade se propageait le long du front, sur une étendue et pour un temps très variable. Et comme personne ne voulait avouer avoir fait tirer pour rien,

le lendemain, on annonçait, des deux côtés que l'adversaire avait tenté un coup de main ou même une attaque, laquelle avait été repoussée, alors qu'en fait, il n'y avait rien eu que des sentinelles trop nerveuses.

Je crois donc très possible qu'en Algérie, des veilleurs trop nerveux tirent pour rien, et que des chefs trop désireux des honneurs du communiqué ne transforment ces coups de feu en attaques pour lesquels il faut trouver un assaillant... Seulement en 1914-1918 des balles et des obus tirés pour rien dans la nuit ne tiraient pas à grosse conséquence, tandis qu'en Algérie, fusiller des indigènes pacifiques français pour en faire des fellaghas est grave.

Je n'ai pas sous la main le Code de Justice Militaire, mais il me semble que celui-ci prévoyait la peine de mort pour tout chef prescrivant l'emploi des armes contre des populations non ennemies. S'il y a réellement des abus de pouvoir de ce genre, il serait bon de faire un exemple pour les arrêter.

Extraits d'une lettre

Le 10 août 1956

Mon emploi du temps ici change peu, si ce n'est des déplacements plus fréquents, vu que la zone est de plus en plus troublée par les attentats, embuscades... etc... J'arrive d'une tournée de 3 jours en montagne : T... - B... - O... - B...B... - T. J'étais volontaire pour cette tournée, car je voulais savoir ce qui se passait dans tous les postes les plus reculés du djébel. Partout j'ai vu la même chose ; des salles de torture où passent systématiquement tous les suspects et ce n'est pas toujours pour avoir des renseignements (un adjudant chef « tortionnaire » me l'a dit.) Un exemple qui n'est pas une exception : j'arrive à T..., c'est le désert typique du djébel, dans un fort dominant un piton où stationnent 28 rappelés et un adjudant (cela depuis 1 mois et demi) « Tu parles, me dit l'un d'eux, on fait un concours dans la cave... » ; je le suis dans cette salle de tortures. « Regarde celui-là, il est resté 2 minutes et demi la tête sous l'eau sans crever, c'est un record ». Il faut dire que dans l'eau étaient plongés 2 fils électriques, ce qui rendait l'Arabe violet foncé de la tête aux pieds. Tout interrogatoire se fait devant tous les volontaires de la section – et il y en a (surtout après un mois et demi c'est la seule distraction). L'interrogé est toujours nu et solidement attaché sur une planche ; couché à terre il commence à subir tout ce qui passe par la tête des spectateurs (je l'ai vu, donc j'ai le droit de parler et c'est pour parler que j'ai vu). On va leur faire grossir le « zob » dit l'un et aussitôt de lui frapper la verge violemment avec des cordes, des bouts de bois... un autre le brûle où il veut avec sa cigarette... Je te fais grâce du reste... Je te répète que j'ai vu parce que je voulais avoir le droit de parler...te dire ce que j'ai souffert intérieurement en voyant cela est inutile...tu le devineras bien... J'ai passé une journée sans pouvoir manger et deux nuits où ce que j'avais vu m'a empêché de dormir. Pour t'écrire, pour écrire chez moi, j'ai attendu ce jour, car avant je n'aurais pas pu être tant soit peu objectif. Partout la répression est de plus en plus sanglante. Surtout depuis que chez nous nous avons eu 5 copains tués en embuscade. « Je veux du sang et du feu – quartier libre » « Vos ordres ? » : « carte blanche », il faut détruire... !! C'est le mot d'ordre de la plupart des officiers.

Qu'on ne me mette plus devant les yeux une de ces images qui veut prouver que la « pacification » existe – car ce sont trop des exceptions. Bien sûr, quand M. Lejeune visite la Kabylie, c'est une visite organisée, très bien organisée, même que le colonel du 67e RI avertit aussitôt les bataillons de ne pas lui montrer les camps de prisonniers... Toutes les enquêtes faites ici sont organisées, tout comme les voyages dans Paris où on montre les beaux monuments.

Témoignage d'un rappelé

Le 23 janvier 1957

Algérie

Je voudrais présenter quelques faits de guerre qui posent un problème moral. On ne s'étonnera donc pas de ne trouver que les aspects plus ou moins horribles de la guerre. Il ne s'agit pas d'un reportage. C'est intentionnellement que tous ces faits sont ainsi groupés et que tout le reste a été écarté. On se rappellera donc que, malgré les apparences, ce n'est pas un acte d'accusation de l'armée. Ce n'est pas non plus un plaidoyer pour ou contre la politique de pacification. La partialité serait alors évidente. Ce sont des FAITS, rien de plus. Mais des faits qui m'ont inquiété, embarrassé, angoissé, et sur lesquels un moraliste aurait sans doute son mot à dire.

2 juin 1956

6 heures. Embuscade qui fait 14 morts G.M.P.R. Les felleghas s'enfuient par le N.W. Réponse des forces de l'ordre.

Neuf heures. Les camarades (arabes) des victimes récupèrent 35 suspects dans les villages des alentours de l'embuscade.

Ces suspects sont alignés dans un champ de blé, par rangée de six, sur le bord de la route nationale. Les camarades rappelés regardent. 5 ou 6 travailleurs arabes qui passaient par hasard, montés sur un camion de pierre, sont arrêtés et mis avec les suspects...malgré les supplications de la femme de l'entrepreneur (une française) qui affirmait que ses ouvriers étaient innocents.

Pendant plus d'une heure, j'ai pu voir brutaliser les prisonniers : coups de pieds bas, coups de crosse dans l'estomac, les côtes, la nuque. L'homme tombe assommé. On jette un seau d'eau sur ceux qui s'obstinent à rester allongés. Coups de cravache pour les faire se relever et l'on recommence. Tous n'arrivaient pas à se relever.

Trois des suspects seraient morts sur le champ. Tous les autres ont, selon toute vraisemblance, été fusillés dans la soirée. Un des Arabes ayant fait partie du peloton d'exécution m'a assuré que le lendemain 21 autres auraient été fusillés y compris femmes et enfants. La précision dans les détails laisse supposer que c'était exact.

Dix heures. Notre bataillon est alors entré en action. On a eu ordre de brûler les trois ou quatre villages situés dans la direction prise par les fellaghas. L'ordre a été exécuté, mais nous prenions soin de faire évacuer les femmes et les enfants. Les hommes eux, étaient tous en fuite.

Quant aux villages plus éloignés (où il n'était pas possible de se rendre le jour même) ils ont été mitraillés par quatre avions de chasse et bombardés à la roquette. Les officiers étaient cependant bien d'accord pour estimer que la bande était déjà loin dans la montagne.

5 juin 1956

Du 5 au 9 juin, grande opération dans le djébel S. A l'actif du bataillon on peut noter au moins quinze arabes de tués. Et pourtant nous n'avons pas vu un seul fellagha, pas essuyé un seul coup de feu.

Un exemple du premier jour. Les villages que nous devons traverser, étant systématiquement mitraillés et bombardés, toute la population s'est réfugiée dans les grottes et les ravins. Des gars de la compagnie trouvent des gens dans une grotte. Un homme sort, les mains en l'air. Une rafale part, l'homme tombe. Les autres ne veulent plus sortir. Un camarade entre dans la grotte et mitraille les occupants (7 personnes). Pour se débarrasser des cadavres, on les traîne dans l'oued.

Quelques cinquante mètres plus loin, le même gars tombe sur un fuyard blessé ; il l'achève d'une rafale.

Prisons de N.

Malgré les agrandissements, les prisons de la caserne sont trop petites pour les 140 à 160 prisonniers ou suspects. Dans une cellule pour 4, où il y a deux bat-flancs, on a mis pendant plusieurs semaines 15, 25 prisonniers (peut-être plus). J'ai pu constater et un prisonnier m'a affirmé qu'il était impossible de s'allonger. Il faut dormir accroupi. Les plus fatigués se relaient sur le bat-flanc. Les détenus mangent les restes de la troupe dans des seaux à confiture. L'odeur, la chaleur humide et lourde rendent l'atmosphère irrespirable surtout en juin, juillet, août. La nuit on urine dans un coin de la cellule et ça sort par dessous la porte.

La torture

Tous les internés subissent des interrogatoires successifs très durs : (passage à tabac). Un bon nombre ont droit à la torture. La torture à l'eau, par exemple (faire ingurgiter avec une sonde 5 ou 6 litres d'eau) et la torture électrique sont appliquées méthodiquement. Il est très difficile de dire quelle proportion de prisonniers est ainsi torturée. Ce qui est sûr, c'est que les séances de torture ont lieu à la caserne, plusieurs fois par semaine.

Deux fois, par hasard (le 14/3 vers 21 heures et le 1/9 vers 16h) j'ai pu assister derrière la porte à une séance de torture. Il faut dire qu'il existe une salle spéciale de torture : poulie au plafond, anneaux dans le mur, corde, nerfs de bœufs, génératrice électrique. Il existe aussi un personnel spécialisé : la police judiciaire. Un officier de l'armée (officier S.A.S.) y assiste souvent.

Ça commence par un passage à tabac en règle, qui ne laisse cependant pas de traces physiques. Puis le patient, les mains liées derrière le dos est suspendu par les poignets au plafond, grâce à la corde et à la poulie. Au bout de quelque temps, il y a désarticulation complète des épaules. On s'arrange pour que le bout des doigts de pieds touche de justesse le sol. L'interrogatoire continue. J'ai entendu de mes propres oreilles un patient répondre : « Je ne dirai rien, de toutes façons vous me tuerez ». A la fin, on applique un fil électrique sur les parties et un autre à l'oreille et pendant quelques secondes on tourne la manivelle de la génératrice. L'homme alors se tord de douleur et hurle à mort. On ne sait plus si c'est un homme ou une femme qui crie, tellement la voix est altérée. On relâche doucement la corde, le patient s'affale sur le sol comme une loque. Il urine, parfois fait dans son pantalon, c'est la relaxation, l'esprit est dans une sorte de demi-conscience. C'est à ce moment qu'on peut, quelque fois, obtenir des renseignements.

La corvée de bois

Le sort final de ces gens ainsi torturés ne fait pas de doute, c'était ce qu'on appelait « la corvée de bois ». A la nuit, la jeep de la police arrivait dans la cour de la caserne ; l'homme de garde allait chercher parmi les prisonniers ceux qui étaient désignés et les faisait monter dans un véhicule. Quelques minutes plus tard, sur une falaise bien connue, près de la mer, l'exécution avait lieu. Il est très difficile d'évaluer, même approximativement, le nombre de personnes envoyées chaque semaine à la corvée de bois : 5 ou 6 peut-être beaucoup plus.

Quant aux fellaghas en uniforme, faits prisonniers au combat, leur sort n'est pas meilleur. Je peux citer un exemple qui donne la ligne de conduite généralement tenue. Le 31 octobre 7 fellaghas sont fait prisonniers. Après les avoir fait défiler en ville sous bonne escorte, on les a remis au bataillon qui les avait fait prisonniers, celui-ci s'est chargé de les faire passer à la « corvée de bois ».

Note : un des premiers fellaghas en uniforme que nous avons pris a été, pendant une demi-journée, attaché au fond de sa cellule ; la porte était ouverte et chacun pouvait venir cogner dessus à sa guise. Les visites n'ont pas manqué.

Octobre

Courant octobre, un jeune arabe (17 ans) d'un village voisin vient au poste pour demander protection. Son père avait été égorgé, plusieurs mois auparavant par les fellaghas. Au bout de quelques jours, il demande à être habillé, puis armé et il patrouille avec nous.

La réaction des fellaghas est immédiate. Quatre personnes de la famille du goumier sont enlevées par les rebelles, sa grand-mère est trouvée égorgée.

Nous bondissons au village dès le matin. La population ne nous donne aucun renseignement. Le jeune Arabe dénonce alors deux hommes du village, et les accuse de complicité avec les fellaghas. Ces hommes sont déjà fichés : nous les emmenons à la prison du poste.

Une séance de torture avec les moyens du bord ne donne rien. Embarrassé de ces prisonniers, le capitaine imagine alors un scénario : faire croire aux autres prisonniers et aux gens du village que les deux hommes se sont évadés, qu'ils ont voulu rejoindre les fellaghas et qu'ils ont été égorgés malgré tout (c'est du moins ce que m'a dit l'interprète).

Quoiqu'il en soit du scénario, une nuit suivante, on fait sortir les deux hommes de prison. Deux camarades, que j'accompagne, vont alors dans la prison, et agrandissent, sans faire de bruit, la lucarne avec une barre à mine. Pendant ce temps, une section emmène les deux types ligotés et bâillonnés. A une dizaine de mètres de l'entrée du village on s'arrête. On fait s'allonger les deux hommes sur la piste. On leur attache les pieds avec le cou. Le jeune Arabe s'approche, tire son poignard et leur tranche la gorge. L'opération est terminée, la section revient au poste.

5 octobre

Dans la matinée, le bataillon est appelé pour ratisser un djébel. Plusieurs heures auparavant, l'aviation y avait pris à partie une colonne de rebelles. Le djébel est désert, pas un coup de feu. Au cours du ratissage, derrière un buisson, on découvre un blessé. Trois ou quatre gars l'entourent, il est en uniforme, il n'a pas d'arme et il parle français. Par radio, on demande des ordres au commandant : Que faut-il faire ? La réponse arrive : envoyez-le au Maroc. Les gars ont compris... une rafale de mitraillette part. Pour plus de sûreté, on loge une dernière balle de pistolet dans la tête. La progression continue.

Le même jour, dans la soirée, nous marchons sur une piste de montagne pour regagner les camions. Sur le bord de la piste, un cadavre d'Arabe. B. de la 4e section (rappelé parisien) « Je te parie que je ramène une oreille de fellagha » C. (son collègue) « 22 » C. sort son couteau, coupe l'oreille et la tend à B. qui la met dans son porte-feuille. B. ira demander du formol à l'infirmerie – qui lui sera quand même refusé – et ne jettera son souvenir que lorsque les copains lui auront dit « jette ça, c'est dégoûtant, ça pue ». Réaction de son chef de section : « Si ça lui fait plaisir... on ne fait pas la guerre avec des enfants de chœur ».

18 octobre

Un camion de l'escorte de l'administrateur de N. saute sur une mine. C'est à un kilomètre du poste, il y a six morts. Sur une fréquence radio, je peux entendre l'administrateur réclamer 50 coups de 105 sur le village le plus proche du lieu de l'attentat. Les règlements militaires ne permettant pas un tir, le tir est refusé.

Mais quelques heures plus tard, huit arabes sont exécutés sur les lieux même de l'attentat. Ce sont – dans la meilleure hypothèse – des civils plus ou moins suspects que la police est allée tirer des prisons de N. Mitraillés sur le bord de la route de montagne, ils ont été poussés dans le petit ravin. Je peux les voir, le lendemain en passant. Ils gisent à flanc de talus, recroquevillés, entassés les uns sur les autres, à quelques mètres du passage des véhicules. Je repasse le 3 novembre, ils y sont encore... Je repasserai plusieurs fois ensuite, les corps pourrissent au soleil, dévorés dans la journée par les corbeaux et la nuit par les chacals que nous pouvons entendre hurler du poste même. Ça pue à deux cent mètres à la ronde. Quand nous passons en convoi, nous nous bouchons le nez, et les chauffeurs accélèrent.

Vers le 15 novembre, on jugera que l'exemple a assez duré, ou que cela empestait vraiment trop, et l'on fera recouvrir de terre les cadavres. Réactions des gars : ça n'est pas hygiénique, on aurait pu attraper des maladies.

Attitude de la police à Alger

Un musulman chaouche, depuis de nombreuses années travaille dans une entreprise où il est très estimé, rencontre une patrouille de tirailleurs sénégalais. Il leur présente des papiers en règle, mais les sénégalais ne sachant pas lire l'emmènent quand même au poste de police. Là sans regarder ses papiers ni lui poser aucune question on l'aligne nez au mur avec d'autres musulmans qui se trouvent là, et sous prétexte de les aligner on les bourre de coups de pieds, si bien que ce chaouche a eu le coccyx fêlé.

Attitude des parachutistes à Alger

1) Une compagnie de parachutistes a été cantonnée dans les sous-sols de la Mairie. Une nuit, trois d'entre eux, déguisés en civils, sont montés à l'appartement des hôtes de marque et se sont emparés du valet de chambre noir. L'ayant entraîné avec eux ils l'ont torturé pendant onze heures ; le malheureux a eu, entre autre, le nez cassé.

Le liftier a été victime de sévices encore plus graves.

2) Dans la Kasbah, un lieutenant et quatre parachutistes se présentent chez un ancien combattant musulman, père de dix enfants. Il est une heure du matin. Le lieutenant demande au musulman : « Donne-moi ton pétoire et son étui ». Le musulman répond « Je ne sais pas ce qui vous permet de me tutoyer. De pétoire je n'en ai pas. Quant à un étui, en voilà un ». Et il tend au lieutenant l'étui de sa Légion d'Honneur.

Celui-ci jette l'étui par terre en disant : « Qu'est-ce que vous voulez que cela me foute ».

3) Un musulman est interrogé, square Bresson, par une patrouille. Il met en avant sa qualité d'ancien combattant. Immédiatement, et à son plus grand étonnement, les quatre parachutistes qui l'avaient interpellé lui tombent dessus à coup de poing.

Des témoins dignes de foi nous ont affirmé que des faits de ce genre s'étaient produits en très grand nombre et même de beaucoup plus graves, et que la crainte et l'indignation ont poussé à prendre le maquis de nombreux musulmans, jusque là sans activité rebelle ou même favorables à notre cause.

Autres témoignages

1) 15ème régiment de Tirailleurs Sénégalais – région sud de Philippeville

Le service de renseignements d'un des bataillons de ce Régiment emploie habituellement la torture pour obtenir des fellaghas arrêtés au combat les renseignements nécessaires, pratiquement tous les fellaghas arrêtés au cours de l'année 1956 par ce service ont été torturés (électricité, eau etc).

Un des membres de ce service témoigne que les fellaghas torturés sont dans un tel état, après être passés dans les mains de son service, qu'ils sont tous confiés à des patrouilles de tirailleurs sénégalais et abattus à quelque distance de là. Sur les statistiques officielles ils sont portés comme morts au combat.

2) 2ème D.I.M. à Mesloula par Clairefontaine (Constantine) Algérie

29 septembre 1955 – opération dans le djébel de Beni Amroul -

Témoignage d'un des soldats participant au « ratissage » :

« Voici comment sont morts sept à huit rebelles. Pour terroriser les prisonniers, on a pris parmi ceux qui étaient renommés les plus suspects, on les a alignés et tués l'un après l'autre ».

3) 15ème R.I.M. Kellermann par Guelme (Bône) Algérie

5 juillet 1956 – Témoignage d'un témoin à propos des tortures pratiquées par les services de renseignements :

« Aucun des torturés n'en est mort. On ne meurt pas avec du courant de 110 Volts. Ensuite, aurions-nous des renseignements des maquisards en leur disant : Monsieur, asseyez-vous, etc... »

4) 4ème Région de Constantine

un officier témoigne que :

- 1) Son colonel a « foutu à la porte » de son régiment les services de police venus d'Alger et qui se permettaient de torturer les fellaghas prisonniers ;
- 2) Que dans un régiment voisin, fin 1956, une Compagnie, attaquée par surprise dans un village arabe, après s'être défendue et après avoir rétabli la situation, a fusillé au fond d'un ravin soixante-huit femmes et enfants qui avaient participé à l'attaque de cette Compagnie.

Cet officier ne veut pas révéler le nom de son unité, parce que malgré ce fait, elle poursuit habituellement une belle œuvre de pacification.

Situation à Oran

Quoiqu'avec un certain retard, il n'est pas inutile de donner quelques détails sur la situation à Oran durant le mois écoulé.

Deux points à signaler :

- la surveillance de la ville et des faubourgs par les Unités Territoriales ;
- la grève du FLN durant la semaine du 28 janvier au 3 février

I - Surveillance de la ville et des faubourgs par les Unités territoriales

Depuis la relève des rappelés par les hommes du contingent pour les tâches de pacification de l'Algérie, il a été créé ce qu'on appelle des Unités Territoriales.

Elles sont composées de civils de 25 à 40 ans, rappelés quatre ou cinq fois pendant le mois, pour des gardes ou des tâches de surveillance, de jour ou de nuit, de 12 ou 24 heures.

Ils sont habillés, armés et considérés comme mobilisés sur place – dans les villes pour les citadins, dans les campagnes pour les villageois et aussi à opérer la surveillance et quelque fois la fouille des passants dans les rues. Ces U.T. font des patrouilles par quartier, accompagnées d'un agent de la police d'État qui leur donne les ordres de surveillance et de maintien de l'ordre.

Il y a environ un mois et demi, un matin au petit jour au moment de la relève, dans un faubourg de population musulmane, des territoriaux ont été mitraillés : deux morts, plusieurs blessés.

Depuis ce jour les réactions ont été très vives dans les U.T. qui ont essayé de se rassembler en un meeting au nombre de plusieurs centaines.

Dès avant la grève FLN ils ont pris une attitude hostile vis-à-vis de l'ensemble de la population musulmane – avec bien entendu parmi eux une minorité des gens raisonnables qui les désapprouvait.

Les vexations, les brutalités de toutes sortes avec coups de feu à la moindre occasion, ont dépassé la mesure, tant et si bien que des témoins en ont été quelquefois outrés. Nous en avons eu des échos très sûrs.

Actuellement la population arabe craint l'action des territoriaux plus que tout autre. C'est de notoriété publique.

Ces exagérations sont dues à l'esprit de représailles, excité souvent par la police – permises sinon encouragées par certains officiers d'unités territoriales.

Une des Compagnies U.T. vaut ce que valent ses officiers.

Les exactions contrecarrent la pacification. Elles sont tellement flagrantes que nous avons cru devoir faire une démarche personnelle auprès de l'IGAME d'Oran. Il connaissait la situation et nous a fait savoir qu'il donnerait de nouveau les ordres de modération nécessaires.

II - La grève du FLN

La presse de France a suivi dans le détail le déroulement de cette épreuve de force qu'a voulue le FLN en déclenchant sa grève sur l'ensemble du territoire algérien, campagnes comprises.

La radio d'Alger et les journaux avaient diffusé l'avertissement que les magasins seraient ouverts de force et que les marchandises ne seraient pas protégées.

C'est ce qui fut fait.

Nous pouvons donner des détails sur ce qui s'est passé à Oran.

A peu près tous les magasins musulmans avaient fermé – dans les marchés les vendeurs absents – Une forte proportion de grévistes étaient contraints et forcés.

Par ordre du Préfet – les devantures ont été brisées par la police – l'armée – les pompiers – sans ménagement, sans égard pour la personne du propriétaire, systématiquement : sous les yeux de la foule.

Et l'on vit le spectacle de policiers invitant au pillage, disent certains, mais incontestablement y assistant sans intervenir pour y mettre fin.

Bien mieux, des CRS, des policiers ont refusé d'arrêter les vols, le massacre, sous prétexte qu'ils n'avaient pas d'instructions.

Quelquefois du matériel a été brisé à l'intérieur des magasins par la force publique même.

Un grand commerce indigène au centre de la ville a été mis à sac par la population sans qu'aucune autorité intervienne.

Le scandale fut une honte pour les Français d'origine, il a rejailli sur la France.

Dès le mardi 29 personnellement nous avons joint notre voix à celle du Conseil d'Administration d'un quotidien d'Oran, qui fut reçu par le Préfet.

Les faits si patents et si révoltants ont amené l'IGAME à ordonner l'arrêt des ouvertures dès le lendemain. C'était trop tard, le mal était fait.

Quelques trois ou quatre poursuites pour vol ne pouvaient effacer le scandale.

Ce n'est pas la pacification.

L'ordre « d'ouvrir » par la force (« ouvrir » est un euphémisme devant ces bris de portes et de vitrines), n'a pas été suffisamment réfléchi.

Il est probable que nous avons perdu là bien des amis musulmans.

On en vient à se demander de quel côté les autorités vont prendre avis et renseignements. Elles agissent souvent comme les « ultras » de droite – dont elles semblent suivre les conseils. La police, avec ses déformations et ses œillères, demeure au centre des informations admises.

X

XX

Les faits reprochés à nos territoriaux et aux pouvoirs publics ne peuvent tout de même pas nous faire oublier les crimes et horreurs des rebelles sur des femmes, des enfants, des vieillards, et le terrorisme par bombe sur des foules inoffensives.

L'Algérie à l'heure des lois-cadre

France-Forum octobre-novembre 1957 n°6 pp. 10-14

Par le dépôt d'une loi-cadre, ou sous toute autre forme, le gouvernement devra reprendre l'initiative politique en Algérie. Pourquoi ? Comment ? Quatre collaborateurs de France-Forum en discutent devant vous.

J. Fontanet : A l'arrière-plan des désaccords qui se sont manifestés à propos de la loi-cadre, il y a, me semble-t-il, des divergences fondamentales sur l'interprétation même des événements d'Algérie, de leur nature, de leur cause.

Pour les uns, il est clair que la rébellion consiste essentiellement en une entreprise de subversion, inspirée, organisée et dirigée de l'extérieur, au bénéfice de la stratégie mondiale du communisme.

La population n'y aurait aucune part : elle n'apporterait son aide aux fellagas que sous la pression de la terreur. La première tâche serait donc d'éliminer physiquement les quelques dizaines de milliers de fanatiques, de hors-la-loi, de bandits qui sont les instruments de la guerre qui nous est faite. Rien n'empêcherait plus alors la population de manifester librement l'attachement qu'elle continue à nous porter et de bénéficier des avantages que lui procure notre présence

J.-M. Daillet : C'est la thèse soutenue chaque semaine par *Carrefour*...

J. Fontanet : C'est approximativement l'opinion d'une partie de la droite.

Pour d'autres, au contraire, s'il est indéniable que la rébellion a été encouragée et exploitée par l'étranger, ses causes profondes sont d'ordre local. Elle exprime une revendication issue des masses elles-mêmes, qui se trouvent ainsi confusément solidaires des rebelles, même si elles n'épousent pas leur fanatisme, même si leur conscience politique fruste les rend peu perméables à certains slogans du F.L.N., même si elles supportent avec une lassitude croissante les exigences et les exactions des fellagas.

Si cette seconde interprétation est la bonne, ce que je crois, il n'y a pas de solution purement militaire au problème algérien, non seulement parce qu'une victoire définitive sur des guérilleros bénéficiant de la connivence de la population est beaucoup plus difficile à remporter, mais encore parce que, même si l'appareil militaire de la rébellion pouvait être extirpé du corps de l'Algérie, le ralliement de la population ne serait pas acquis pour autant, la vie administrative et politique du territoire ne pourrait pas reprendre son cours normal et tout menacerait de flamber à nouveau, sitôt nos troupes retirées. Dans cette hypothèse, l'effort militaire n'est donc que l'une des conditions préalable à la véritable solution.

J.-M. Daillet : Je suis d'accord sur les grandes lignes de cette analyse, mais il est nécessaire, je crois, de la compliquer un peu. On peut s'entendre sur le caractère principalement local des causes de la rébellion, penser que l'action de l'étranger n'aurait pas été aussi efficace si elle n'avait trouvé, en Algérie, une situation « objectivement révolutionnaire », et pourtant aboutir à des conclusions assez différentes sur le plan politique.

Faut-il, en effet, juger que le soulèvement des Algériens musulmans est surtout une révolte primaire contre la « clochardisation », pour parler comme Germaine Tillon ? La

réponse serait alors avant tout dans une action économique et des réformes sociales poussées, et dans une lutte efficace contre la sous-administration.

Faut-il, au contraire, comme je le pense, faire entrer en ligne de compte de puissants facteurs idéologiques, admettre que ce sont des revendications nationalistes qui sont le moteur essentiel de la rébellion ? La solution à rechercher devra alors faire une large part aux réformes politiques et répondre à la volonté des Algériens musulmans « d'exister politiquement ».

G. Le Brun Keris : Après trois ans, tout au long desquels la rébellion a pu diffuser les slogans de sa propagande, je crois vain de nier l'existence chez les populations musulmanes d'Algérie d'aspirations nationalistes, même si ces aspirations ont davantage leur source dans toutes les amertumes, toutes les frustrations nées de la misère, que dans une notion claire de ce que représenterait le mot aujourd'hui magique d'indépendance...

J. Fontanet : Des indices certains démontrent l'existence, même chez la population apparemment attentiste, d'une effervescence politique : par exemple, l'avidité avec laquelle des musulmans lisent certains journaux métropolitains, tels que *Le Monde* ou *l'Express*...

G. Le Brun Keris : D'accord. Toutefois si le désir amer, douloureux d'un changement s'est cristallisé autour des revendications politiques, c'est dans l'espoir qu'un nouveau statut politique amènerait la fin de la misère. Sinon, gare...

L'indépendance qui donnerait aux musulmans d'Algérie le sentiment « d'exister politiquement » ne peut être, de leur propre point de vue, une solution adéquate en leur ôtant simultanément les moyens mêmes « d'exister physiquement ».

M. Massenet : Le Brun Keris a raison de souligner combien sont imbriqués les sentiments de frustration matérielle et de frustration politique. Faut-il en conclure qu'il serait impossible de rallier la grande masse des Algériens musulmans en leur offrant de substituer au slogan d'indépendance celui d'égalité, qui peut répondre aussi bien à leurs aspirations politiques et beaucoup mieux à leurs revendications de mieux-être ?

G. Le Brun Keris : On peut certes penser que la perspective d'une politique authentique d'intégration de la population musulmane dans la communauté française éveillerait en Algérie encore plus d'écho qu'on ne l'imagine parfois. Mais je crois que l'intégration est impossible. Économiquement, d'abord. Mme Germaine Tillon a publié un livre extrêmement intéressant où elle démontre très bien pourquoi l'intégration pourrait être une solution pour l'Algérie. Mais elle supprime d'un trait tous les problèmes de l'Afrique noire. Elle dit : « Nous pouvons bien donner 400 milliards par an à l'Algérie », en oubliant, que le jour où nous donnerons ces 400 milliards à l'Algérie, nous verrons se presser au portillon tous nos territoires d'Afrique noire pour nous en demander autant, et nous dire, très légitimement : « Vous n'allez pas faire ce cadeau comme prime à la rébellion et le refuser à notre fidélité. »

Pense-t-on aussi aux problèmes politiques que poserait l'entrée au Parlement français de 400 députés originaires des territoires sous-développés de l'Union Française ? Car la parité devrait être accordée également en ce qui concerne la représentation des populations.

M. Massenet : Dois-je vous dire, cher ami, que vous enfoncez une porte ouverte ? Bien entendu, il n'y a pas de partisans de l'intégration au sens où vous l'entendez. Il y a des hommes qui, constatant que nous n'avons pas d'institutions propres à supporter un développement poussé des autonomies locales, en tirent la conclusion logique : pour l'instant, force est bien de rechercher, dans le cadre de la République unitaire, les solutions aux problèmes posés. Mais j'anticipe, sans doute...

J. Fontanet : Nous avons parlé jusqu'à présent de la population à rallier comme si elle constituait un tout relativement homogène. Mais en est-il bien ainsi ?

Qui rallier ?

M. Massenet : Certes, non. D'une part nous avons affaire à certains adversaires irréconciliables. Puis à la masse, portée à l'attentisme. Enfin, il y a des hommes en réserve susceptibles de jouer un rôle réel dans l'édification d'une Algérie nouvelle. Je ne veux pas parler des anciens cadres d'une Algérie bourgeoise, qui ont montré, d'ailleurs, que leur fidélité à la France était finalement bien faible...

J. Fontanet : Et qui n'ont même pas acquis de véritable influence au sein de la rébellion parce qu'ils ont toujours galopé après elle, sans jamais réussir à la rattraper.

M. Massenet : Exactement. Je veux parler, au contraire, de ces hommes neufs qui peuvent exercer demain des responsabilités réelles, les uns issus de la lutte contre la rébellion, les autres, engagés dans la rébellion elle-même, mais sans être devenus nos ennemis irréductibles, et qui sont capables de posséder un sens politique qui fait défaut à nombre des chefs de bande ; ainsi, je crois qu'il y a dans le maquis un certain nombre d'étudiants idéalistes, qui sont actuellement peut-être prisonniers de commissaires politiques extrêmement rigoureux, mais qui, une fois rendus à eux-mêmes, pourront être des partenaires sympathiques et utiles.

G. Le Brun Keris : J'insisterai moi aussi très fortement sur la nécessité absolue de ne pas miser à nouveau sur les anciennes clientèles du gouvernement général. Lorsqu'on connaît la sociologie de la guerre d'Algérie – pardonnez-moi cette expression pédante, - on sait que la rébellion est d'essence populaire et rurale, c'est-à-dire qu'elle a eu lieu autant contre les vieux bourgeois encroûtés, mis en place par nous, que contre nous-mêmes. Et ces vieux bourgeois le sentent, qui s'inquiètent de « l'avènement de bergers », comme ils disent aujourd'hui entre eux. Nous ferions donc une double faute en les faisant revenir.

M. Massenet : Vous venez de parler de la sociologie de la guerre d'Algérie. Il est bon de se souvenir, en effet, qu'il existe une Algérie concrète, une Algérie réelle, dont les débats que nos assemblées consacrent à la « question algérienne » apparaissent ! hélas ! bien éloignés.

Comme me le disait cet été M. Delavignette, à son retour d'un voyage là-bas, « la seule réalité algérienne, aujourd'hui, ce sont les communes et les S.A.S. dans la mesure où elles fonctionnent ». Il ne faut pas se dissimuler, en effet, que l'Algérie est encore loin, sur le plan de ce qu'on a appelé la pacification, de la mise en place d'institutions stables, ou même évolutives. Pourquoi ? Parce que le simple retour à l'ordre et à la sécurité a été retardé, à la suite d'un tournant dans l'histoire de la guerre auquel on n'a pas toujours pris garde, et qui a été l'apparition de l'aide massive fournie au F.L.N. du côté de la frontière tunisienne. Mais depuis la riposte qui vient d'être décidée, cet été, sous la forme de la fermeture de la frontière tunisienne, les forces de l'ordre se trouvent face à face avec le maquis. Si je voulais broser un tableau très bref de la situation, je crois qu'on pourrait prendre acte du fait que la lutte contre le terrorisme urbain est parvenue désormais à un réel degré d'efficacité ; et que, d'autre part, dans le bled, l'armée, qui a mis deux ans à s'adapter, dispose maintenant d'un instrument capable de nous donner, pour autant qu'elle soit possible en Algérie, la victoire militaire, c'est-à-dire un début de pacification par les armes, abstraction faite de tout ce qui doit venir au-delà.

Où en est la pacification ?

J.M. Daillet : Mon cher Massenet, vous êtes bien optimiste en ce qui concerne la situation militaire. La plupart de mes amis, aspirants ou lieutenants en Algérie, me disent la chose suivante : lorsqu'ils disposent de 250 hommes pour surveiller 25 kilomètres carrés, ce chiffre est manifestement insuffisant. Mais en aurait-ils 500, leur surveillance serait à peine plus efficace étant donné que l'adversaire bénéficie d'une habitude ancienne du terrain, d'une adaptation atavique au climat, de la connaissance parfaite de la langue et de la plupart

des habitants de la zone où il opère. En tout cas, une victoire militaire, comme vous dites, ne serait concevable qu'en cas de batailles rangées ; or vous savez précisément que l'ennemi fait tout son possible pour les éviter.

J. Fontanet : Je trouve, moi aussi, trop optimiste le jugement de Massenet sur la situation militaire. Je conviens que la lutte antiterroriste a atteint, dans les villes, une efficacité certaine. L'atmosphère de détente observable aussi bien dans les quartiers à prédominance européenne que dans les quartiers à prédominance musulmane est un résultat dont je reconnais l'importance.

Néanmoins il me semble que les Européens eux-mêmes s'illusionnent sur la portée de cette amélioration de leur condition de vie quotidienne. En réalité, on a détruit les noyaux terroristes dans les villes, mais il ne semble pas que l'on ait sensiblement affaibli l'appareil militaire de la rébellion. Les pertes que nous infligeons aux bandes sont lourdes : mais elles font apparaître aussi l'aptitude que ces bandes ont encore à se reconstituer, malgré la lassitude des hommes. Je suis sceptique sur les conséquences du verrouillage des frontières. Je crains que ces verrous n'aient le même défaut que la ligne Maginot : celui de s'interrompre en un certain endroit, et que, dans un pays aussi difficile à garder et avec autant de frontières, y compris des frontières maritimes, les barrages ne soient de toutes façons détournés, sinon franchis.

J'incline à croire, au contraire, que c'est dans la mesure où la rébellion sera coupée de ses bases populaires, par des initiatives politiques efficaces, que la situation militaire pourra être réellement et durablement améliorée ; et c'est l'objectif que l'on assigne, en effet, dans les milieux officiels aux réformes accomplies dans les zones en voie de pacification qu'il s'agisse de l'installation de S.A.S., de S.A.U. ou de municipalités. Or, là non plus, je ne veux pas sous-estimer le travail qui s'accomplit. J'ai même éprouvé beaucoup d'admiration pour la foi, le zèle avec lequel officiers et civils coopèrent à cette œuvre. Malheureusement, je ne pense pas qu'elle ait autant de valeur politique qu'on lui en attribue. Certes, soigner des enfants ou des vieillards, aider des assistés à obtenir leurs allocations, résoudre des cas sociaux n'est pas seulement accomplir une tâche bienfaitrice ; cela permet de reprendre contact avec la population, cela comble un vide, causé par la sous-administration, et qui avait permis au F.L.N. d'asseoir son influence. Donc tout cela n'est pas sans valeur. Mais je ne pense pas que cette reprise de contact sur le plan administratif puisse être assimilé purement et simplement à un ralliement politique.

Ces réserves me paraissent encore plus nécessaires lorsqu'il s'agit d'apprécier la valeur politique de la réforme municipale en cours en Algérie. A de rares exceptions près, ces municipalités nouvelles ne donnent pas l'impression d'authenticité véritable. Je suis convaincu que la raison principale de cet échec est l'absence d'un cadre politique adéquat au sein duquel toutes ces initiatives pleines de bonne volonté et même de générosité puissent trouver leur sens et leur portée aux yeux des musulmans.

La loi-cadre et la manière de l'appliquer

M. Massenet : Vous justifiez la loi-cadre...

J. Fontanet : Mais je crois, en effet, qu'une initiative politique est nécessaire et que le procédé de la loi-cadre peut avoir des avantages, ce qui ne signifie pas que n'importe quel texte soit bon, ni surtout que le texte soit tout, alors qu'à mon avis le contexte est encore plus important.

La loi-cadre n'est qu'un instrument. Ce qui compte c'est la politique qu'elle prétend définir. Depuis des années, on a tellement usé, et mal usé, de mots et de textes au sujet de l'Algérie que les musulmans sont encore plus que nous blasés à l'heure actuelle à cet égard. Ce n'est pas la lettre de tel ou tel projet qu'ils jugeront, mais le contexte politique, dans lequel le texte sera présenté et appliqué, les actes qui prouveront ou ne prouveront pas une

volonté réelle de changement. A cet égard, la maladresse invraisemblable avec laquelle le gouvernement démissionnaire a procédé à l'élaboration du texte, l'absence de sondages auprès des musulmans, l'étalage en public de ses hésitations, de ses réticences, avaient terriblement compromis les chances de la loi-cadre.

G. Le Brun Keris : Lorsque je vois comment a été élaborée la loi, j'ai très peur, en effet, qu'on se serve mal des dispositions transitoires qu'une autre loi-cadre ou toute autre initiative analogue, devra, comme la précédente, inévitablement prévoir. Je sais trop qu'en Algérie les gouvernements proposent et qu'une administration que je connais bien dispose. Or ces dispositions transitoires aboutissaient à faire nommer à peu près complètement les premières assemblées, celles-là même qui devraient jouer un rôle attractif sur l'opinion musulmane. Nous risquons alors de voir revenir tous les « *beni oui-oui* » dont nous parlions tout à l'heure, avec les conséquences que nous évoquions. Ce serait une erreur colossale.

J.-M. Daillet : Le premier changement devrait donc être accompli au niveau de l'administration ?

M. Massenet : Vous évoquez là une question redoutable, celle de l'effroyable dispersion du pouvoir en Algérie. L'Algérie, à certains égards, est presque une région hors d'atteinte du pouvoir politique français, et également du pouvoir du ministre de l'Algérie. D'ailleurs la plupart des abus qui ont été signalés à l'opinion, quelque-fois avec un peu trop de mise en scène, proviennent à mon avis d'une indiscipline fondamentale dans la vie administrative algérienne. Une condition préalable à remplir pour la mise en œuvre des réformes politiques en Algérie serait que le pouvoir central confie à un certain nombre de *missi dominici* le soin de veiller sur place à la mise en œuvre des conceptions de rénovation politique, à la lumière d'une doctrine d'action clairement formulée.

G. Le Brun Keris : Le meilleur passage de la loi-cadre est certainement celui qui prévoit la suppression du gouvernement général. Je crois que l'on ne pourra rien faire en Algérie tant que demeurera cet énorme building qui écrase non seulement la ville d'Alger, mais tout le territoire sous la masse.

M. Massenet : Personnellement je suis à tel point d'accord avec vous que je me suis mentalement proposé sa transformation future en un immeuble d'H.L.M. !

J.-M. Daillet : L'indiscipline administrative n'est cependant pas la seule raison de la confusion qui règne actuellement en Algérie. Cette confusion ne vient-elle pas de la tête ? Ainsi était-elle évitable avec une politique qui était élaborée un œil sur le congrès S.F.I.O. de Toulouse, l'autre sur l'*Écho d'Alger* ?

M. Massenet : Nous sommes donc d'accord pour juger qu'il était nécessaire de prévoir une loi-cadre. Que sa conception ait été décevante, tout au moins dans le dernier stade qui était un stade de désordre public, c'est autre chose ; mais j'ai été moi-même frappé, dans mes conversations avec certains chefs de l'armée de voir à quel point ils avaient conscience du caractère politique de leurs actes et du désir qu'ils avaient de voir précisément ces actes encadrés, acheminés par le pouvoir politique vers des fins clairement définies. Simplement, le problème est de savoir, comme l'a bien souligné Le Brun Keris, dans quelle mesure la mise en œuvre d'une telle loi-cadre correspondra aux intentions de ses auteurs.

G. Le Brun Keris : Au cours des derniers mois, j'ai assisté à la mise au point de la loi-cadre élaborée par le gouvernement Bourgès-Maunoury. Elle a consisté, malheureusement, en une lente désintégration du projet initial, pour lequel on s'était inspiré d'idées qui me semblent assez justes : partir de la base territoriale qui correspond à la complexité de l'Algérie, à la diversité de ses régions et de son peuplement ; superposer à ces territoires un échelon fédéral pour l'Algérie. Le mot fédéral ne doit pas induire en erreur ; il s'agit d'un fédéralisme interne à l'Algérie qui n'empêche nullement l'Algérie de demeurer partie intégrante de la République. Je demande à ceux qui insistent pour que l'on s'en tienne

exclusivement à l'échelon du territoire de voir que ce serait la meilleure manière d'aboutir très rapidement à une Algérie centralisée : car, lorsque l'on a l'air de trop vouloir diviser pour régner, on apporte une prime à toutes les centralisations. En outre, il convient, ne l'oublions pas, de créer un outil administratif viable, dans un pays économiquement unifié. Il faut donc des institutions à Alger ; ne recommençons pas la bêtise qu'avaient faite, à une époque, les Américains, quand leurs chemins de fer dans chacun des États, fonctionnaient de façon strictement autonome, ce qui avait pour résultat de rendre impossible la traversée du territoire américain en chemin de fer. D'autre part, du point de vue politique, s'il n'y a à l'échelon d'Alger qu'un indice de coordination, je crains que le mot ne soit trop faible et surtout trop peu attractif, trop maladroit psychologiquement. Songeons que le statut de 1947 avait déjà créé une Assemblée algérienne.

M. Massenet : Pour les musulmans, croyez-vous que ce soit le vocabulaire qui compte, ou au contraire le contenu des responsabilités réelles qui vont leur échoir dans l'avenir algérien ? Par contre, les Européens, et pas seulement les nôtres, sont très sensibles aux mots.

Les Européens d'Algérie

G. Le Brun Keris : En ce qui concerne les Européens d'Algérie, je suis plutôt porté à penser qu'il ne faut pas juger uniquement leur réaction sur certaines apparences. D'abord, ils sont moins unanimes qu'on ne le dit. Ils ont bien souvent des porte-parole extrêmement abusifs, auxquels malheureusement M. Lacoste lui-même a paru accorder bien trop d'audience. Lorsqu'on s'adresse à l'homme de la rue, et je prends le mot dans un sens extrêmement large, on trouve beaucoup mieux. J'ai été très frappé des changements de mentalité que j'ai pu observer par exemple chez les maires de petites localités qui sont pourtant ceux qui auraient le plus le droit à des circonstances atténuantes. Chez ces hommes-là, j'ai senti un effort de réflexion sur eux-mêmes extrêmement profond. Certes, la situation des Algériens de souche française est à beaucoup d'égard pathétique, et il peut arriver que les nerfs cèdent, que la police soit débordée, j'ai assisté moi-même à l'un de ces moments affreux : mais je ne crois pas, pour ma part, sauf si vraiment on s'emploie à les soulever, qu'ils puissent réellement commettre des gestes irréparables.

M. Massenet : Je suis le premier à regretter et même à condamner une certaine crispation des Européens, qui nuit à leurs propres intérêts, mais je voudrais tout de même attirer votre attention sur certains aspects défendables de leur psychologie. Je ne crois pas que l'on puisse leur demander, à la fois, d'accepter le collège unique, qui leur impose un terrible sacrifice de représentation, quelquefois la suppression de toute représentation, alors que leur vie quotidienne dépendra des instances mises en place par la loi-cadre ; et, d'autre part, d'accepter aussi le fédéralisme, qui risque, en éloignant la souveraineté française, de réduire à néant les possibilités d'arbitrage de la métropole.

G. Le Brun Keris : Je pense bien interpréter la pensée de Massenet en disant qu'à ses yeux le problème du collège unique revêt un caractère en partie artificiel puisqu'il faudra bien évidemment, introduire dans la loi les aménagements nécessaires pour éviter d'écraser les Européens. Le collège unique, j'ai bien peur, en effet, que nous ne l'offrions en pâture aux musulmans alors que ce n'est peut-être pas leur revendication essentielle. Ils le demandent surtout dans la mesure où ils y voient une reconnaissance de leur dignité, un test de leur plénitude humaine. Seulement, les mots de collège unique ont pris, maintenant, une espèce de valeur magique. Ils sont devenus, pour les musulmans, la pierre de touche de notre volonté de réforme, si bien que nous sommes enchaînés, rivés à cette nécessité d'instituer le collège unique, même si c'est finalement un faux problème. Sinon, nous aurions l'air vraiment, une fois de plus, de revenir sur une promesse faite.

Institutions et constitution

M. Massenet : Nous sommes donc ramenés au problème des institutions algériennes elles-mêmes.

Or, pour ma part, je ne le cache pas, je suis actuellement en défiance à cet égard. D'un côté, j'estime que la conception de la loi-cadre retenue par le gouvernement Bourgès-Maunoury implique un pouvoir fédérateur ; car si le fédéralisme interne à l'Algérie peut, à la rigueur, être compatible avec l'unité de la République, la création à Alger d'institutions susceptibles de constituer, au stade embryonnaire, je le veut bien, des organes d'État, exige que nous nous prémunissions contre tout risque de sécession dans une perspective fédérale éventuelle à long terme. Cela impliquerait un changement non pas seulement de l'article VIII de la constitution, mais de l'ensemble de la constitution.

G. Le Brun Keris : Entièrement d'accord, à condition de ne pas faire de la réforme constitutionnelle une sorte de préalable aux réformes politiques, ce qui retarderait par trop leur application en raison des inévitables délais imposés par la procédure de révision de la constitution.

M. Massenet : En outre devons-nous engager l'Algérie dans une direction où ne pourrait pas la suivre, sans catastrophe, l'Afrique noire ? N'allons-nous pas placer M. Houphouët-Boigny dans une situation impossible, si nous le dépassons au nord par l'installation à Alger d'institutions fédérales ?

J.-M. Daillet : En ce qui me concerne, je pense que ce qui serait souhaitable pour l'ensemble de l'Union Française, c'est précisément une homogénéité un peu plus grande qu'elle n'en a actuellement. Ne ressemble-t-elle pas à un cake extrêmement hétérogène, qui risque, dès lors, de s'effriter rapidement ?

G. Le Brun Keris : Mon cher Daillet, faites bien attention, car il ne faut pas oublier que nous avons affaire, en Algérie et en Afrique noire, à deux problèmes d'une nature totalement différente. En Afrique noire, nous avons affaire à un problème colonial, concernant les rapports entre une métropole et un territoire qui en dépend ; en Algérie, nous avons affaire à un double problème de minorité : d'un côté, la minorité du nombre, celle des Européens ; d'autre part, la minorité de situation, celle des musulmans, bien qu'ils aient le nombre pour eux. Il est aisé de comprendre ce que cela entraîne de complexité, de psychologie embrouillée, si je puis parler ainsi. Le problème algérien se situe ainsi très au-delà des problèmes coloniaux que nous avons à résoudre par ailleurs.

J.-M. Daillet : Bien sûr, je ne nie pas cette évidence que les problèmes politico-sociaux présentent bien des différences entre territoires d'Afrique noire et Algérie ; mais vous savez bien que l'aspiration à l'indépendance, que nous le voulions ou non, se répand partout à une vitesse qui s'accélère et que les attitudes des leaders d'Afrique noire et celles des nationalistes de tout le monde arabe se ressemblent de plus en plus. La loi Defferre a eu le mérite de permettre aux jeunes élites noires de discuter avec nous de leur promotion à l'auto-administration, tout en maintenant des liens politiques avec la France. La loi-cadre pour l'Algérie me semble, elle, très en retard sur la loi Defferre, et je ne vois pas comment pourrait se produire, dans ces conditions, un choc psychologique parmi les jeunes Algériens « intéressants » dont nous parlions tout à l'heure, parce qu'ils ont certainement les yeux tournés vers le Togo – et d'ailleurs, bien plus près d'eux, vers la Tunisie et le Maroc. En définitive, je ne vois personnellement que deux attitudes françaises qui puissent intéresser les musulmans d'Algérie : l'intégration pure et simple avec égalité absolue de droits, de devoirs, de représentation parlementaire, ou la négociation avec, bien entendu, nos véritables adversaires du F.L.N. et du M.N.A. Seulement les Français d'Algérie ne peuvent accepter la première et refuseront toujours l'autre, et j'observe qu'ils n'ont jamais proposé ni approuvé de solution intermédiaire.

Cette parcelle d'amour

J. Fontanet : Je pense que l'argumentation de Daillet pêche par excès de cartésianisme et d'apriorisme. Bien entendu, notre politique doit avoir un minimum de cohérence, d'unité.

Mais, d'un autre côté, il est incontestable que la situation algérienne repose sur des données absolument originales.

S'il est vrai que nous n'avons plus de temps à perdre, je crois cependant sincèrement qu'en Algérie rien n'est encore irrévocablement noué. Au cours de mon dernier voyage en Algérie, j'ai eu, en effet, une fois de plus le sentiment aigu de la marque profonde que cent trente années de notre présence ont laissée dans le pays – je songe à ce jeune musulman qui ne m'a pas caché ses sentiments nationalistes et qui me disait cependant : « Nous ne pouvons imaginer d'autres partenaires que vous ; nous n'allons tout de même pas apprendre une autre langue que le français ! » Ils comptent aussi, les liens économiques, véritablement impossibles à rompre sans catastrophe pour l'Algérie, qui se sont tissés d'une rive à l'autre de la Méditerranée. En survolant les massifs de Kabylie, où vit une population d'un million d'habitants, d'une densité égale à celle de la Belgique, je songeais aux dizaines et dizaines de milliers de travailleurs algériens en France dont les mandats sont la principale ressource de cette région. Peuvent-ils vraiment croire à la rupture avec la France ?

Il faut mettre aussi dans la balance l'attachement passionné des Européens à ce pays, leur véritable patrie ; la foi, le dévouement de nombreux soldats et administrateurs pour donner à l'un des plus pathétiques problèmes de l'histoire une solution pleinement humaine. Ce sont des facteurs qui ont leur poids, même s'ils ne s'expriment pas en termes comptables.

Sur place, dans cette Algérie fiévreuse et active, brûlée de soleil et de passions, où se côtoient et s'affrontent le fanatisme et l'héroïsme, l'égoïsme et l'abnégation, le crime et la charité, on ressent avec évidence combien une argumentation sèchement logique comme celle de Raymond Aron rend un son faux. Oui, dans l'évolution des événements d'Algérie, cette « parcelle d'amour » dont parlait Lyautey peut encore jouer un grand rôle. Je suis convaincu que, si nous le mettions enfin véritablement dans nos actes, il n'est pas trop tard pour empêcher la France de perdre l'Algérie et l'Algérie de perdre la France.

Impasse en Algérie ?

France-Forum n°2 1957 pp. 14-21

Résoudre le problème algérien ? Il faudrait d'abord savoir le poser. On parle de *problème*, comme s'il s'agissait d'un de ces problèmes de robinets, tels qu'on en demande au certificat d'études, avec des cuves hypothétiques et une tuyauterie fictive, avec des débits et des capacités inconciliables. Certes ces robinets et ces cuves ont inspirés une des plus belles pages de Péguy. Mais à parler ainsi du « problème algérien » et – faute de le résoudre – à en jouer les solutions sur tous les échiquiers de la politique intérieure et de la politique étrangère, n'oublie-t-on pas que l'Algérie, c'est d'abord une terre, avec des hommes, une Géographie, une Histoire, une Ethnologie, une Tradition, une Économie et puis aussi tous les bouillonnements d'un monde en fusion ? Et, tandis que nous dissertons calmement, que dans notre métropole nous menons une vie benoîte, irrités seulement de manquer d'essence, n'oublions-nous pas que l'Algérie est aujourd'hui un réservoir de souffrance ? Les cuves et les robinets du malheur n'y sont pas fictifs. *Misera Italia, albergo di dolore*, écrivait Dante de l'Italie de son temps. « Auberge des douleurs » ? Ne l'est-elle pas, notre misérable Algérie, pour une fois toutes ses populations confondues ?

I – Pour une sociologie de l'Algérie

Ni géographie ni histoire

Ouvrons ce dossier de l'Algérie, le vrai, celui de la terre algérienne et de ses hommes. Un mot en résumera toutes les pages : celui de *complexité*. Des Algériens se succèdent en profondeur depuis le Tell surpeuplé (mais si différent de l'Oranie au Constantinois), par les mornes des Hauts Plateaux gris d'alfa, vers le Sahel ponctué d'oasis. La discontinuité géographique a engendré une histoire obscure et discontinue. L'Algérie, comme telle, date de notre conquête. La Régence d'Alger n'était qu'un mythe juridique sur des féodalités en mutuelle dissidence. Elle était si décadente qu'après avoir abrité 100 000 habitants au XVIIIe siècle Alger n'en possédait plus que 30 000 quand nous y entrâmes.

Déjà, ce simple coup d'œil sur les vraies données comporte des enseignements. La difficulté de trouver des « interlocuteurs valables » - difficulté rabâchée mais réelle – ne vient-elle pas de cette « nouveauté » de l'Algérie ? Nul n'émerge dans une pareille anarchie où les bandes luttent contre les bandes. Nul n'est sûr d'être obéi, et même pas ce F.L.N. qui doit presque autant sa prééminence à l'opinion publique métropolitaine qu'à son influence locale. Mais à l'inverse, *qu'on ne conclue pas de l'inexistence d'une nationalité algérienne historique à l'inexistence du sentiment national algérien*. Ce serait oublier que les nationalistes exotiques, nous l'avons expliqué ici même, ne reposent pas sur des nationalités. La nationalité algérienne n'existe pas, et nous y reviendrons. J'ajouterai qu'elle n'existera pas si jamais se trouvait octroyée à l'Algérie une indépendance qui la vouerait, le vernis colonial éclaté, à son ancestrale anarchie. On verrait resurgir cette anarchie maghrébine dont voici deux mille ans Salluste a tracé l'image la plus actuelle. Mais j'anticipe.

La revanche de Caïn

L'ethnologie reflète elle aussi la complexité géographique. L'Algérie a toujours été terre de colonisation donc de mélange et de cohabitation. Complexité des deux blocs hétérogènes, et aujourd'hui hostiles, des Musulmans et des Européens. Mais parmi les Musulmans que de diversité encore ! Ils ne comportent pas moins de six groupes, avec, plus frappante, l'opposition entre Kabyles et Arabes. Les Kabyles, accrochés à leurs montagnes depuis que les Arabes les y ont refoulés : leurs villages, comme une croûte de tuiles, sur chaque crête, sur chaque mamelon, et au long des pentes, plus refoulés qu'eux par les conquérants, des arbres. Dans la plaine, l'Arabe sédentarisé maintient, grâce à cet extraordinaire conservatoire d'une civilisation que fut l'Islam, ses traditions nomades. Même son palais des villes, comme la tente ancestrale, est meublé de quelques divans et de quelques coffres. Entre Kabyles et Arabes, la plus vieille querelle du monde : celle de Caïn l'agriculteur et celle d'Abel gardien de troupeaux. Après six mille ans, Abel et Caïn ne se sont pas réconciliés.

Cette querelle n'est pas une illustration pour le musée archéologique. On la sent sous toutes les étapes de la rébellion. Huit sur dix des bandes adverses sont encadrées par des Kabyles. L'Arabe y est à son tour colonisé dans une revanche millénaire. Ce n'est pas la moindre cause de sûreté et de solidité de la rébellion algérienne. Aussi doit-on accueillir avec une certaine prudence ceux qui nous propose pour venir à bout des fellagha « une politique berbère », même si le *berbérisme* est sous-jacent à tout ce trouble. D'ailleurs, la politique berbère ne l'avons-nous pas trouvée à chacune des marches descendantes de notre politique marocaine, depuis les dahirs de 1930 ? Nous ne sommes peut-être pas aptes à capter des forces sociologiques aussi obscures. Pourtant, si l'encadrement local est kabyle, les états-majors F.L.N. sont mus par des forces d'origine arabe, et qui plus est d'origine senoussie ou wanabite, traditionnels exterminateurs des berbères. Ils sont profonds, les mouvements déchaînés par la décolonisation forcenée de l'Algérie.

Du désespoir au communisme

Sur ce tuf ethnique bigarré, l'occupation française a apporté de nouvelles contraintes : et d'abord la francisation. Notre civilisation a pénétré ces masses, mais à doses variables. Elle n'existe pas pour le chamelier des Hauts Plateaux ou pour l'enfant des oasis juché à la cime des palmier dont il accouple les fleurs. Elle est presque tout pour ce notaire ou ce pharmacien : entre eux, toutes les nuances d'un métissage intellectuel et spirituel. Facteur de déséquilibre, ce métissage, surtout quand il se combine avec la terrible jeunesse de la population. 52% des Algériens ont moins de vingt ans. Malheur à la ville dont le prince est un enfant ! Que de ferveur et que de fièvre, dans cette jeunesse que ses aînés n'encadrent plus ! Ils sont si lointains, ces aînés. Leur âme est contemporaine d'Abraham, mais l'âme de leur fils est notre contemporaine. Le Patriarche n'aurait pas mené au bûcher un Isaac du XXe siècle. Des millénaires séparent les générations et tout Musulmans est un orphelin. « Métis », « orphelin », que de troubles et de déséquilibres dans ces deux mots ! Que de désespoir aussi ! Un désespoir que reflète la littérature maghrébine d'expression française : Driss Charaïbi, Mouloud Ferraoun, Mohammed Dib, tous les autres... Et cela aussi c'est une donnée du problème algérien.

Et l'Islam, comme un filon fulgurant dans cette lave déjà bouillonnante. L'Islam, avec le totalitarisme d'une religion qui confond le temporel et le spirituel. L'Islam avec son orgueil de religion dernière née du Livre, mais aussi son inadaptation tragique du système économique et social d'avant notre ère. Surtout, hélas ! un Islam qui apostasie. C'est grave : l'Islam perd la foi et se mue en ferment politique. Et vers qui iront-ils, ces jeunes en qui Dieu est mort ? Vers le Rationalisme ? Ils trouveront fade une religion qui, distinguant le spirituel et le temporel, ne répond pas à leur goût, ancestral lui-aussi, de domination terrestre. Non, ils se tourneront vers la grande confusion moderne du temporel et du spirituel (oui, confusion par confiscation du spirituel par le temporel), le communisme. Le processus même qui les a menés vers la perte de la foi les y incline. Ils sont venus dans nos écoles, et leur Dieu n'a pas résisté à cette épreuve : parce que, dans l'Islam, Dieu n'est pas seulement la cause première de l'Univers ; il est aussi la cause immédiate et directe de tout événement. Si, en période de Ramadan, on constate chaque soir la chute du soleil ce n'est pas mépris de l'agenda, mais parce qu'Allah pourrait toujours faire que le soleil ne se couchât pas. Si, en approchant une torche d'un bidon d'essence, on a explosion, ce n'est pas un phénomène obligé, mais la volonté immédiate d'Allah. Et voilà ce Dieu à l'épreuve de nos écoles, confronté avec des lois scientifiques vérifiables, démontrables et démontrées. Les causes engendrent d'elles-mêmes des effets, la loi du monde lève le soleil tous les jours. Cette révélation tue l'idée de Dieu. Il disparaît, anéanti par la science, c'est-à-dire par les lois de la matière, alors, dans ces âmes, la matière prend valeur d'absolu. Elle se substitue à l'Islam. On garde celui-ci comme une façade, parce qu'il est protestation contre la colonisation et, en temps normal, la seule permise à l'Algérie. Mais dans l'âme monte le matérialisme, et, comme on est jeune, sous sa forme la plus absolue et la plus fiévreuse : le communisme. Les efforts des oulémas réformistes, âmes nobles attachées à sauver l'Islam et à l'adapter, n'y peuvent pas grand-chose. On doit respecter ces oulémas, même s'ils sont très hostiles, car leur tentative était digne. Malheureusement leur réforme, par son puritanisme répond mal à l'appel d'âmes plus avides de ferveur que de pureté doctrinale. Et puis, eux aussi n'ont pas compris la sociologie algérienne (un autochtone souvent ne connaît pas son pays). Ils ont mis l'accent sur le juridisme malékite des villes sans voir que le vieux chiisme animiste des confréries, leur cible, était un besoin pour une population où coule le sang berbère.

La bigarrure européenne

N'est-elle pas complexe aussi, la population européenne ? Disons, pour être exact, la population indigène d'origine européenne. Car, après cinq ou six générations, elle est vraiment indigène. Elle a marqué cette terre : son terroir plutôt. La Mitidja, avec ses villages à clochers pointus, évoque la plaine alsacienne. Et si la Mitidja comme la plaine bônoise sont des Chanaans, c'est qu'un colon est mort à chaque mètre carré.

Mais complexe : au noyau alsacien (déjà comme tel frondeur) de 1871, s'est ajouté tout un apport espagnol ou maltais. Puis le pays a marqué les hommes, au point qu'il est parfois difficile de distinguer un chrétien d'un musulman. Le soleil d'Afrique sur les soleils méditerranéens, voici des foules nerveuses, sensibles, impressionnables, avec un vieux goût latin pour les régimes autoritaires. Les ligues ont trouvé avant guerre un terrain propice en Afrique du Nord. La formation politique est d'autant plus déficiente que l'on est pauvre : le niveau de vie atteint seulement les deux tiers de celui de la métropole.

Ils sont 1 085 000 d'après le dernier recensement. 25 000 seulement sont des colons, et 18 000 n'exploitent que de minuscules terrains. Encore une donnée à ne pas oublier.

Ils ne font rien comme nous

Et voilà ces deux populations côte à côte, l'europpéenne et la maghrébine. Elles s'ignorent. Seuls les colons ont quelques contacts avec leurs ouvriers agricoles. Les autres vivent cloisonnés. Sur ce plan des mœurs, tout sépare les Européens des Musulmans : la langue, les coutumes et, ce qui est plus grave, *la morale*. Le préjugé est roi. J'entendais l'autre jour un rappelé, écho fidèle du village européen d'Algérie où il avait séjourné : « Que voulez-vous faire avec les musulmans, disait-il. Ils n'ont idée de rien. Ils ne font rien comme nous. » Ce garçon ne savait pas répéter Hérodote, qui reprochait aux Égyptiens de son temps de ne rien faire comme les Grecs. : « Ils sont circoncis ; ils urinent accroupis » écrivait-il. Ces caractères sont aussi ceux des Musulmans, remarquons-le. Choqué par les mœurs, l'historien grec méprisait les Égyptiens de son temps, malgré leur mythologie et leur cosmogonie (le mythe d'Osiris, c'est autre chose que les copulations de Zeus). Combien de Français d'Algérie connaissent les vraies valeurs de l'Islam ?

Colonisabilité algérienne

« Complexité », ai-je résumé d'un mot les données humaines de la question algérienne : « misère » en résumera les données économiques. Oui, jusqu'à ce jour, misère de ce que nous appelons avec pudeur les « pays sous-développés », c'est-à-dire, en langage clair, les pays de la faim. Le niveau de vie est le cinquième du nôtre, avec des famines périodiques. La propriété est morcelée à l'extrême. Les fellahs grattent à l'aire des lopins de onze hectares en moyenne, dont ils doivent reverser les quatre cinquièmes du fruit (d'où leur nom de Khamès, qui veut dire cinq) au propriétaire musulman. Le cheptel est important. Hélas ! le déciment tous les cinq ans les disettes.

Mais qui se soucie de l'Agriculture ? L'Algérie est un pays sous-développé, c'est-à-dire qu'elle se drogue d'industrialisation. Ce mot fait rêver. On parle le soir dans les douars d'usines énormes, et on sait qu'un jour un pays sous-développé, l'U.R.S.S., est parvenu à construire de ces usines énormes... Peut-être le Sahara permettra-t-il cette industrie ? Aujourd'hui l'Algérie manque d'énergie (elle produit à peine le sixième de ses besoins) et de main-d'œuvre qualifiée malgré la masse de ses chômeurs (en 1954, 400 000 chômeurs totaux et 400 000 sous-employés, mais, pour la plupart, manœuvres analphabètes, pratiquement irrécupérables). Quant aux capitaux, depuis dix ans ils se sont dirigés vers le Maroc. C'est-à-dire, encore une fois, que l'Algérie est un pays sous-développé. Elle en a la psychologie. Pour employer le langage d'un de ses enfants, M. Malek Bennabi, elle est en

plein *colonisabilité*. Par-delà l'économie, voilà encore une donnée sociologique du problème algérien.

Cette colonisabilité est accrue par une de ses propres conséquences : une natalité désordonnée, la plus forte du monde. L'Algérie famélique aura encore doublé sa population dans dix ans...

II – Le verrou fermé

Telles sont les données sociologiques du problème à résoudre, un mal qu'on n'exorcisera pas à prononcer des néologismes magiques : assimilation, intégration, autonomie, fédéralisme, indépendance. Et ces plans qui un peu partout surgissent, la définition gouvernementale du 9 janvier, les positions du F.L.N. ou du M.N.A.? C'est par rapport aux données sociologiques qu'on peut juger de leur valeur et non pas d'après sa propre inclination sentimentale ou la plus ou moins grande faculté qu'ils offrent à tracer de beaux tableaux à accolades tels qu'on en raffole aux bords de l'oued Seine. Hélas ! on en juge surtout pour des raisons de politique intérieure...

J'y pensais tandis que le 9 janvier le président du Conseil prononçait sa déclaration. Pour la solenniser, on avait eu recours à toutes les liturgies républicaines : batteries de microphones, huissiers à chaînes, attachés de cabinets préposés aux fuites, ministre résidant pour flanquer la droite, secrétaire d'État pour flanquer la gauche, éclair des flashes et ballet excentrique des photographes, lambris dorés, vestons noirs et pantalons rayés, rien n'y manquait. Mais cette longue prosopopée débitée honnêtement par un président du Conseil honnête, que signifiait-elle pour l'Algérie ? Contenait-elle, noyée dans un verbiage, un programme valable pour ce pays ?

Les illusions de l'indépendance

Aussi valable certes que le programme du F.L.N., obstinément cantonné dans le mot d'indépendance. Car ce mot d'indépendance, serait-il admissible pour nous, ne requerrait-il pas des Français d'Algérie la plus tragique des options, serait quand même inadapté à la sociologie algérienne. Et justement, d'abord, il ne tient pas compte des Européens d'Algérie. Quand, du F.L.N., on le reprend à la légère dans notre presse, on risque pour arrêter une guérilla de provoquer un massacre. Ces populations européennes ont le sang chaud. Le désespoir les jetterait sur les Musulmans en un déchaînement sauvage. Ce jour-là le problème algérien serait insoluble à jamais. Il n'y aurait plus d'issue que dans je ne sais quelle Afrique du Sud transposée au nord, ou, si ces Européens deviennent victimes du massacre par eux déclenché, dans je ne sais quelle « égyptianisation » du Maghreb. A Dieu ne plaise !

L'inadaptation sociologique de l'Algérie à l'indépendance réclamée est plus profonde. Elle tient à cette colonisabilité post-almohadienne dénoncée par M. Malek Bennabi dans *Vocation de l'Islam*, et qui selon lui engendre la colonisation. Celle-ci n'est qu'une conséquence – une conséquence fatale. A notre décolonisation succèderait fatalement une colonisation de remplacement. Laquelle ? Plusieurs sont à pied d'œuvre. La colonisation américaine ? Ou plutôt la colonisation russe ? L'U.R.S.S., à peine un pied au Moyen-Orient, voit déjà plus loin. Le traité de fourniture d'armes par la Tchécoslovaquie à l'Égypte date du 26 septembre 1955, mais dès le 10 janvier 1956, c'est l'envoi d'une ambassade pléthorique et spécialisée chez sa Majesté Senoussie à la porte même du Maghreb (à la porte de l'Afrique noire aussi). De nulle part nous ne partirons sans que nous ne soyons vite remplacés. Le Parti communiste le sait bien qui désormais colle aux fellagha, dût-il parfois en être reçu à coups de fusil. De plus en plus la tactique du « Front National » est mise au point. Sous le couvert des accidents de la rébellion, les communistes « noyautent ».

Or nous avons que l'Islam dégradé d'Algérie est perméable au communisme, que dis-je ! par sa dégradation même, *il y vire*. Mais surtout l'U.R.S.S. exerce cet *attrait* d'être encore plus directement que les États-Unis un colonisateur de remplacement. Tibor Mende expose dans ses livres le peu de séduction exercée par les slogans de la liberté sur les peuples sous-développés. Son analyse est incomplète. Non seulement la liberté n'attire pas, mais le despotisme est séduction. M. Mannoni, qui n'est pas suspect, l'a écrit dans sa *Psychologie de la colonisation* : mu par son « complexe de dépendance », le colonisé émancipé appelle une colonisation. Ainsi M. Mannoni rejoint-il Malek Bennabi. Un sociologue marxiste, M. Levi-Strauss, écrit dans *Tristes Tropiques* que ce besoin de soumission né de la colonisabilité a « quelque chose d'érotique » tant il est violent. L'U.R.S.S. a de quoi fasciner l'immense marge des peuples sous-développés, parmi lesquels l'Algérie.

La voie serait d'autant plus facile en Algérie que déjà la guérilla y réveille les forces mal endormies de l'anarchie maghrébine. Les sociologies des siècles obscurs remontent en surface. Quel bel État satellite en puissance, ce chaos ! Quelle belle frange d'États satellites jusqu'à l'Atlantique !

9 janvier : objectifs lointains acceptables

Les positions du gouvernement Guy Mollet, telles qu'elles résultent de la déclaration du 9 janvier, sont-elles plus conformes à la sociologie maghrébine ? Quant aux objectifs lointains certainement : à très grandes lignes, M. Guy Mollet a esquissé une Algérie de structure fédérale, mais douée d'institutions proprement algériennes sur le plan exécutif comme sur le plan législatif. En parlant des structures fédérales internes de l'Algérie (sans d'ailleurs prononcer le mot), M. Guy Mollet aurait pu se pencher vers son acolyte, M. Champeix, auteur d'un plan (aussi confidentiel que largement diffusé) qui coupait l'Algérie en trois tranches sans liens entre elles. Ainsi tenait-on compte des divisions algériennes, encore que de façon arbitraire, mais non de la réalité, elle aussi algérienne, d'une solidarité créée par nous et cimentée en ciment dur par les deux ans de la rébellion. En indiquant la nécessité d'un législatif et d'un exécutif algériens, M. Mollet répondait au fait que l'Algérie a pris conscience d'elle-même (je serai tenté d'écrire : jusque dans ses populations européennes). Je n'insisterai pas sur le législatif, nécessaire, mais qui réservera des déboires. L'adaptation des nécessités modernes et du Coran, qui serait sans doute sa tâche, sera difficilement menée à bien dans un pays où, si on excepte quelques petites équipes, dont celle groupée autour de son Secrétariat Social, on s'est plus livré dans toutes les communautés au verbalisme du Café du Commerce ou du café maure qu'à un effort de réflexion politique. En ce pays sous-développé, surtout s'il est musulman, l'exécutif a plus d'importance. L'autorité compte plus que la représentation. Le pouvoir ne peut venir que d'en haut. Il appartient à celui qui, par son habileté tant à l'obtenir qu'à le conserver, fait preuve de sa *baraka*. Mais en terre d'Islam un exécutif peut-il être collégial ? Juridiquement le Coran ne l'interdit pas (du moins l'ont affirmé en une consultation célèbre les oulémas du Maroc), mais ce n'est pas dans les mœurs. Le Conseil du Trône chérifien ne pouvait subsister plus de quelques jours : il ne répondait pas assez aux mœurs pour être durable. L'Homme doué de la *baraka* peut-il être trouvé en Algérie ?

Une inquiétante méthode

Mais, à côté de ces perspectives lointaines et floues, le président Guy Mollet indiquait une méthode pour y parvenir. Cette méthode, il l'a reprise dans sa déclaration gouvernementale : des élections libres dans les trois mois après le retour au calme. L'indication de la méthode avait plus d'importance que les perspectives d'avenir, puisque cet avenir ne peut être vraiment déterminé qu'une fois la méthode appliquée, c'est-à-dire en confrontation et, après les précisions apportées le 9 janvier, en négociation avec les élus. On

peut dire qu'en indiquant des perspectives d'avenir le président Mollet entendait avant tout écarter toute éventualité de reprise du régime antérieur, reprise qui serait bien la plus irréaliste des solutions.

En fin de compte, retour au calme, élections libres du collège unique, négociations dans les trois mois avec les élus. On peut déjà critiquer ce schéma. Trois mois, c'est bien court. Évidemment, lors de sa déclaration ministérielle, le président Mollet, sur le point de pratiquer la politique inverse à celle qu'il avait promise, dans sa campagne électorale, était encore tenu par ses promesses. D'autre part, on peut critiquer le principe même du recours au scrutin. Quelle sera la liberté des élections, trois mois après le retour au calme ? Ne trouvera-t-on pas de petits cercueils dans les boîtes à lettre ? Les fellaghas, faisant figure de héros, ne récolteront-ils pas tous les suffrages ?

C'est grave, car autant on peut négocier dans un certain rapport de force et obtenir des garanties aussi bien pour la France que pour les Français d'Algérie et les Musulmans fidèles, autant on risque d'être désarmé devant un interlocuteur bénéficiaire d'un scrutin populaire. Surtout, encore une fois, le scrutin sera-t-il libre ? M. Mollet a admis des observateurs neutres. Ceux-ci pèseront déjà, par leur présence même, dans la consultation. Aux yeux des masses, ils symboliseront notre défaite. Et puis c'est oublier aussi qu'il n'y a jamais eu d'élections libres en terre d'Islam. Sauf une fois, en Jordanie : mais une émeute populaire a suffi à faire virer de bord dans les trois semaines les élus ainsi désignés.

Vraiment toute cette affaire d'élections libres est mal pensée.

Une curieuse procédure

Mais, cette aventureuse solution dans les semaines qui suivent le 9 janvier, on va l'aggraver. Avec obstination on en précisera les contours. On connaît l'adhésion bizarrement demandée par le président Mollet aux partis autres que poujadiste et communiste. On sait comment le Comité socialiste a refermé sur les doigts des parlementaires consultés la porte qu'on leur avait ouverte. A prendre ou à laisser comme un tout, la déclaration du 9 janvier ! Ainsi est-on placé devant ce choix : ou accepter les termes avantageux de cette déclaration, ou laisser le Parti Socialiste passer dans l'opposition et retrouver les facilités et popularités d'un programme électoral déposé sous le paillason en franchissant la porte de Matignon. Aux beaux jours de Byzance, on n'a pas fait mieux.

Pour le moment, les adversaires n'ont, il est vrai, pas repris la balle lancée par M. Mollet. On s'en étonne et on épilogue sur leur hésitation. Jusqu'à fin février, ils ont eu quelques motifs explicables : manque de confiance dans la France et crainte de trucages électoraux ; impression que le cessez-le-feu était inconditionnel comme une capitulation. Beaucoup plus ont joué encore leurs rivalités internes. Nous retrouvons les hostilités sociologiques entre les combattants et les états-majors politiques. Ceux-ci ne craignent-ils pas, en cas de consultation électorale, d'être évincés par le maquis ? Telle serait la source principale de leur hésitation ; la seule qui puisse demeurer après la déclaration du 9 janvier et le vote de l'O.N.U. du vendredi 15 février.

Plume et le Saumon

Car *Plume et le Saumon* sont passés par là. On connaît le conte charmant écrit pour les enfants par notre ministre des Affaires étrangères. Un délicieux petit garçon dont la légèreté évoque celle de son inventeur, et qui répond au nom de Plume, est porté jusqu'au Paradis par un saumon. Ainsi M. Pineau-Plume s'est-il accroché au saumon Cabot-Lodge. Ce plan du 9 janvier a été cautionné par les Américains, puis entériné par un vote unanime de l'O.N.U. Ce plan du 9 janvier, on l'a même rendu plus précis. Notre saumon de mener Plume : les trois mois sont accentués en « quatre-vingt-dix jours » ; le « retour au calme » devient le « cessez-le-feu » ; le délai final d'un an s'abat comme un couperet. Et Pineau-

Plume de surenchérir ; le plan du 9 janvier se mue en un « engagement international ». Il se reconnaît lié, pendant qu'à la Radio-diffusion française M. Robert Lacoste, qui n'a pourtant jamais écrit de contes d'enfants, entonne le péan : Pharamond ! Pharamond ! Nous avons vaincu avec Guy, avec Plume et avec Robert !

Pauvre Plume, il est étroit, le goulet où nous a menés, toi et nous, le gentil saumon Cabot-Lodge. « Juridifiée », « internationalisée », la déclaration du 9 janvier est impérative. Elle ne laisse qu'une seule marge de jeu : le cessez-le-feu sera négocié. C'est-là une porte ouverte pour autre chose qu'un dangereux scrutin. Mais ce jeu en disposons-nous vraiment, quand dans un an l'O.N.U., dont nous avons institué la compétence tout en prétendant ne pas la reconnaître, s'estimera fondée, comme en témoigne toutes les explications de vote du 15 février, à nous demander des comptes ? Ne sommes-nous pas dans une impasse ?

Victimes de la rébellion et pertes rebelles

- Nombre de victimes de l'agitation terroriste algérienne du 1/11/54 au 31/12/56 :

Français de souche : tués 659 – blessés 1 535 – disparus 88

Français musulmans : tués 3 876 – blessés 2 444 – disparus 1 310

- Nombre de rebelles tués dans les engagements militaires : 17 784

- Nombre de militaires français tués dans ces engagements :

Français de souche : 1 773

Français musulmans : 119

Unité maghrébine ?

Les voies que conseillerait la sociologie algérienne paraissent presque bouchées par ces décisions. Car cette sociologie comporte encore au moins une autre donnée que nous n'avons pas encore abordée : l'unité maghrébine. Certes les trois pays du Maghreb ont vécu dans des conditions historiques et juridiques différentes depuis un siècle et demi. Mais ce fut aussi un fait historique, comme une nécessité sociologique maghrébine, que la France s'implanta successivement en Tunisie, puis au Maroc. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur cette unité. L'aide indirecte des anciens Protectorats a certainement contribué à la prolongation de l'affaire d'Algérie. A l'inverse, l'affaire d'Algérie empêche toute stabilité politique en Tunisie comme au Maroc.

C'est un fait, mais d'un fait on peut toujours tirer quelque chose. La voie pour sortir de l'impasse est peut-être du côté de cette solidarité maghrébine. Le Maghreb porte la marque française, même quand il la récuse. Dans l'impasse où nous sommes enfermés, la fédération franco-maghrébine, où la France peut revendiquer une position d'actionnaire privilégié, ne serait-elle pas l'issue ? Au moins aurions-nous l'avantage de bâtir un Maghreb solide contre la poussée égypto-soviétique. Voilà du moins une hypothèse de recherche.

Seulement il faudrait du temps, de patientes approches ; la négociation progressive avec tous les partenaires ; le contact établi avec patience, non pas avec le seul F.L.N. mais avec tous ceux qui disposent d'une influence ; éviter que notre hâte ne les pousse, eux et leurs voisins maghrébins, à l'intransigeance ou à des pressions accrues. Il faudrait du temps et de la patience...

Est-ce l'impasse ?

Du temps et de la patience... Le double verrou du plan du 9 janvier et du délai onusien d'un an permet-il encore la recherche d'une solution conforme aux données ? Ce verrou n'est pas le seul. En Algérie, la situation s'est dégradée au moins du point de vue psychologique. Même en pratiquant la politique inverse de ses promesses électorales, on en

porte le poids, nous l'avons déjà dit. Ainsi a-t-on dû rapatrier les disponibles, sans plus avoir les effectifs pour maintenir le quadrillage. Ce qui est demeuré sur place, plus faible, est devenu plus nerveux. Sur cette armée pesait déjà un complexe. En Indochine, on lui a fait porter le poids d'une défaite voulue par certains politiques. Sur ce point, je me rallie volontiers au plaidoyer du général Navarre. Mais l'armée ne risque-t-elle pas, comme revanche, de vouloir jouer les politiques à son tour, très proche au surplus, et dans toutes leurs prétentions, des populations qu'elle défend ? C'est irritant pour des militaires, reconnaissons-le, cette fausse guerre où on ne peut prévenir un invisible ennemi dont on sait presque tous les Musulmans solidaires. Comment parfois ne pas les confondre ? D'où des excès aux conséquences psychologiques incalculables, mais que du gouvernement général on semble s'être efforcé de ne pas trop voir. Le Palais d'Été, comme toute maison orientale, est refermé sur lui-même. Il n'ouvre que sur ses cours à jets d'eau. De hauts ravenales y arrêtent le regard devant des murs encore plus hauts. En même temps la population européenne s'est crispée. Très longtemps M. Lacoste n'a pas voulu « combattre sur deux fronts ». Je ne sais qui a prononcé cette parole peu intelligente (car enfin on ne voulait pas qu'il attaque les Européens pour être sûr d'avoir à se battre contre eux ?). Disons plutôt qu'il n'a pas pu se rendre maître des Européens. Il n'a pas su, en dépit d'efforts tardifs, se désolidariser de leurs excès.

Du temps et de la patience, disions-nous... Pour guérir cette dernière plaie, il en faudra aussi, comme il en faudrait pour préparer les vraies solutions, pour orienter dans un sens constructif la solidarité maghrébine, pour que l'Islam occidental sache voir en nous l'auxiliaire dont il a besoin contre un Orient abusif, pour déterminer d'approche en approche ce régime futur.

Afin de jouer ces cartes, quand même très fortes, que mettent en nos mains les données du fond du problème algérien, des délais seraient nécessaires. Cela revient à dire : parviendrons-nous à lever l'hypothèque qu'avec imprudence M. Pineau a laissé inscrire par l'O.N.U. ? Tout est là.

Le pire serait qu'après un périple qui les a mené jusqu'à chez Paul Déroulède les S.F.I.O., nantis d'innombrables prébendes, retournent à la fois à l'opposition et à leurs promesses électorales. Vraiment, en pareil cas, que laisseraient-ils derrière eux !

Sauver l'Afrique du communisme

Action civique et politique Numéro spécial Juillet 1958
Congrès national de Saint-Malo Mai 1958
Rapport présenté par G. Le Brun Keris

Algérie

Je savais, bien mes camarades, que lorsque j'aborderais devant vous l'affaire d'Algérie, je parlerais de choses graves et même tragiques. Je ne pensais pas que ce serait aussi l'heure des émeutes et peut-être des pronunciamiento.

Je voudrais parler sans passion, mais avec une profonde tristesse. De voyage en voyage, je suis devenu trop Algérien pour ne pas voir d'abord que ce qui se commet ces jours-ci à Alger est à la fois une faute et un piège. Rien ne pouvait davantage affaiblir la France, donc l'Algérie. Si le temps était d'écrire des fables, j'écrirais celle de la branche qui, mécontente de son tronc, s'en sépare. Elle en tombe, et elle en meurt. Une Algérie française contre le Gouvernement de la France, je ne comprends pas.

Et pourtant, je ne crois pas qu'aucun Président du Conseil investi ait affirmé plus solennellement que Pierre Pflimlin que la France n'abandonnerait pas l'Algérie. Tout ce qu'il a dit était déjà dans la déclaration du 9 janvier de M. Guy Mollet, reprise par M. Bourguès-Maunory, puis par M. Gaillard, M. Morice et M. Soustelle ont voté ces investitures, comme

ils ont voté la confiance à M. Guy Mollet à la fin du débat sur l'Algérie le 29 mars 1957, donc juste après cette déclaration. Voilà qui éclaire les attaques contre Pierre Pflimlin, qui, lorsqu'on se reporte à ces votes et à ces textes, ne sont plus qu'un abominable procès d'intention. Certains n'avaient-ils pas du salut, et les recettes et le monopole ?

Je n'en dirai pas plus, ne souhaitant que l'apaisement. Ne savons-nous pas d'expérience qu'en France l'émeute fascisante entraîne en réplique la contre-épreuve communiste. Voilà qui ne nous rappelle que trop une menace qui pèse sur l'Algérie elle aussi.

Ici encore, emprise soviétique

Si une fois de plus je me retourne vers l'an dernier, une fois de plus, aussi, je constaterai comme un fait nouveau dépassant tous les autres en portée, une emprise plus forte du communisme, mais surtout et beaucoup plus une intervention, et plus nette et plus décisive de l'URSS. Cette intrusion de l'URSS dans la Méditerranée occidentale, à la faveur de la guerre d'Algérie, me paraît l'événement le plus important de l'année écoulée, celui qui doit commander nos attitudes.

Influence directe du communisme. Certes, il joua un rôle dans les origines de la rébellion, je puis affirmer que ses foyers de départ ont toujours été des lieux où avaient longuement séjourné des fonctionnaires communistes. La simple honnêteté intellectuelle oblige pourtant à reconnaître que, pendant une longue période, le FLN tenta d'indéniables efforts pour éviter que le communisme ne joue un rôle important dans la rébellion. Plusieurs de ses dirigeants essaient encore de se défendre contre cette influence. Malheureusement, je puis témoigner personnellement que désormais, à la base, les communistes collent à la rébellion.

Si, à la tête, pourtant, le FLN se gardait jusqu'à présent, autant qu'il le pouvait, du communisme, c'est en partie parce qu'il tenait à se conserver les bonnes grâces américaines, c'est ensuite rancune contre l'approbation donnée par Maurice Thorez à l'écrasement de la rébellion de 1945 ; c'est aussi par l'attachement de ses dirigeants non tant à une foi musulmane, que plusieurs ne possèdent plus, qu'à sa sociologie.

Mais surtout, cet hiver, au cours d'une randonnée algérienne depuis Tlemcen jusqu'à Tébessa, j'ai eu le sentiment, si intense qu'il en était presque physique d'assister à un virage dans la guerre d'Algérie. La guérilla des fusils de chasse, à 80% d'origine française, est finie. C'est une guerre beaucoup plus classique qui commence, avec des armements plus importants et plus lourds *qui viennent tous d'au-delà du rideau de fer*. Le FLN y devient progressivement le prisonnier de son fournisseur, et trop de faits en attestent. Tandis que le parti communiste algérien, début décembre, annonçait son intention de tout faire pour « élargir et renforcer son soutien au FLN », tandis qu'en novembre, assistant à Budapest au Congrès des syndicats hongrois, Idriss Oujinat célébrait la coopération du FLN et du PCA, le FLN envoyait au Moyen-Orient comme ambassadeurs itinérants, deux communistes patentés, Abane Ramdane et A. Mahri. Le chantage au « glissement à l'Est » se faisait d'autant plus insistant qu'il était en fait amorcé. Bien mieux, devant la marche un peu claudicante du parti communiste français, l'URSS tranchant des conflits qui remontent à 1935, décidait de rattacher le parti communiste algérien au parti communiste italien. Voilà maintenant, et c'est peut-être le plus grave, que désormais, sur ces cinq participants, l'exécutif militaire du FLN compte deux membres du parti communiste algérien. En outre, dans cette Tunisie dont le FLN est beaucoup plus le maître que M. Bourguiba, s'est ouverte une agence du Kominform, sous le nom pudique mais peut trompeur d'Office de Documentation et d'Information.

Les enjeux de l'affaire algérienne

L'affaire algérienne comporte donc un nouvel enjeu. Nous savions que se risquait le sort de 1 200 000 Algériens d'origine européenne. Nous savions que nous voulions sauver les

musulmans fidèles à la France. Nous savions que nous jouions l'avenir de la France. Je voudrais citer, une fois de plus, la remarquable étude que Robert Buron a consacrée au développement des pays sous-développés : « Notre présence en Afrique nous conserve ce que tant de pays d'Europe ont perdu malgré leur puissance économique relative, le sens de l'espace. Le seul hexagone métropolitain deviendrait vite une limitation intellectuelle et morale bien plus encore qu'une diminution géographique et politique ». Mais désormais, sous la pression communiste, le problème algérien se pose d'abord en termes de civilisation. Même si le monde libre l'ignore ou nous vilipende, son avenir est en train de s'y jouer. L'aide que l'URSS apporte à la rébellion est une hypothèque. Cette puissance, qui n'est pas tendre, voudra en tirer un plein profit. Les fusils-mitrailleurs auront pour prix la satellisation.

Ces faits posent la tragique urgence d'une solution. L'indépendance algérienne peut signifier la satellisation du Maghreb. La durée de la guerre d'Algérie la provoque aussi, et plus l'URSS y rendra apparent le rôle qu'elle y joue, plus lourde sera son hypothèque, plus difficile deviendra la vraie solution. Ce n'est pas la moindre raison pour que dans l'intérêt de l'Algérie, dans l'intérêt de la France, dans l'intérêt du monde libre, nous ne voulions pas faire de la guerre d'Algérie une nouvelle guerre de Trente ans. Voilà pourquoi, au prix peut-être d'un immense effort, il faut vaincre.

Ne nous leurrions pas nous-mêmes d'euphémismes

C'est dire que de toutes les hypothèses que nous rencontrerons, la pire serait je ne sais quel pourrissement dans l'irrésolution comme dans l'irresponsabilité. La pire des hypothèses serait de laisser la guerre d'Algérie s'enkyster en prélude à une dérive ; ce serait laisser croître la lassitude jusqu'à la résignation dans la lâcheté ; ce serait qu'un effort national douloureux mais insuffisant aboutit à la négociation dans la défaite ; ce serait se laisser traîner d'instance internationale en instance internationale jusqu'à un arbitrage de l'ONU, qui ne serait qu'un arbitrage par les afro-asiatiques ; ce serait le triomphe d'une rébellion sur laquelle, de mois en mois, l'hypothèque soviétique se serait alourdie jusqu'à la disparition dans ses cadres des derniers adversaires du satellisme et que, cette hypothèque soviétique, on perde tout espoir ou toute possibilité de la lever. Certains cultivent ce pourrissement. Ils appellent cela « laisser mûrir la situation ».

Parce qu'ils n'osent regarder en face ni l'effort nécessaire, ni les risques du pourrissement, certains parlent d'« internationalisation ». Voilà encore un de ces mots abstraits dont on ne doit faire ni un tabou ni une panacée.

On ne doit pas en faire une panacée. Si par « internationalisation », on entend qu'on se débarrassera du soin de régler l'affaire d'Algérie entre les mains d'une instance internationale ; si on entend par là que – comme on dit vulgairement - « on lui passera le paquet », alors, je vous interroge : la France a-t-elle le droit, quand la solution de la guerre d'Algérie commande tout son destin (c'est un point sur lequel vous serez tous d'accord avec moi, et quelle que soit votre position), quand ils s'agit du sort d'une part notable de la communauté nationale, quand tant d'hommes ont déjà souffert et sont morts dans cette aventure, avons-nous le droit de laisser cette solution au hasard de la rivalité des tiers et aux fluctuations de leurs politiques étrangères ? Aussi déchirantes que soient les situations, la France ne serait plus une nation si elle n'avait plus le courage de ses décisions.

Ce n'est pas, je m'empresse de le préciser, qu'on doive refuser toute intervention internationale ou toute recherche de bons offices. C'est un point sur lequel j'aurai plusieurs occasions de revenir. Quand une affaire comporte autant de prolongements internationaux que l'affaire d'Algérie, surtout depuis Sakiet, quand s'y engage le sort du monde, elle est toujours dans une certaine mesure internationalisée. Ne créons pas non plus de « tabou ». Non seulement nous ne devons pas repousser toutes possibilités de bons offices, mais nous pourrions, c'est du moins mon opinion personnelle, les souhaiter surtout si ceux qui les pratiqueraient sont libres et impartiaux. Je souhaiterais même que l'Europe s'intéressât

davantage à l'Algérie. Une satellisation du Maghreb la menacerait autant que nous. Puisque, par une initiative très heureuse, la création d'une Communauté saharienne a été proposée, je souhaite qu'on n'y intéresse pas seulement les riverains du Sahara, mais aussi nos partenaires européens. Le pétrole du Sahara peut apporter un appoint capital à notre économie. Il rendrait moins difficile la solution du problème économique de l'Algérie. Mais c'est une dangereuse richesse. Si dangereuse qu'elle a contribué aux encouragements reçus par la rébellion. Si dangereuse que si nous voulons la garder, nous devons savoir que nous ne la garderons pas tout seuls.

D'autres aussi peuvent jouer un rôle, si du moins ils ne se comportent pas plus en partenaires d'un des belligérants qu'en pays dont l'intérêt est la paix algérienne. L'intérêt bien compris de la Tunisie comme du Maroc est à coup sûr cette paix. Le prolongation de la guerre les voue, eux aussi, au rôle peu glorieux de satellites. Leurs régimes n'y survivraient pas. Mais il faut regarder les choses en face. Déjà leur offre de novembre présentait le FLN comme seul représentant qualifié des populations algériennes, quand il ne représente même pas toute la rébellion. Aujourd'hui, leurs partis politiques au pouvoir ont adopté avec la conférence de Tanger, une position qui contredit cette offre. Le concours de ces pays ne doit pas être écarté a priori, je dirai même, au contraire, mais il suppose qu'ils se prêtent à régler leur contentieux avec nous. Il doit entraîner aussi un bon voisinage qui comporte le respect mutuel des souverainetés et l'inviolabilité des frontières.

Car la France n'a jamais refusé de parler avec l'adversaire en vue d'un cessez-le-feu. Les instances internationales elles-mêmes l'ont constaté, et elles ont même pris acte de cette attitude. Qu'on se reporte à la déclaration déjà citée de M. Guy Mollet le 9 janvier 1957. Seulement, et je voudrais qu'au-delà de ce Congrès l'opinion internationale continue de le constater, jamais les représentants de ceux qui nous combattent ne se sont prêtés à l'ouverture de quelque dialogue que ce soit. Chaque fois que le dialogue semblait possible, ils ont dressé un obstacle, fut-ce le plus odieux des crimes. Je pourrais vous dresser la liste et des détentes et des volontés de les rompre. Quand les gouvernements antérieurs, celui de M. Guy Mollet et celui de M. Bourgès-Maunoury, on tenté des approches discrètes, chaque fois l'adversaire en a divulgué les messages pour rendre impossible leur mission.

Le FLN n'a jamais voulu la paix

Mais surtout le FLN n'a jamais donné, ni officiellement, ni dans les contacts privés, la moindre indication qu'il pourrait non seulement se départir de sa prétention à ne traiter que dans l'indépendance mais même consentir à certaines des garanties sans lesquelles aucun Français, même le plus aventureux, ne pourrait accepter de traiter.

J'énumérerai quatre points principaux :

- le sort et l'avenir des Algériens non musulmans,
- le sort et l'avenir des Musulmans qui ont fait confiance à la France,
- les bases stratégiques,
- le Sahara.

Aucun Français, fut-il le plus aventureux ou le plus léger, ne pourrait accepter que les Algériens non musulmans soient obligés de renoncer à la nationalité française pour n'être pas des étrangers en Algérie. Nous ne pouvons non plus renoncer pour eux à la plénitude des Droits de l'Homme, à la liberté familiale, à la liberté syndicale, au droit au travail, à la liberté religieuse. Nous ne pouvons nous contenter de promesses vagues, surtout quand l'appel angoissé des hiérarchies catholique, orthodoxe et protestante d'Égypte nous apprend à quelle privation de droits fondamentaux peuvent être aujourd'hui soumis les chrétiens dans un pays musulman ; quant au Maroc même, pays pourtant plus libéral, le droit au travail n'est pas reconnu aux français.

Faut-il dire une fois de plus que ces Français de souche, parfois depuis cinq générations en Algérie, ne sont pas et ne peuvent être des étrangers dans leur pays. Faut-il

rappeler, après André Colin l'an dernier, que le problème algérien n'est pas un problème colonial, c'est-à-dire un problème de rapports à établir entre une métropole et un territoire jusqu'à présent dépendant, mais un problème de cohabitation, un problème de minorités, bien plus près de cette affaire des Sudètes dont est sortie la dernière guerre mondiale, que du problème colonial classique. Même les anglais établissent cette distinction, eux dont on nous cite souvent en exemple l'art d'abandonner certains territoires en oubliant de voir que, dès qu'un groupe un peu dense de ses nationaux se trouve établi dans un pays, l'Angleterre choisit la plus rude répression plutôt que l'évacuation. Mais c'est dire que le sort de l'Égypte, non plus d'ailleurs que celui de l'Afrique du Sud, ne sont une solution au véritable problème algérien.

C'est dire aussi que les droits (encore une fois je me place au point de vue du Français le plus aventureux), car ce sont des droits des Français de souche devraient être non seulement reconnus mais internationalement garantis. Or, je le répète, nous n'avons pas la plus petite indication d'un pas que le FLN serait disposé à accomplir dans ce sens. Mais surtout il faudrait prendre singulièrement garde à ce que pourraient être ces garanties internationales, et qu'elles ne soient pas à la merci du premier chantage au glissement à l'Est, chantage dont, à nos dépens, nous n'avons que trop appris l'efficacité.

Sans forfaiture, nous ne pouvons non plus abandonner à leur sort les musulmans qui se sont risqués pour nous. Ils sont nombreux, ces présidents et ces membres de délégations spéciales et tous les autres. Pouvons-nous, dans le pays de la vendetta, les vouer à l'égorgeage ? Et les promesses, qu'au surplus, on ne semble pas du tout décidé à nous faire, seront-elles mieux tenues que les promesses effectives qui couvraient les Tunisiens ayant travaillé avec le gouvernement français ?

Vient ensuite la nécessité de bases stratégiques, car nous ne pouvons risquer que le Maghreb puisse être le point de départ d'une puissance qui nous serait hostile. Ici encore, aucune indication et la contestation sur Bizerte n'est pas pour nous rassurer.

Reste le Sahara. C'est un intérêt économique. De ce fait, certains le jugeront sordide. Un intérêt qui commande l'avenir, la liberté d'action et même la liberté tout court d'une nation n'est jamais sordide. Le pain quotidien n'est jamais sordide, et le Sahara c'est quand même pour demain beaucoup de pains quotidiens, auxquels nous avons droit nous qui sommes, au sens juridique du terme, les inventeurs de ces richesses et sans qui elles dormiraient sous des sables et des cailloux.

L'adversaire, il le montre dans toute son attitude, joue la durée, il escompte le pourrissement. Il ne voit pas qu'il en sera la victime autant que nous, qu'il en sera la victime même avant nous. Il ne voit pas que cette durée provoque la dégradation interne de cette Algérie qu'il prétend défendre, au point que notre défaite ne lui apporterait plus qu'une anarchie. À nous de ne pas lui offrir ce pourrissement.

Les avatars de la loi-cadre

Si bien qu'aujourd'hui, la solution de l'affaire d'Algérie, c'est beaucoup moins de déterminer le régime qu'il faut appliquer à ce pays que de vouloir les moyens de lui appliquer un régime. Il ne s'agit pas de définir la paix, mais d'en trouver le chemin. C'est affaire de gouvernement, et je me garderai de tout excès de précision. Je craindrais même cet excès de précision qui paralyserait sa liberté d'action, comme les fils des lilliputiens, ou peut-être, car cet excès serait séduisant à l'esprit, comme les bandelettes des embaumeurs. Tout est question d'opportunité, d'occasions à saisir. Les plus brillantes constructions intellectuelles ne valent, en politique, que par l'exécution. Si depuis quatre ans, les décisions ont été parfois tardives, ne pâtaient-elles pas surtout d'une exécution ou maladroite ou réticente ?

Indiquons pourtant ces moyens, et ne soyez pas surpris que je place en première ligne ce que j'appellerai les moyens libéraux. La Loi-Cadre se range parmi ces moyens. Je

demande qu'on n'est pas la légèreté de la remettre en question. Encore une fois quelle serait la stabilité du pouvoir, dans un pays qui ne voterait des lois que pour six mois.

Certes, quand nous avons réclamé cette loi-cadre, nous l'imaginions fort différente. Une fois de plus, rapportez-vous à nos travaux de l'an dernier. Nous ne demandions pas une loi-cadre très juridique et très complète car nous savions bien d'avance les obstacles auxquels, si nous la revêtions de ces caractères, elle se heurterait. Nous ne lui donnions que deux objets : d'abord être une grande manifestation de volonté française et de volonté libérale. Ensuite créer des « structures d'accueil » où les Musulmans de bonne volonté auraient pu immédiatement exercer des responsabilités et constater dans les faits que l'ancien régime ne reviendrait plus. Dans notre esprit, elle était une pierre d'attente. Telle était le sens du premier projet de M. Bourguès-Maunoury. Malheureusement de consultations en tables rondes, cette loi c'est, si je puis dire, juridifiée. Sous prétexte de garanties on l'a sclérosée. De loi-cadre elle est devenue un statut. Pourtant, telle qu'elle, votée le 1er octobre, elle eut représenté une issue. Conjuguée avec le succès remporté à l'ONU vers cette époque, elle pouvait constituer un appel d'air. Ces institutions auraient certainement joué le rôle de structures d'accueil. Mais vous connaissez l'aventure de la loi-cadre. Le déchaînement de la Réaction l'a rejetée. La droite a, ce 2 octobre, prit une terrible responsabilité. Le Général Massu lui-même a regretté le retard apporté dans le vote de la loi-cadre.

En effet, cette loi pour laquelle M. Bourguès-Maunoury avait commencé ses consultations le 12 août 1957 ne fut définitivement votée que le 5 février 1958. bien entendu, avant même qu'elle ne vit le jour, il fut de mode de la déclarer dépassée. Elle devait garder pourtant une valeur puisqu'au sein même de l'état-major FLN elle provoqua des dissensions entre les « politiques », notamment M. Ferhat Abbas, et les militaires en la personne de Kriss Belkacem. À Alger même, j'ai pu sentir personnellement l'inquiétude et l'attrait qu'elle exerçait sur des milieux nationalistes très avancés. La loyauté dans son application représentait pour nous une chance. Sous certaines conditions elle l'a représentée encore.

D'abord, appliquer la Loi-Cadre

Pour qu'elle soit cette chance, il faut d'abord l'appliquer. Déjà les décrets d'application sont sortis. Je tiens à rendre un hommage tout particulier à Robert Lecourt : il a fait disparaître les dispositions qui, dans une rédaction primitive, montraient que le vieil esprit d'un certain building monumental d'Alger n'était pas mort. Je ne trahis pas un secret : ces textes primitifs avaient couru tout Alger. Malheureusement ces décrets portent comme des stigmates tous les défauts d'une loi-cadre trop remaniée. Ces défauts se répercutent. Une verrue du texte initial tourne au cancer. Ainsi en va-t-il des amendements sénatoriaux. Nos Pères Conscrits, s'étant voulu contagieux, ont répandu sur le sol d'Algérie tout un essaim de Petits Sénaats dotés de l'initiative et de la navette. Tout cela est devenu beaucoup trop juridique, beaucoup trop lourd, beaucoup trop compliqué, gros de conflits politiques futurs.

Un de ces décrets me paraît même en contradiction avec le texte de la loi-cadre. Le décret sur l'organisation des élections tourne en effet l'amendement par lequel Francine Lefebvre avait obtenu le vote des femmes en Algérie. On en remet la décision aux territoires : autant dire qu'on enlève à la France le bénéfice de cette émancipation.

N'insistons pas. Ces institutions ne prendront vie que graduellement. On aura le loisir de les remanier. Plus graves sont les désignations de délégations spéciales, en application de l'article 14. En Algérie, où la politique est peu idéologique, où ne comptent que les personnes, l'impartialité des choix, la confiance inspirée par les personnalités désignées, revêtaient encore plus d'importance que les institutions elles-mêmes. En particulier le choix des personnalités européennes. Quant aux Musulmans, il fallait partout où c'était possible, provoquer leur choix par leurs pairs. C'était possible, puisque cela s'était

fait précédemment, jusque dans des arrondissements très troublés et que les municipalités reposant ainsi sur une assise populaire se sont révélées capables de résister à tous les assauts de l'adversaire. Les palinodies qui se sont déroulées autour de la mairie d'Alger, le scandale que nous devons dénoncer très haut de la délégation spéciale de Médéa, pour ne parler que des cas les plus spectaculaires, ont porté un coup certain à une loi-cadre qui avait quand même un autre objet que de fabriquer des maires socialistes.

Ainsi, une loi-cadre libérale au départ, mais sortie du Parlement beaucoup trop lourde et trop craintive, a été en partie disqualifiée dans l'application. En outre, au lieu de ne la mettre en œuvre qu'au fur et à mesure que les structures le permettaient, on s'est livré sur toute l'étendue de l'Algérie à des dissolutions uniformes des municipalités engendrant par là-même des nominations arbitraires. Sous l'œil résigné des Musulmans on a présenté une dégradante trépidation partisane bien contraire à la mystique qui seule pouvait leur donner foi en cette loi.

Certaines pratiques antérieures ont encore plus gravement contribué à empêcher les Musulmans de croire à cette loi-cadre. De tous les sujets que je dois traiter aujourd'hui, celui que j'aborde est le plus douloureux, le plus humiliant aussi.

Dans la répression trop de choses sont eu lieu qui ne devaient pas avoir lieu. Certes, m'élevant contre ces excès, je n'établirai pas de parallèle avec les crimes commis par les fellagha. Le FLN ne vient-il pas de mettre le comble à son abjection en fusillant – et il s'en vante – trois prisonniers de guerre ? Au mépris de toutes les lois de la guerre, il a fusillé trois combattants réguliers. Il a foulé au pied toutes les lois du monde civilisé. Puisse le sang de ces victimes faire comprendre dans notre pays et ailleurs, quelle est la nature de notre cause et quel adversaire est le nôtre.

Car si des excès ont eu lieu dans nos rangs, ils ont au moins eu ce caractère d'être toujours *des désobéissances* et, quand même !, aucun communiqué gouvernemental ne les a jamais claironné !

Mais des excès ont eu lieu et une fois de plus nous les condamnerons. Je ne m'étendrai pas sur leur aspect moral. Les plus hautes autorités spirituelles de la France, les plus hautes autorités catholiques et les plus hautes autorités protestantes se sont prononcées. Je voudrais ajouter seulement que ces pratiques immorales sont également inefficaces et nuisibles à notre cause. Inefficaces, voilà trois siècles que La Bruyère a indiqué la non-valeur des renseignements apportés par la contrainte physique. Nuisibles, je voudrais savoir combien d'Algériens ces excès de la répression ont précipité vers le maquis. Pour toutes ces raisons, nous avons déjà le 4 avril 1957 tenté une première démarche auprès du Président du Gouvernement, M. Guy Mollet. Elle a eu pour résultat la création de la Commission de Sauvegarde. Le 26 juin nous avons renouvelé cette démarche auprès de M. Bourgès-Maunoury. Dès la constitution du gouvernement Gaillard, nous avons informé de ces démarches son président. Nous avons obtenu la publication du rapport de la Commission de Sauvegarde. De nouvelles instructions ont été données à l'armée. Des sanctions ont été prises. Je regrette que suite à une discrétion mal placée les Français n'en aient eu connaissance que par le biais d'un débat à la Chambre des Communes. Dans le domaine qui était le sien, puisqu'en Algérie ces excès, ressortissant à la justice militaire, ne relevait pas de sa compétence, Robert Lecourt a agi. Un des aspects les plus souvent ressentis de ces excès de la répression a été l'arbitraire des internements administratifs. Des familles musulmanes ont vu disparaître de leurs membres, sans savoir quel était leur sort. Robert Lecourt a obtenu que les Commissions d'internement soient désormais présidées par un magistrat et que les avocats des internés y aient accès. Les internés peuvent désormais également se pourvoir devant elles. Tous les dossiers ont été révisés, avec pour résultat la libération de 2 000 détenus. En métropole même, on a établi un contrôle identique pour ces sortes d'arrestations. Pierre-Henri Teitgen, est également intervenu auprès du ministre de

l'Intérieur en vue de protester contre certaines pratiques discriminatoires dans les contrôles d'Algériens en métropole.

Nous avons donc lutté contre les excès de la répression. Gardons-nous pourtant de nous laisser entraîner sur une pente où certains cherchent à nous mener. Parce qu'hélas certains ont usé de moyens impurs, on veut nous faire conclure à l'injustice de notre cause. L'impureté des moyens est une chose, certes regrettable et condamnable, mais on ne peut en conclure pour autant que la cause elle-même soit juste ou injuste. Aucun soldat d'Hitler n'aurait jamais violé une polonaise, le rapt de la Pologne aurait peut-être été moins impur, il n'aurait pas été moins injuste.

Gardons-nous aussi de nous laisser entraîner à ne pas voir que, si des excès ne furent que trop réels, ils sont quand même marginaux. À écouter certains, on croirait que, par une mutation brutale, tout jeune Français qui traverse la mer se change en un tortionnaire. Qu'on pèse plutôt tout ce qui s'est dépensé d'héroïsme vrai sur cette terre d'Algérie. Qu'on pèse aussi tout ce qui s'est dépensé de générosité. J'ai trop vu moi-même nos soldats se transformer en maîtres d'école, en infirmiers, en auxiliaires sociaux pour ne pas en apporter le témoignage. Pour décharger notre conscience ne nous prêtons pas à ce qui, vis-à-vis de ces jeunes hommes, deviendrait de la calomnie.

Non, ne nous laissons pas entraîner sur cette double pente, mais ne cessons pas non plus de nous élever et de lutter contre des pratiques qui amputent le patrimoine moral de la France et qui ont beaucoup plus servi la cause de la rébellion que la nôtre. Ainsi mettrons-nous en œuvre un des moyens nécessaires à une approche de la paix.

Une relance politique

Mais revenons à la loi-cadre. Je disais qu'il faut l'appliquer. Je dirai plutôt qu'il faut, par une relance politique, lui redonner cette portée que nous lui assignons au départ. Un des premiers gestes pourrait être que partout où c'est matériellement possible, on procédât à des élections sévèrement contrôlées, fut-ce par des observateurs appartenant à des pays démocratiques. Il faut compenser ce qu'une loi-cadre trop discutée, trop amendée, comporte de craintif et de méfiant. Des élections municipales, quand la situation le permettra, seraient un acte de confiance, le signe d'une foi, et puisque le FLN n'a pas accepté l'offre du 9 janvier 1957, une réponse à son refus. Bichet voyait clair quand cet hiver il faisait cette proposition à notre Comité National. J'ajoute que tous devraient pouvoir y participer, sauf bien entendu les criminels.

En pays musulman on ne doit pourtant pas trop sacrifier à la magie des urnes. La consultation, la conversation jouent souvent avec plus d'efficacité le rôle démocratique. Même là où les nouvelles institutions ne peuvent être mises en place, même aux échelons où des délais sont imposés par la loi, on pourrait procéder à des consultations qui auraient cette qualité d'être dans l'esprit du pays.

Car il faut mettre en place au plus tôt les institutions territoriales et les institutions fédératives de l'Algérie. La loi-cadre comporte trois ordres de dispositions. D'abord elle divise l'Algérie en territoires et sur ce plan du territoire elle crée une sorte d'autonomie interne. Elle prévoit ensuite des institutions proprement algériennes. Enfin elle proclame l'existence de liens indissolubles avec la France. Malheureusement de tables rondes en amendements et en navettes, l'équilibre entre ces trois plans s'est trouvé rompu. Tout l'éclairage s'est porté sur le territoire, ce fragment d'Algérie. En soi, l'idée de cette division en territoires était saine, elle tendait à faciliter la cohabitation de populations diverses et elle permettait la naissance d'une sorte de fédéralisme interne à l'Algérie. Malheureusement l'équilibre a été rompu entre les territoires et les autres échelons du fédéralisme algérien. C'est une lacune à réparer.

Certes, il était bon d'abolir le Gouvernement général de l'Algérie, cette institution macrocéphale qui, dans un pays où ni les préfets ni les Conseils généraux ne disposaient

d'aucun pouvoir avait fini par absorber toute la vie publique. On se demande seulement pourquoi le personnel de cette institution abolie est passé de 2200 fonctionnaires à 2800 ! Mais c'est fuir la réalité que de ne pas voir la nécessité d'institutions proprement algériennes. C'est fuir la réalité que de ne pas voir qu'au-dessus de ses divisions il existe aussi une Algérie. C'est fuir encore la réalité que de ne pas voir que ces institutions proprement algériennes, l'économie les requiert, cette économie qui ne peut être ni parcellaire, ni intégrée à la métropole. Elle ne peut être parcellaire : l'infrastructure portuaire et routière, les réseaux d'échange, les brassages de population ont créé une économie algérienne. Cette économie ne peut non plus être intégrée à la métropole, et sur les voies de l'intégration absolue, telle que la préconise M. Soustelle, c'est la grande pierre d'achoppement. On ne peut intégrer une économie pauvre à une économie évoluée sans l'appauvrir encore. L'exemple de la fusion du Royaume de Naples avec l'Italie du Nord est probant. D'autre part, les objectifs économiques à poursuivre en Algérie et en métropole ne sont pas les mêmes. On ne peut prétendre hausser globalement le niveau de vie de l'Algérie sans difficultés pratiquement insurmontables. Sur ce plan le rapport dit des Hauts-Fonctionnaires auquel M. Bourguiba a fourni une inquiétante publicité, est probant. Mais où ce rapport se trompe, c'est qu'il ne s'agit pas, en Algérie, de hausser globalement tous les niveaux de vie, mais de faciliter la cohabitation en diminuant la disparité entre le niveau de vie de la partie de la population qui appartient au circuit économique moderne (1 million d'européens, 1 million de musulmans) dont le niveau de vie est des deux tiers du nôtre, et la partie de la population qui vit dans le circuit archaïque, avec un niveau de vie qui n'en est que le cinquième. D'autre part, on doit tendre vers un autre but en Algérie : assurer à tout prix son emploi à une population croissante, et croissante à un rythme catastrophique. Il faut que les investissements aboutissent moins à une rentabilité économique qu'à créer de l'emploi. On n'atteindra ce double objectif qu'au prix d'un dirigisme despotique. L'intégration ne le permettrait pas. D'abord parce que la métropole n'a aucune chance d'accepter un despotisme économique qui ne lui paraît nécessaire. Ensuite parce que les Algériens n'accepteront un tel despotisme que s'ils se l'imposent eux-mêmes. Sans être marxiste, on doit reconnaître les impératifs économiques et voir qu'ils imposent l'existence d'institutions proprement algériennes, à la fois autonomes et compétentes, pour toute l'Algérie. Sur ce plan, la loi-cadre ne prévoit qu'un rythme beaucoup trop lent.

Nous devons réparer cette lacune, parce qu'il existe une économie algérienne, qui à elle seule suffirait à imposer des institutions proprement algériennes. Nous devons surtout démontrer aux Algériens qu'une symbiose avec la France est aujourd'hui leur seule chance d'autonomie. La conférence de Tanger, qui maghrebise l'Algérie, en apporte une éclatante démonstration. La création éventuelle d'un gouvernement algérien ne serait qu'un bien faible contrepoids à une volonté trop claire d'absorption. Le porte-parole du FLN, M. Mohammed Yazid, n'a-t-il pas déjà déclaré au journal *El Amal* qu'il n'y avait pas de nationalité algérienne, mais seulement une nationalité maghrébine ?

Certains le sentent, et jusqu'au sein de la rébellion : le MNA que nous avons sans doute trop négligé ; les Kabyles qui fournirent ses premiers cadres militaires à la rébellion, lui conférant sa dureté, les Kabyles qui voyaient dans cette promotion une revanche contre leur millénaire humiliation par les Arabes, se sentent débordés. Dans la rébellion se développe un violent berbérisme. Sans la France, l'Algérie ne retournerait-elle pas, comme j'en ai apporté une autre démonstration, à son anarchie ancestrale ? Même aujourd'hui, même après quatre ans d'une guerre plus fratricide qu'on ne croit, les chances de la paix intérieure comme de l'autonomie algérienne passent par la France. Pour évoquer le drame algérien, Germaine Tillon use d'une image puissante, celle de ces cervidés d'Amérique qui, empêtrant leurs cornes, meurent face à face, incapables de se délier. Notre adversaire devrait lui aussi la méditer.

Vouloir les moyens militaires

J'ai esquissé ce que pourrait être les moyens libéraux, n'ayant aucunement, malgré ma longueur, eu la prétention d'être complet. La relance politique, pour que la loi-cadre nous apporte une adhésion des populations algériennes sans laquelle aucune solution n'aura de durée, peut comporter d'autres aspects. Encore une fois c'est question de gouvernement. Mais si nous voulons l'efficacité de ces moyens libéraux, *il faut aussi que notre pays veuille les moyens militaires de toute solution. Les moyens libéraux ont peu de poids, quand pèse le risque de l'égorgement.*

C'est dire qu'il faut par ces moyens militaires comme par les moyens diplomatiques obtenir au maximum l'imperméabilité des frontières.

Je n'entrerai pas dans le détail des négociations au sujet de la frontière tunisienne, je ne vous parlerai pas des Bons Offices et du rejet de leurs conclusions par le Parlement. Je ne m'étendrai pas non plus sur l'affaire de Sakiet, sinon parce qu'elle démontre la nécessité d'obtenir cette imperméabilité des frontières. Les plus sévères censeurs, quelque jugement qu'ils soient en droit de porter sur une affaire qui illustre surtout la dégradation de l'État, reconnaissent qu'elle fut provoquée par les violations de frontières et les manquements à la neutralité dont M. Bourguiba avait fini par faire une constante de sa politique. Quiconque s'est un peu promené sur les confins algéro-tunisiens dans les jours qui ont précédé Sakiet ne peut apporter qu'un témoignage : à un moment où à un autre, un incident de cet ordre était inévitable. La patience des troupes sous un feu sans riposte a d'assez proches limites. Nous devons donc obtenir l'étanchéité des frontières d'abord par nous-mêmes, car elle dépend avant tout de notre dispositif militaire. Il n'est qu'un seul contrôle vraiment efficace, le nôtre. À nous de savoir parfaire ce dispositif. Je précise bien que je parle DES frontières. On a raison de distinguer entre l'attitude de la Tunisie et l'attitude du Maroc. Elles n'ont pas jusqu'à présent de commune mesure. Mais la situation intérieure du Maroc se dégrade. La sagesse actuelle du Maroc peut ne pas durer et la conférence de Tanger est un solide avertissement : serait fou qui ne prévoirait pas cette éventualité, dût notre effort militaire s'en trouver plus lourd.

Certes, aucun contrôle n'aura d'efficacité si d'abord, nous ne sommes pas à même d'empêcher militairement les passages. Un contrôle international n'en revêt pas moins un intérêt majeur et notre diplomatie doit tout mettre en œuvre pour l'obtenir. Un contrôle de cette nature n'avait-il pas été réclamé par notre Comité National sous l'impulsion de Maurice Schumann ? Que ne nous a-t-on entendus ! Mais il n'est quand même pas trop tard. Tant que la Tunisie poursuivra une politique d'intervention, des incidents surviendront. M. Bourguiba, trop docilement suivi par l'opinion internationale, peut en faire des Sakiet. Une instance de constatation et d'appel est donc nécessaire.

Afin d'y parvenir, faisons-nous insistants pour convaincre le monde libre. Et nous trouverons les moyens diplomatiques. Nous sommes profondément attachés à l'Alliance Atlantique, mais l'opinion de ses membres doit savoir que notre isolement lui porte un coup. Je n'insisterai pas, risquant d'empiéter sur le rapport de Georges Aguesse qui, lui, s'étendra longuement sur tous ces points. L'affaire algérienne est déjà un handicap pour notre diplomatie : je le sais. Pourtant, si sur le plan intérieur de l'Algérie la situation est au moins, pendant la plus grande partie de l'année, restée stagnante, en même temps que sur le plan militaire s'est opéré un virage de la guerre qui rend celle-ci plus dure, sur le plan international, nous l'avons vu, notre position s'est dégradée. De tous les sujets d'inquiétude que nous avons rencontrés, celui-ci est le plus grave.

Mais de tous les moyens sans lesquels aucune solution de l'affaire algérienne ne se dessinera quelle qu'elle soit, sinon la dérive vers un abandon, le plus nécessaire est un sursaut national. La dégradation de l'État, nous la retrouvons à tous les tournants de la guerre d'Algérie. Les erreurs d'un passé récent, les risques de l'avenir en sont l'œuvre.

Restauration du pouvoir, tels sont les mots-clés de toute solution algérienne. Sans cette restauration nous demeurerons figés entre le double abîme de solutions inacceptables ou d'une durée aux conséquences tragiques.

Sur toutes les dimensions de notre conscience

Oui, ils se situent bien sur toutes les dimensions de notre conscience, les problèmes que je viens de traiter devant vous. À ces situations souvent graves, parfois dramatiques, j'ai tenté de vous proposer des solutions concrètes. Il vous appartient d'en discuter. Je voudrais seulement, pour conclure, vous rappeler toute l'étendue de la menace qui pèse sur nous, et qui met en cause jusqu'à notre qualité d'hommes. Je voudrais surtout vous rappeler *la tragique urgence d'agir*. Je vous ai parfois parlé du pire. « Le pire n'est pas toujours sûr. » Il dépend de nous qu'il ne le soit pas. Cela dépend de vous, de moi, de nous tous. Cela dépend surtout des plus jeunes d'entre nous. Ne vous tente-t-elle pas cette tâche urgente de sauver notre civilisation ? Le combat auquel nous vous appelons est-il indigne de votre force ? Car derrière l'appareil d'une Communauté franco-africaine à bâtir, derrière l'appareil des lois-cadres à parfaire, derrière les structures à donner à une démocratie malgache, ce que nous vous proposons, c'est le sens de votre destin. Le pire n'est pas toujours sûr, encore une fois. Il n'est de drame qui ne se surmonte. Tout ce que nous souffrons n'est que le revers d'une très grande chose en travail. Ces âmes de continents divers, ces traditions différentes, mais tout à coup rapprochées se heurtent : il en résulte un déséquilibre où certes le pire peut s'insinuer, mais dont par notre effort le meilleur peut naître : une humanité plus riche, plus riche de l'immense joie africaine, plus riche de la transcendance spirituelle de l'Islam, plus riche de notre universalisme chrétien. Mais il faut d'abord sauver l'Homme. Mise en défense contre un péril, certes, mais pour que se lève sur votre génération une nouvelle espérance, pour que les hommes qui seront demain une humanité plus large. Cela dépend de nous qui pouvons apporter à ce monde en dérive le surcroît d'âme sans lequel il roulera vers sa perte.

L'enjeu algérien

Forces nouvelles 1959

« Je ne demanderais qu'à mourir pour un idéal – me disait un étudiant – mais en Algérie avons-nous un idéal ?... »

Comme à peu près quarante millions de Français, ce garçon ignorait l'enjeu de l'affaire d'Algérie. La lecture de *l'Express*, de *Témoignage Chrétien*, voire de *France-Observateur* lui avait donné mauvaise conscience. De notre cause il connaissait l'impureté, d'ailleurs réelle, mais non la très réelle justice, et non le très réel idéal.

Le sort d'un million cinq cent mille Français

Car c'est un idéal, le sort de cinq cent mille Français d'Afrique du Nord. Je dis bien un million cinq cent mille Français d'Afrique du Nord : car nous ne défendrons pas les Français du Maroc ni ceux de la Tunisie (déjà bien menacés) si nous perdons l'Algérie. Le sort des Français, dans les protectorats désormais indépendants, se joue aussi en Algérie.

Or les proclamations du Front de Libération Algérien ne laissent malheureusement aucun doute, même quand parfois la tactique les porte à ne parler que des « gros ». Ceux de nos compatriotes que les fellaghas ont égorgé dans leurs fermes, après avoir sous leurs yeux violé leurs femmes, n'étaient pas des « gros »... Je sais bien qu'on ne doit pas placer l'Affaire d'Algérie sous le signe d'atrocités dont notre cause n'est malheureusement pas toujours exempte. On ne ferait qu'aviver la haine là où il s'agit de l'effacer. Quand même, ces faits existent... Et ce sont des vies humaines à sauver. On a trop vite calmé sa conscience, cette conscience qu'en même temps on porte en bandoulière, en disant que ces Français sont des

colons... Ce mot est-il une insulte ? Défricher la terre, transformer un pays, y créer de la richesse, est-ce une tare ? Et puis, vous savez combien ils sont, les colons en Algérie : 25 000 sur 1 250 000 Européens. Et sur ces 25 000, à peine cent sont des « gros ». Et ne croyez pas que les Français d'Algérie sont des nababs : leur niveau de vie est presque d'un tiers plus faible que celui des métropolitains. Il suffit pour en être convaincu d'avoir traversé certaines rues d'Oran ou même d'Alger.

D'abord sauver leur vie, à ces Français qui ont quelques droits sur cette terre eux aussi. On oublie trop qu'ils sont *indigènes*. La semaine dernière en Alger, j'ai vu un petit garçon : il représentait la *huitième* génération depuis que sa famille est en Algérie. N'en déplaise à François Mauriac, je n'ai lu nulle part dans la Bible que la terre de ses pères lui soit interdite.

Car ce serait la lui interdire. L'Algérie musulmane ne peut fournir les cadres d'un État moderne. L'encadrement qu'elle se donnerait vaudrait celui de l'Iran ou de la Jordanie. Pouvons-nous abandonner à un tel régime une large part de notre communauté nationale, en admettant que le risque ne soit pas encore plus grave...mais ceci, je vais y revenir.

Les Français d'Algérie ne sont pas seuls en cause, mais d'abord ces musulmans qui tombent beaucoup plus souvent qu'eux victimes du terrorisme et que nous avons comme premier devoir de protéger. Le mois dernier, quand les fellaghas égorgeaient quarante Français, ils passaient au tranchant de leur couteau huit cents des leurs. Ces vies n'ont-elles pas une valeur ?

Quel serait le poids de la France ?..

L'ennemi est diffus. Il ne nous est pas étranger. Il peut nous reprocher des fautes. Tout cela, je le sais. Ceux qui combattent en terre d'Algérie n'en combattent pas moins pour leur patrie. Sans doute l'Algérie qui est le plus pauvre dans notre outre-mer coûte-t-elle cher à la métropole. C'est la contrepartie du Pacte colonial que nous y avons appliqué. Les subventions sont nécessaires. Quand la métropole apporte pour cents francs en Algérie, elle en touche dix-sept en paiement si j'en crois un récent rapport sénatorial. Mais quelqu'un imagine-t-il l'Algérie perdue la France garderait quoi que ce soit de ce qu'on appelait autrefois son Empire ?

Quel serait le poids de la France dans le monde si nous venions à perdre ces nœuds géopolitiques : Dakar, Bizerte, Casablanca, Diego-Suarez ? Nous savons que la France est une puissance de paix : de quel poids pèsera-t-elle pour la paix, quand le monde est aux pays « en forme de masque et de casse-tête », réduite à son petit hexagone au bout de ce petit promontoire asiatique, l'Europe ?

C'est notre pain quotidien

Vous ne vous souciez pas de ce que vous appelez avec un peu de mépris, la grande politique !... Tant pis pour vous, seulement, savez-vous que si la France se trouvait réduite à elle-même, un sur quatre de ses ouvriers tomberait en chômage ? Savez-vous qu'en 1954 nous avons exporté outre-mer pour quelque vingt-et-un milliards de produits sucriers ce qui représente un bon tonnage de betteraves et pour cinq milliards de produits laitiers ; que notre industrie cotonnière ne vit que de ces pays ?... Simples exemples. Le commerce extérieur des pays d'outre-mer, dans un sens comme dans l'autre, est fait pour soixante-dix pour cent avec la métropole. Pour eux comme pour nous le divorce serait la ruine.

« Considérations sordides », proclameront d'un air supérieur quelques stratèges de salon. Messieurs, *le pain quotidien n'est jamais sordide*, et en tout cas pas celui des autres.

L'ombre de l'URSS

Reste une dernière considération, elle est de beaucoup la plus grave. Sans elle, toutes les audaces seraient permises et tous les risques pourraient être affrontés quand même. Je m'explique. Nous sommes partis d'Indochine : est-elle devenue indépendante ? Le Vietnam n'a troqué les liens d'association de l'Union Française que contre la colonisation chinoise au Nord et le protectorat américain au Sud. L'Algérie dont nous partirions ne serait pas indépendante. L'URSS est à pied d'œuvre. Ce n'est pas un vain hasard si, en conclusion d'une quarantaine de pactes moyen-orientaux, elle a le 10 janvier envoyé une ambassade pléthorique chez Sa Majesté Sénoussie. Ainsi MM. Khrouchtchev et Boulganine faisaient-ils suite avec continuité à cet « affreux Staline » qui au lendemain de la guerre avait réclamé pour l'URSS la tutelle sur la Tripolitaine. Plus que jamais, depuis qu'elle a atteint en Europe l'Oder et la Neisse « domine la pensée géographique et politique de la Russie l'idée de frontières mobiles ». Presque au même moment le parti communiste « entre dans la danse » algérienne, il se mêle à la « Résistance ». Il se met à pied d'œuvre pour participer à un éventuel « Gouvernement de Libération » en Alger. Et des coups de Prague, il le sait, on peut en faire plus facilement encore au bord de la Méditerranée qu'en Europe Centrale.

Moins par sa misère que par désarroi spirituel dû à la perte de sa foi et de sa morale traditionnelle, le peuple algérien est une victime désignée pour le communisme. Ainsi l'ombre de l'URSS s'étendrait-elle jusqu'à l'Atlantique. L'Afrique Noire, elle non plus n'y résisterait pas. Déjà, sous couvert d'associations mal camouflées, Moscou travaille certains territoires, et notamment le Cameroun qui fait pendant à la Libye. Une première étape serait peut-être l'islamisation de l'Afrique Noire où dans leur expansion parallèle le Christianisme et l'Islam sont en compétition. Mais ce contre-coup d'une victoire apparemment musulmane serait le triomphe de Moscou jusqu'au Cap.

Il y va de notre liberté

L'enjeu de l'affaire d'Algérie, c'est tout bonnement notre liberté spirituelle et même notre liberté tout court. C'est l'avenir des Puissances Atlantiques aussi, même s'il plait aux Américains d'être aveugles comme à l'accoutumée. Dut-on m'accuser d'être cocardier : *la France joue son va-tout aussi bien qu'à la Marne, à Verdun ou dans la Résistance.*

Seulement c'est un combat où les armes ne suffisent pas. Nous avons le devoir d'y recourir, mais nous n'en avons quand même le droit que dans la mesure où nous sommes résolus à effacer de notre cause ses impuretés. Nous ne pouvons encore apporter au statut futur de l'Algérie que des pierres d'attente. Du moins doivent-elles prouver notre volonté de déterminer avec les Algériens eux-mêmes quand affranchis de leur double peur ils pourront s'exprimer, un ordre plus humain, un régime de cohabitation dans la justice, l'épanouissement de leurs aspirations. Certes, nous aurons meilleure conscience et peut-être plus d'efficacité pacificatrice, si à certains magnats politico-financiers on demandait des comptes et si certains anciens gouverneurs généraux étaient rappelés à la modestie.

Mon garçon, la France joue son va-tout, le va-tout de sa patrie, c'est quand même un idéal...

Demain, l'Algérie...

A la mémoire de Bruno

L'Algérie a besoin d'esprit d'invention, non de slogans périmés. Elle meurt, empoisonnée par la haine et l'injustice. Elle se sauvera seulement en neutralisant sa haine par une surabondance d'énergie créatrice.

Albert Camus

Introduction

Terminée, la guerre d'Algérie. Une page est tournée au livre de ce drame national. Les Français s'efforcent de ne plus y penser. Les laisse indifférents l'exode de leurs compatriotes, après une convulsion abominable mais explicable dont on accuse la seule OAS pour dissimuler qu'il était le sursaut d'un peuple frappé dans son existence. Les laisse indifférents même leurs morts. Pour ces morts, au soir des accords d'Evian et du transfert de la souveraineté aucune parole. Ne seraient-ils vraiment, les jeune hommes, que « la menue monnaie des princes » ? Les morts, tous ces morts à qui on avait répété pendant huit ans qu'ils mouraient pour la France ou pour la Civilisation. Les portes de Notre-Dame, celles de Saint-Louis des Invalides ne se sont ouvertes pour aucun Requiem national. Ceux qui les pleuraient n'ont eu le droit de le faire que dans le secret de leur maison. On parle beaucoup de grandeur : un peuple est-il grand, qui n'honore même pas ses morts ?

Bouchons-nous les oreilles comme les autres. Tous ces jeunes morts nous parleront quand même. Car si la guerre d'Algérie est finie, l'affaire d'Algérie continue. En un certain sens, elle commence. Le papier signé sur le bord d'un lac, et déjà violé à peine écrit, ne pouvait régler une situation sociologique parmi les plus complexes de l'Histoire. Reste à connaître le destin de cette terre marquée du sceau de notre génie et de notre capacité d'erreur. Demain, un prolongement de l'Égypte ? Demain, un satellite de l'URSS ? Demain le partenaire du monde libre dans l'harmonie, enfin trouvée, de ses populations ? L'affaire d'Algérie continue : elle continuera jusqu'à ce que soit répondu à cette triple question.

En attendant (signe que l'affaire d'Algérie n'est pas finie) la France dépense chaque jours un milliard d'anciens francs pour ce pays : le coût véritable est encore plus cher. La considération n'est pas sordide et nous avons le droit de demander que ce ne soit pas en vain. Presque 7% de notre budget : une singulière ponction sur nos possibilités de développement, une hypothèque sur le relèvement des niveaux de vie. Pour résoudre enfin la question d'Algérie, ce n'est certainement pas trop cher. Ce l'est beaucoup trop pour que ce pays s'enlise dans le chaos ou se monte en succursale de l'URSS. Si on peut se faire des amis avec les ennemis d'hier, la fameuse versatilité maghrébine le permettant, si, surtout, les contradictions en quoi réside la question d'Algérie se peuvent concilier, alors poursuivons cet effort. Si nous alimentons une menace ou si nos sacrifices doivent être stériles, alors cessons aujourd'hui même. Notre partenaire a trop remis en cause les Accords d'Evian pour qu'ils nous lient. Nous n'y sommes tenus que s'ils les respectent. Le choix nous appartient encore.

Qu'on ne se méprenne pas sur mon dessein. Je ne veux ouvrir aucun procès. Dans cette douloureuse aventure, nous ne nous en sommes que trop intentés les uns aux autres. Si je reviens en arrière, et le moins que je pourrai, ce n'est pas pour en tenter, mais pour essayer de discerner les lignes de l'avenir. Et la situation présente, je la prendrai comme une donnée irréversible, sans chercher plus...

Au seuil de ces pages j'ai mis le nom d'un jeune mort d'Algérie. Je l'invoque aujourd'hui comme un intercesseur pour qu'aucune passion ne m'entraîne. Nous sommes quelques-uns à avoir trop souffert de sa mort.

13.12.1962

Ils ont mangé des raisins verts

Cela commença par un coup d'éventail. Cela se poursuivit par beaucoup d'erreurs et de mensonges.

Mais, en regard, Alger lève vers ses collines chevelues d'eucalyptus, la falaise de sa blancheur. Oran étend son front de mer sous la Guadeloupe. Bône et Bougie alignent leurs boulevards ombrés de platanes. En regard, c'est la Mitidja. Chaque mètre de ses orangeraias coûta la vie d'un colon. Le Bônois présente la plus riche plaine du monde. L'Oranie est un parc de pamplemousses et de clémentines. Auparavant, il n'y avait même pas d'Algérie...

La dispute stérile de ce que nous avons apporté à l'Algérie et de ce que nous ne lui avons pas apporté sera toujours à recommencer. Mais si la fin de la colonisation en Algérie fut tragique, c'est qu'elle fut, de toutes celles que nous avons entreprises, la seule qui, de réussite spectaculaire en réussite spectaculaire, a véritablement échoué. Sans doute commence-t-elle dans la violence : vain propos de le rappeler. Quelle conquête ne commença pas dans la violence ? Au dire d'un témoin non suspect, Charles André Julien, notre conquête fut moins cruelle que ne l'avait été celle des Arabes (1). Une dynastie mourante cherchait dans cette annexion un prestige qui la restaurât. Bien des conquêtes que le temps a légitimé eurent un début aussi futile. Et puis, derrière ce motif politique, on discerne, en arrière fond de ressentiment, la crainte ancestrale de ces pirates barbaresques qui, si souvent, dévastèrent la Provence ; une certaine tradition aussi, puisqu'au XVIème siècle, en 1572, les Algérois menacés par les turcs demandèrent à Charles IX le Protectorat de la France.

Nos vraies fautes intervinrent après. D'une conquête entreprise un peu par hasard, nous ne sûmes que faire. Notre politique oscilla quand elle ne fut pas négative en elle-même. On exaltait un royaume arabe tout en implantant des colons. On préconisait l'intégration, tout en maintenant les indigènes dans un statut de sujet. On leur offrait la nationalité française, mais sous la condition irréalisable qu'ils renoncent à leur loi religieuse. On leur demandait pour être français d'abandonner une personnalité algérienne dont la garantie eût été leur meilleur motif à le devenir. Alternées ou concomitantes, de 1830 à 1962 notre politique ne fut que contradictions.

Et nous avons créé magnifiquement l'Algérie, mais en marge du peuple algérien. Elle était splendide, notre Algérie : à la lisière de cette splendeur un peuple croupissait dans une millénaire ignorance. Il grattait la terre avec son araire (2). Tandis que nous prêchions l'égalitarisme, nous subordonnions ces populations aux pressureurs de burnous, à la cohorte des Caïds, des Aghas et des Bachaghas. Nous fabriquions de toutes pièces les oppressives « grandes familles » qui ne tenaient leur grandeur que de notre complaisance. Nous commencions de répandre l'enseignement primaire, mais en même temps nous soutenions les Confréries dans ce qu'elles ont de plus obscurantistes (3), avec la clique de leurs marabouts et de leurs aïms.

En marge de cette politique contradictoire s'établissait pourtant une certaine assimilation. Des parentés ethniques et le paysage fondaient ces populations hétérogènes – européens, arabes, berbères – dans une commune ressemblance : témoignage que, commencée à temps et exercée dans le respect des hommes, de leurs coutumes et de leur foi, une politique d'assimilation était possible. On me permettra une anecdote. C'était à Oran où, en 1957, j'accompagnais Pierre Pflimlin et Maurice Schuman. A la Préfecture, où ils recevaient, j'avais à introduire auprès d'eux le Président de la Chambre des Colons et cet Ali Checkal qui devait être peu après assassiné sous les yeux du Président Coty. L'huissier mélangea les fiches. Comme j'avais quelques années auparavant, connu Ali Checkal, je me précipitai au devant de lui avec forces démonstrations : « Cher Monsieur Checkal, quel plaisir pour moi de vous revoir ! » - « Mais je ne suis pas M. Checkal », protesta « en parlant surtout avec ses mains », le petit homme à nez crochu que j'avais en face de moi. J'avais pris le président de la Chambre des Colons pour un indigène...

Parce qu'elle n'aboutit pas à une assimilation, cette ressemblance ne fit que rendre les haines plus implacables (4) ; parce qu'on avait « les mêmes qualités, sens de l'honneur,

courage physique, fidélité à la parole et aux amis, générosité, ténacité – mais aussi les mêmes défauts, goût de la violence, passion effrénée de la compétition, vanité, méfiance, susceptibilité, jalousie » (5). Défauts et qualités des sangs trop riches.

Avoir, opiniâtrement, refusé l'assimilation quand elle était encore possible sera devant l'Histoire le terrible tort des Français d'Algérie. Ils l'ont payé cher. Toutes ces réformes assimilatrices, ils les rendirent nulles. Les Gouverneurs Généraux qui prétendaient les imposer, Violette d'abord, Chataigneau ensuite, furent éloignés. Les autres se laissèrent enkyster, et même les SFIO Naegelen et Lacoste, et même M. Jacques Soustelle qui, dans son bureau mauresque, au rez-de-chaussée du Palais d'Été, me déclarait le 19 août 1955 : « On ne règlera jamais le problème de l'Algérie si on tient compte de ses Français ». Parce que la pente de la Métropole était assimilatrice, les Français d'Algérie s'en détachèrent en une autonomie de fait (6), refusant les crédits quand la France prétendait en imposer l'emploi, tendant même vers un statut de Dominion (7). Cela en 1929, c'est-à-dire juste avant cette année 1930 qui, avec la première révolte de l'Indochine, la réaction marocaine aux dahirs berbères, le premier manifeste de Ferbat Abbas fut comme la charnière sur laquelle a viré l'Histoire de la Colonisation.

M'avancerai-je beaucoup en disant que lorsqu'au 1er novembre 1954 éclata la révolte des Aurès, l'Algérie était déjà virtuellement perdue, l'Algérie dont à la tribune de la Chambre M. Mendes-France et M. Mitterrand allaient répéter à l'envie qu'elle « était la France ». Elle ne l'était déjà plus. De l'Algérie française la rébellion de 1945 avait sonné le premier glas. En refusant d'appliquer le statut de 1947, on lui porta le coup final. Pour ne pas le voir, l'autruche métropolitaine se cacha la tête derrière le caillou des élections truquées de M. Naegelen. Elle feignit d'appeler représentants du peuple algérien les pires haridelles de la politique, discréditant toute réforme démocratique en promouvant comme député des indicateurs de police et des « marabouts-cognac », ce qui était encore plus offensant que le trucage des élections. Et pour éviter les invalidations, chaque partie recevait son lot de mal-élus.

J'entends, dans un de ses cours, cette réflexion désabusée de Pierre Rondot : « Il n'y a peut-être pas de définition possible d'une politique à l'égard des pays musulmans ». Probablement qu'au jour où éclata la rébellion plus aucune politique n'était possible à l'égard de l'Algérie. Dans une « lutte qui n'opposait plus, selon le mot de Camus, que des passions »(8), on ne pouvait faire prévaloir la raison. L'intégration ? Les musulmans pouvaient-ils y croire, quand elle était proposée par ceux-là même qui l'avait rendue impossible en paralysant toute assimilation progressive ? Sans doute y eut-il le grand élan du 13 mai. Était-il plus qu'un feu de paille quand, à la même minute, tant de petits faits (qu'on se reporte au Journal si honnête de Mouloud Ferraoun) le contredisaient ? L'intégration n'était réalisable qu'après une longue politique qui eut donné aux musulmans le sentiment que la France était pour eux une patrie et qui leur eut conféré un caractère de Français tout en préservant leur originalité. Or, une telle politique avait toujours été contrariée. Au surplus, le Général de Gaulle, au nom de qui on proclamait cette intégration, n'en était pas partisan, comme il en fit, semble-t-il, confidence à Pierre Pflimlin en la nuit tragique de leur première rencontre. Simplement, en la laissant croire possible, en bâtissant sur elle un changement de régime, en faisant naître chez les Français d'Algérie un fol espoir qui ne pouvait que se muer, au jour de l'abandon, en haine et en violence. Pour la première fois pourtant, ces Français d'Algérie avaient cru qu'on leur proposait autre chose que – je cite Camus - « Crevez, vous l'avez mérité » ou « Crevez-les, ils l'ont mérité » (9). On s'est leurré aussi du fol espoir que par un simple miracle les richesses du Sahara « arrangeraient tout ». Comme si elles pouvaient intervenir assez tôt pour provoquer à temps une hausse salvatrice des niveaux de vie ! On a tenté du fédéralisme, et je serais surpris que tel n'aie pas été le dessein du Général de Gaulle lors de sa prise de pouvoir. Là encore, il était trop tard, car le

fédéralisme autant que l'intégration supposait une confiance qui n'existait plus. Tant que se maintenait avec l'Union Française puis la Communauté, une sorte de cadre fédéral, on pouvait (peut-être contre tout espoir) envisager cette solution. L'Union Française détruite, la Communauté volatilisée, la fédération de la France et de l'Algérie n'apparaissait plus qu'ultime subordination.

Même si les signes ne s'étaient pas prononcés dès la révolte des Aurès, une guerre implacable avait rendu impossible les solutions mêmes qu'elle prétendait atteindre. Huit années de violence, dont les victimes furent surtout innocentes ! Des populations que de part et d'autre on prétendait rallier par la violence – une violence alternée, voire conjuguée avec les plus nobles dévouements. L'officier SAS se dépensait avec ferveur pour son village à l'heure où, sans même parler de la villa Susini, dans le village voisin on appliquait l'électricité ou on utilisait la bouteille. Et pendant ce temps le FLN égorgait, égorgait... les bombes tuaient aveuglément femmes et enfants. Notre violence avait la circonstance atténuante de l'autre violence, mais elle détruisait notre dernière chance. Car appliquée au service du nationalisme, perpétrée par des coreligionnaires, les égorgements du FLN lui étaient plus facilement pardonnés que nos tortures à nous dont les masses sentaient confusément qu'elles contrariaient notre vocation (10).

De 1827 à 1962, de novembre 1954 à juillet 1962, s'est engendrée une situation dont nous voici les héritiers. Je n'ai pas retracé les grandes lignes de cette histoire par masochisme, mais parce qu'elle est une des données de l'avenir. Celui-ci se situe après quelques cent trente ans d'erreur.

X

XX

Et le 1er novembre 1954, les signes ont viré...

Nous nous sommes leurrés quand nous avons cru que les retiendrait la façade moderne que nous avons plaquée sur l'Algérie. Nous nous sommes leurrés quand nous avons cru que les retiendraient les aspirations occidentales des élites, l'enseignement répandu dans une partie de la population, le désir d'un mieux être que seuls nous pouvions apporter. L'équilibre entre ce que nous avons donné et l'obscur refus des populations était trop instable : « une chiquenaude suffisait à le détruire » (11). Le 1er novembre 1954 fut cette chiquenaude ; parce que demeurait, ancestrale, la méfiance, attisée d'esprit de revanche contre la rive franque de la Méditerranée (12) ; parce que ces peuples avaient dans leur sang, et nous en reparlerons, la Djihad. Ils l'avaient sourdement, inconsciemment, mais dans toute âme musulmane gît, latent, selon l'expression d'un ministre égyptien, la « volonté d'une revanche des croisades » (13). Le musulman pouvait se résigner un temps à la domination de l'infidèle : il ne pouvait l'accepter, d'une impossibilité à la fois congénitale et juridique (14). Il pouvait s'y résigner quand elle était inéluctable et que des gens à l'extérieur avaient reçu le signe d'une mission à régenter momentanément une fraction de la terre d'Islam : mais il fallait que l'autorité de cette mission fût sans faille (15). Dès lors que la faille se produisait, les peuples de l'Algérie « ont utilisé instinctivement les seuls moyens que nous lui avons laissés : le verbe contre l'adhésion au fait, le maquis contre la guerre classique, l'affirmation incantatoire contre l'objectivité et, d'une façon générale, le signe contre la chose » (16). Mais de tels moyens ne laissent place ni aux contrepoids de la raison, ni à aucune modération. Ils engendraient la violence, ils en enclenchaient la dialectique, au maquis répond la guerre révolutionnaire, à l'attentat l'interrogatoire. La haine est née.

La haine contre nous, puisque, souffrant aussi de la violence du FLN, la population n'a retenu que la nôtre. Une haine non tant contre les Français d'Algérie que contre la France métropolitaine : vis-à-vis de celle-ci, la haine s'est compliquée et avivée d'amour déçu. Là encore, le Journal de Mouloud Ferraoun est un témoignage. Nous étions quand

même le symbole d'une justice, pour une part de son être composite le musulman se sentait notre fils. Doublement aveuglé de méfiance ancestrale et de dépit affectif, il ne s'est plus senti que haine, il est devenu solidaire même de ses bourreaux ALN. La gorge tranchée était pardonnée à la faveur d'une certaine pureté de l'Islam. La prohibition des cigarettes et de l'alcool, que nous imaginions ressentie comme une brimade, était au contraire exaltante. La destruction des écoles était absoute par nos viols et notre question.

Et ce pourrait être une donnée du problème algérien tel qu'il se pose aujourd'hui : la haine. Mais les sentiments ont une autre complexité. La haine subsiste, mais elle dialogue avec le vieil amour de la France enseigné par les instituteurs Kabyles, dans un pêle-mêle où Jean Valjean discute avec Montesquieu et Rameau avec le Lamartine de 1848. L'opresseur est parti, mais il laisse un vide. Son absence souhaitée et fêtée déconcerte. Elle blesse comme une amputation. La haine est trop tissée d'amour déçu pour qu'une fois assouvie elle ne laisse pas remonter un peu de cet amour. Ressembler aux Français a trop longtemps constitué l'idéal pour qu'il n'en reste pas aussi quelque trace. Ne simplifions pas pourtant, car la haine possède le confort d'un alibi. Elle autorise à plonger dans le sommeil oriental, à satisfaire cet obscur instinct de déchéance que nous portons tous en notre âme, les peuples comme les hommes. Haine, amour, dignité retrouvée, attrait du néant, en Algérie l'an I de l'indépendance se déroule dans la confusion des sentiments, au bout d'un coup d'éventail et de beaucoup d'erreurs et de mensonges.

- 1) Charles-André Julien, L'Afrique du Nord en Marche p. 288
- 2) Birot et Dresch, La Méditerranée et le Moyen-Orient I p,497
- 3) P. Rondot, Les forces religieuses et le vie politique : l'Islam p, 179 et Malek Bennali, Vocation de l'Islam p, 99
- 4) H. Luthy, Fin des Empires de l'Europe, Preuves novembre 1957 p, 31
- 5) Germaine Tillon, Algérie 1957, p, 17
- 6) A. Camus, Actuelles III, p, 193
- 7) Pelaron, ancien Secrétaire Général de l'Algérie, dans un cours professé à l'École Nationale d'Administration où il relate la politique des « Délégations Financières »
- 8) A. Camus, op. Cit. p. 163
- 9) id., ibid p. 19
- 10) E. Mannoni, Un jour de mai à Alger – Preuves n°89 p, 9
- 11) Germaine Tillon, op. Cit. P, 54
- 12) Berque, Les Arabes, p, 36
- 13) Cité dans la Revue Militaire d'Information, mars 1956 p. 4
- 14) William Marcas, Pérenne Islam, dans L'Afrique et l'Asie, n°39 p. 7
- 15) P. Rondot, op. Cit. p. 243
- 16) Berque, op. Cit. p. 80

Il n'y a pas d'Algérie

12/1962

La seconde donnée de l'affaire algérienne est qu'il n'y a pas d'Algérie.

Déjà le Khalife Omar, pour exprimer son hostilité à la conquête du Maghreb, répétait, jouant sur la racine *frk*, qui signifie division : « L'Ifrikiya, c'est la fractionnement (1) ». Pourtant le Maghreb présente une certaine unité géographique : les géographes arabes l'appellent « une île » - Djazirat al-Maghrib – tant son isolement l'originalise. Mais où, à l'intérieur du Maghreb situer des frontières naturelles ? Il est coupures successives de plaines et de montagnes. Ces coupures séparent bien moins l'Algérie du Maroc et de la Tunisie qu'elles ne brisent en tronçons cette Algérie elle-même. Du Nord au Sud, des plaines syncopées de chaînes parallèles s'étirent selon le littoral – du Tell aux plateaux, des plateaux au désert. Et les plaines aussi, les unes des autres séparées, alternent avec des massifs rocheux au long du rivage. L'Algérie géographique est toute discontinuité. Pays compartimenté, pays intermédiaire dont le relief a « accentué la distorsion » (2). Les liaisons fluviales et maritimes n'atténuent pas ce cloisonnement. L'Algérie n'a jamais eu d'autres frontières que celles de la conquête française : elle n'a jamais eu d'autres structures que celles de la colonisation.

D'autres peuples aussi n'ont pas de frontières : ainsi la Pologne. Et telle est sa malédiction historique. Mais la Pologne bénéficie d'une cohésion ethnique, linguistique, religieuse, culturelle et elle lui a dû de survivre. L'Algérie n'a pas plus d'unité ethnique que de forme géographique. Sans qu'aucune de ses composantes soit assez homogène pour constituer une nation, malgré un millénaire brassage, sa population est divisée. Les blocs berbères des montagnes s'opposent à la plaine arabe ou arabisée. Opposition profonde : « Pour l'Arabe, le Berbère a un caillou dans le crâne et l'Arabe, pour le Berbère, un tambour » (3). Cette opposition, les huit ans de guerre ont pu la voiler. Elle reparaitra, elle reparait déjà, plus accentuée que jamais. C'est une loi que nous retrouverons souvent : quand éclate le vernis colonial, les vieilles sociologies remontent par toutes les fentes, plus vivaces qu'on ne le soupçonnait. Et la coupure sociologique entre le Berbère et l'Arabe est profonde. Elle est aussi rancœur coloniale : Nous savons que la conquête arabe, qui refoula le Berbère vers des crêtes infertiles, fut cruelle. Hostilité plus ancienne encore : celle de Caïn le laboureur contre le nomade Abel – la plus ancienne querelle de l'Humanité. Mythe expressif : le kabyle est l'homme de l'arbre jusqu'aux confins d'une latrie obscure ; il est le jardinier qui porte à Dieu les fruits de la terre. L'Arabe est le migrant derrière son troupeau. Même sa maison des villes évoque le campement ancestral. Devant Allah, Caïn et Abel se jalourent toujours.

Sans doute apparaissent-ils réconciliés dans l'unicité de l'Islam. Certains contestent cette réconciliation, soulignant qu'un courant animiste parcourt la Kabylie. Ils en déduisent que le Berbère est moins bon musulman que l'Arabe. Est-ce vrai ? Nous situons ailleurs l'opposition. Le Berbère recourt à un Islam plus austère, « pour qui toute civilisation matérielle, tout bien-être est une offense personnelle, plutôt qu'un exemple à suivre » (4). La Kabylie a obéi avec ferveur aux consignes ascétiques du FLN.

Et c'est une cause de distorsion, une source d'inquiétude. Refoulées mais pénétrées, les sociétés berbères ont toujours été partagées entre « l'adhésion à autrui et la fidélité nostalgique à soi-même. » (5) Mais surtout le sang berbère pénètre toute l'Algérie ; il pénètre la plaine arabe (6). La psychologie algérienne est d'abord une psychologie berbère, avec ses réflexes farouches d'indépendance et l'hostilité à tout pouvoir central. Très organisée à l'échelon du clan, la société berbère, et par elle la société algérienne, limitent leur organisation à la micro-démocratie du village. Au dessus du clan, tout pouvoir politique est instable : « discipline dans le clan, dans le village ; indiscipline au-delà. » (7).

L'Algérie doit à sa composition ethnique beaucoup de ses ferments anarchiques. Elle les doit aussi à l'âge de ses populations. « La progression démographique, encourageante et accablante à la fois, a modifié complètement la figure, l'être même du

peuple algérien (8) ». Avec sa fièvre, sa ferveur, son indiscipline naturelle, déferle une vague de jeunesse. Elle submerge les hommes d'âge mur. Elle crée ainsi une nouvelle division. Des oppositions naissent, outrancières. Malheur à cette cité dont le Prince est presque un enfant !

Géographiquement discontinue, ethniquement disparate, l'Algérie ne pouvait avoir d'Histoire. Son nom même est un nom français. « Si l'on met à part les quelques quarante années de la première occupation musulmane (700-740 environ) et les quelques quatre vingt ans de la domination almohade (1153-1235 environ), le territoire que nous appelons Algérie a toujours été soumis à plusieurs dominations politiques à la fois » (9). Les Turcs n'ont établi en Algérie « qu'un gouvernement de type colonial » et c'est pourquoi l'Algérie éprouve tant de mal à devenir une nation. Elle a pu se révolter contre la France, mais sa révolte était négative. Pour être une vraie nation, une tradition historique lui manque, comme lui fait défaut la classe qui pourrait entretenir un sentiment réellement national : une bourgeoisie. Elle n'a pas, elle n'a jamais eu la tradition historique de l'Empire Chérifien ou de la Régence de Tunis. Elle ne possède pas les robustes bourgeoisies de Kairouan ou de Fez. Sans doute avec la domination française et l'enseignement moderne, une nouvelle bourgeoisie a commencé de naître. Malheureusement, et ce fut un crime de la répression, elle a été décimée. Son influence a été submergée par le pouvoir du maquis. D'un Abderammane Fares on n'a fait qu'un député. Au surplus cette bourgeoisie n'est nationaliste que de fraîche date. Jusqu'en 1930 et même après, elle a misé sur l'assimilation. Qui ne connaît l'apostrophe fameuse de Ferhat Abbas dans son premier Manifeste : « J'ai interrogé les cimetières...Je n'ai pas trouvé de nation algérienne ».

Mais cette européanisation bourgeoise n'a pas tenu devant le premier souffle de la révolte de 1945, et elle ne pouvait pas tenir. L'européanisation ne fut en Algérie qu'un phénomène individuel. La rencontre de l'Europe, avant de provoquer l'affrontement, ne fut que coexistence ignorante, mais une coexistence en réalité destructrice. Les campagnes sont demeurées inchangées dans leur léthargie. Les villes se sont développées, creusets où l'Orient et l'Europe se mêlaient, en principe du moins. Creuset ? Non, rencontre génératrice de traumatisme. Le paysan s'est précipité vers la ville. Il a sombré dans un monde totalement étranger. Il y est devenu une population marginale. Le rythme de la vie contrariait sa routine rurale. Il a dû satisfaire aux mystérieuses obligations administratives du monde moderne, un étrange dédale dont il se sentait surtout rejeté. En marge encore de la ville il s'est établi dans le disparate des bidonvilles. Il est devenu le sous-prolétariat des demi-chômeurs. Et il est arrivé toujours plus nombreux. Des bourgades ont cru en cités, et toujours s'est augmentée la plèbe nostalgique et misérable, vouée à « cette forme nouvelle de la mendicité » : la quête, presque sans espoir, d'un travail (10).

De la civilisation romaine l'Algérie n'a rien gardé que le squelette de villes mortes. Restera-t-il beaucoup plus de la civilisation française ? La rencontre de l'Europe s'est faite sur bien des plans. L'Algérie est venue au devant d'elle dans nos faubourgs, il y est venu par centaines de mille. L'Europe s'est implantée par des villes aux populations plus nombreuses que Strasbourg. Mais à cette rencontre les musulmans ont surtout opposé une résistance ambiguë et selon le comportement des peuples toujours envahis, ils ont oscillé entre « l'adhésion à autrui et la fidélité à soi-même », pour s'enfermer enfin dans une stagnation boudeuse. Le trouble économique est venu ajouter sa perturbation : « l'ancienne économie du pays était de pure subsistance : les rendements exportables n'apparaissaient aux yeux des cultivateurs que comme de simples accidents heureux, largement compensés par de cruelles disettes qui tournaient parfois à la famine. L'idéal du cultivateur consistait non pas à produire au maximum pour vendre, mais à produire assez pour mettre quelques vivres de côté en prévisions des mauvaises années. Les Européens, enivrés par leur expansion économique du XIX^{ème} siècle, ont apporté au Maghreb des idées de mise en valeur et de

rendement diamétralement opposées à celles de la société indigène. Du conflit entre ces deux conceptions pouvait difficilement sortir une harmonie.» (11). Une économie californienne s'est bâtie, sans grand souci des indigènes, sur ce plan aussi marginaux...marginaux mais appauvris, car la coexistence côte à côte de deux systèmes aussi antinomiques ne pouvait qu'accroître la misère du plus pauvre.

Les Musulmans ont subi ce choc sans avoir atteint le niveau de vie et de culture – le niveau d'auto-protection, pour employer le mot de Germaine Tillion – (12) qui leur eût permis de le surmonter. De même que les techniques agricoles européennes leur sont demeurées inaccessibles, les fondements de notre civilisation leur sont restés étrangers. Ils ont rabâché sur le christianisme des lieux communs millénaires. Que pouvaient-ils d'ailleurs savoir de cette Europe qu'ils croisaient dans la rue, mais sans aucun contact en profondeur. Ils ont additionné complexes de supériorité et complexes d'infériorité. Ils se sont campés d'autant plus ferme dans l'orgueil des traditions ancestrales que devant le déploiement de la puissance européenne ils perdaient confiance en eux-mêmes. Un vertige les a pris. L'ethnologue Claude Levi Strauss dit quelque part dans Tristes Tropiques que le vertige saisit toujours le musulman au contact du non-musulman. Le juriste B. Le Tourneau emploie ce même mot de vertige (13). Parfois les Maghrébins se sont jetés avec passion sur les idées européennes, mais au même moment les retenait le sentiment d'être seuls à détenir la vérité.

Une sorte de pessimisme explosif, un négativisme exalté en ont résulté, dont témoignent tous les jeunes romanciers algériens. (14)

Leur littérature accuse la colonisation d'un mal, - cette angoisse -, qu'elle décrit non sans talent. Mais quels qu'aient été les insuffisances, les torts et les méfaits de la colonisation, une telle accusation est un alibi. L'angoisse est née d'une rencontre du monde moderne qui ne pouvait pas ne pas se produire. La contagion s'en répand à travers notre planète. Aucune civilisation ne peut demeurer isolée, aucune économie ne peut rester enfermée. Le choc, partout ressenti, fut encore plus violent au Maghreb qu'en Afrique noire et qu'en Asie ? Depuis le XIIIème siècle l'Islam maghrébin s'était maintenu plus étroitement isolé de l'Europe que les autres civilisations. Ce n'est pas un moyen-âge, cet Islam qui a rencontré le monde moderne : c'est Abraham en route vers Chanaan.

Terre sans structure et sans frontières, terre sans histoire, terre ethnologiquement disparate, terre sans tradition nationale, peuple moralement émietté par la rencontre de l'Europe, telle cette Algérie à qui l'Histoire un jour de juin a conféré la responsabilité d'être une nation et un État.

Car c'est une des données de l'affaire algérienne, telle qu'elle se pose encore à nous : il n'y a pas d'Algérie.

- 1) Cité par Pierre Bourdieu, Sociologie de l'Algérie, p. 7
- 2) R. Le Tourneau, Évolution politique de l'Afrique Musulmane, p. 301
- 3) Élie Faure, D'autres terre en vue, p. 76
- 4) Jean Servier, Les Grandes Lignes de l'Histoire de l'Algérie, Revue Militaire d'Information, Numéro spécial sur l'Algérie, p. 15
- 5) Berque, cité par Pierre Bourdieu, op. cit. p. 16
- 6) R. Le Tourneau, op. Cit. p. 16
- 7) Henri Dupriez, L'Anarchie Berbère sera-t-elle disciplinée par le Communisme ?, RMI numéro sur l'Algérie, p. 369
- 8) Berque, Les Arabes, p. 54

- 9) Le Tourneau, op. Cit. p. 302
- 10) id, ibid p. 25
- 11) id, ibid. p. 31
- 12) Germaine Tillion, Algérie 1957, p. 67
- 13) Le Tourneau, op. Cit. p. 308
- 14) Berque, Cours au Collège de France, 1956-1957

Pérenne Islam

5/8/1963

L'Algérie est terre d'Islam. Recensant les données de la question algérienne, accordons une place à l'Islam, et probablement la première.

Car l'Algérie lui doit son pouvoir de nous captiver. C'est par lui qu'elle se situe dans notre paysage intérieur. Elle y trouve des correspondances : portails latéraux de Charlieu et de Paray-le-Monial, portail de Lisieux, Saint Michel de l'Aiguille, cette délicate mosquée, arcs polychromes de Vézelay. Dante, que nous vénérons sans le lire (sinon, parlerions-nous toujours du très ennuyeux enfer, négligeant les lumières du Purgatoire et du Paradis?). Dante, dis-je, a reçu sa marque. Notre Saint-Thomas a pris par Averroes contact avec Aristote. L'Algérie chante en nous une geste de poésie et de gloire où un peu père mêle voisinent l'Alhambra de Grenade, la Mosquée d'Omar et le Romancero du Cid. Par l'Islam, elle est « une des plus authentiques et des plus vivaces composantes du vieux monde » (1). Elle émeut en nous nos plus secrètes profondeurs, notre fond sémite que portent deux mille ans de lecture biblique et de liturgie. Elle et nous, nous retrouvons notre père Abraham. Peu importe que le dessein du Prophète en adoptant cet ancêtre ait été, comme le veut Gaudefroy-de-Mombines (2), dessein politique, le fait est là : le nomade Mahomet s'est voulu le fils de ce nomade qui, sous l'injonction de Yahvé, quitta la Chaldée pour Chanaan. L'Islam appartient comme nous à sa descendance, plus nombreuse que les étoiles. Le berger breton qui sommeille en nous est plus près du berger de l'Ouarsenis (3) que des fils ingrats de la Matière. Ensemble, nous vénérons le nom de Jésus et le nom de Marie. Dogmatiquement, un catholique est plus proche d'un Musulman que d'un Protestant libéral, et Saint Jean Damascène, bien placé pour en juger, appelle l'Islam non pas une religion étrangère, mais une « hérésie ». L'Algérie, c'est pour nous le soudain contact d'une terre de Dieu, où les heures sont, à l'appel du Muezzin, ponctuées d'une prière malheureusement mal suivie. Terre de Dieu quand même, où la référence à sa volonté souligne chaque vœu et chaque proposition. Cet appel a réveillé la foi endormie en Charles de Foucaud. Contact aussi d'un humanisme séducteur, né d'un ressassement du Coran, qui « éclaire les expériences de la vie, alimente les réflexions, orchestre les rêves » (4) et où « l'illettré n'est pas un inculte » (5).

S'il en garde la séduction, l'Islam algérien a beaucoup perdu de sa foi. Son frère en Abraham, j'en souffre : c'est mon Dieu qu'il apostasie. Mais cette foi défaillante reste, quand même, exclusive et elle marque l'Algérie. Plus que les disparités économiques, elle rendait périlleuse une intégration et une assimilation, qui n'auraient pu s'opérer qu'avec du temps, des précautions et du respect. A ces trois conditions, cette foi n'eût peut-être pas constitué un obstacle insurmontable. Or, la sociologie musulmane, pierre d'achoppement déjà dans le passé, va accentuer ses manifestations et son caractère. Déjà, la rébellion, exploitant le puritanisme musulman, a comme réincrusté les mœurs de l'Islam. C'est une loi, déjà évoquée que, le vernis colonial éclaté, remontent par ses fentes les anciennes coutumes et

les anciens comportements ; se révèlent vivantes des psychologies collectives que la colonisation avait recouvertes plus qu'étouffées.

La division des mœurs avait séparé Français et Musulmans d'Algérie, plus que les morgues ou les mépris réciproques ; une division des mœurs à profondeur religieuse, une division des mœurs venue aussi de fond des siècles. Hérodote disait déjà des égyptiens qu'ils font tout à rebours des autres.

Car l'Islam, ce sont aussi et surtout des mœurs et qui nous demeurent impénétrables, foi et mœurs ne se distinguant d'ailleurs que mal dans une confusion du temporel et du spirituel, du laïc et du religieux, que notre esprit occidental ne parvient pas à comprendre. Force m'est donc, pour pressentir ce que pourra être l'évolution de l'Algérie, d'étudier la psychologie collective des Musulmans, telle qu'une religion totalitaire l'a formée. Je serai amené, venant d'affirmer notre fraternité, à souligner des différences et des oppositions. Qu'on ne se trompe pas : disant différences et opposition, je ne dis pas infériorité. Je décrirai : je ne jugerai pas. Je me cantonnerai : de l'Islam, je ne retracerai que ce qui me paraît être à la racine de cette psychologie collective, renvoyant pour le reste à des livres excellents comme L'Islam et le Monde musulman d'aujourd'hui, de Pierre Rondot. Encore une fois, je n'envisagerai ici l'Islam qu'en tant qu'une des données majeures de la question algérienne.

Or, deux traits de l'Islam ont créé la psychologie musulmane, telle qu'à son tour elle marque l'Algérie : **unicité** et **communauté**.

Dieu est unique. L'Islam s'enivre d'un théocentrisme absolu. « S'enivre » (6), car ce Dieu est si purement transcendant qu'on ne peut l'aimer (7). On ne peut que se griser à pressentir sa splendeur. Lui-même non plus n'aime pas l'homme (8). Il le gouverne et il le guide. Nous sommes tellement pénétrés de l'idée du Dieu-Père, d'un Dieu non pas seulement créateur, mais rédempteur et déificateur, que nous comprenons mal le Dieu farouchement seul des musulmans. Que nous importerait, à nous, un Dieu qui n'associerait pas les hommes ?

On l'a dit, l'unité solitaire de Dieu a, dans l'Islam, quelque chose de désespérant (9). Ce dogme qui ne fut peut-être pas primitif (10), marque l'Islam tout entier. Il se reflète dans une conception unitaire du monde et jusque dans ce caractère rectiligne qui fut celui de l'expansion musulmane (11).

Avec un tel Dieu, les rapports ne peuvent être que contractuels comme sa volonté les a dictés et prescrivant une obéissance que récompense le bonheur. Cette obéissance est le fondement du droit et de la morale. Point question de droit ou de morale naturels (12). Tout repose sur un volontarisme divin, sur un positivisme du droit de Dieu (13). Ces rapports juridiques et contractuels engendreront un ritualisme « qui gouverne tous les actes de la vie privée, aussi bien que la vie publique. Il y a une espèce de primauté du rite » (14).

La morale dérivant d'une autre source que la nôtre en sera fort différente. Nous avons parfois du mal à le comprendre. Nous habillons de notre christianisme toutes les morales religieuses, d'où tant de contresens qui rendent si difficile la cohabitation entre européens et algériens.

Mais si le ritualisme et le juridisme d'une religion contractuelle satisfont certains aspects de l'âme orientale, ils ne répondent ni à sa fièvre ni à sa ferveur. Ce juridisme ne la peut combler, pas plus qu'il ne l'a totalement modelée.

Fièvre, ferveur, affectivité, un instant refoulées, vont s'attacher à la personne du Prophète. Dogmatiquement, celui-ci n'est rien pourtant qu'une sorte de haut-parleur de Dieu. En fait, un peu sans doute sous l'influence du culte rendu par les chrétiens à la personne de Jésus, beaucoup plus par besoin inassouvi d'aimer, l'Islam s'est attaché à la personne même de Mahomet (15). Il l'a vénéré d'un culte attendri. Dès lors, au-delà du

contrat avec Dieu et du juridisme rituel, le tempérament même du Prophète, son caractère ont modelé l'âme musulmane.

Personnalité attachante, riche de toutes les contradictions arabes, Mahomet ! Mystique et sensuel, fervent et politique, sensible et calculateur, méditatif et tribun, il est le premier de ces princes d'Orient dont la nature complexe séduit et dérouté (16). Le prophète l'emporte avec lui dans la première partie de sa vie et le politique l'emporte après Médine, mais il a toujours le geste romantique qui captive. Certains de ces comportements heurtent la morale, ainsi vis-à-vis des juifs de Médine. Mais qu'importe à ceux que lui attachent non pas sa valeur morale, mais la chaleur de son verbe et son ivresse inspirée.

Et l'âme musulmane sera désormais à l'image du prophète, avec ses contradictions : ses ruses et sa loyauté, son ascétisme et ses débridements sexuels, sa rudesse et ses raffinements. Pour treize siècles, des peuples refléteront le Prophète. Sédentaires, habitants des villes, ils seront quand même le jeune chamelier d'Arabie (17). Une certaine manière d'être, inspirée de la sienne, créera la personnalité musulmane (18). Ce nomade marquera d'une empreinte nomade de nombreuses nations. Il engendrera un « type d'économie où le faire valoir direct est rare et dédaigné », où sont toujours médiatisés les rapports entre l'homme et le sol (19). Le soin de la terre, son contact direct seront abandonnés à l'inférieur, voire à l'infidèle. C'est ainsi que, selon un auteur égyptien, « les Coptes aideront les Musulmans à devenir pieux en les déchargeant des soucis temporels » (20). Le comportement des Musulmans vis-à-vis des biens de ce monde demeurera celui du nomade « accoutumé au maigre ordinaire des zones désertiques ». Il sait se contenter de peu ; mais aussi les occasions d'acquérir des richesses lui paraîtront doublement tentantes, et quels qu'en soient les moyens : bakchich ou concussion (21). L'art, enfin, sera marqué par la personnalité du prophète. Celui-ci a vécu en période d'aniconisme, à cette époque même qui vit l'aniconisme byzantin (22). L'abstraction dominera l'art musulman, peut-être par une certaine répugnance au créé, mais surtout parce que, architecture et décoration, cet art reflète et inscrit dans la pierre, le marbre ou le jaspe, la tente des nomades et ses tissus. Custines l'avait bien compris, qui retrouve au portail des mosquées de Bagdad ou d'Iran comme dans leurs coupes, les draperies des campements (26). Et l'arabesque s'étire au long de la nudité abstraite de la Mosquée, « comme la musique mauresque s'enroule autour d'une modulation interminable, comme le nombre s'emprisonne dans le signe substantiel de l'algèbre » (27).

Procède lui-aussi de l'héritage nomade ce fatalisme sur lequel on a tenu tant de propos erronés. On en a fait une conséquence de la religion musulmane. Or, dogmatiquement, la prédestination musulmane n'est guère plus rigoureuse que celle de Saint-Augustin (28). Ce fatalisme est affaire de caractère, plus que de croyance (29). Il est un héritage du désert, des chevauchées sur les pistes, de la recherche hasardeuse du point d'eau. Il est plutôt que foi, résignation ancestrale à l'inhumain.

Le chamelier-prophète a, de sa propre sensibilité, forgé celle d'innombrables peuples, par sa prédication recueillie en un livre : le Coran. Ce livre, les générations l'apprendront par cœur, le ressasseront, le remâcheront ; ce livre qui n'est même pas une œuvre de Dieu, comme la création mais un de ses attributs « comme son Éternité ou sa Colère »(30) ; ce livre qui agit moins par son contenu que par une magie d'images et de rythmes, frappant comme la musique directement la sensibilité (31). Ses qualités artistiques et esthétiques ont beaucoup contribué à lui valoir sa réputation miraculeuse. Surtout, sa langue, la langue arabe, n'est pas seulement liturgique, mais divine (33) ; d'où son emprise sur la sensibilité ; d'où surtout une supériorité du verbe sur le fait. Le mot crée (34).

Que de conséquences ! Politiques : la renaissance de l'Islam est d'abord une révolution linguistique (35) ; économiques : l'attitude du Musulman reste plus religieuse que technique (36) ; morales : un certain immobilisme intellectuel d'hommes trop amoureux de

leur langue pour chercher ailleurs le progrès (37) ; intellectuelles : développement de la mémoire au détriment de la faculté de juger, accent sur l'apprendre plutôt que sur le comprendre (38). La psychologie musulmane a vraiment été forgée par le Prophète.

Il en a exaspéré l'affectivité. L'éducation qu'il a donnée à l'âme musulmane est une éducation romantique (39) ; dans une constante agitation entre l'enthousiasme et le pessimisme (40), dans une constante révolte contre le fait (41). Cette agitation affective culmine dans l'érotisme, un érotisme irrité jusqu'au sadisme de la razzia (42).

A travers le Coran, le Prophète confèrera, peut-être à tout jamais, aux populations musulmanes une mentalité prélogique. Il leur imprimera son atomisme psychologique (43), reflet d'une conception de Dieu tout archaïque. Dieu est ce potentat oriental dont chaque volonté, indépendante de la précédente, est un caprice. Une telle conception se reflète – excluant l'entraînement des causes et des effets – dans l'idée d'une temporalité toute fragmentée. La possibilité même de lois naturelles est exclue, dès lors qu'on ignore les causes secondes, et qu'on ne suppose pas que Dieu suit un plan (44). Ce morcellement atomistique de la pensée fait admettre la coexistence des inconciliables, consacre le divorce entre la réalité et la vérité (45), aboutit à l'absurde de conclusions opposées également acceptées (46). Cette notion de la temporalité se conjuguera avec l'affectivité pour créer une psychologie « passive et réceptive ». Si le musulman est « capable de tout apprendre grâce à sa mémoire prodigieuse et à sa faculté d'adaptation, il reste incapable de méthode » (47) et ne se trouve « aucune raison d'intervenir sur l'événement par une action personnelle » (48). Et nous retrouvons ce fatalisme dont nous venons déjà de parler : la résignation ancestrale à l'inhumain se renforce du sentiment que l'homme est impuissant sur la marche du monde.

L'Islam a marqué la psychologie musulmane d'un second trait fondamental, du fait qu'il est avant tout une communauté (49). Pour le musulman, « la vie est d'abord communauté » (50). Selon Blachère, la notion de communauté est « devenue comme la substance de l'âme musulmane » (51). Cette communauté n'a pas de borne géographique (52), elle n'est pas non plus limitée dans le temps et les générations passées y rejoignent les générations présentes (53). Née de la foi, elle est accentuée par une confusion du temporel et du spirituel, qui lui donnent un caractère doublement contraignant. Les pratiques religieuses, dont le caractère est éminemment social (54), la renforcent (55), mais elle survit à la foi. Le sentiment d'appartenance à la communauté semble parfois d'autant plus fort qu'il est désaffecté. Dans l'intensité de ce « communautarisme » Claude Lévi-Strauss voit un côté « corps de garde » (57). Grâce à cet esprit communautaire, tout groupe au sein de la société islamique tend à se perpétuer (58). Seul l'individu s'efface. Et nous retrouvons là un autre reflet de la vie nomade au sein de l'Islam, cette vie nomade telle que la connut le Chamelier-Prophète, où nul ne peut vivre isolé du groupe dans un monde désertique « que l'on ne défie pas impunément » (59). Le clan devient le sujet essentiel du droit (60). Il en résulte une pression sociale exaspérée (61). L'individu n'est plus « qu'être par autrui » et « être pour autrui », véritable « carrefour d'appartenances » (62). Dès lors, il ne se définit guère que par son rôle dans la société (63) et la morale consistera essentiellement à bien remplir ce rôle. Toute l'éducation y tendra, l'homme estimable étant celui qui, avec la Hachouma, a vraiment appris ce rôle (64). Plus aucune spontanéité, mais, pour rester le personnage assigné, un refoulement de la personnalité, une nécessité de dissimuler, une certaine culture de la ruse (65). En Islam, l'intensité de la pression sociale a quelque chose de dramatique. Elle ampute la personne, mais elle paralyse aussi la pensée. Comme le dit, je crois, Masson-Oursel « Les collectivités ne pensent guère ». Elles ne cherchent qu'à se perpétuer elles-mêmes par la dictature de la Tradition. Elles tendent toujours à devenir le conservatoire de leurs propres origines. L'Islam a puisé dans son sens communautaire sa force et sa perpétuité : il y puise aujourd'hui sa faiblesse, son incapacité d'évoluer et, sous le vernis des mots révolutionnaires, sa puissance de stagnation.

Car il reste entièrement orienté vers le passé. Il y trouve un idéal au point que tout changement se trouve ralenti (66). En Islam, tout mouvement, même révolutionnaire, se veut une remontée vers les sources, un approfondissement de la tradition, un retour vers les époques les plus proches de la révélation (67). Car l'Islam s'est comme refermé sur lui-même au IV^{ème} siècle de l'Hégire (68). Ainsi devient-il un extraordinaire conservatoire de civilisations antérieures. Les siècles s'y stratifient par couches, sans s'y éliminer les uns les autres : notre XIIIe, notre XVIIe, notre XVIIIe, notre XIXe y coexistent. Ils s'y superposent comme des cercueils dans un caveau funéraire (69). Cette constante référence au passé engendre un conservatisme. L'Islam, religion sans clergé, en donne le plus surprenant exemple (70). Conservatisme, mais aussi, comme nous l'avons vu, primauté du rite. Car les déformations engendrées par l'excès du sentiment communautaire vont rejoindre et amplifier les conséquences, déjà analysées, d'une idée archaïque de Dieu. Le juridisme va renforcer le juridisme, comme le conservatisme renforce le conservatisme. « En Islam, le juridisme baigne d'abord toutes les institutions humaines primordiales, depuis le « covenant » fondamental, jusqu'aux actes de l'Umma... Puis, parce que religion, morale et droit positif se confondent et dans les principes et dans la structure sociale, le Musulman en toutes ses manifestations collectives ou individuelles, peut être considéré comme homo juridicus aussi bien que comme homo religiosus » (71). Conservatisme, primauté du rite, juridisme convergent dans une scholastique héritée de la scholastique talmudique, où la référence constante au passé tourne à la recette. L'homme post-Almohadien de Malek Bennabi (72) s'endort dans la vie miraculeuse des grands siècles de l'Islam. Il y fige son idéal. Il y enlève sa volonté (73).

Celle-ci se paralyse dans un sentiment de supériorité universelle, inévitable dans toute société fermée, plus inévitable quand cette société se sait voulue par Dieu et son élu (74). Ce complexe de supériorité se retrouve chez tout Musulman, fût-il personnellement déchu et quelle que soit la déchéance de sa société (75). Malek Bennabi a, sur ce point, une page si sévère que je n'aurais pas osé l'écrire : « L'idéal islamique, idéal de vie et de mouvement, a sombré dans l'orgueil, et particulièrement dans la suffisance du dévot qui croit réaliser la perfection en faisant ses cinq prières quotidiennes sans essayer de s'amender ou de s'améliorer : il est irrémédiablement parfait – parfait comme la mort et comme le néant. Tout le mécanisme psychologique du progrès de l'individu et de la société se trouve faussé par cette morne satisfaction de soi. Des êtres immobilisés dans leur médiocrité et dans leur imperfectible perfection deviennent ainsi l'édile morale d'une société où la vérité n'a enfanté qu'un nihilisme » (76). Un tel complexe de supériorité engendrera des réactions caractérielles également paralysantes : vanité, susceptibilité, crises d'amertume (77). Surtout car la victime d'un tel complexe sent bien qu'il est générateur d'illusions, il provoquera cette angoisse dont je vous avais déjà parlé (78). Elle n'est pas la moindre raison des ruses que le musulman multiplie pour voiler sa personnalité profonde (79). Nous trouvons là le secret de bien des déficiences de l'Islam.

De même une communauté aussi serrée et structurée constitue un dur obstacle pour la création d'un État moderne. Cette communauté tend en effet à se confondre avec l'État et à le confisquer à son profit, même quand la Constitution proclame la liberté des croyances et des cultes. Les fidèles des autres religions ne seront, d'ici longtemps, qu'admis et protégés. Cette tendance à la confiscation de l'État par la communauté musulmane est apparue de façon éclatante au Maroc, avec la condamnation à mort de trois hérétiques. Qu'une telle condamnation ait été possible, même si elle a provoqué une crise interne, même si elle ne doit pas être suivie d'effet, est révélateur. Elle a été l'occasion d'affirmer que les chrétiens, eux, étaient tolérés. C'était donc prouver qu'ils ne sont pas vraiment citoyens de droit. Le musulman ne parvient pas à être en communauté avec des non-musulmans. D'où la difficulté de constituer une véritable nation.

Unicité, communauté, sera-t-il dit que les plus hautes vertus de l'Islam, par leur excès même et des archaïsmes indécanés, contribuent à son impuissance ? Conservatoire des âges révolus, la tête à notre époque, mais « les pieds en 1369 », « monde hétéroclite où les incompatibilités et les contradictions se superposent en un chaos » (80), le monde musulman est-il condamné à l'impuissance et de retourner en son giron y condamnera-t-il l'Algérie ? Selon Berque « hier monde de la croyance et des continuités, le monde arabe devient aujourd'hui celui de la révolte et du désaveu » (81). La société musulmane « éclate de partout » (82).

Car on nous berce et on nous berne avec une prétendue renaissance musulmane. On multiplie les ouvrages sur le réveil du monde arabe. Et, certes, si l'essor des peuples se mesure à l'ampleur des agitations politiques, si la valeur de leur civilisation s'apprécie à la multitude et au caractère incendiaire des discours, de la plaine gangétique aux vagues de l'Atlantique Nord, nous assistons bien à une résurrection. Sinon... le moins qu'on puisse dire, c'est que la résurrection de l'Islam n'est qu'une hypothèse.

Parce que le monde musulman s'est replié sur lui-même, il nous sèvre de ce qu'il pourrait nous apporter : la richesse de sa spiritualité, même si elle ne se traduit que peu en vertu ; la valeur de son humanisme où se condense la sagesse de nombreux siècles. Mais ces apports mêmes devraient être à nouveau fécondés. Mais ces apports mêmes appellent de nouveaux ferments. Le monde musulman crie au secours pour qu'on vienne combler le hiatus entre cette culture et le monde moderne.

Ce monde musulman vers lequel est retournée l'Algérie est un monde de désarroi. Sans doute le désarroi se peut-il guérir. Sans doute un contact réel, et non pas une simple superposition verticale avec le monde moderne, pourrait-il l'apaiser. Une civilisation originale pourrait naître. Mais, pour le moment, l'Islam, dont la sociologie s'inscrit d'autant plus fortement comme donnée de la question algérienne qu'elle est désaffectée de la foi qui l'a engendrée, s'avère puissance de trouble et de stagnation. Dans cette affaire d'Algérie, ouverte devant nous pour au moins dix ans encore, une donnée majeure...

1) Berque, Les arabes, p, 6 et William Marçais, Pérenne Islam, Afrique et Asie, n°39, 1957, p.3

2) Gauderoy-Demonbynes, Mahomet, pp. 387-388

3) Germaine Tillion, Algérie 1957, p. 19

4) P. Rondot, L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui, I p. 94

5) P. Rondot, Les Forces Religieuses et la Vie Politique : l'Islam, p. 84

6) P. Rondot, L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui, I p. 61

7) Id., Ibidem, p. 61

8) Ibn Taimiya, cité par Gaudefroy-Demonbynes, op. Cit. p. 285

9) P. Rondot, L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui, p. 61

10) Gaudefroy-Demonbynes, op. cit. p. 274

11) A. de Riencourt, L'Ame de la Chine, p. 218

12) Gibb, La structure de la pensée religieuse en Islam, p, 22

13) R. Charles, L'Âme Musulmane, p. 195

14) P. Rondot, Les Forces Religieuses et la Vie Politique : l'Islam, p. 45

15) Gibb, op. Cit., p. 28

16) Voir notamment Gaudefroy-Demonbynes, op. Cit., p. 123, p. 230, p. 236

- 17) Berque, op. cit., p. 24
- 18) Id. Ibid. p. 6
- 19) Bourdieu, Sociologie de l'Algérie, p. 77
- 20) Cité par H. de la Bastide, Regards sur l'Islam, RMI, octobre 1956, p. 11
- 21) Raymond Charles, op. Cit. p. 94
- 22) Grousset et Denicker, La Face de l'Asie, p. 43
- 23) R. Charles, op. Cit. p. 138
- 26) Marquis de Custines, Souvenirs et Portraits, pp. 156-157
- 27) Elie Faure, D'autres terres en vue, pp. 99-101
- 28) Gaudefroy-Demonbynes, op. Cit. p. 552
- 29) Gustave Le Bon, Psychologie des Arabes, cité par R. Charles, op. Cit. p. 70 et Elie Faure, op. cit. p. 80
- 30) J. Luis Borges, Enquêtes, p. 169
- 31) Ginn, Tendances modernes de l'Islam, p. 7
- 32) Gibb, La structure de la pensée religieuse en Islam, p. 26
- 33) P. Rondot, L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui, I p. 87
- 34) Ph Marçais, L'Écolier Musulman, Revue de la Méditerranée, septembre - octobre 1957, p. 481
- 35) Berque, op. cit. p. 40
- 36) Abd el Jalil, Aspects intérieurs de l'Islam, p. 37
- 37) Malek Bennabi, Vocation de l'Islam, p. 52
- 38) R. Charles, op. cit., p. 25
- 39) id. ibid. p. 17
- 40) Berque, op. cit. p. 6
- 41) id. ibid. p. 14
- 42) R. Charles, op. cit. p. 35
- 43) Gibb, Les tendances modernes de l'Islam, p. 9
- Gardet, La cité Musulmane, p. 37 note 2
- Gardet & Anawati, Introduction à la théologie musulmane, pp. 62-64 et 325-330
- 44) Gardet, ibidem
- 45) William Marçais, Pérenne Islam, L'Afrique et l'Asie, n°39, p. 7
- 46) Lawrence, cité par R. Charles, L'évolution de l'Islam, p. 19
- 47) Elisabeth des Allues, Toumliline, A la recherche de Dieu au service de l'Afrique, p. 157
- 48) Id. Ibid. p. 156
- 49) Rondot, Les forces religieuses et la vie politique : l'Islam, p. 11
- 50) Cl. Levi Strauss, Tristes Tropiques, p. 433

- 51) Cité par R. Charles, L'Âme Musulmane, p. 149
- 52) Abd el Jalil, cité par R. Charles, L'évolution de l'Islam, p. 75
- 53) R. Charles, *Ibid.* p. 54
- 54) Rondot, *op. cit.* p. 12
- 55) H. de la Bastide, *op. cit.* p. 11 et Rondot, L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui, p. 137
- 56) Rondot, Les forces religieuses et la vie politique : l'Islam, p. 146
- 57) Levi Strauss, *op. cit.* p. 436
- 58) Bourdieu, Sociologie de l'Algérie, p. 112
- 59) *Id. ibid.* p. 69
- 60) *Id. ibid.* p. 182
- 61) Rondot, L'Islam et les musulmans d'aujourd'hui, p. 149
- 62) Bourdieu, *op. cit.* p. 98
- 63) *Id. Ibid.* p. 96
- 64) Bonjean, Causes d'incompréhension dans l'Islam et l'Occident, Cahiers du Sud, p. 38
- 65) R. Charles, L'Âme musulmane, p. 191
- 66) Bourdieu, *op. cit.* p. 91
- 67) Rondot, Les forces religieuses et la vie politique : l'Islam, p. 6
- 68) Schacht, Esquisse d'une histoire du droit musulman, et Gardet, La cité musulmane, pp. 139-199
- 69) Louis Milliot, De l'Orient légendaire aux jeunes nations arabes, Fédération, Mars 1956, p. 112
- 70) Le Tourneau, L'Islam contemporain, Semaine sociale de Lyon 1948, p. 110
- 71) Charles, *op ; cit.* p. 194
- 72) Malek Bennabi, Vocation de l'Islam, p. 32
- 73) Citons F.F. Gauthier : « C'est parce qu'elle est engagée par ses racines dans des civilisations antérieures plusieurs fois millénaires que la civilisation sarrasine s'est trouvée leur prisonnière, car c'est une chose redoutable que de continuer la civilisation la plus ancienne du globe »
- 74) Charles, L'évolution de l'Islam, p. 19
- 75) Abd el Jalil, cité par Charles, *op. cit.* p. 74
- 76) Malek Bennabi, *op. cit.* p. 77
- 77) Charles, *op. cit.* p. 33
- 78) Levi-Strauss, *op. cit.* p. 434
- 79) Charles, L'Âme Musulmane, p. 11
- 80) Bennabi, *op. cit.* p. 69
- 81) Berque *op. cit.* p. 73

Mais voici cent trente ans...

Sans date

Mais voici cent trente ans que l'islam et l'Occident se côtoient en Algérie. Qu'en restera-t-il ? L'empreinte française, pendant ce siècle et demi imprimée, est-elle indélébile ? Certes quelque chose demeurera. Quelque chose ? De l'Afrique romaine que restera-t-il ? Des ruines qui font rêver. Le Code Justinien et même les homélies d'Augustin n'ont laissé aucune trace. Les civilisations qui se sont succédées au Maghreb ont toutes abandonné quelques épaves (1), mais ce ne sont que des mots ou des débris. Un Camus de l'Aurès s'exaltera-t-il sur un futur Tipaza français ?

On nous a beaucoup parlé d'un creuset algérien où l'islam et la France élaboraient une civilisation originale. Je citais Camus. Je crois que dans sa jeunesse il y a cru. Moi-même j'ai répété ce slogan. Nous nous sommes leurrés. Des hommes se sont côtoyés : leurs civilisations sont restées étrangères. Aucune osmose ne s'est opérée. Chacun s'est muré en soi-même. Les Français ? Qu'allaient-ils prendre à ce peuple de manœuvres et de femmes de ménage – affligés de ridicules habitudes et vicieux de ????. Car pour eux l'Algérien ce n'était pas autre chose. Et plus le Français était brimé par nos structures sociales, plus pauvre aussi était sa vie intérieure, plus grand était son mépris : une revanche. Tant il est vrai que pour nous autres, pauvres hommes, le meilleur baume sur la blessure de notre amour-propre c'est encore que les autres soient humiliés. Pendant bien longtemps, aux yeux des Français d'Algérie, le bicot n'a pas eu d'existence propre. Comment cette osmose aurait-elle pu s'opérer ? Alors que les Français auraient peut-être accepté de donner, mais ne supposaient même pas que le partenaire musulman avait des richesses culturelles et spirituelles à lui apporter en échange. Et puis, si l'heure n'est pas d'accabler la communauté française d'Algérie, douloureuse et par nous si lâchement abandonnée, force est de dire qu'elle était bien incapable de délivrer le message de notre civilisation. Trop nombreux étaient ces hommes qu'Albert Sarraut appelait des « tubes digestifs ». Ces nantis qui n'avaient d'autre culture que le montant de leur compte en banque. Trop nombreux aussi ces habitants de Bal-el-Oued ou de Belcourt, braves gens sans doute, mais dont le niveau intellectuel ne dépassait la pétanque. Les meilleurs mêmes, cette poignée d'intellectuels qui pourtant autour de Freinier et d'Audisio pouvaient-ils le délivrer ce message ? Ille (?) d'un paganisme ensoleillé, celui-même que Camus a chanté dans Noces, ils ne savaient guère que clamer que la joie des sens. Leur Algérie était une Grèce (ils s'y référaient secrètement) mais sans Eschyle, sans Sophocle, sans Euripide (?), ces maîtres de la douleur, sans Socrate et sans Platon non plus, et sans les Kros archaïques et sans Quidias (?). Le cri joyeux de la chair dans la passion (?) de la plage, ce n'est pas notre civilisation. Nous avons bien peu donné à l'Algérie.

Et nous ne pouvions rien lui donner, au surplus, parce qu'elle ne voulait rien nous prendre. « La vérité, s'écrie (?), Mouloud Ferraoun (2), c'est qu'il n'y a jamais eu mariage. Les Français sont restés à l'écart. Dédaigneusement à l'écart ». Cela je viens de le dire. Mais le musulman ne restait-il pas lui aussi dédaigneusement à l'écart, muré dans une ignorance qu'on a pu qualifier de prodigieuse (3). On ne peut l'en incriminer. Rien n'était fait – ou bien peu – pour lui faciliter un véritable accès à nos valeurs profondes. L'enseignement primaire lui déversait l'absolutisme de ses dogmes. Ils coexistaient avec d'autres dogmes, ceux de son islam natal. Ils étaient trop contradictoires pour mutuellement s'éclairer et pour qu'en résulte un enrichissement : tout au plus un trouble (?) et ce déracinement spirituel qui

privant l'Islam de sa foi n'en laissait survivre (??) qu'une sociologie périmée. Notre vraie pensée n'a jamais été mise à la portée du musulman. Il n'a pas bénéficié d'occidentalisation pour la traduire dans le langage de son âme.

Peut-on compter sur les étudiants algériens, qui bénéficient de maîtres français, qui parfois fréquentent nos facultés. Une part d'entre eux murés dans des complexes de supériorité doublés de complexe d'infériorité, auront acquis nos recettes techniques, mais n'auront pas assimilé notre culture. Je cite l'un des meilleurs esprits d'Algérie, Malek Bennabi : « D'une manière générale, l'étudiant algérien n'a pas éprouvé l'Europe. Il s'est contenté de la lire, c'est-à-dire d'apprendre au lieu de comprendre » (5). Pourtant une classe s'était pénétrée de nous, cette bourgeoisie libérale dont sont représentatifs un Ferbat Abbas, un Ahmed Francis ou un Abderramane Fares. Nous nous fondions sur cette bourgeoisie quand nous pensions à une synthèse originale de la culture islamique et de la culture occidentale. Notre jugement comporte une part d'illusion. Nous ne voyions pas que ces hommes si profondément sympathiques avaient entre l'Islam et nous franchi le gué. Ils étaient de notre côté. Le vrai Ferbat Abbas, celui qui laissait parler son âme, c'est celui de 1930. Notre pays a gravement péché en rejetant un tel homme. Mais surtout que reste-t-il de cette bourgeoisie musulmane ? Notre répression l'a décimée. Elle pleure beaucoup de morts dont nous sommes les responsables. Criminels actes mais surtout absurdes. L'OAS a parachevé l'œuvre néfaste de nos polices et de notre armée. Je pense au massacre des Directeurs des Centres sociaux. Je pense à ce jour satanique où les pharmaciens furent systématiquement décimés. Nous avons assassinés ceux qui pouvaient le mieux nous comprendre, qui nous combattaient (et ils avaient parfois des motifs) mais nous aimaient quand même.

Alors aujourd'hui, nous pouvons encore bénéficier de sympathies personnelles. Mais la communauté nationale d'un pays qui se veut à nouveau musulman rejette notre civilisation. Du moins y est-elle fortement portée (6).

L'ignorance engendre le plus profond contresens. Sans doute cet Occident avec ses machines, ses avions, son industrie nucléaire fascine le musulman. Celui-ci est attiré par lui comme le papillon par le feu. J'ai lu quelque part cette formule : « l'Occident est à la fois la bête noire et l'idole du musulman ». la définition est assez vraie (7). Oui le Musulman est fasciné par l'Occident, mais il ne voit en lui que ses machines et ses piles atomiques. La science occidentale n'est même pas à ses yeux l'occasion d'une griserie intellectuelle, l'attrait pathétique d'un progrès qui constamment s'engendre lui-même ! Elle est recette de puissance immédiate et rien de plus (8).

Car le Musulman est comme effrayé à l'idée de découvrir notre âme. L'homme de cette communauté est mal à l'aise chaque fois qu'il rencontre en profondeur une spiritualité étrangère. Selon Levi-Strauss, « cette religion se fonde moins sur l'évidence d'une révélation que sur l'impuissance de nouer des liens au dehors » (9). Il évoque une « incapacité de supporter autrui comme autrui ». Et il insiste : « le seul moyen pour eux (les Musulmans) de se mettre à l'abri du doute et de l'humiliation consiste dans une « néantisation » d'autrui considéré comme témoin d'une autre foi et d'une autre conduite ».

Si ce témoignage est vrai, quel refus en quelque sorte structurel de toute synthèse et de toute osmose. Quel rejet presque fatal, au fur et à mesure que s'effectue et s'effectuera la résurrection sociologique de l'Islam, d'accéder encore à ce qui pour l'âme algérienne pourrait être la science occidentale. Et contre cet accès, refus structurel encore, se dresse cette notion impérieuse, mal définie, mais existentielle à l'Islam : la Djihad. Pour séduire les intellectuels occidentaux, les nationalistes maghrébins ont eu tendance à voiler cette idée de la Djihad. Ils ont évité de parler de la guerre sainte, même si le vrai sens de la Djihad est celui d'une conquête pacifique, l'idée même d'une conquête reste essentielle. Le témoignage de Mac Donald est formel : « Il faudra que l'Islam soit complètement désagrégé

pour que la doctrine de la Djihad puisse être écartée » (10). Réalité « sensible et vécue » plutôt que « proclamée et exercée », la Djihad condamne la civilisation musulmane à progresser ou à périr. « Araka Baraka » disent les Arabes, c'est-à-dire « la Bénédiction est dans le mouvement ». Traduisez : « Le salut est dans la conquête » (12). Dans le fond de l'âme musulmane, la civilisation occidentale est quelque chose à absorber, à supplanter. Dans ces conditions, l'osmose des civilisations peut-elle se réaliser. Demeurera-t-il dans la conscience algérienne une source occidentale ? Difficilement. D'autant plus difficilement qu'à l'ignorance et à la Djihad s'ajoute l'absolue volonté de prendre une revanche de la croisade. D'autant plus difficilement que nous sortons de sept ans d'une guerre atroce qui a renforcé encore le sens de la Djihad. Le peuple algérien n'est pas rancunier. C'est une de ses noblesses. Peut-il quand même oublier que nous l'avons combattu au nom de ces valeurs occidentales mêmes ? C'est l'atrocité des guerres modernes : on les mène pour des intérêts sordides, mais nous sommes devenus moraux. Alors nous nous croyons contraints de jeter les grands principes dans la bagarre. Nous en faisons des armes, mais ils sortent de la bataille simplement vaincus d'avoir été trop souvent détournés de leur sens, d'avoir été compromis avec leurs propres contre valeurs, et si le camp qui les incorporait est battu, ils portent les stigmates de l'impuissance.

Oui, bien difficile à réaliser sur la terre d'Algérie la synthèse de l'Orient et de l'Occident, bien que notre civilisation contribue à former l'âme future de ce peuple. Si cette synthèse doit se réaliser, elle se réalisera plutôt au Maroc plus favorisé par la géographie pour un tel rôle. Par l'Espagne le passage d'une civilisation à l'autre s'offre comme en dégradé. Entre le Maroc et un peuple d'Occident ne sont pas déroulés sept ans de guerre inexpiable. Le souvenir de la colonisation n'est cuisant dans l'esprit des marocains que par snobisme. Une certaine fierté exige qu'on en parle comme de temps obscurs. On sait bien pourtant que si le Protectorat, surtout en ses dernières années a comporté bien des zones (d'ombre?) il a répandu une vive lumière. L'avenir du Maroc est incertain, comme celui de tout peuple. Retenons que si cette synthèse que nous avons en vue s'opère, ce sera plus entre sa rive atlantique et sa rive méditerranéenne qu'en Algérie.

Et pendant ce temps l'Algérie sera le monde du désaveu. Le monde du désaveu sera surtout le monde du désarroi. Après sept ans de guerre atroce, tout s'est effondré pour ces jeunes hommes. Les signes se sont inversés, mais quels signes. Le signe de l'instituteur français de Kabylie, si dévoué. Le signe de ces camarades qu'ils avaient quand même connus sur les bancs du Cours Complémentaire. Le signe de cette France, en laquelle ils avaient cru quand même. Ils ont sacrifié, pendant ces sept ans, ces valeurs qui n'étaient pas toujours brillantes, au mirage de l'indépendance et au rêve d'un monde nouveau, à la griserie de l'ascétisme subordonné aux facilités de l'Occident. Parce qu'ils sacrifiaient, et dans le déchaînement de leur violence, toutes ces choses – notre école primaire, l'amitié de l'instituteur, la causerie avec un camarade français, mais aussi la richesse possible de leur pays – parce qu'ils ont sacrifié toutes ces choses, ils sont obligés d'alimenter le rêve. Contre un avenir, dont ils sentent bien qu'ils l'ont amputé, ils se réfugient dans ce passé islamique auquel ils l'ont sacrifié. Ce faisant ils achèvent de le tuer. Ils lui retirent sa dernière valeur, être un élément dans la synthèse du présent. Ils crurent le respecter, ils ne font que le momifier. Ils le stérilisent.

Monde du désaveu ! Il désarme un siècle et demi de sa propre histoire. Cet apport d'idées, ces routes, la levée blanche d'Alger couvrant colline après colline de sa triomphale blancheur tout cela qui était quand même algérien, on le désarme. On le rejette en l'englobant dans le monde connu de la colonisation. Parce que la colonisation, avec ses vices, charriait quand même des valeurs, on rejette ces valeurs avec elle. On désavoue même ce qui n'aurait pas pu ne pas se faire, on l'extrait du passé, on l'abolit. On néantifie la rencontre de l'Europe et du monde moderne. Si bien que la décolonisation perd son sens.

Elle n'est plus indépendance mais inadaptation à un monde nouveau. Elle cesse d'être essor, pour n'être plus que la sclérose d'un rêve.

Et comme on ne supporte pas autrui, on ne supporte pas un siècle que celui-ci a figé. Le croyant qui confond sa religion avec une civilisation qu'elle a marqué, qui ne les distingue plus l'une de l'autre, qui bien pris dans la dégradation de sa foi en a tronqué l'absolu sur cette civilisation, que peut-il accepter d'une civilisation universelle qu'une léthargie de plusieurs siècles ne lui a pas permis de modeler. Car c'est aussi un des drames de l'Islam que cette confusion de la religion et de la civilisation. Et il est exemplaire, ce drame car il montre où pourrait mener la confusion entre la religion chrétienne et la civilisation occidentale qui en est issue. Que dis-je, cette confusion n'a eu lieu que trop, et elle était une des erreurs sous-jacentes à l'Action Française. Elle a survécu, à celle-ci. Nous en avons vu le fruit, car cette transposition de l'absolu chrétien dans les contingences d'une politique française a engendré l'OAS.

Alors notre rêve d'une Algérie carrefour de civilisations, qu'en advient-il. Certes demeurent des groupes d'initiés, comme des îlots autour duquel roule le torrent. Malheureusement quelque chose de la fragilité ambiante les pénètre. Surtout la synthèse dont ils demeurent les témoins ne s'était pas précipitée, au sens chimique du terme. Ces hommes, derniers témoins de notre espoir, sont eux-mêmes des hybrides, tendus de leur passé islamique, de notre passé occidental, mais sans que de cette rencontre soit encore née une personnalité nouvelle. Ils ont deux, trois personnalités sociales, comme le disait des Arabes J. Berque dans un cours au Collège de France de 1957. Alors ils sont intérieurement divisés, intérieurement arrachés, spirituellement écartelés.

Et pourtant, ils demeurent les témoins de l'avenir, du seul avenir possible. Car l'Algérie ne peut quand même pas redevenir un Yémen. Nous n'avons quand même pas tout à fait tort. Plus difficilement, à travers beaucoup plus d'épreuves, dans la mesure même où il l'entraînera et où elle voudra bien en accepter la leçon, l'Algérie a quand même une vocation à faire mentir Rudyard Kipling et qu'en elle l'Est cesse un peu d'être l'Est, et l'Ouest d'être l'Ouest pour qu'enfin ils puisse se rencontrer. Mais la première phase (ou phrase?) je viens de la desfurer (???). Mon pessimisme n'a que trop de fondement. Pour un temps, et je ne puis en donner aucune évaluation de durée, dans l'énoncé du problème algérien la donnée européenne ne joue presque aucun rôle.

1) Jean Servier, Peuplement de l'Algérie, Revue Militaire d'Information, Mars 1956, p. 22

2) Mouloud Ferraoun, Journal, p. 45

3) Raymond Charles, L'évolution de l'Islam, p. 11

4) F. Bonjean, Quelques causes d'incompréhension entre l'Islam et l'Occident dans L'Islam et l'Occident, Cahiers du Sud , p.33

5) Malek Bennabi, Vocation de l'Islam, p. 61

6) Je pense à ce jugement de Pierre Rondot dans un cours déjà ancien : « On peut se demander si la communauté musulmane est capable d'autre chose à l'égard des non-musulmans que d'une sympathie, d'un attachement ou d'un engagement personnel. » Les forces religieuses et la politique : l'Islam, p. 245

7) On peut en rapprocher cette phrase de Raymond Charles : « Le drame – non discerné par les intéressés eux-mêmes tout à leur déchirement intime – est que les arabomusulmans voudraient être nous à cause de nos réalisations matérielles et dans le même temps, ils laissent s'exacerber l'orgueil que leur procure leur suprématie coranique. Ils nous tiennent rigueur, en somme, de leur propre impuissance. », L'évolution de l'Islam, p. 75

8) id. ibid. p. 72

9) Claude Levi-Strauss, Tristes Tropiques , p. 436

10) D.N. Macdonald, article « Jihad » dans L'Encyclopédie islamique, pp. 1072-1073. Citons aussi Rondot : « La notion de guerre sainte reste vivante dans les esprits et les cœurs. Chaque fois que sous une forme quelconque un peuple ou un groupe musulman est en lutte contre une domination ou une influence occidentale, on constate la multiplication des consultations autorisées (fatwa des muftis) qui le rassurent sur le caractère sacré de son combat, ainsi que l'unanimité du sentiment populaire, traduite par le vocabulaire. » L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui, T I p. 155

11) Rondot, L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui, T I, p. 155

J'ai retrouvé la ville unique...

Sans date

J'ai retrouvé la ville unique. Par ce premier jour d'un printemps tardif, Alger dévale en blanche nappe jusqu'à la mer. Elle s'incurve au creux des collines, elle se déploie sur les crêtes, elle s'étire au long des plaines voisines. Des jardins la coupent, semés et fleuris, où les orangers et les cyprès composent un paysage mystique de primitifs italiens.

M'abandonnerai-je à la douceur retrouvée dans cet Alger où je ne suis pas retourné depuis 1958 ? En la revoyant, la ville tant aimée, mon cœur a bondi de joie. Mais bien vite me prend une angoisse à peine définissable ; parce que cette ville si belle semble trop pauvre pour elle-même (on dirait que par endroit elle s'affaisse comme un manteau mal rempli) ; parce que des linges douteux pendent aux fenêtres ??? les plus beaux peintres (?) ; parce que dans les rues on ne voit plus de femmes : beaucoup moins même de mauresques voilées qu'autrefois. Surtout certaines cicatrices marquent la ville (O mur noirci de la Faculté), et je ressens d'un coup tout ce que cette terre a subi depuis des années : la guerre, la terreur, l'OAS et l'anarchie de cet été. Tout cela que je savais, mais que crient les murs encore barbouillés de slogans, que crient les rues aux plaques gravées, que crie le port inactif et les désœuvrés sur les trottoirs, tout cela me clame une plainte terrible dans l'âme. Certains me disent qu'ici on éprouve la paix comme un soulagement. Certes je revois les tramways où veillaient des soldats mitraillette au bras. J'entends encore les bombes éclater d'heure en heure. Je vois fuir par les rues des foules affolées. Pourtant, tout cela n'était pas si angoissant que cette perception d'un gâchis peut-être irréparable.

Car, aux heures les plus tragiques nous gardions quand même un espoir, peut-être contre toute espérance. Nous gardions quand même l'espoir qu'un jour toutes les populations réconciliées bâtiraient l'Algérie et nous la voyions cette Algérie qui n'avait pas trop de tous ses fils offerts au monde, une synthèse d'Orient et d'Occident qui ferait mentir le vieux Kipling. Et parce que pour nous, la solution de l'Affaire d'Algérie ce n'était pas d'abandonner des peuples à l'incertitude de leurs destins, mais bâtir un monde nouveau où tous leurs espoirs s'épanouiraient, nous avançons des suggestions patiemment, lentement. Nous savions trop qu'à brusquer l'avenir on provoque cette révolte dont on accuse l'OAS (et nous ne l'en excusons pas) mais que les pierres mêmes auraient suscitées si elle ne l'avait pas fait.

Dernier échec, après tant d'échecs. Nulle part, notre pays n'a si profondément ni si constamment échoué qu'en Algérie. L'histoire de notre colonisation en Algérie est une histoire séculaire d'occasions manquées, de politiques avortées, de promesses non tenues. Et puis quand même tous ces morts dont au jour de notre départ on n'a même pas honoré les tombes. Ces jeunes morts dont on n'a pas le droit de parler. Ces jeunes gars du contingent, ni Notre-Dame, ni les Invalides ne se sont ouverts pour un Requiem national, et on attend encore le mot du Chef de l'État qui rendrait hommage à leur sacrifice. Mais inutiles et devenus soudain gênants, se pourrait-il vraiment que les hommes ne soient que la menue monnaie des princes !

Oui, débarquant en Alger, le premier sentiment est d'angoisse. Je ne m'y attarderai pas. Non tant parce qu'il est stérile de regarder en arrière : à me lamenter je ne referai pas l'histoire. Mais Alger a quelque chose de tonique. Est-ce la mer, la Méditerranée d'Ulysse et de Saint Paul, la millénaire civilisatrice ? Est-ce la grâce d'un peuple jeune ? Est-ce simplement parce qu'on respire ici mieux qu'ailleurs la douceur de vivre ? Malgré tant de tristesse et de misère on ne peut résister à la joie, on ne peut résister à l'espoir.

L'avenir ne sera pas ce que nous croyions. Qui sait ? L'Algérie a encore des chances et quelque chose de cette synthèse que nous avons rêvé peut encore s'opérer. Elle peut s'élaborer dans ces bureaux de l'ancien Gouvernement Général où de jeunes hommes avec dévouement et compétence – avec aussi la plus extraordinaire bonne volonté – s'efforcent quand même de bâtir un pays. Et parce que l'Algérie est un pays de minorité agissante, ils peuvent gagner la partie.

Quelle partie ? Celle de savoir si l'Algérie se fera une nation neuve, si elle saura en dépit de tout garder le bénéfice de cent trente ans d'occidentalisation et forte de cet apport « s'accrocher au train des pays développés », ou bien si, cédant à ses monstres obscurs, elle s'enlisera dans l'obscurantisme oriental, elle renoncera pas à l'arbre (?) pour le rêve, un rêve fut-il à l'effigie de rancœur (?) et d'usines fumantes mais illusion si elle préfère le signe à la chose et le repli sur soi baptisé indépendance économique, voire socialisme, à l'essor. Car l'Affaire d'Algérie dont en France nous nous déchargeons comme on chasse un cauchemar au réveil, au contraire du cauchemar garde toute sa réalité. D'ailleurs, si elle ne gardait pas sa réalité, quel sens aurait maintenant que les Français sont éliminés une très onéreuse coopération ? Je ne sais pas en combien d'actes se jouera cette tragédie, si c'est en trois actes ou bien en cinq actes : ce que je puis affirmer, c'est au nous ne sommes pas au-delà du second.

Où va l'Algérie ?

Forces nouvelles 28/10/1963

Malheureuse Algérie ! Lui convient le nom que Dante donnait à l'Italie de son temps : « Albergo di dolore », auberge des douleurs. A peine finie une guerre de sept ans, à peine apaisé le dernier sursaut de l'OAS, d'autres spasmes politiques la secouent. Elle s'oriente vers des voies étranges. Y rencontrera-t-elle de nouvelles épreuves ? Nous avons peine à démêler les lignes d'un destin aussi confus.

Les prémisses d'une « coopération »

Pour y parvenir, jetons d'abord un regard en arrière. Cette démarche est d'autant plus nécessaire que depuis le 1er juillet 1962, l'Europe et même la France n'apporte plus à l'Algérie qu'une attention distraite. (de la part de la France, l'attitude est singulière quand du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1963 elle a dépensé pour l'Algérie, toute dépense militaire mise à part comme toute aide aux rapatriés, au minimum 615 milliards d'anciens francs). De ce côté-ci de la Méditerranée, on ne suit plus les épisodes, pourtant contrastés, de la politique algérienne. Pourtant, quiconque se trouve professionnellement obligé de suivre ces épisodes ; quiconque, et c'est mon cas, retourne périodiquement en Algérie distingue des dates plus décisives pour son avenir que les événements sur lesquels les journaux nous ont abreuvés ou nous abreuvent encore de dépêches. Car ce pays a, depuis son indépendance, pris des décisions ou des options plus riches de conséquences historiques que l'indépendance elle-même.

Je ne parle pas des désordres qui suivirent l'avènement de cette indépendance. Aux atrocités de l'OAS ont succédé des atrocités parallèles. De juillet à décembre 1962, ce fut

abominable. L'insécurité des personnes était totale, les assassinats plus ou moins légalisés nombreux aussi innocentes qu'en fussent bien souvent les victimes. Des « règlements de comptes » individuels, le désir de masquer des vols et des spoliations jouèrent un rôle plus grand même que la haine politique. Mais rendons cette justice au peuple algérien que tout autre peuple en telles circonstances aurait commis les mêmes excès – de pires sans doute. On pouvait redouter des Saint Barthélemy beaucoup plus meurtrières.

Cette période explosive dura jusque vers décembre 1962. A cette époque qui coïncide avec une visite du Secrétaire d'État français Jean de Broglie, les troubles s'apaisent brusquement. Des spoliations avaient lieu encore ? Elles apparaissaient simples séquelles des agitations extérieures. Le mot d'ordre était à la « coopération ». M. Ben Bella en émaillait ses discours. Pouvait-on totalement se rassurer ? En fait, pour l'observateur qui y séjournait alors, l'Algérie apparaissait surtout étrangement disponible. Le meilleur ou le pire pouvaient s'y produire. L'Algérie semblait à la croisée de deux chemins. Elle pouvait choisir de s'accrocher au train des pays développés, rechercher la prospérité à travers des démarches vers l'Occident, notamment grâce à l'aide que la France lui apportait. On sentait bien, quand, à cette époque, on allait dans l'ancien Gouvernement Général, devenu le Palais du Gouvernement, que cette possibilité était réelle. Il suffisait de parler avec les jeunes directeurs des grandes administrations, parfois anciens polytechniciens, parfois anciens élèves de l'École Normale d'Administration (française) pour en être convaincu. Mais en même temps, le voyageur averti voyait bien qu'une certaine force d'inertie – celle de ses vieilles sociologies, celle d'un Islam aux conséquences sociales d'autant plus sensibles qu'il est très désaffecté de sa foi -, entraînait l'Algérie vers une autre voie et qu'elle risquait de s'orientaliser à brusque et rapide cadence, un peu comme étaient en quelques mois devenus orientaux les beaux quartiers européens où on voyait, parqués sur les balcons, les moutons des Mouloud futurs, ou comme devenaient orientales les belles avenues dégradées d'ordures. Le voyageur averti voyait bien aussi l'isolement des jeunes directeurs, condamnés à taper eux-mêmes leur courrier tant ils étaient dépourvus de collaborateurs acceptables. Il voyait aussi, dès qu'il quittait la périphérie immédiate d'Alger, un pays qui insoucieux de cette façade californienne dérivait doucement vers les habitudes de ses ancêtres nomades.

L'option 19 mars 1963

Mais enfin l'option n'était pas prise. Elle le fut le 19 mars 1963. Elle eut pour occasion l'explosion au Sahara de la bombe française. N'attachons pas à ce dernier fait une importance historique. Aussi adversaire soit-on de la politique nucléaire du Général de Gaulle, on ne peut lui attribuer ce revirement de M. Ben Bella. Celui-ci savait déjà en mars 1962 que le Général de Gaulle n'était pas homme à renoncer à une possibilité qu'au prix des plus lourdes contreparties il avait fait inscrire dans les accords d'Evian. M. Ben Bella, de décembre 1962 à mars 1963, c'est-à-dire pendant la lune de miel de la Coopération, savait déjà parfaitement que la France poursuivait ses expériences au Sahara. Le 19 mars ne fut qu'un prétexte...

... Un prétexte extrêmement révélateur des intentions du Président algérien pour le présent comme pour l'avenir. Pourquoi saisir cet événement pour motiver le plus terrible revirement ? Les français sont arrêtés, si maltraités dans les prisons que lorsqu'on parvient à les en sortir et à les expédier vers la France c'est pour y demeurer pendant des semaines à l'hôpital. Les nationalisations se font spectaculaires. Elles se font au mépris flagrant des accords. Elles se font contre l'intérêt le plus évident de la nation algérienne. Dans un pays menacé de disette, elles créent un grave risque de diminuer la production. Dans un pays à balance déficitaire, elles ont toutes chances d'accentuer ce déficit. Qu'importe, c'est une lancée ! Ce qu'on cherche c'est le geste qui stupéfie, c'est le romantisme d'une aventure.

Le fait d'avoir choisi l'éclatement de la bombe pour prétexte à une nouvelle politique est donc symptomatique. Ben Bella était décidé à changer son orientation. Il a saisi cette occasion, car la bombe atomique française est fort mal vue des dirigeants d'Afrique Noire. L'idéologie joue un rôle dans leur hostilité. Beaucoup plus, l'erreur commise par le Gouvernement de M. Michel Debré quand, après avoir décidé que la bombe devait éclater en Corse, le Premier Ministre, pliant devant la réaction des insulaires, choisit pour cette expérience l'espace saharien. Un tel revirement, selon les Africains, sent son néocolonialisme. M. Ben Bella a vu dans l'explosion du 19 mars le tremplin dont il pouvait se servir pour se lancer dans une grande politique étrangère pan-africaine.

Surtout qu'un événement allait lui enlever tout frein dans sa politique hasardeuse. A toutes ses étapes, l'histoire de l'Islam se présente comme une tension dialectique entre le Cadi et le Madhi. Le Cadi, un peu Sancho Pança de cette rencontre, c'est le magistrat, le raisonneur, l'homme à la fois bourgeois et terrien des subtilités juridiques et des prosaïques intérêts. Le Madhi, c'est le prophète, l'homme des trépidations et des transes, l'inspiré, le visionnaire. Auprès de M. Ben Bella, son Ministre des Affaires Étrangères, Khemisti, jeune kabyle à la solide et virile intelligence, était le Cadi. Il est assassiné. Or, modérateur de tempérament, il était le bon génie de M. Ben Bella. Lui disparu, le Madhi Ben Bella ne connaît plus ni frein ni entrave. Il fonce.

Plus personne, depuis ce 11 avril où Khemisti est assassiné, n'exorcise plus le démon de Ben Bella. Sans doute ceux qui craignent l'aventure se rassurent-ils en constatant l'invoyable fiasco que constitue le voyage à Alger du Président Nasser. Ils imaginent qu'après ce échec tragi-comique Ben Bella va se rapprocher de l'Occident. Ils se trompent. Si à Alger les signes se prononcent contre Nasser, si le bateau qu'il a donné coule par le fond, si ce voyage porte la malédiction de plusieurs morts, Ben Bella en est confirmé dans la conviction que, son frère rival n'ayant pas la baraka, c'est à lui désormais qu'appartient de prendre la tête de l'Afrique et, ce faisant, de restaurer l'Islam dans la splendeur politique de ses premiers siècles.

Le pays de la fuite en avant

Il fonce. Les Français sont de nouveau arrêtés et maltraités. Il fonce, et il nationalise à outrance, des boulangers, des bouchers, des taxis. Souvent d'ailleurs on lui force la main. Quand le gouvernement ne veut pas nationaliser une entreprise qu'il estime trop délicate à gérer, les préfets et les sous-préfets passent outre à son opposition dès lors que la section locale du FLN a décidé cette nationalisation. En fait, cette impulsion redoutable est la répercussion incalculable des discours de Ben Bella. C'est bien celui-ci qui lance à coup de mesures économiques désordonnées son économie prétendument socialiste. A la conférence d'Addis Abeba entre chefs d'États africains, il recueille un succès d'estime. Ce succès le confirme à ses propres yeux dans sa mission. Je le tiens de ses plus proches collaborateurs : Ben Bella est depuis lors persuadé que les yeux des masses d'Afrique Noire se sont tournés vers lui. Dès lors, le verrou des dernières prudences saute. Il est prêt à défier le Général de Gaulle qu'il a ménagé jusqu'ici. S'il ne nationalise pas les pétroles ce n'est plus pour respecter les accords d'Evian, depuis longtemps criblés de trous, mais uniquement par crainte de difficultés techniques. Il est prêt aux gestes inconsidérés, car il est persuadé que le gouvernement français lui pardonnera tout et continuera de le subventionner. Peut-être l'incroyable mollesse du secrétaire d'État Jean de Broglie l'encourage-t-il dans cette voie. Celui-ci n'a-t-il pas la solide réputation de tout céder et de démentir ses subordonnés dès que ceux-ci opposent la moindre résistance aux prétentions algériennes ? Mais surtout, de l'aveu de certains de ses proches, Ben Bella est persuadé que la France ne cessera pas de lui verser des centaines de milliards, parce qu'il s'est mis en tête qu'elle a besoin de son intermédiaire pour maintenir ses liens d'amitié avec l'Afrique Noire. Étrange illusion !

Aucune rencontre n'est plus naturellement explosive que celle du Maghreb et de l'Afrique Noire. La mémoire des peuples est tenace. Elle s'appelle souvent rancune et elle prend force d'instinct. Au-delà de leur conscience, les Africains noirs savent qui, pendant des siècles, les a traînés en esclavage. Et pourtant, le délire de M. Ben Bella n'est pas pure imagination. Les jeunes, en Afrique Noire, professent des idées avancées. Ils s'irritent surtout de voir les places confisquées par leurs devanciers immédiats. Dès lors, un certain style révolutionnaire, adopté par M. Ben Bella, les séduit. Les trances de celui-ci les exaltent. En conséquence, la tentation s'accroît en lui d'outrer son style afin de s'attacher toujours plus cette clientèle. Le socialisme algérien est avant tout une aventure – délirante – de politique étrangère.

Fuite en avant qui sert aussi des desseins de politique intérieure. Car sévit la rébellion kabyle et Ben Bella veut en détourner l'attention en même temps qu'à son profit il réchauffe une ferveur nationaliste retombante. En Europe, on a exagéré l'importance immédiate de la rébellion kabyle à ses débuts, pour ensuite en minimiser le retentissement. Lancée trop tôt, cette rébellion n'a qu'une chance de succès immédiat très limitée. Quand on lira ces lignes, on pourra même la croire apaisée. Elle semblera se terminer en palabres... pour un temps. Car en profondeur le fait kabyle, ou plus largement le fait berbère, demeure. Là encore, la vieille sociologie persiste. Les kabyles avaient vu dans la révolte contre la France l'occasion d'une revanche contre l'arabe. N'avaient-ils pas encadré la révolution ? Ben Bella les a frustrés de cet espoir, même si le peu d'administration qui tente de régir encore le pays est entre leurs mains. De quelque façon qu'elle se conclue, l'affaire récente n'est qu'un épisode nouveau dans une lutte millénaire. Plusieurs fois millénaires même. Cette querelle est la plus vieille querelle du monde, celle de Caïn le laboureur et celle d'Abel le pasteur (et on voit que la Genèse a été écrite par des bergers nomades !). Cette querelle sera encore longtemps la trame historique de l'Algérie.

Les kabyles beaucoup plus occidentalisés, frottés d'Europe par de nombreux séjours en France, sont certes mieux à même que les arabisés de gouverner l'Algérie. L'Occident doit-il souhaiter que se rapproche leur succès, inéluctable mais peut-être lointain ? Il faut savoir que tout n'est pas rassurant dans leurs tendances. Sans doute, Ben Bella, à travers ses nationalisations incohérentes, a-t-il dans les faits dépassé d'ores et déjà le socialisme pour atteindre à un communisme pratique. La Russie n'est pas toujours allée aussi loin que lui dans la nationalisation du petit commerce ou de l'artisanat. Son socialisme algérien a d'ailleurs ce caractère inattendu d'épargner beaucoup plus les grosses entreprises que les petites et de s'en prendre plus au boutiquier M'Zabite qu'au gros capitaliste européen. C'est qu'il a pour limite, et j'y fait déjà allusion, le manque de cadres intermédiaires formés. On peut « par les moyens du bord » faire fonctionner un petit atelier de chaussures, une boutique de coiffeur ou un taxi. Si on échoue, les conséquences sont peu visibles. Cet échec n'entraîne pas un accroissement sensible du chômage. Que sombre sous une gestion de fantaisie un grand complexe textile ou une entreprise sidérurgique, le retentissement de cette faillite sera grand. Des difficultés sociales en résulteront. Mais si Ben Bella est en voie d'instaurer un communisme pratique, il est fort éloigné du communisme doctrinal et encore moins inféodé au camp soviétique. Il se sent même en rivalité avec cette forme politique non islamique. Au contraire, le kabyle, plus occidentalisé, davantage formé dans les écoles primaires françaises ou les ateliers de la banlieue parisienne, risque de voir dans le communisme un principe actif d'ordre et d'organisation. La tendance sera d'autant plus forte que sous le double choc de la colonisation puis de la décolonisation, l'Algérie ne possède plus guère de structure d'encadrement. Ce n'est pas à Hassan II que la révolte kabyle apportera le Maghreb uni.

Face à « nos frères marocains »

Car la situation, et c'est pour Ben Bella une autre raison de fuite en avant, s'est encore compliquée du heurt avec le Maroc. En face d'un Maroc dont ce choc a réunifié les esprits, mais qui évite l'exaltation et les transes, M. Ben Bella se livre au délire nationaliste. Il n'en est pas dupe lui-même mais il essaie de procéder à la liquidation d'une unité maghrébine dont le leadership ne lui serait pas assuré, tout en détournant l'attention de l'ordre et de la relative prospérité que la sagesse de ses souverains a assuré au Maroc. Pourtant, dans ce pays, bien des choses sont déconcertantes. C'est dans un palace, fort loin de sa capitale, que dans cette période de conflits s'est installé le souverain. Pour trouver, alors qu'on se bat, le chef d'État-major général, le mieux est d'aller boire une orangeade au bar de la Mamounia. Le Ministre des Affaires Étrangères siège souvent dans les jardins de cet hôtel. Ce sont là coutumes de princes orientaux, mais une incroyable déperdition d'énergie en résulte. Cela dit, assez curieusement, au Maroc même la querelle avec l'Algérie entraîne des conséquences défavorables à l'Occident. Cette querelle n'est pas étrangère aux remous provoqués par un article sur la « maroquinisation » du commerce, article à l'origine sans fondement, mais que le Palais n'ose démentir, car cette maroquinisation profiterait à des membres influents de l'ISTIQLAL, cette opposition de droite qui, sous le coup du conflit avec l'Algérie, s'est rapproché du gouvernement royal.

Selon toute probabilité, on peut penser, au jour où j'écris, que le conflit entre l'Algérie et le Maroc se résoudra beaucoup plus par la palabre que par les armes. Il n'en est pas moins une ombre en plus sur l'avenir immédiat de l'Algérie.

La retombée vers l'Orient

Quel sera-t-il, cet avenir ? Beaucoup d'étrangers s'agitent dans l'espoir de modeler cet avenir à leur image ou à leur profit, ou encore, surtout du côté européen, dans l'espoir de conclure quelques affaires sans courir de grands risques, car bien souvent les investisseurs engagent plus les fonds de leur État que le leur propre. Mais ce destin, ils n'influeront pas sur lui. Le clan socialiste, à l'exception des yougoslaves, a trop heurté les algériens, dans tous leurs comportements, pour que sa pénétration soit profonde. Les américains sont honnis par principe et quoi qu'ils entreprennent. Quant aux Européens, j'ai rencontré beaucoup de leurs missions. Leurs hommes d'affaires remplissaient les halls du Saint-George et de l'Aletti. Mais ils repartaient déçus n'ayant pas trouvé le minimum d'ordre qui leur permette d'entreprendre quoi que ce soit. Ainsi l'Allemagne Fédérale doit monter en Algérie, en principe à bref délai, vingt huit ateliers de confection. Les machines sont arrivées depuis longtemps. Elles rouillent sur les quais d'Alger, car au Gouvernement on n'a même pas encore déterminé où auront lieu les implantations, et la construction des bâtiments, en conséquence, n'est pas commencée. Sur ces vingt huit ateliers, un seul va ouvrir bientôt, à Djidjelli. Non, aucun de ces étrangers ne modèlera le destin de l'Algérie, mais plutôt la misère que développe une terrible crise économique. N'insistons pas trop pourtant sur cet aspect des choses. La baisse des niveaux de vie est frappante. Cet hiver on aura faim dans les campagnes. Dans les villes, malgré la chute de la plupart des importations, les stocks ne baissent que lentement (trop lentement en tout cas aux yeux de ceux qui craignent d'être nationalisés). A la rentrée scolaire, contrairement à la coutume, les parents n'ont pas renouvelé le trousseau des enfants. Les vêtements confectionnés pour homme s'écoulaient encore assez bien, parce que dans son ménage le musulman se sert le premier. Mais la confection féminine ne se vend plus, comme se vendent peu des articles naguère aussi recherchés que les parfums ou les fards. On se tromperait pourtant en croyant que cette misère sera forcément génératrice de révolte. Ce serait raisonner à l'européenne. La capacité d'endurer la misère est presque sans limite dans un tel pays. En outre, le musulman supporte n'importe quel régime, aussi agressif soit-il, accepte n'importe quel désordre établi

dès lors qu'il est islamique. La révolte ne pourrait venir que de la faible pellicule d'occidentalisés, de la bourgeoisie. Celle-ci, déjà décimée par la guerre, est écrasée par les nationalisations. Une classe commerçante pourrait se constituer sur la ruine des Français. Ben Bella a fait en sorte de l'étouffer à peine née. Dès lors, dans l'immédiat, ce qui modèle le destin algérien, c'est une forme d'inertie : la retombée dans l'Orient. C'est une certaine habitude retrouvée de vivre hors de la temporalité, de jouir de l'instant, et d'abandonner à Dieu l'avenir. Que restera-t-il dans quelques années des orgueilleuses cités de Jacques Chevalier qui ceignent Alger ? Mais plus que jamais, dans le soleil d'automne, la Kasbah apparaît comme le cœur d'une El Djezaïr retrouvée.

Proche avenir le plus probable, cette retombée dans l'Orient. Mais il n'est encore qu'une étape avant que ne naisse la véritable Algérie. La colonisation française, en cent trente ans, n'avait recouvert l'Algérie que d'un vernis. Pourtant quelque chose restera ou plutôt vivra de ce qui fut une pénétration occidentale. Les peuples tentent de récuser de tels héritages, mais ils ne le peuvent car ils l'ont mêlé à leur sang. Quelque chose même de cet héritage se perpétue. Les instituteurs français sont plus nombreux que jamais, et M. Ben Bella en réclame toujours davantage. Pour l'instant, le poids d'une ancestralité retrouvée orientalise – et combien vite – l'Algérie. Mais cet héritage assumé, elle découvrira qu'elle ne peut plus s'en contenter.

Alors elle retrouvera sa vocation propre, sa vocation maghrébine de pont entre l'Orient et l'Occident. Peut-être, au-delà des épreuves qui l'attendent encore, jouera-t-elle un très grand rôle dans l'histoire future de la civilisation. Haut destin même probable. Puisse d'ici là, pour elle et pour nous, ce temps qu'elle n'évalue pas ne pas trop durer.

Peut-on coopérer avec l'Algérie ?

17/6/1964

Le principe même de l'aide que la France apporte à l'Algérie est âprement discuté. Que dis-je? Les déceptions qu'elle apporte, les rebuffades de M. Ben Bella sont le meilleur aliment de la campagne cartériste. Toute l'aide française au Tiers Monde peut périlcliter dans un raz de marée qui n'aura pas d'autre origine. Dans leurs conférences intercontinentales, les chefs d'États africains auraient intérêt à avertir le Président algérien du péril qu'il leur fait courir. Parallèlement, l'impopularité de l'aide à l'Algérie est, en France même, une cause de faiblesse pour le Pouvoir. L'opposition a beau jeu de s'acharner contre elle, et d'autant plus que le Secrétaire d'État aux Affaires algériennes, M. Jean de Broglie, met de l'obstination à compromettre l'ensemble du Pouvoir avec l'action de son propre Département, répétant que la coopération avec l'Algérie est le test des rapports entre la France et le Tiers Monde, ou encore le test de la coopération possible entre un État d'économie libérale et un État d'économie socialiste.

Au dossier de ce débat, je ne voudrais qu'apporter quelques pièces. La France trouve-t-elle un intérêt dans sa coopération avec l'Algérie ? L'aide peut-elle être efficace et trouver les nécessaires structures d'accueil ? L'économie de l'Algérie est-elle vraiment si socialiste qu'on le dit pour l'en blâmer ou pour l'en louer ? Quelques éléments d'appréciation sur ces divers points éclaireront peut-être le débat où l'opinion publique de notre pays est engagée.

X
XX

Chaque fois que je retourne en Algérie depuis l'indépendance, je suis frappé par la même impression (je l'ai déjà exprimée à diverses reprises) : celle d'un pays qui, si j'ose dire, « flotte dans sa peau ». Tout est à une échelle trop large pour sa vie économique actuelle. On sent une disproportion entre des buildings comme le Mauritania ou les cités de Jacques Chevalier et les magasins aux vitrines attristantes de vide. L'équipement ferroviaire, autrefois décrit comme insuffisant, apparaît inemployé. L'Algérie pour le voyageur qui débarque (et j'y suis retourné trois fois) donne plus un sentiment de survie que de vie. Elle mène une existence repliée, de plus en plus repliée, grâce à un équipement assez neuf pour que la dégradation n'en soit que lente, équipement qu'on répare vaille que vaille au gré des jours. Cette existence atonique et somnolente peut d'ailleurs durer très longtemps. On s'habitue, là-bas, à vivre dans un progressif évanouissement économique.

Telle est du moins l'impression donnée par ces villes dont toute la population traîne ses jours. Déjà, pendant la guerre, on éprouvait en Algérie une extraordinaire sensation d'attente. Je me rappelle avoir écrit ici-même : « Toute l'Algérie attend Godot ». Interminable attente, attente renouvelée et plus passive encore de ces foules stagnantes, à Bône, à Oran, à Constantine. Hélas ! Plus que jamais Godot tarde à venir.

Cette attente, cet enlèvement ont quelque chose de surprenant pour un homme habitué aux ferveurs des autres États du Tiers Monde. L'Algérie apparaît stupéfaite et comme hébétée par sa propre indépendance. On croirait que celle-ci la dépasse. Trop d'événements se sont précipités, trop de régimes ont été évoqués, trop de systèmes politiques rejetés à peine inventés. L'an II de l'indépendance porte le deuil de tous les lyrismes et de tous les enthousiasmes attendus.

L'impression est d'autant plus vive que les dernières années de la présence française avaient, elle, brassé beaucoup de lyrismes et beaucoup d'enthousiasmes. Le Plan de Constantine prétendait secouer les énergies, et, malgré les inquiétudes et les revirements politiques parallèles à sa mise en œuvre, il en a véritablement secoué. L'expansion, pendant ces années extravagantes, fut souvent verbale, mais réelle aussi. Or, loin de marquer une volonté de nouveau bond en avant, l'Algérie indépendante s'arrête et même recule. Lors d'un voyage, en février 1963, j'avais cru que l'expansion allait reprendre. J'avais cru que l'arrêt n'était dû qu'aux séquelles des dramatiques sursauts de l'OAS. Ces plaies se cicatrisant, une Algérie nouvelle allait naître. Singulière erreur ! Dès un premier retour, en juin 1963, cet espoir se révélait illusion. Quelques investissements décidés au temps du Plan de Constantine ont été poursuivis, mais aucune volonté nouvelle ne s'est manifestée.

Car l'Algérie apparaît le seul pays du Tiers Monde à n'être pas soulevé par une mystique de l'industrialisation, alors qu'il se dit pourtant socialiste. Les ambassadeurs des pays de l'Est en sont encore plus surpris que nous. Je serais étonné que leurs gouvernements fissent fond sur l'Algérie autant qu'on nous le prétend, sinon pour s'assurer quelque tremplin militaire. D'eux et de nous, nous ne sommes pas les plus déroutés...

X

XX

Les causes de cette rétraction générale de l'Algérie sont multiples, et je ne voudrais surtout pas que mon propos parût un réquisitoire, tout au plus une tentative d'explication. Dix années de la plus effroyable histoire méritent à ce pays beaucoup d'indulgence. Et puis on n'insistera jamais trop sur l'importance du fait qu'il a perdu d'un seul coup à peu près tout ce qui constituait ses « cadres intermédiaires ». L'exode des « pieds noirs » l'en a privé. Les Kabyles pourraient combler en partie le vide, mais on connaît leurs rapports avec le Régime. Or si on admet que l'absence de cadres intermédiaires est un des symptômes majeurs du sous-développement, en même temps qu'une des pires structures de refus au progrès, on voit quel redoutable pas en arrière a été franchi. A une telle situation, nous ne

voyons guère de précédent historique. Ajoutons que ce phénomène se conjugue avec le manque de formation de beaucoup de cadres politiques. Qu'eut été notre reconstruction si, en 1945, le pouvoir avait été pris par les FTP ?

Ainsi s'explique sans doute non seulement cette espèce de rétractation de l'Algérie, mais son incapacité de déterminer dans quelle économie elle veut s'engager. L'absence d'un vrai Plan frappe tous les observateurs (on ne peut qualifier de Plan les espèces de nomenclatures qui en tiennent lieu). L'Algérie manque de capitaux, mais elle peut, comme d'autres, obtenir une aide extérieure. Elle ne se fait guère insistante pour l'obtenir et quand notre Parlement, non sans raison, blâme le Gouvernement pour l'ampleur des sommes promises à M. Ben Bella il devrait savoir que toute une part de ces sommes, l'aide liée (seule susceptible d'efficacité dans un tel pays) demeurent à peu près inentamées, le Gouvernement algérien agissant comme s'il désirait plus retarder l'ouverture des crédits que la hâter. Cette absence de Plan engendre une incertitude fondamentale : que fabriquer et pour le vendre à qui ? Quand il était ministre, M. Khalifat Laroussi a parcouru la terre à la recherche de crédits. Il a multiplié les déclarations tonitruantes et fait sourire les interlocuteurs les plus bienveillants. Depuis son départ, on a un peu cessé de « moudre du vent », mais aucun projet ne prend corps, sinon l'étrange complexe textile de Mirabeau monté avec un matériel trouvé trop vétuste pour elle par l'Égypte et qui le condamne à l'échec, sinon un projet de sucrerie. On parle aussi d'une usine de tracteurs et bien entendu on rêve d'une seconde raffinerie de pétrole avec prolongement de pétrochimie. La sidérurgie de Bône va peut-être ressusciter. Mais quel manque de conviction à la lancée tous ces projets !

X
XX

Repli, rétraction, restriction : ces mots reviennent constamment sous la plume quand on essaie de décrire la situation de l'Algérie. Restriction du crédit, par exemple, les fournisseurs étrangers ayant perdu toute confiance et les crédits bancaires se faisant avarés. Repli, restriction... les consommateurs européens ont disparu. Même les Français qui demeurent ne sont pas des consommateurs. Allez à la messe : vous vous croirez en 1905 quand seules les vieilles dames hantaient les églises. La survivance des pieds noirs, ce sont de pauvres vieux, des veuves surtout, qui n'ont pas voulu quitter leurs bibelots ou s'éloigner de la tombe familiale ; qui ne savaient où aller non plus (je ne pense jamais sans angoisse à cette mendicante européenne toujours assise sous une porte dans le bas de la rue Michelet). Les fonctionnaires d'assistance technique ? Pourquoi achèteraient-ils en Algérie plus cher ce dont ils peuvent s'approvisionner en France pendant leur congé ? Les élites musulmanes, habituées à une existence européenne, jugent prudent de vivre sous une austérité couleur de muraille. Dans l'Algérie 1964, on n'attire pas l'attention sur sa fortune. Au surplus, la fiscalité réduit au maximum les possibilités des classes un peu privilégiées.

Tout un secteur de consommateurs, donc un secteur de vie économique, a disparu. Reste à savoir si la masse constitue un marché et représente un facteur de reprise. Ici, les symptômes seraient plutôt encourageants. Certes le chômage et le sous-emploi restent les plaies de l'Algérie, mais dans ces derniers mois la consommation de certains articles de base – café, sucre, produits laitiers – a dépassé de beaucoup les prévisions. Le niveau des ventes textiles est relativement élevé. Dans les villages on reconstruit, non pas sous l'égide de l'État, mais chacun pour soi. Les importations de bois de charpente, de tuiles de couverture, de ciment pour parpaings sont importantes – tout cela surtout dans le Constantinois où les Européens ne représentaient qu'un dix septième de la population (ils étaient un sixième en

Oranie). Serait-ce le signe d'une sorte de retour aux sources que la région la moins européanisée soit la première à renaître ?

Un point capital serait à éclaircir : dans cette renaissance à ras de terre sommes-nous en présence d'un simple phénomène de fuite devant la monnaie de population qui ont plus thésaurisé qu'on ne croyait et créent ainsi un marché momentané ou au contraire une sorte de reconstruction spontanée du pays par cette masse paysanne dont M. Ben Bella prétend être l'expression ? La réponse à cette question serait capitale, mais je suis incapable de la donner, aucun de mes interlocuteurs, même les mieux informés, n'ayant osé la formuler.

X

XX

Car cette question introduit celle de ce socialisme algérien dont M. Boumaza, Ministre de l'Économie, orchestre le thème sur tous les registres, et dont, je l'ai déjà rappelé, M de Broglie veut faire l'élément d'un test de la collaboration entre une économie libérale et une économie socialiste. En effet, et quitte à surprendre, j'affirme que, pour le moment, le socialisme algérien n'existe pas ; qu'il se réduit à des affirmations de principe. Comme me le disait un ami : il est entièrement né de l'exode des Français. On a saisi leurs biens : le mot « socialisme » était un euphémisme commode pour éviter celui de spoliation. Un secteur socialisé s'est créé par le vide spontané du secteur libéral. On l'a étendu plus par politique pure, par hargnes locales et anarchie d'une administration provinciale improvisée que par doctrine. Cette doctrine, elle a été proclamée par la suite, mais – curieusement - dès lors que les nationalisations sont apparues comme sa conséquence, elles ont pratiquement cessé. On ne peut considérer comme significative de socialisme une mise en régie du tabac et des allumettes. La nationalisation du commerce de la ferraille recouvre de très obscures histoires qui lui enlèvent toute valeur probante. Demeure une seule nationalisation délibérée, celle de la meunerie et des pâtes alimentaires. Elle a été décidée mais du texte qui devait l'instituer ne sont parus que les derniers articles : ceux sur l'indemnisation !

Sans doute en application des déclarations de M. Boumaza, un secteur est-il apparu destiné par priorité à la socialisation, suivant le précédent du Mali et de la Guinée, voire de la Tunisie : le commerce extérieur. Mais ici les déconvenues ont été nombreuses. On cite des anecdotes qui, pour être pittoresques, n'en sont pas moins véridiques. Ainsi l'aventure des moutons importés de Yougoslavie et qu'on avait oublié de nourrir en route. Devenus fous lors de leur arrivée à Oran, ils se sont jetés sur les agrumes qui attendaient au port d'être chargés et les ont âprement dévorés ; ils se sont précipités sur les dockers ; ils ont semé la panique dans la foule. On dut faire appel à la troupe. Les erreurs de cette Direction du Commerce Extérieur ont été si nombreuses que la plupart de ses dirigeants, coupables ou non, ont été jetés pêle-mêle en prison. Ils peuplent à présent Barberousse.

Cette aventure illustre, après l'affaire de Guinée, après celle du Mali, une constatation fondamentale : les pays du Tiers Monde se proclament à l'envi socialistes ; ils font du socialisme leur panacée, or aucun socialisme n'est viable sans une administration nombreuse, honnête et compétente, toutes qualités qui manquent à l'administration de ces pays. Karl Marx avait ses raisons de placer le socialisme à la fin de l'évolution industrielle. A ce point de vue l'exemple de la Chine prête à un contresens qui risque de précipiter tout le Tiers Monde dans une irréparable erreur. Car la Chine n'était pas un pays sous-développé, mais un pays à développement non rentable que le socialisme a ou n'a pas (je n'ouvrirai pas pour l'instant le débat) rendu efficace. La Chine était, à sa façon, développée – de l'acuité intellectuelle à l'héroïsme du labeur, à la merveilleuse habileté manuelle. Pour elle le problème n'est pas un vrai problème de développement mais un problème d'orientation et d'organisation de l'effort. D'où le contresens à conclure de son exemple que le socialisme

peut convenir à des pays sous-développés. Le socialisme n'est pas une chance pour l'Algérie non plus que la coopération franco-algérienne, qu'elle s'établisse ou non, ne peut être le test d'une collaboration entre systèmes économiques différents.

X
XX

En fait dans ses deux premières années d'indépendance, on n'enregistre en Algérie qu'un fait vraiment important : le retour à l'Islam. On va se récrier que je suis un naïf et que cet Islam très proclamé n'est guère que verbalisme et presque un déguisement. Et c'est vrai : la foi morte n'est sans doute pas ressuscitée. Mais les mœurs se réintroduisent, la communauté se reforme et l'Islam est encore beaucoup plus un ensemble (je dirai même un conservatoire) de mœurs et une communauté qu'une foi. Verbalisme, l'Islam officiel de l'Algérie : mais par exception un verbalisme créateur. L'observance du Ramadan, l'interdiction de vendre l'alcool, auront eu une portée constructive.

Constructive ?

Ici intervient le drame de tout l'Islam contemporain. Son triomphe en Algérie peut avoir deux sens. Il peut signifier la retombée dans l'archaïsme. L'actuelle stagnation économique, l'absence de dynamisme sont une cause de cette retombée en même temps qu'elles la provoquent. C'est une inconnue majeure dans l'aventure de notre temps que le devenir du monde musulman. Restera-t-il ce monde de contradiction et de désaveu, cet Abraham brusquement plongé dans l'ère atomique et qui s'accroche à soi-même dans le refus et la malédiction ? Continuera-t-il de condamner ses modernistes et ceux-ci s'obstineront-ils à regarder plus en arrière qu'en avant ? Ignorera-t-il toujours les valeurs spirituelles des autres peuples, les considérant comme les simples détenteurs de recettes techniques ? En ce cas le manteau de l'équipement algérien apparaîtra toujours plus exagérément vaste pour un pays où les ruines des villes européennes rejoindront celles de Tingad et de Tipasa. Le désert moral d'un Islam stratifié envahira lentement le Tell de la culture et du développement. Ou bien, seconde hypothèse, l'Islam comprendra-t-il que nous ne sommes pas seulement les détenteurs de recettes techniques, mais qu'à travers nos propres épreuves nous avons appris les maîtres-mots qui à leur spiritualité ancestrale peuvent redonner vie ? Un jour viendra peut-être où le monde musulman admettra qu'il vit enfermé dans une impasse. Or nous pouvons d'ores et déjà témoigner à ses yeux, s'il veut les ouvrir, qu'à cette impasse existe une issue.

S'il veut ouvrir ses yeux et si devant lui, auprès de lui, nous vivons suffisamment de l'esprit pour apprendre à l'Islam que ce monde moderne qu'il récuse d'instinct et encore plus par inertie, préférant à l'action, l'ancestral sommeil, est perméable à l'esprit, ce jour-là prendra peut-être fin la misère profonde de l'Algérie. Alors cette terre où tant de sang fut versé, tant d'injustices commises, tant de fautes et tant de péchés, mais aussi tant d'efforts accomplis et tant de sacrifices consommés, alors cette Algérie, que de voyage en voyage j'ai vu depuis l'indépendance s'enliser, sera peut-être le partenaire d'une coopération efficace et un certain développement culturel et moral fera du socialisme autre chose qu'un mot alibi pour fuir les réalités : non avant.

Situation algérienne encore dégradée

8/10/1964

Un voyage éclair en Algérie m'a permis quelques constatations, hélas ! peu satisfaisantes.

Les élections ont amené une unanimité pour le FLN. Même pas d'abstentions ! Il eût été évidemment dangereux de ne pas figurer sur le registre des votes. Désormais, 120 députés vont voter comme un seul homme. Même le peu d'observations que présentait une opposition timide et menacée ne pourra plus être formulé. Par contre, tout m'a laissé prévoir un remaniement ministériel, et en particulier l'éclatement en trois morceaux du Ministère des Finances et des Affaires Économiques de M. Boumaza.

Mais surtout l'administration achève de se désagréger. A titre confidentiel, nous pouvons indiquer que lorsque ledit M. Boumaza rentrera de Chine, il se trouvera en présence de 40 démissions de ses meilleurs fonctionnaires. Ceux-ci estiment n'être plus en mesure de travailler.

Enfin, l'affaire dite des Bachaghas, c'est-à-dire la confiscation des biens des « collaborateurs », apporte un nouveau frein à une économie déjà en panne. En effet, les biens déjà vendus par les personnages visés sont confisqués en quelque main qu'ils soient passés. Quant aux dépossédés, on ne leur laisse que le vêtement qu'ils ont sur eux.

Le socialisme sous sa forme la plus brutalement stalinienne s'implante de plus en plus, malgré les déclarations lénifiantes de M. Boumaza en juillet. Il est vrai qu'il est tempéré par une anarchie qui donne à réfléchir. Confisqué depuis six mois, un magasin comme « Les Galeries de France » ne peut ouvrir à nouveau faute d'être doté d'une direction. Que dire lorsqu'il s'agit d'une entreprise industrielle. De même, le Commerce Extérieur est confié à des Groupements qu'on ne parvient pas à constituer.

Anarchie encore dans un contingentement qui se généralise. C'est ainsi que le contingentement des voitures automobiles ayant été décrété en juillet, aucune licence n'a encore été attribuée.

Enfin, la fiscalité écrase les dernières entreprises. En 1964, elles ont dû supporter l'arriéré depuis juillet 1962 jusqu'à fin 1963, car l'industrie n'avait pas permis le recouvrement des impôts, puis elles ont dû acquitter les impôts de 1964. Maintenant on leur réclame, à titre provisionnel, quatre mensualités de 1965...

Chaque fois qu'on se rend en Algérie, on constate que ce pays a descendu un nouveau palier.

Vers une NEP algérienne ?

1965

Il s'est établi dans notre pays comme une conspiration du silence. Nul n'y parle plus de l'Algérie sinon pour souligner quelque incident désagréable qui, pour quiconque depuis un an est retourné à plusieurs reprises dans ce pays, apparaissent comme un résidu de l'anarchie antérieure. Cette conspiration repose sur une triple complicité, celle d'un Pouvoir qui n'a pas lieu d'être fier qu'on évoque le souvenir d'une affaire qui ne pouvait pas bien finir mais a trouvé la pire issue ; celle d'une droite qui va répétant « je l'avais bien dit » et néglige systématiquement d'analyser une situation dont chaque aspect positif lui est une offense ; celle d'une gauche, qui devant la somme d'erreurs accumulées en Algérie de 1962 à 1964 traverse une crise de dépit amoureux, et, elle aussi renonce à l'analyse pour s'enfermer dans une humeur bougonne mais quand même un peu satisfaite dans la mesure où ces erreurs algériennes nuisent à un gouvernement français qu'elle avait de solides raisons de mésestimer. Ainsi les évolutions d'une Algérie fluctuante sont-elles restées ignorées de l'opinion française, pour qui pendant sept ans ce pays a représenté une telle somme de

souffrances qu'elle voudrait surtout ne plus y penser. Ainsi, quitte à surprendre, peut-on affirmer que la France n'a pas de politique algérienne.

Et pourtant que d'intérêts français et même que d'âme française dans cette Algérie qu'on oublie. La géographie ne s'est pas déformée : le Maghreb regarde toujours face à face nos côtes de la Provence. On parle beaucoup français en Alger ; les lycées de la Mission culturelle française comme nos établissements religieux sont assaillis. Il faut entendre l'accent de fierté d'un musulman quand il nous dit que son fils a été admis dans un établissements religieux. Certes, un siècle et demi, c'est court dans la vie d'un peuple. Mais ce siècle et demi a concordé avec une ère de grandes transformations. Certes l'Algérie, traumatisée par la guerre la plus atroce regarde vers son plus lointain passé. Elle risque de s'en laisser submerger. Pourtant rien ne demeurera-t-il de ce qui fut pourtant – avec bien des erreurs, des vices, des injustices, des palinodies politiciennes – une coulée de civilisation française dans le métal amorphe d'un l'Islam très retombé ? Oui, ce fut un éveil. Si du Donatisme au Kharejisme le choc de la guerre et de la pire des paix (pire par l'exode brusque de tout un encadrement) a paru submerger d'un Maghreb ante historique la récente histoire, avons-nous et le pouvoir et le droit de négliger l'Algérie ?

Je sais. J'ai été bien près de désespérer. Je l'ai exprimé en quelques articles. Peut-être moi aussi ai-je sombré dans le dépit amoureux ? N'était-il pas éprouvant, aussi, de voir un pays achever lui-même la ruine de ce qu'en Alger on appelle pudiquement « les événements » et qui fut une guerre atroce presque à la fois guerre civile et guerre étrangère ? Pendant deux ans, je n'avais vu de voyage en voyage que dégradation. J'ai désespéré de l'Algérie, avec la violence de mon amour pour un pays que je connais de Tlemcen jusqu'à Tebessa et depuis le Tell jusqu'à Thouggourt. Et puis je viens d'y retourner deux fois coup sur coup, après une absence d'un an, et ce que ni la presse, ni les observateurs ne m'avaient entre temps enseigné, je l'ai découvert : une modification dans les équipes dirigeantes qui a transformé l'atmosphère même du pays.

Pourtant l'Algérie ne m'a montré que son visage le plus maussade. Qu'est-il de plus sordide qu'Alger par la pluie ? La ville d'un seul coup semble moisir, et la mer d'un gris vineux (était-ce là l'épithète d'Homère ?) ne la baigne que pour l'endeuiller. La cité d'Alger est faite pour qu'on la voit de loin. La pluie la vide et elle en meurt. À chaque fenêtre les linges, paroi du beau temps, dégoulinent. On se terre dans les chambres glaciales d'un pays qui ne sait lutter que contre l'excès de chaleur. Tel est l'Alger que je viens de subir, et malgré lequel je rapporte quelque chose comme de l'optimisme.

La transformation ? Quelque chose revit dans les boutiques beaucoup mieux garnies. Elles traduisent un effort et un certain goût de l'abondance et du choix. Certes, bien des inquiétudes subsistent, et quand on retrouve de vieux amis, qu'ils soient kabyles, mozabites ou arabes, on ne les sent pas pleinement rassurés. Les Kabyles surtout, sont mal remis d'avoir été frustrés d'une révolution qu'ils croyaient faire à leur profit. Si l'exode d'une partie de leur communauté ne s'est produite que peu à peu et sans bruit, il n'en a pas moins ce caractère d'être, contrairement aux migrations antérieures, un départ avec femmes et enfants sans esprit de retour. (certains parlent, à tort ou à raison, d'une Algérie dékabylisée). Pourtant quelque chose a changé et j'y verrais un symbole dans la modification apporté à son vêtement par le Président Ben Bella : il a délaissé le treillis pour le veston et pour la cravate. Sa photo officielle dans les bureaux n'est plus celle du combattant, même s'il n'a pas encore revêtu la queue de pie d'un Bourguiba ou d'un Houphouët-Boigny. Est-ce transition s'il porte le complet veston ?

D'où vient cette évolution ? Aussi vieux routier que je sois du pays, je ne prétends pas en avoir analysé toutes les causes. L'échec des méthodes socialistes, dans un pays qui n'en possédait pas les moyens en fonctionnaires formés, a pris certainement un rôle déterminant. Le socialisme algérien m'avait toujours laissé sceptique. Simple voile pour

masquer les tâtonnements d'un pays neuf à la recherche de soi-même et l'anarchie constitutive à cette recherche comme à sept ans de désorganisation progressive. Mais ce vocabulaire prenait, si j'ose dire, substance par l'appui des coopérants du bloc soviétique. Ceux-ci, à l'exception des Yougoslaves, se sont rendus odieux et se sont montrés incapables. Les bulgares surtout. Et pouvait-il en être autrement. L'assistance technique de la Bulgarie à l'Algérie, c'était l'histoire d'un aveugle apprenant à lire à un borgne. Pour qu'on comprenne la saveur de l'anecdote que je vais conter, il faut savoir qu'elle m'a été dite par un algérien devant un coopérant bulgare. La voici. Mohammed était fossoyeur, métier qui ne le nourrissait plus. Il vient trouver son maire : « Jusqu'ici j'étais payé à la pièce. Avec le départ des Français, à la fin de la guerre, je ne m'en tire plus. Personne ne meurt. Je veux être payé au mois ». Le maire consulte la section locale du FLN. Il réunit le Conseil municipal. On décide de payer au mois Mohammed le fossoyeur. Huit mois se passent. Mohammed revient voir le maire : « Cela ne va plus, lui dit-il, je ne gagne pas ma vie. Je veux être payé à la pièce. » « Mais enfin, voilà huit mois tu m'as demandé toi-même d'être payé de cette façon. J'ai fait la palabre pour toi. J'ai consulté. Je me suis donné tout ce mal et tu n'es pas content ! Que se passe-t-il ? Tu ne sais pas ce que tu veux ». « Ah ! Oui ! Mais tu ne m'avais pas dit qu'un médecin bulgare allait s'installer dans le pays. » Le fait est qu'en guise d'assistance médicale, les Bulgares ont envoyé au lieu de docteurs des infirmiers qui outrepassant leurs capacités ont sur la conscience beaucoup de morts. À Bône on ne menace pas les enfants désobéissants du croquemitaine, mais du dentiste bulgare. « Anecdotes », me dira-t-on, oui, mais qui témoignent de l'irrespect avec lequel l'Est a considéré les Algériens. Ce peuple fier a ressenti les affronts.

Ce dégoût des pays socialistes, sinon du socialisme lui-même, a coïncidé avec une découverte : la présence de capitaux autochtones. Cette découverte s'est opérée à la faveur de l'échange de billets. M. René Mayer doit en frémir : les Algériens ont réussi où, après la Libération, lui-même échoua. L'échange des billets a déterré des sommes considérables qu'on avait cru détruites par la guerre (déjà voici un an on avait été surpris de voir circuler plus d'argent, que de mauvaises récoltes laissaient prévoir). Cet argent, pour le moment toujours gagé par la France, le Gouvernement algérien sent goût et l'urgente nécessité qu'il fructifie. D'où des appels à la mobilisation de l'épargne. D'où des sourdines au socialisme, et l'espoir de rendre attrayante des formules d'économie mixtes. Le socialisme n'était qu'un mot, inventé pour spolier le capitalisme étranger en usant d'un vocabulaire de bon ton international. Il était un vêtement du nationalisme économique. Dès lors que l'argent est algérien, le socialisme perd de son attrait lui qui n'avait jamais eu de vraie consistance doctrinale. La sagesse conseille de l'utiliser efficacement et qu'après l'échange les billets ne retournent plus dans les cachettes. Ainsi furent lancées des formules d'économie mixte, à la fois moyen de stimuler le placement, initiatives de l'État dans un pays n'ayant pas atteint le niveau des initiatives privées, et quand même, grâce à l'épithète « mixte », honorable défaite pour les apôtres du socialisme. Mais surtout, et c'est le mérite plus spécial de M. Larabi, on a su trouver un cadre sociologique proprement algérien pour modéliser une thésaurisation qui s'était opérée surtout dans le Constantinois : le village. C'était opérer la jonction entre la remontée Kharedjiste et même donatiste provoquée par le désarroi d'une victoire trop onéreuse, la plus vieille sociologie du pays soudain ressuscitée, et l'économie moderne. L'entreprise dite mixte est liée au village. Elle naît sous les yeux même du paysan. Il la sent quand même sa chose et non celle de ces gens des villes contre lesquels, inconsciemment, il dirige sa révolution. Cette orientation nouvelle est un enjeu.

Car une série de rencontres favorables n'eût quand même eu que peu d'effet, sans une équipe d'hommes intelligents et de caractère pour les exploiter. Ces hommes se sont trouvés réunis. Tandis que l'ONALO, dont les moutons d'Oran si souvent cités ne sont qu'une aventure parmi d'autres, trouvait un nouveau directeur M. Ramani capable en quelques

mois de rétablir son équilibre et d'en faire un rouage excellent de l'économie algérienne, l'ancien et monstrueux ministère de l'économie éclatait. M. Boumaza n'en conservait que le secteur industriel. Les finances passaient entre les mains d'un des hommes les plus capables d'Algérie, M. Smaïl Marhoug, tandis que l'ancien directeur du Commerce extérieur, M. Delleli, qui avait donné des preuves de sa capacité, devenait ministre du Commerce au moment même où M. Ben Bella tentait de remettre en ordre grâce à des groupements d'importateur au dirigisme nuancé, un commerce extérieur devenu incohérent.

Derrière ces hommes de valeur une éminence grise, aussi adroite que rayonnante, le Directeur de la Chambre de Commerce, M. Larabi, dont nous venons de parler, a exercé une influence prépondérante. À l'Industrie elle-même, un des Directeurs, M. Bennaï, tente d'heureuses remises en ordre, après les perturbations apportées par le premier des Ministres qu'ait connu ce département, M. Khalifa Laroussi. Le début de succès remporté en peu de mois par ces quelques personnalités suffirait à prouver, en démenti de toutes les maximes que ce sont les hommes qui font l'histoire et qu'il n'est pas de déterminisme que ne renverse notre volonté.

À ce mouvement, véritable NEP algérienne, ce qui manquerait peut-être, c'est une âme. Dans le désarroi qui suit une victoire pleine de gloire mais ruineuse, l'Algérie s'est réfugiée dans sa sociologie musulmane comme dans un sein maternel. Je dis bien la sociologie et non la foi. Tout le problème est que la sociologie entraîne la foi, mais une foi qui ne soit pas l'impasse des civilisations ante-islamiques et des nomadismes arabes dont le Coran, immuable et co-éternel à Dieu, s'est révélé le conservatoire. Peut-on l'espérer. Cette interrogation déjà posée, je la pose encore ? L'avenir de toute une humanité en dépend. Autrefois, quand déclinaient les lettres arabes, et partant cette civilisation, les chrétiens d'Orient les ont sauvées. Sur un mode plus haut, le christianisme qui acquiert en Algérie un prestige jamais atteint va-t-il, par l'osmose de sa présence, grâce à quelques équipes de jeune coopérateurs, redonner foi à l'Islam, mais une foi qui ne soit pas archaïsmes abrahamiques mais conscience d'un plan de Dieu entrevu par ceux des modernistes musulmans qui ont saisi la probabilité d'une suite logique dans les décisions divines ? Autre inconnue, ces jeune hommes, souvent trop nourris de notre rationalisme, sauront-ils au delà de l'application intelligente de la technique, retrouver une foi par quoi ces techniques répondront à l'âme d'un peuple qu'un long millénaire de prière a quand même pétri ?

La partie n'est pas gagnée, même si deux nouveaux voyages en Algérie m'ont rendu plus optimiste. Trop de postes sont encore remplis par des incapables et leur ignorance prétentive peut paralyser le pays. L'Algérie n'est pas encore guérie non plus du choc reçu. Après l'essor actuel des retombées sont possibles, certains diront même probables. Déjà en février 1963 j'avais cru pouvoir m'adonner à l'espoir. En juin suivant je désespérais. Un tel pays ne sort pas du chaos sans soubresaut et sa renaissance d'ascensions en retombées, s'étendre sur plus de dix ans. Importe seul le sens final de la courbe et c'est là qu'intervient l'orientation spirituelle et la possible redécouverte d'une foi encore à l'ombre.

J'ai vu beaucoup de choses se contredire dans ce pays plus qu'aucun autre versatile. Ces contradictions mêmes, le caractère mouvant des situations algériennes et la possibilité, partant, de leur imprimer une direction exigent que la France cesse de s'enfermer dans une indifférence boudeuse dont seule l'odeur du pétrole semble de loin en loin encore la tirer. Elles exigent de la France une vigilance spirituelle au regard d'un pays à qui elle a donné dont elle doit plus qu'elle ne croit et qui, mal rétabli de sa victoire, mais servi par d'admirables jeunes hommes, cherche son âme.

Étonnant socialisme algérien...

La Croix 1/2/1965

Notre époque pratique l'inflation du mot socialisme. Celui-ci en arrive à couvrir les réalités les plus disparates au point de perdre tout sens. Chez les nouveaux venus à l'indépendance, on achève de le vider de son contenu en le flanquant d'épithètes. Lors de leur jeunesse, les hommes d'État ont acheté ce vêtement au Quartier Latin : ils en habillent (et même, par mimétisme, ceux qui ne furent jamais étudiants) les comportements que leur imposent la volonté de développement, l'effort d'affranchissement national et beaucoup plus encore, les réalités du terroir.

Ainsi en va-t-il du socialisme algérien. Il nous déconcerte. Socialisme signifiait jusqu'ici tension vers la production industrielle. Le mot eut ce sens les premiers mois de l'indépendance. J'entends encore cet homme puissant du régime me dire, début 1963, dans son bureau du building gouvernemental : « Il nous faut ces usines avant 1964, sinon c'est un échec dont nous ne pouvons courir le risque. » Ces usines n'ont pas été créées : on n'a guère pris les moyens de les obtenir. L'échec n'est pas venu non plus. Socialisme signifie normalement idéologie : Alger est indifférent aux idées. En fait, on ne peut classer comme socialisme qu'une volonté croissante, encore marquée dans le dernier remaniement ministériel par le départ de M. Boumanjel, d'éliminer une bourgeoisie urbaine (souvent kabyle, il est vrai) qui avait cru capter à son profit l'indépendance. En réalité, le socialisme algérien (et telle est bien sa dimension, sa profondeur et, par certains côtés, sa noblesse) apparaît surtout une millénaire revanche des campagnes contre les villes. Ce sont elles, ces campagnes, qui dictent la loi. Les Ministres, encore dans la psychologie de maquisards, en émanent. Voilà sans doute pourquoi ont échoué les rebellions de Kabylie : la solidarité rurale l'a probablement emporté sur celle de la race. Voilà aussi pourquoi, alors que manquent tragiquement les cadres, on écarte des hommes qui pourraient en tenir le rôle.

Car, une fois de plus, se vérifie la grande loi de la décolonisation : elle est retour vers les sources. Par les fentes du vernis colonial éclaté, elle est remontée des plus anciennes traditions. Elle est résurrection du plus intime et du plus ancien dans l'âme des peuples, par-delà les sociologies immédiatement pré-coloniales, soit que celles-ci aient été cause de la décolonisation par leur décadence, soit qu'elles aient été exploitées et partant compromises par le colonisateur. Or, l'opposition des villes et des campagnes, or, la révolte des campagnes contre les villes sont une constante et comme un rythme historique du Maghreb. Quel fut le grand événement de l'Afrique chrétienne sinon le schisme de Donat, de l'Ifriquia sinon le Kharejisme ? Or, dans le christianisme et dans l'Islam, ils apparaissent, selon E.F. Gautier, mouvements strictement parallèles. L'un et l'autre expriment la révolte du puritanisme rural contre le laxisme des villes : Donat contre les « Traditeurs », prêtres qu'il juge indignes pour avoir livré les vases sacrés, et contre leur élu à l'archevêché de Carthage, Cécilian ; les Kharejistes contre Ali le Khalife qui eut la faiblesse d'accepter un arbitrage au lieu de se battre. Sous-jacentes aux deux cas, les représailles de paysans dominés par les citadins. Après le traumatisme de la colonisation, d'une affreuse guerre, d'une indépendance aux conséquences exaspérées par l'exode des « pieds-noirs », ce même puritanisme rural, comprimé depuis des siècles, ressuscite et il se venge. Ben Bella revanche de Donat et des Kharejistes !

Mouvement mystique, ce socialisme algérien, mystique comme tout ce qui est maghrébin. Mouvement puritain qui, à ce peuple, dont si peu vive est la foi, impose l'abstention d'alcool et le Ramadan. Mais cette mystique dénaturée comme cette morale purement sociale ne sont-ils pas, pour lui qui a tant souffert, un cheminement de la Grâce ? Le rite peut éveiller la croyance, la morale appeler la foi – détour de Dieu pour ramener ces enfants d'Abraham à leur Père.

Toute souffrance porte sa grâce. Après sept ans d'une guerre atroce, l'Algérie a retrouvé beaucoup de l'Islam qu'elle avait perdu. La communauté, la Djemaa, s'est ressoudée dans une renaissance, et telle est la Grâce, qui l'a ramenée vers sa source : la foi. L'unité sociale retrouvée reflète à nouveau l'unicité incommunicable de Dieu.

Pour nous aussi, après avoir tant souffert dans un conflit qui, cumulant les horreurs de la guerre étrangère et celle de la guerre civile, fut pour chacun de ses partenaires un des plus moralement cruels de l'Histoire, un tel signe est grâce, puisque nous sentons notre frère musulman, notre frère Ismaël revenir du désert où son agnosticisme à la progression lente mais sûre depuis un siècle l'enlisait. Déjà même tend à se répandre la doctrine, naguère professée seulement par quelques modernistes, qui concilierait à la fois l'action constante de Dieu et l'enchaînement des causes secondes. Elle prête à Dieu une « coutume constante » qui permet d'échapper à cet « atomisme » médiéval, par quoi la foi devenait incompatible avec la science et ses lois en attribuant à un Allah la théologie archaïque des volontés irrégulières et injustifiées comme les caprices d'un potentat. Combien d'âmes, par cette contradiction illusoire sont mortes à la foi ? Que la contradiction se dissipe, et le monde musulman, si près de tomber dans l'athéisme, est sauvé.

Mais en Algérie est né, engendré par sept ans de souffrance, quelque chose de plus profond encore : le sens du pauvre. Je sais : l'Islam a toujours pratiqué l'aumône : celle-ci constitue un de ses « piliers ». Mais le dévouement au pauvre est autre chose que l'aumône. Or, fait entièrement nouveau, chez de jeunes hommes est né, sans doute dans le creuset de la douleur, non seulement le désir de servir le pauvre, mais je dirai le goût du pauvre et la volonté de se consacrer à lui. Ils ne le secourent pas seulement, ils l'aiment. Ils sont peu nombreux encore : depuis quand Dieu a-t-il cessé de se contenter de dix justes ?

Ces faits, que sont-ils sinon, pas à pas, et dans la lenteur que Dieu met aux vrais déroulements de l'Histoire, le retour eschatologique du fils d'Hagar, tel que l'a promis la double bénédiction d'Abraham ? Ce Retour, je ne le vois pas dans le Tonnerre des Apocalypses. Bien plutôt n'en était-ce pas une première esquisse, quand si simplement Charles de Foucauld enseignait à ses Touaregs à, de leur chapelet, dire à Dieu leur amour plutôt que solliciter Sa pitié ? Ce Retour, il se fera de l'intérieur. Que le Royaume germe dans le grain de sénevé des bénédictions patriarcales : il envahira de sève le vieux tronc d'Islam, sans l'abattre, mais le faisant reverdir et l'étendant jusqu'aux dimensions de la Croix.

La foi qu'engendre une remontée vers la coutume, l'amour des pauvres qui pourrait bien être la découverte de la Charité, ne sont-ils pas la source que l'ange fit apercevoir à l'Esclave quand, dans son buisson, mourait de soif l'enfant Ismaël ?

Offerts sur un autel qui n'est pas holocauste

J'écris d'Alger. Chaque soir j'y participe à la messe de l'Église Saint Charles, et chaque soir, quand revient le memento des défunts, je sens se presser vers moi les morts des années tragiques. Ils affluent de tous les coins de l'ombre : ces martyrs des « ratonnades », ceux d'une répression contre l'OAS qui comporte sa part d'horreurs et de lâchetés. Mais une autre foule surtout assaille mon âme : ces soldats, ces jeunes hommes qui, parce que des gouvernements et même des régimes successifs le leur ont ordonné, sont allés mourir.

Guerre injuste ? Peut-être, mais l'heure n'appartient pas à la polémique. Guerre impure ? Certainement : l'autel n'était pas holocauste. Mais sans tache était la victime. Ces jeunes morts, je ne crois même pas vraiment coupables de leurs propres excès ceux qui en commirent. Qui de nous est tout à fait sûr d'avoir les mains pures de leurs fautes ? Et puis,

quoi qu'il en soit, c'est la France par ses pouvoirs légitimes, donc c'est nous dans une solidarité nationale dont nous rejetons trop facilement le fardeau, qui avons voulu leur départ. Quels remords prétendons-nous étouffer en nous taisant ?

Car la France, depuis 1962, s'est tue. Le Chef de l'État n'a pas prononcé, à ma connaissance, un mot d'hommage pour ces soldats... A peine, au soir d'Evian, une parole qui les mêlait à toutes les autres victimes.

Au début, on pouvait comprendre. Trop grande s'affirmait la confusion politique. L'OAS risquait de troubler toute cérémonie et de la tourner en scandale. Mais aujourd'hui ? Les beuglements de M. Tixier-Vignancourt ne réveilleront pas les clameurs éteintes. Pourtant, dix ans après que soient tombés les premiers soldats d'Algérie, ni Notre-Dame, ni les Invalides ne se sont ouverts pour un Requiem national !

Je sais : je suis plus sensible parce que pour moi ces jeunes morts d'Algérie ont un certain visage, parce que pour moi ils sont un garçon dont, dans la solitude de ma chambre d'hôtel d'Alger, je viens de relire la dernière lettre – et j'ai sangloté comme au premier jour. Mais là n'est pas la question : car tendresse personnelle ou non, leur sacrifice a mérité nos honneurs, un hommage où ce soit la Patrie qui s'incline, une prière qui ne soit pas seulement silencieuse. Antigone était plus chrétienne que nous.

Raymond Cartier contre le cartiérisme

16/5/1965

M. Raymond Cartier n'est probablement pas responsable du cartiérisme. Voici quelques huit ans, après un reportage hâtif, il a lancé un cri d'alarme. Les articles d'alors qu'il publia dans Paris-Match étaient assez légers. Ils comportaient plus d'erreurs qu'un journaliste de cette classe et de ce renom peut s'en permettre. Ses conclusions manquaient de nuances. Les thèses sentaient l'égoïsme des nantis. Pourtant, de façon malheureusement fâcheuse, ces articles dénonçaient un mal réel : des erreurs du Plan d'Outre-mer et le caractère trop spectaculaire de nos réalisations. C'était le temps où on construisit le Palais de Justice de Dakar en le parant de colonnes de marbre au prix de plusieurs millions CFA chacune.

Ces excès méritaient d'être dénoncés. Malheureusement, avec la demi-complicité de M. Cartier, s'est bâtie toute une doctrine politique d'abstention et de repli, sorte de pacte colonial nouveau style refusant tout effort pour l'Outre-mer dès lors que les « colonies » ne rapportaient pas. Du cri d'alarme de M. Cartier, on fit une exploitation de petits bourgeois. Fi des responsabilités de la France dans le monde ! Fi de la responsabilité morale des colonisateurs qui, selon le mot de Germaine Tillion, ne pouvaient laisser leurs administrés « au milieu du gué » ! Le cartiérisme, doctrine du conservatisme radical-socialiste, était lancé.

Un néo-cartiérisme contre les excès certains

M. Cartier valait mieux que son succès et la nouvelle série d'articles qu'il publie dans Paris-Match, si elle appelle des réserves, ne comporte plus, comme la précédente, une condamnation de l'aide aux pays sous-développés. Aussi surprenant que cela puisse paraître à nos amis, je me suis parfois – et partiellement – senti d'accord avec ce nouveau Raymond Cartier.

Que dans l'emploi de notre aide des excès certains aient été commis est un fait, et le démenti du Ministère de la Coopération, ces derniers jours, ne porte que sur des points de détail vraiment sans importance. Or ces excès, il faut qu'ils cessent. En premier lieu, parce qu'ils finiront par stériliser l'aide dont les États africains ont absolument besoin. L'effort qu'elle suppose ne continuera pas longtemps. En second lieu, pour une raison morale. Le

pouvoir qui s'enlise dans un or qui ne lui appartient pas, se dégrade toujours et très vite. L'Afrique mérite mieux que des gouvernements mendiants.

Il faut donc que finissent les excès et d'abord le plus grand : l'Algérie. Je ne sais ce que ce seront dit le Général de Gaulle et M. Ben Bella sous les ravissants bris du Château de Champs. Mais ayant fait trois séjours en Algérie dans l'espace de moins d'un an, je puis apporter un témoignage personnel. Nous avons versé des sommes énormes à l'Algérie. Nous nous en sommes laissé dérober encore plus (au point d'approcher des mille milliards d'anciens francs). Si ces sommes avaient aidé ce pays à se relever de ses ruines, si le fellah en avait éprouvé un mieux être, si la faim avait reculé, si des usines se montaient, j'accepterais de gaîté de cœur un sacrifice quand même dramatique pour notre pays. Le spectacle que j'ai vu m'a navré. J'arrivais avec toute ma bonne volonté et l'amour que la loyauté envers mon pays ne m'a pas permis toujours d'exprimer, mais que j'ai toujours gardé dans l'âme. Je n'ai jamais cessé de dénoncer les injustices collectives dont nous, français, étions responsables. Mais ce n'était pas pour voir cette dégradation progressive et maladroite qui n'a guère cessé de sévir en Algérie depuis son indépendance. Aucune aide ne vaut sans une structure d'accueil et il n'y a plus de structure d'accueil en Algérie, car les rêveries mégalomanes ne sont pas des structures d'accueil. Les plans trop ambitieux ne font qu'empêcher les réalisations modestes et sûres qu'on pourrait entreprendre. S'étant mis dans l'impasse, le Gouvernement algérien s'est lancé par fuite en avant dans un prétendu socialisme, se livrant à des confiscations qui ont rendu moribonde une économie déjà malade. Les algériens oubliaient une chose : il n'est pas de socialisme sans une administration nombreuse, compétente et honnête. On ne fait pas du socialisme avec une poignée de directeurs, d'ailleurs excellents, mais que rien n'assiste. L'Administration que suppose le socialisme leur fait totalement défaut. Ne la possédant pas, ils se précipitent vers l'échec. L'Algérie, c'est une France de 1945 qu'on aurait laissé gouverner par les FTP !

Notre aide a été efficace

M. Cartier, nouvelle manière, a donc raison de s'élever contre certains excès. Mais une fois de plus, il est victime de généralisations hâtives. A l'en croire, tout est dilapidé de l'aide apportée par la France, et comme le dit M. Bonnefous « Les Milliards s'envolent ». M. Cartier, comme M. Bonnefous, négligent toute l'œuvre réellement effectuée par la France dans ces pays. Ils oublient tout ce que nos Instituts de recherche ont fait pour diversifier les cultures, pour les améliorer, pour apprendre aux paysans noirs à faire fructifier leur sol. L'œuvre accomplie par ces Établissements aux sigles barbares est immense et elle a transformé un monde. Nous avons le droit et même le devoir d'être fiers de cette gestion française. La France avait marqué l'Afrique par sa civilisation qui, unie aux traditions de ce continent, est en train de faire naître une civilisation neuve qui accroîtra le patrimoine moral de l'humanité. De même, elle transforme les conditions matérielles du continent le plus déshérité. C'est une grandeur d'autre qualité que la force de frappe !

Elle n'est pas excessive

En outre, et si on met à part l'Algérie, l'effort n'excède pas nos possibilités. M. Cartier, nouvelle manière, a procédé à deux excellentes mises au point. La première est d'avoir fait observer l'erreur commise quand on apprécie en pourcentage du revenu national l'importance de l'aide que nous apportons aux pays sous-développés. Un tel calcul, souvent répété est absurde, car le revenu national est absorbé par tant de dépenses incompressibles qu'on peut imaginer un pays consacrant tout l'excédent de son revenu au Tiers-Monde sans que pour autant le pourcentage de son revenu national appliqué à cette aide apparaisse considérable. En fait, c'est par rapport aux investissements effectués à son propre profit qu'il convient de faire le calcul. Et il est certain que, compte tenu de l'Algérie, l'effort entrepris

par la France est excessif car il a lieu au détriment de notre substance et compromet notre avenir. La seconde mise au point est non moins opportune. C'est le « raisonnement de la tartelette » qui répond à un discours assez irritant naguère prononcé par le Président Senghor. Selon celui-ci, quand nous construisons un port outre-mer, en fin de compte tout l'argent nous revient – ou au moins une grande part – sous forme d'économie du personnel, de paiement de matériel, etc... Mais, ce que ne voit pas le Président Senghor, c'est que si ce port avait été construit chez nous, cet argent aussi serait resté chez nous, et en plus nous aurions un port de plus à nous. Ces mises au point étaient opportunes.

Seulement que ce port enrichisse un pays sous-développé, que l'Afrique en soit doté, c'est justement ce que nous sommes en droit de souhaiter. Et l'intérêt que représente l'évolution de M. Cartier, c'est qu'il le reconnaît. Il admet désormais, à l'encontre des cartiéristes du style « Aurore », que le bien même des pays développés suppose le développement du Tiers-Monde.

Non diminuer l'aide mais exiger des contreparties

Est-ce que la conversion du prophète de Paris-Match est complète ? Point encore, car quel que soit le progrès de sa doctrine, reste un point capital qu'il ne semble pas avoir vu : c'est ce que j'appellerai le problème de contreparties. Si l'effort entrepris par la France, très supérieur à ce qu'aurait laissé croire la thèse Senghor que Cartier réfute, reste (Algérie mise à part) supportable, c'est que justement il comporte une contrepartie économique. J'ai mis l'Algérie à part, car les seules contreparties qu'elle apporte sont d'ordre politique, c'est-à-dire sans pouvoir constructif économique. Au contraire, l'Afrique Noire nous apporte des contreparties économiques appréciables. Nos articles y bénéficient, en récompense de notre aide, de préférences contingentaires ou tarifaires extrêmement appréciables qui contribuent à l'essor de l'industrie française. Que deviendraient les usines des Vosges, que deviendrait une place comme Roanne si l'Afrique Noire n'accordait pas aux tissus français ce double système de préférence ? Et nous ne donnons là qu'un exemple.

L'erreur du néo-cartiérisme, tellement plus intelligent que le cartiérisme d'antan, est de ne pas voir qu'il n'est pas question de diminuer l'aide française au Tiers-Monde, car cette diminution pourrait provoquer des catastrophes. Il faut la rendre viable, et d'abord, pour qu'elle soit supportable, il convient d'en faire une aide liée afin que l'apport français ne serve pas à des importations étrangères et n'aboutisse pas d'une façon indirecte, mais efficace, à une subvention à l'économie américaine ou japonaise. Cela n'est que trop arrivé dans le passé. Il convient ensuite d'exiger des contreparties proportionnées qui fassent qu'au pourcentage du revenu national, consacré au Tiers-Monde, pourcentage qu'on doit consacrer (Cartier a raison) à celui que nous consacrons à nos investissements productifs intérieurs, corresponde une recette qui fasse que cette aide au Tiers-Monde ne représente pas à une diminution de notre substance. On ne développera pas le Tiers-Monde en ruinant les pays développés. Sans la contrepartie que peuvent, en demeurant pour nos produits industriels un marché, nous apporter les pays sous-développés auxquels nous apportons notre coopération, nous nous appauvrirons de façon dangereuse et les préférences douanières et contingentaires doivent être comprises comme une sorte de partie intégrante de cette aide. Ajoutons que les contreparties donnent à notre aide une valeur morale. Elles la « dépaternalisent ». Elles transforment une assistance, avec tout ce que ce mot a d'humiliant et même de dégradant, en une véritable coopération, c'est-à-dire en une aide réciproque.

X

XX

Abandonner le Tiers-Monde serait une faute, aussi bien morale que politique et même, de notre point de vue égoïste, économique. Lui apporter une aide inconditionnelle,

ou se contenter de contreparties politiques, donc improductives, comme en Algérie, en serait une autre. Le paternaliser en créant dans ce Tiers-Monde une économie de la mendicité en serait également encore une, comme en serait une de tolérer les dilapidations qu'entraîne la confusion entre luxe et pouvoir à laquelle les gouvernants africains ne sont que trop portés. Voilà les fautes contradictoires que nous devons éviter. Voilà les écueils opposés entre lesquels il nous faut naviguer. Mais une France, qui parce que sa tâche est difficile renoncerait à sa mission, cesserait bien vite d'être une grande puissance pour – renfermée dans son hexagone continental à l'heure même où une sorte de dérive des continents les uns vers les autres rend tous les repliements contre nature – devenir à bref délai le satellite de ceux qui se seront mis à l'échelle de leur époque.

Les relations franco-algériennes

Des accords qu'il faut prendre au sérieux

La Croix 20/10/1965

Je ne discuterai pas au fond la valeur des accords pétroliers que la France vient de conclure avec l'Algérie et dont une première Commission mixte prépare ces jours-ci l'application. En leur faveur ou contre eux, on a échangé trop d'arguments, qui tous impressionnent, mais ne se pèsent pas avec les mêmes unités de poids. On a écrit que revenant de fait à un milliard d'anciens francs par jour (ce que coûtait la guerre), ils écrasaient notre économie. A cet argument on répond que si les pétroles sont effectivement payés cher, du moins le sont-ils en francs et représentent-ils une économie de devises. La réponse est faible et donne crédit à l'accusation, d'abord parce qu'à travers des mécanismes financiers complexes, une part des pétroles est quand même payée en devises. Mais surtout parce que l'accroissement du coût en énergie de notre production industrielle, voire agricole (entraîné par les surprix et les aides diverses qui les accompagnent) entrave une exportation qui nous eût permis d'acquérir l'équivalent de ces devises. De plus d'intérêt est dans la réponse apportée aux détracteurs des accords invoquant une portée politique et psychologique, ces accords ont comme réveillé une francophilie latente. Les vieux routiers de l'Algérie indépendante avaient déjà détecté cette francophilie qui n'osait pas dire son nom, mais aujourd'hui elle s'exprime sans ambiguïté aussi bien dans les contacts officiels que dans la vie quotidienne. Et puis ne sont-ils pas l'œuvre du Colonel Boumediene, celui même des leaders algériens qui avait refusé de signer les accords d'Evian, manifestant alors des exigences exorbitantes ? Ce revirement vaut qu'on le souligne.

Mais quelle que soit la valeur respective des arguments contradictoires échangés, ils convergent d'où qu'ils viennent pour que ces accords, maintenant qu'ils sont entrés dans le domaine des faits, soient vraiment pris au sérieux et qu'on en assure la meilleure application. On doit veiller à ce qu'ils portent d'autant plus de fruits que plus onéreux ils nous sont. Il faut qu'ils assurent le relèvement économique de l'Algérie et partant rendent définitive la réconciliation des deux peuples. Et que ce relèvement soit rapide, car trois ans d'erreurs ou de piétinements ajoutés aux séquelles d'une guerre atroce ont fait de l'Algérie, pour parler d'elle comme Dante de l'Italie de son temps, « l'auberge de toutes les douleurs ». qu'on prenne donc au sérieux l'application des accords pétroliers pour que les milliards des contribuables français ne soient pas une poignée de sous jetés dans la mer !

Sérieux de la part des Algériens – qu'ils prennent garde ! Des couloirs de l'Hôtel Saint-Georges à ceux de l'Hôtel Aletti, j'ai rencontré la faune entière des pilleurs de deniers publics. Vain serait l'apport des crédits français si leur exploitation suscitait cette plaie que ce pays jusqu'à une date récente a presque ignorée : la concussion. Car entre concussion et développement le divorce est inéluctable. Elle est la « structure de refus » par excellence. Amis algériens, expédiez vers d'autres rivages ces « spécialistes » dont certains ont laissé, en

pays voisin, de cuisants souvenirs ! Rappelez-vous aussi qu'on ne prélude pas à une vaste industrialisation par des pratiques commerciales, à court terme tentantes, mais qui « cassent les marchés » et compromettent à l'avance la rentabilité des entreprises.

Sérieux de la part des Français aussi, puisque « l'aide liée », qui suppose pour l'emploi des fonds l'accord des deux Gouvernements, tient dans cet accord une place prépondérante. Elle suppose l'élaboration d'une véritable politique du développement économique de l'Algérie. Puéril et même criminel serait de se contenter de ressortir quelques vagues projets de cartons verts où gît en cercueil sans gloire le Plan de Constantine. Il ne s'agit pas de se consoler vaille que vaille de la dépense par la satisfaction d'écouler des biens de production français, mais de nous considérer engagés d'honneur à l'édification d'une économie algérienne. Un organisme mixte, l'OCI (Office de Coopération Industrielle) va gérer notre aide liée. On le constitue en ce moment même. Je souhaite pour la solidité de ses travaux que les participants français s'inspirent du précédent créé par le Ministre de la Coopération en créant un Comité Consultatif pour l'industrialisation de l'Afrique où, à côté d'économistes et de hauts fonctionnaires, siègent des représentants du secteur privé. Les vues théoriques des uns s'y sont trouvées rectifiées par les vues pratiques des autres. Des slogans en vigueur dans l'administration ont été corrigés par la citation (c'est un exemple que j'ai vécu) d'un rapport de l'OCDE d'où il résulte que telle industrie réputée « de main-d'œuvre » a depuis quelques années accompli une telle révolution technique qu'au contraire elle appartient à l'une des trois qui créent le moins d'emploi au capital investi. Surtout, si on veut que les accords pétroliers soient efficaces, il faut qu'ils soient admis par les milieux économiques français : l'ésotérisme des bureaux ne peut obtenir cet effet. Ils supposent une certaine adhésion des milieux français intéressés – employeurs comme salariés – et sans doute même des accords d'application, profession par profession, qui aboutissent à des complémentarités, grâce à des spécialisations ou des partages de débouchés, plutôt qu'à de vaines concurrences.

Tout ceci je l'écris d'Algérie. Comme je voudrais savoir me faire entendre, et qu'on comprenne de part et d'autre de la Méditerranée que les accords pétroliers, contestés et probablement contestables, ne porteront de fruits que si, les dépassant, on en fait une création continue animée de cette mystique de paix et de réconciliation à laquelle je sens le peuple algérien ouvert. Une Algérie qui nous soit fraternelle peut naître. Alors, enfin, des souffrances et des morts que nous avons cru inutiles prendront un sens, et la douleur que nous portons encore (j'en parle en homme dont la douleur a buriné l'âme) deviendra sacrifice holocauste. Je hais la guerre, certes, et je la sais en soi infructueuse, mais beaucoup de jeunes hommes sont morts de part et d'autre en Algérie, croyant offrir le témoignage suprême de donner leur vie pour ceux qu'ils aimaient. Une telle offrande ne sera pas vaine, si nous savons tous, fidèles à leur sacrifice par delà le but qu'on leur assignait, pousser jusqu'à son efficacité le geste de leur amour.

En Algérie les chances de Boumédiène

25/10/1965

La première impression, pour un voyageur qui revient en Algérie depuis la chute de Ben Bella, est celle d'une absence de changement. Étrange révolution, vraiment, qui, à quelques exceptions près, maintient tous les mêmes hommes au pouvoir. Ben Bella est décrit sous les couleurs les plus sombres, mais ses collaborateurs gardent leur place. Seuls quelques fonctionnaires de la police ont été éliminés. Un Smail Marhoug, tout puissant Directeur Général des Finances sous Ben Bella, est devenu Secrétaire Général du Ministère des Finances sous Boumédiène. Quelle est la différence ? Les ministres qui ont participé à

la socialisation de secteurs économiques président à des « dénationalisations », ainsi dans le cas, très mis en vedette, de l'entreprise de colorants Naucolor.

Autre absence de changement : la misère. Derrière la fausse activité des rues d'Alger, dans une ville tout en longueur que l'absence de voies latérales voue au perpétuel encombrement de voitures, c'est le même triste spectacle de la faim. Un point pourtant : les slogans violents ou prometteurs que des banderoles tendues un peu partout à travers la ville répétaient jusqu'à l'obsession et même la nausée, ont disparu. Alger présentait sous Ben Bella un visage agressivement politique. Maintenant, même de la part du Gouvernement, aucune manifestation. La dépolitisation est manifeste et si un ami algérien vous raconte qu'au Comité Directeur du FLN on en est, tel ou tel jour, presque venu aux mains, force lui est de vous avouer, quelques minutes après, que ce parti n'est qu'un fantôme.

Seul un homme compte, Boumédiène, et il déconcerte les observateurs. On l'a surnommé jadis le « chinois » tant il passait pour communiste : il se montre l'émule de Mac Arthur dans des conditions sur lesquelles nous insisteront tout à l'heure. Il a refusé des signer les accords d'Evian avec la France : son premier acte est de signer l'accord pétrolier dont la portée politique est une association étroite avec ce pays. Bien mieux, l'adversaire passionné d'hier montre à chaque occasion sa francophilie, de même que le communiste s'efforce d'arrêter la révolution socialiste. Dictateur à poigne de fer certes, mais aucunement un tribun. Lui seul gouverne, mais il est le seul homme qu'on ne voit pas et qui ne parle pas (il est d'ailleurs aussi dépourvu d'éloquence que de prestance). Le secret « Boumédiène » reste entier.

Sa force ? L'armée. Il la tient en main et elle représente le seul quadrillage du pays. C'est elle qui a fait le coup d'État. Mais ici on retrouve un paradoxe. Cette armée, telle que Boumédiène l'a patiemment ordonnée tandis que paraissait Ben Bella, est encadrée entièrement d'Algériens pur sang et qui ont combattu contre la France pendant des années, mais après avoir été élèves de Saint-Cyr ou de Saint-Maixent. Les colonels maquisards, sortis du rang, sont éliminés (on pense à la façon dont, à la Libération, la France a renvoyé dans leurs foyers les FTP et les FFI). Cette armée raisonne à l'européenne. Elle a combattu la France, mais elle garde sa marque. Bien mieux, un véritable esprit de corps lie encore tous ces hommes qui furent des capitaines, commandants ou colonels français à leurs frères d'armes d'hier. N'ai-je pas entendu l'un d'entre eux me dire d'un officier OAS : « Au fond, je comprends son point de vue ».

Elle est l'assise à la fois moderne et solide de ce colonel Boumédiène qui pourtant, encore un paradoxe, est d'allure si peu martiale et fait plus penser à un Inspecteur des Finances qu'à un militaire. Il possède un autre appui dans les éléments traditionnels musulmans, ces Oulemas venus au bout de quarante huit heures au secours de sa victoire. C'est un appui, mais d'importance limitée. L'Islam, en Algérie, après une sorte de sursaut au lendemain de l'indépendance, m'est apparu de nouveau en pleine retombée. Les cent trente ans de vie en contact avec l'Occident remontent en surface à présent. Après ce sursaut, l'Algérie de nouveau se désislamise. Les milieux vraiment influencés en direct par la religion sont, à présent, assez limités.

En même temps que les Oulemas, les milieux d'affaires sont venus au secours de la victoire, eux aussi. Pour le régime nouveau c'est à la fois un élément de force et de faiblesse. Un élément de force, car on peut espérer que ces milieux capitalistes aideront le régime dans ses efforts en vue d'établir une sage politique économique. Les hommes d'affaires, en dépit du marasme immédiat, sont optimistes. On peut même espérer voir la fin de « désinvestissements » à qui étaient bons toutes les occasions et tous les moyens. Mais c'est un élément de faiblesse aussi. Certains anciens colons croyant à la restitution de leurs terres (cela tient du délire) se sont beaucoup trop montrés. Ils ont gêné le gouvernement qui voudrait bien, moyennant certaines indemnités, que quelques-uns des anciens

propriétaires viennent aider au relèvement de leur ancien domaine. A trop marquer le retour en arrière, on peut forcer un Gouvernement dans l'incertitude à de nouvelles mesures socialistes. Mais surtout, la faune complète des affairistes véreux s'est abattue sur l'Algérie comme un vol de sauterelles. Ils remplissent surtout l'Hôtel Saint-George mais débordent sur l'Hôtel Aletti. Ce ne sont que monteurs d'opérations de compensation vraiment extravagantes. On en a d'ailleurs largement parlé le jeudi 21 octobre, à la tribune de l'Assemblée nationale française. Tout ceci risque d'entraîner une concussion extrêmement préjudiciable au développement algérien et partant, à un régime qui n'a de vraie chance de durée que dans la mesure où il sortira l'Algérie de sa misère.

Et ceci nous amène à parler des accords pétroliers que l'Algérie vient de signer avec la France. Ils sont pour M. Boumédiène une chance énorme, et les adversaires de celui-ci l'ont bien vu. Ils s'efforcent de concentrer sur lui leurs attaques. Pourtant ces accords sont étonnamment avantageux pour l'Algérie, et, en parallèle, affreusement onéreux pour la France puisqu'ils arrivent à lui coûter un milliard par jour d'anciens francs, c'est-à-dire le prix même de la guerre d'Algérie au temps où elle battait son plein. Ces accords sont complexes et ils vont des 200 milliards d'aide liée au surprix des pétroles. La France prend un risque d'autant plus accentué que les pétroles non seulement sont surpayés mais le sont en francs librement convertibles, ce qui détruit l'argument selon lequel la France fait une économie de devises qui justifie ce surprix. Bien plus, elle hausse le coût de sa production ce qui reviendra à nuire à ses exportations, donc à freiner des rentrées de devises au moins à proportion des économies qu'on en prétend faire, sinon plus.

Tel est le grand atout de M. Boumédiène. Il dispose d'une aide extérieure telle qu'aucun pays sous-développé, dans ses heures les plus ambitieuses, n'a osé en rêver. Le tout est de savoir si l'Algérie saura tirer parti d'une chance aussi exceptionnelle. Or, actuellement, à Alger, personne ne sait ce qu'on va faire exactement de tous ces milliards. A Paris, où, pour les deux cent milliards d'anciens francs tout au moins, on a son mot à dire, on ne le sait pas mieux. On risque de sortir des cartons verts, et sans grand contrôle, les vieux projets du Plan de Constantine. Ils ne sont plus guère adaptés.

Telles apparaissent certaines des principales chances du Président Boumédiène. Au regard on peut énumérer les obstacles, qui partagent avec les chances ce caractère de n'avoir rien d'absolu ni de définitif.

En premier lieu, on trouve l'opposition des cadres syndicaux (gardons-nous bien de dire des « masses ouvrières », d'abord parce que l'Algérie n'est pas assez industrialisée pour qu'on puisse employer cette locution, ensuite parce que les ouvriers « de base », eux, ne pensent pas grand chose de tout cela). Notre parenthèse suffit à montrer qu'est limitée l'importance de cette opposition syndicale, plutôt agaçante que grave, car, en multipliant les grèves sporadiques elle ajoute encore au marasme du pays. Les étudiants et les « intellectuels » aussi sont hostiles au régime. Ces hostilités tiennent avant tout à un snobisme gauchiste.

Ces phénomènes n'ont qu'une portée restreinte, car ils sont purement urbains dans une contrée dont l'âme est rurale. Or nul ne sait ce que pensent les campagnes. Elles restent muettes, comme stupéfaites de misère. Qu'en conclure dans des pays étrangement passifs, millénairement habitués à souffrir...mais aussi millénairement coutumiers de brusques sursauts. L'Algérie est dans un état, aussi étrange que puisse paraître l'expression, « d'immobilité bouillonnante ». Reste à savoir d'abord si cette possibilité d'explosion trouverait un catalyseur. Reste à savoir ensuite si cette explosion serait un feu de paille ou bien parviendrait à être encadrée.

Et c'est là que prend son danger un véritable « mac-carthisme ». A Alger, c'est la « chasse aux sorcières », malgré les conseils de modération donnée, je le sais de bonne source, par certaines ambassades occidentales. Or, ces ambassades voient clair. Le Parti

Communiste algérien n'était qu'un fantôme. On est en train de lui donner consistance, car, à le pourchasser on lui confère une importance qu'il n'a jamais revêtue et on porte toute l'opposition à se raccrocher à lui. Il apparaît un pôle d'attraction pour tout ce qui résiste à M. Boumédiène. Ainsi risque-t-on que grâce à cette persécution il devienne une réalité politique. Inutile de dire que si M. Boumédiène continue cette chasse aux sorcières, une explosion paysanne, si elle venait à se produire, trouverait un encadrement.

En résumé, dans l'état actuel des choses, après deux mois du nouveau régime, la situation de l'Algérie est une addition de points d'interrogation et de paradoxes. Il faut attendre trois mois avant qu'on y voit clair m'a dit un excellent observateur, au surplus très haut placé. Je le trouve plutôt aventureux et je dirai qu'à mon sens six mois sont nécessaires avant que l'équation comporte un peu moins d'inconnues. Au demeurant, les chances de succès sont quand même plus grandes que les chances d'un échec qui n'est pourtant pas exclu...surtout dans un pays où la dictature est tellement tempérée par l'assassinat que M. Boumédiène, officiellement habitant de la Villa Joly, tel les anciens tsars de Russie change de résidence tous les soirs.

Ultime page à « La peste »

La Croix 23/12/1965

Alger avec les encombrements que quelques voitures suffisent à y susciter, avec les Mercedes des Missions étrangères, avec l'esbrouffe des charognards internationaux, masque le vide algérien. Les fonctionnaires qui l'habitent sont mal payés, mais une pudeur les pousse à s'habiller avec soin et même recherche. Cette ville évoque les vitrines du temps de l'Occupation de Paris, où des objets « factices » masquaient au passant le dénuement des rayons.

Le vide algérien, ce sont des campagnes résignées – pour le moment – aux insuffisances de l'autogestion. Que de beaux domaines dévastés ! Le vide algérien, c'est Oran. Quand il écrivait La Peste, Camus s'en savait-il le véridique Jérémie ? Oran aux boulevards soudain trop larges ! Le « Front de Mer » dresse toujours une Babel de Gratte-ciel, mais rue Khemisti, la « grande voie commerçante », des magasins désaffectés et sans vitres ouvrent de mornes yeux d'aveugles. Une tourmente de décembre s'engouffre par les avenues, rebrousse en un bruissement d'épées les palmiers dont cassent les palmes, mais elle souffle aussi sur le ventre nu des enfants (Oh ! Je l'ai vu). A chaque carrefour des adolescents grelottent dans leur friperie élimée. Par petits groupes, ils se rassemblent, tuant leurs mornes jours dans une attente qui n'attend rien. Et je n'ose croiser leur regard de peur de lire, chez ces garçons de quinze ou vingt ans, dix ou quinze années de désespérance teintée de fatalisme, d'incohérence et de gouape.

« Le problème algérien », ces mots tant usés, aujourd'hui c'est cela, et nous n'avons pas le droit de nous en laver les mains. Nous voici très au-delà de la politique. C'est un espoir à donner, un sens de leur vie pour ces enfants, une réponse à leur attente : or, la première réponse c'est du pain, et que ce pays dont l'agriculture produit mal trouve à vendre déjà ce qu'elle produit. Le pétrole ? Il alimentera peut-être les caisses de l'État, et, comme l'aide française improprement qualifiée de liée, il préparera peut-être un avenir industriel (je dis « peut-être », car ces résultats à quoi ne suffit pas une indéniable bonne volonté supposent une réorganisation générale). Mais c'est aujourd'hui qu'il faut manger. Seule la vente des vins, des agrumes et des primeurs aux européens, dont les français, le permettra. Y perdront-ils, si l'Algérie en échange leur accorde, comme à rebours des facilités du paternalisme, il paraît juste, la préférence pour ce qu'elle doit importer ?

Aux Administrations, aux Ambassades, aux Gouvernements d'en discuter. Moi, ce soir, j'ai mal au ventre nu des petits enfants dans les rues d'Oran.

L'Algérie entre l'évasion de Ait Ahmed & la nationalisation des mines

12/05/1966

Quittant Alger, une fois de plus, je me pose une série de questions : le Colonel Boumédiène gagnera-t-il en Algérie la bataille sur laquelle en définitive il sera jugé, c'est-à-dire la bataille économique ? La misère des campagnes ira-t-elle encore s'accroissant, comme le laisse prévoir un nouveau déclin dans la production des agrumes ? L'industrialisation commencera-t-elle à fonctionner autrement que sur le papier ? La balance commerciale vis-à-vis de tous les pays, mais plus spécialement de la France, continuera-t-elle d'accroître son déficit, un déficit qui, contrairement aux affirmations de certaines dépêches de presse atteint 1 milliard de dinars par an et cela malgré le pétrole ? D'ores et déjà, malgré les achats massifs de vin et de pétrole, la France vend deux fois plus à l'Algérie qu'elle n'achète de ses produits. Sans doute, pour remédier à ce déséquilibre, l'Algérie s'efforce-t-elle de recourir à des accords de troc avec les pays soviétiques. Mais ce remède est en grande partie illusoire. C'est ainsi que lorsqu'elle vend à la Chine des camions Berliet en échange de tissus, l'Algérie accomplit un rétablissement très illusoire de sa balance, car ces camions ne sont que montés en Algérie et finalement ce montage ne représente guère qu'une valeur ajoutée de 15%.

Cette situation économique défectueuse entraîne d'immédiates répercussions sur le plan politique. Elle crée une tension entre les éléments vraiment désireux de remédier aux maux dont souffre leur pays, tel, en particulier, le Ministre du Commerce M. Delleci, et à la fois certains de ses collaborateurs impliqués dans des opérations commerciales assez obscures et les Groupements d'Importateurs. L'Algérie a dans beaucoup de domaines établi un dirigisme étroit du commerce extérieur, en principe Groupements d'Importateurs, mais en fait monopoles étatiques dont la caractéristique est de ne pas être personnellement responsables, comme des « privés » tout en n'engageant pas l'État. En premier lieu ces Groupements n'ont pas atteint leur but qui était de lutter contre la fraude consistant – moyen de fuite devant la monnaie algérienne – à facturer les articles plus bas que leur valeur, la soule étant versée au compte bancaire que presque tout algérien un peu aisé possède en Europe. Or la défense que prétendaient instituer les Groupements a été tournée, c'est ainsi que pour le bois, les factures étaient apparemment correctes mais quand elles mentionnaient du chêne, on ne livrait que de l'orme, ou bien au lieu de planches de 1 m 50, des planches de 1 m 20. L'opération donnant lieu, bien entendu, au versement d'une contrepartie en France, tandis que les douaniers algériens, fort peu expérimentés, n'y voyaient que du feu.

Les Pouvoirs publics ont fini par s'apercevoir de ces ruses et les Groupements d'Importateurs sont actuellement soit menacés d'être supprimés, soit, tout au moins, car il est parfois difficile de revenir en arrière, leurs dirigeants risquent d'être renouvelés. Aussi, avec des connivences administratives mènent-ils à leur ministre de tutelle une guerre sournoise. Les connivences administratives viennent surtout de jeunes hauts fonctionnaires désireux d'accroître le dirigisme avec d'autant plus de vigueur qu'ils en sentent la précarité et veulent, comme on dit en France, « jouir de leur reste », ne fût-ce que sous forme de voyages lointains en Chine ou au Japon.

Cette guerre sourde est doublée d'intrigues assez complexes menées par les Conseillers techniques français aux idées généralement avancées, mais de nuances diverses. On croirait que le caractère oriental et byzantin du pays influe sur les Conseillers techniques. C'est ainsi que, dans la ville d'Alger, quiconque possède quelques responsabilités

économiques tente de sonder les rapports exacts entre M. Van Caeyseele, Conseiller du président Boumédiène, et M. Langlet, Conseiller de M. Delleci.

Nous ne relatons pas ces faits pour leur pittoresque, ou par goût de la couleur locale, mais parce qu'ils peuvent être gros de conséquences économiques. Ils signifient une paralysie devant les décisions qui s'imposent.

X

XX

Telle était déjà la bataille qui se livrait à Alger, avec des déroulements d'autant plus imprévus que le Colonel Boumédiène, s'il possède certainement un sens économique aigu, n'a guère de culture économique. Elle vient de trouver, cette bataille, un dénouement provisoire dans la nationalisation des mines qui pourrait faire croire au choix décisif d'une économie socialiste. Mais elle est en fait le simple reflet d'événements proprement politiques. Comme me l'a fait observer une personnalité algérienne actuellement « attentiste », on ne peut pas ne pas établir un lien entre l' « évasion » de M. Aït Ahmed, le leader kabyle, et les mesures spectaculaires de socialisme spoliateur édictées huit jours après par le Colonel Boumédiène.

Cette évasion a peu de chance d'être fortuite. On doit savoir que le Colonel Boumédiène (je le tiens d'un de ses très proches) entretient des rapports étroits avec le propre frère de M. Aït Ahmed. Celui-ci est même son conseiller secret. Bien plus, chaque fois qu'un problème délicat se pose, c'est lui qu'on envoie de façon occulte négocier à Paris. M. Aït Ahmed aurait depuis longtemps quitté sa prison d'ailleurs s'il n'avait posé pour sa propre libération des conditions que M. Boumédiène ne se sentait pas en mesure de lui accorder. Une transaction serait-elle intervenue, sous forme d'un « socialisme » dont, par manque de formation économique, le Colonel Boumédiène ne serait pas capable de mesurer la portée ? On peut au moins se poser la question. Ou bien, au contraire, le Colonel Boumédiène a-t-il, en pratiquant une politique socialisante accentuée, donné un os à ronger au Conseil de la Révolution, dont il n'est pas toujours le maître et qui lui aurait reproché sa complaisance vis-à-vis de M. Aït Ahmed ? A Alger, les observateurs s'interrogent.

Quoi qu'il en soit, une conclusion s'impose. M. Boumédiène n'a pas su ou n'a pas pu donner la priorité aux problèmes économiques. Il n'a pas su arbitrer les conflits des Conseillers techniques. Sans qu'on puisse peut-être le lui reprocher, il a cédé à des « impératifs » politiques, mais à conséquences économiques, qui risquent de retarder la seule solution du drame algérien : que cesse la misère, une misère qui parfois rejoint la famine. Un des meilleurs témoins des affaires algériennes m'a dit, alors que je quittais Alger : « ce pays en a pour vingt ans de souffrance avant de trouver quelque chose qui ressemble à un équilibre économique et politique ».

Un jumelage nécessaire

La Croix 17/6/1966

Les rapports entre la France et l'Algérie traversent, depuis quelques semaines, une de ces périodes difficiles, dont la périodicité a quelque chose de cyclique. Vain serait d'en détailler les manifestations. Les Algériens se livrent à des nationalisations dans l'irrespect des accords d'Evian. Les négociations qui ne cessent, en fait, jamais entre les deux pays sont marquées par un délégué algérien d'un éclat de mauvais aloi. Notre ministre de l'Agriculture tire parti de cette conjoncture pour des décisions viticoles assurément très électorales, mais qui portent un coup sensible à l'économie algérienne déjà blessée. Si l'événement n'était pas

triste, on évoquerait ce numéro classique des clowns qui scient réciproquement leurs pieds de chaises jusqu'à ce que tous deux se retrouvent assis par terre.

La crise est préoccupante. Elle nuit gravement aux exportations françaises vers l'Algérie. Profitent-elles vraiment à la viticulture française ? Certains spécialistes en doutent, car elles jouent à l'encontre des nos exportations vers l'étranger. Cette crise est encore plus redoutable pour l'Algérie qui, privée d'un client irremplaçable au moment même où les protestations de l'Italie la menacent de perdre le débouché allemand récemment ouvert, risque la ruine dans cette aventure. Certes, on parle d'une relève américaine et d'un apport considérable de dollars. Tant mieux pour les Algériens, mais aucune assistance n'a jamais remplacé un commerce. Surtout, on se tromperait en croyant pérenne un subit engouement, où l'on peut voir une riposte à certaine initiatives de la politique étrangère française. Attendons-nous, en effet, à ce que cesse la neutralité bienveillante que les États-Unis ont jusqu'à présent montrée vis-à-vis de nous sur plusieurs de nos marchés traditionnels. Mais cette orientation américaine est-elle durable ? Les Algériens s'illusionneraient en croyant stable l'aide d'un pays dont l'isolationnisme demeure, en dépit de tout, un profond réflexe et qui, ayant expérimenté, à Léopoldville, les difficultés de la décolonisation, se sent porté plus que jamais au repli. Croire à une aide russe permanente, qui viendrait en substitution, serait aussi utopique. Par égoïsme vis-à-vis du tiers-monde, l'URSS s'est brouillée avec la Chine. Autant dire qu'elle ne consentira pas de gros sacrifices ailleurs.

En réalité, l'Occident comme l'URSS ont tendance à ne pratiquer une coopération économique réelle qu'envers ce que Pierre Moussa a appelé d'un nom assez juste « un tiers-monde de rechange », c'est-à-dire aux peuples pour qui les mots « en voie de développement » ne sont pas une métaphore emphatique. L'Occident se porte vers le Canada, l'Australie, l'Islande, tandis que l'URSS se porte vers ce tiers-monde qui se situe à l'intérieur de ses frontières. De nouveaux ainsi s'avèrent demandeurs, qui savent être plus tentants que le Maghreb. Je pense, notamment, à la Turquie. Les pays qui s'aident eux-mêmes entraînent l'assistance des autres. L'Algérie doit bien veiller à ne pas perdre son « lancement industriel » !

Dans ces conditions, on peut penser que la raison finira par prévaloir, et que la crise actuelle ne peut durer, d'autant que, sur un plan beaucoup plus intime, les rancœurs et les maladresses dues à des brigues et des factions ne peuvent rien sur les liens qui, malgré le très lourd passé, malgré même le sang et les tortures demeurent entre nos deux pays : les algériens en ont une plus grande conscience que nous, et j'ai sous les yeux un article du *Moudjahid*, qui en atteste. Depuis l'indépendance, les mots d'*Algérie française* prennent un véritable contenu. Nous sommes partis de ce pays, mais son âme garde notre empreinte. Il nous doit, lui plaise ou non, une façon de raisonner. On y fréquente des universités modelées sur les nôtres (le régime antérieur ne les ouvrait que peu aux « Algériens de souche »). Denfert-Rochereau n'a plus sa rue, je ne sais pourquoi débaptisée, mais c'est un peu l'esprit de son époque qui anime d'un socialisme désuet les déclarations des leaders politiques. En dépit de nos heurts, à cause d'eux parfois, nous sommes désormais, les Algériens et nous, de même race spirituelle. Les frictions diplomatiques, l'entrechoc d'intérêts économiques mal compris ne peuvent rien là contre.

Alors, dans quelques semaines ou dans quelques mois, après le gaspillage de discussions aigres, la raison prévaudra, parce que l'Algérie comprendra qu'elle ne peut bénéficier d'appui sérieux que de la France, parce que notre pays s'apercevra que le marché algérien est utile à son industrie, mais surtout parce que l'Algérie nous est, dans son âme même, intimement jumelée, et que nous en prendrons enfin conscience.

Alger rayonne aujourd'hui. L'Amirauté enclot, comme une guirlande, une fringante rade d'azur bleu clair où s'éparpillent, pétales arrachés à cette guirlande, des voiliers. Dans un lointain légèrement embrumé de bleu, les gratte-ciel esquissent un décor de Dolomites qui seraient d'or. La Méditerranée s'impose, avec son soleil, comme l'étonnant impresario d'un illusoire spectacle d'opulence. Sur toutes ses rives, elle couvre de soie brochée sa misère.

Car l'Algérie doit affronter les pires difficultés économiques. Un destin s'acharne contre elle, malgré son indéniable bonne volonté. Aujourd'hui ce destin s'exprime en une récolte céréalière de famine. Il faut aider cette Algérie quoi qu'il nous en coûte, sinon ses petits enfants (les plus beaux visages du monde, avec leurs yeux violets et veloutés comme les fleurs de pensée) auront faim. N'en déplaise à certaines de nos administrations éprises d'orthodoxie financière, l'aide au tiers-monde, c'est autre chose que de grands mots vagues.

Indéniable bonne volonté, disais-je. Malheureusement, elle ne semble pas trouver son orientation et l'Algérie ne parvient pas à opérer un choix clair et durable entre les formules économiques qui s'offrent à elle. Un nouveau code des investissements vient de sortir. On devine de quel compromis politique il résulte (il a précédé le départ de M. Boumaza) mais on pressent immédiatement qu'une telle hypothèque risque de lui enlever beaucoup d'efficacité. Je ne parle pas des dispositions concernant les capitaux algériens, d'autant plus nécessaires que ces capitaux proprement algériens seraient beaucoup plus importants qu'on ne croit : cette question ne me regarde pas. Je parle uniquement des dispositions destinées à attirer les investissements étrangers. Un tel code reflète trop d'inspiration socialiste pour rassurer les capitalistes. Malgré d'importantes garanties, on parle trop de nationalisations et de contrôles. Rien ne sert aux Algériens de regretter ou de critiquer les réticences des investisseurs étrangers. Il faut prendre les gens comme ils sont. Je connais bien ceux-ci. Pour attirer les hommes ainsi sollicités, l'Algérie ne sait pas être tentatrice. Un exemple : elle fait payer droits d'entrée sur le matériel des entreprises qu'on y monte, et elle est presque le seul pays en développement à pratiquer une telle perception.

Mais surtout, beaucoup plus que des garanties formelles, les investisseurs veulent *s'assurer une rentabilité*, ce qui suppose au départ un marché clairement connu. Or, au contraire, on ignore jusqu'à certaines données de base du marché algérien. Voilà pourquoi, faute de statistiques (les douanes cachant les leurs, même aux autres services algériens, comme des secrets d'État), certaines des entreprises industrielles qui démarrent paraissent dépasser les possibilités de la commercialisation. C'est au point qu'au moins dans certains secteurs où les usines se multiplient, tel le textile, l'Algérie aurait besoin de « faire oraison » et d'envisager la poursuite de son développement à la lumière d'une connaissance économique plus sûre.

La faute en revient peut-être à ce que la coopération technique apportée par la France à l'Algérie ne paraît pas avoir toujours la même qualité que celle dispensée, par exemple, en Afrique noire. Je connais à Alger des coopérants de fantaisie, ce que je n'ai trouvé nulle part ailleurs. Pourtant, ce sont des coopérants qui auraient dû et devraient encore, faire prendre conscience aux Algériens des données économiques concrètes de leur pays qui, si on n'en tient pas compte, peuvent entraîner la ruine des projets les plus séduisants. Tout un travail d'éclaircissement est sur ce plan à mener à bonne fin. C'est dire que si le code algérien des investissements est un progrès, s'il est nécessaire, il doit s'assortir tant de la part des administrations algériennes que de la coopération étrangère, d'un certain effort de réalisme économique.

Si un tel effort est accompli, alors, mais alors seulement, l'Algérie attirera des hommes qui ne soient pas seulement des spéculateurs tentant des opérations plus ou moins factices, mais des « entrepreneurs » au sens où l'entendent les économistes. Ces « entrepreneurs » étrangers seraient d'autant plus nécessaires qu'eux seuls amèneraient sans doute les capitalistes algériens à prendre confiance. Car, en ce qui les concerne aussi, le code, pour être efficace, demande à être mis en œuvre dans un certain climat de réalisme économique. C'est au point que les « entrepreneurs » étrangers n'ont peut être pas besoin d'apporter de capitaux, au moins d'un volume élevé, si leur association amène les capitaux algériens à se « dégeler ». En fait, moyennant une connaissance exacte de son marché et plus de coordination administrative, l'Algérie, en dépit de lourds handicaps accumulés d'année en année, pourrait démarrer. J'en suis d'autant plus sûr qu'une des difficultés qui ont jusqu'à présent le plus entravé le développement, le manque de cadres moyens, est en train de s'estomper. Depuis deux ans s'est formée, à ce niveau, une jeune génération beaucoup plus capable que la précédente.

Une aide financière immédiate pour résoudre le problème céréalier, une coopération technique plus sérieuse et qui s'applique d'abord à la connaissance du marché, est-ce un prix trop élevé pour éviter qu'un pays, qui nous est infiniment plus attaché qu'on ne le croit en France, sombre dans le marasme et la faim ?

Nous avons évité à notre Afrique le sort du Congo

28/9/1967

Pour une Algérie communautaire

Et l'Algérie ? Avec son rapporteur Foulupt Esperaber, le MRP a attaché son nom au statut de 1946. appliqué, celui-ci eût évité le drame qui se déroula depuis. En effet, il remettait progressivement le sort de l'Algérie entre les mains de tous les Algériens. Les gros colons ont préféré le saboter. On a truqué les élections. On a, d'exactions en exactions et de déni de justice en déni de justice, jeté les Algériens dans la révolte. Et depuis lors, le MRP n'a jamais eu le droit de pénétrer au Gouvernement général de l'Algérie, ni de faire semblant de commander depuis la place Beauvau ses gouverneurs généraux.

Résoudre la question algérienne c'eût été faire cohabiter ceux qu'on appelait les Algériens d'origine européenne avec ceux qu'on appelait les « Algériens de souche ». Nous n'admettions pas que l'écrasement d'une des deux communautés par l'autre fut une solution. Pour leur cohabitation, nous avons proposé, notamment à travers la loi-cadre, des solutions qu'ont toujours amputées et rendues inefficaces ceux mêmes qui avaient saboté le statut de l'Algérie. En effet, nous voulions éviter et les ratonnades et que les Français, qui, sauf exception, n'étaient pas de « gros colons », mais de pauvres gens, fussent « rejetés à la mer ». Or, nous savions, nous qui pourtant n'avions pas parlé de « Français à part entière de Dunkerque à Tamanrasset », que la proclamation de l'indépendance signifierait et l'une et l'autre. Devant l'Histoire, quelqu'un en a pris la responsabilité.

Et puis, depuis ce printemps, n'avons-nous pas compris tous les prolongements de l'impérialisme arabe et qu'on pouvait ne pas se résigner d'avance à les subir ?

Algérie à elle-même inconnue

La Croix 12/12/1967

Il pleut sur Alger, les palmiers le long des avenues dégoulinent. Dérisoires les euphorbes et les cactus de l'hôtel Saint-Georges, symbole de soif, quand le jardin fameux

n'est plus que boue ! Les loges des fenêtres, qui sous le soleil reflétait le pimpant des pavois, tombent en guenille et friperie. Il pleut sur Alger.

Tout pays méditerranéen devient, par mauvais temps, la caricature de lui-même. Ainsi Alger, en cette tempête de décembre. Celle-ci souligne le déconcertant de son destin. Elle accentue cette impression de vide et d'attente qui m'affecte à chaque voyage depuis vingt ans.

Pourtant, depuis l'indépendance, ce pays a marqué des réussites à son actif : son industrie textile, par exemple, qui aligne à présent 74 000 broches, alors qu'on envoyait à peu près aucune au temps de notre présence. Lors d'une récente crise politique, il a montré beaucoup de sagesse. Dans sa volonté d'obvier à tout coup d'État, il a évité des troubles et des heurts qui se fussent certainement produits ailleurs.

Sagesse d'autant plus méritoire que ce peuple rencontra, et rencontre encore, dans sa décolonisation, d'exceptionnelles difficultés. D'abord, elle fut brusquée, sans les étapes intermédiaires qui de la constitution de 1946 au code du travail d'outre-mer et à la loi-cadre Teitgen-Defferre, préparèrent l'Afrique noire à l'indépendance. Ensuite, elle fut violente : l'Algérie moderne naquit d'un terrible drame historique, ne l'oublions pas avant de juger. Mais surtout, ce pays n'est vraiment devenu lui-même que sous la double chirurgie sociale de la colonisation et de la décolonisation. L'Algérie morcelée de 1930 ne s'est révélée nation qu'entre 1954 et 1962, mais nation aux sources proches et multiples : fille de son Islam ancestral, et aussi de notre enseignement primaire. Vaille que vaille, les sourates se sont intercalées dans la déclaration des Droits de l'homme.

En résulte un peuple qui cherche encore à déterminer son âme, car il n'entre dans aucune définition préfabriquée, arabe ou occidentale. Il est trop musulman pour ce qu'il a de socialiste et trop occidental pour ce qu'il conserve d'Islam. Que de paradoxes en ressortent à nos yeux, quand il apparaît plus français à mesure que s'affirme son indépendance, mais que dans ces villes toujours plus développées les intérieurs les plus occidentalisés gardent un cachet de nomadisme ; ou qu'il se réfère davantage à la sociologie musulmane lorsque par rationalisme mal compris, il a déserté la mosquée ; ou encore qu'il mène une révolution agraire en ne rêvant qu'industrie. Ce destin hybride n'est certes pas unique dans notre monde rétréci. La Tunisie, par exemple, connaît aussi de telles difficultés, mais à l'héritière millénaire de civilisations disparues le composite est normal. Les Phéniciens, les Grecs, les Romains, les Byzantins, les Arabes, les Français ont gravé leur nom sur sa berbérie. La grande mosquée de Kairouan, qui rassemble dans son homogène unité des chapiteaux de tous les styles, exprime la capacité tunisienne (disons presque l'instinct tunisien) de s'incorporer tous les apports. Le Maroc, lui aussi, connaît la mixité des origines, mais défendu depuis la colonisation par une religion vivante et protégée par la fiction institutionnelle du protectorat, il peut s'appuyer sur sa tradition. L'Algérie, elle, ne disposait pour résister au métissage intellectuel et moral, ni comme la Tunisie d'une capacité historique d'absorption ; ni comme le Maroc, parce qu'« assimilée » ou « départementalisée », d'instruments politiques.

D'où ce vide et cette disponibilité qui, sous la pluie de décembre, m'ont plus que jamais frappé. J'ose écrire que l'Algérie s'attend encore elle-même. En dépit d'atouts économiques comme le pétrole et le gaz, en dépit de réussites temporelles, en dépit même d'une lutte nationale comme aucun peuple n'en a mené, la véritable Algérie se cherche encore.

Le colonialisme alibi

La Croix 6-7/10/1968

« Colonialisme » ; « colonialisme » : ce mot n'est pas revenu moins de soixante-dix fois dans le discours inaugural du colonel Boumediène au « Sommet » africain. Quelques phrases peu agréables pour notre diplomatie ont en outre ponctué ce discours, telle l'invitation à M. Tsiranana de venir visiter la villa de la reine Ranavaloa à Alger, ou celle adressée au docteur Zinsou de se rendre en pèlerinage à Blida, sur les lieux où Behanzin termina son existence. Peu importerait d'ailleurs, si ces invitations ne manifestaient pas avant tout combien, pour des raisons viticoles, se sont dégradés les rapports entre Paris et Alger. Mais mon propos n'est pas de m'attarder à cet aspect des choses, malgré tout secondaire. Bien plutôt, me tournant vers les auditeurs du colonel Boumediène, je voudrais leur faire sentir à quel point ce mot « colonialisme », répété à la façon monotone d'un glas, à bien réfléchir en est un.

Oui, le glas du développement. Pourquoi se retourner vers un passé qui comporta de graves injustices, qui compta d'innombrables exactions, mais dont le bilan n'apparaît pas totalement négatif ? Les récentes convulsions de certains pays d'Afrique, les tyrannies qui s'y implantent parfois en attestent. On se tromperait, mais non totalement, en affirmant que l'essor souvent remarquable qui, dans certains de ces pays, a suivi la décolonisation a été proportionnel à la durée de l'occupation, en particulier grâce aux règles administratives enseignées par les métropoles.

Pourquoi, dis-je, devrait-on se retourner vers ce passé, même si étaient toutes vraies les critiques dont on l'accable ? Je voudrais que mes amis africains mesurent ce que ce retour au passé exprime d'incertitudes sur soi-même. Après six ans d'indépendance, le colonel Boumediène semble éprouver le besoin de se rassurer sur sa réalité. Ne comprennent-ils pas, mes amis africains, qu'on n'avance pas en regardant en arrière ? L'aventure de la femme de Lot, changée en statut de sel, se répète tout au long des siècles. Les Africains ne traceront jamais leur destin s'ils ne marchent pas exclusivement et résolument vers l'avenir.

Et puis ce rappel au passé colonial ou colonialiste prend trop souvent figure d'alibi. Quel excellent moyen de ne pas accomplir les efforts nécessaires ! Une explication est là, toute préfabriquée, pour masquer les défaillances ou les impérities. Procédé classique d'endormir une conscience nationale, mais combien dangereux quand cette conscience est à son orée ? Curieuse attitude d'ailleurs, quand on va jusqu'à tolérer et parfois excuser un génocide accompli pour défendre... les frontières du traité de Berlin.

Je blesse des amis, je le sais, en rappelant des vérités dures. Mais tous ceux qui à leurs côtés luttèrent contre le colonialisme les leur doivent. Les peuples d'Afrique, ceux du Maghreb et ceux du Sud du Sahara, possèdent une trop vraie grandeur pour qu'on ne s'irrite pas de les voir ainsi, non seulement déformer l'histoire qu'ensemble nous avons effacée, mais s'y arrêter au lieu de progresser. Où en serait la France si, malgré les victoires intervenues depuis, elle continuait à ressasser à elle-même les injustices du traité de Francfort ? Valéry reprochait à l'Histoire de faire rêver. Bien pis : ainsi entendue, elle paralyse.

Nous savons très mal en effet de quoi s'élabore exactement la conscience historique des peuples. Il n'existe guère pour le moment de psychologie de leurs profondeurs, à peine quelques essais comme l'admirable **Tsarevitch immolé**, d'Alain Besançon. Mais il est certainement dangereux de déposer dans leur « ça » collectif (pour employer le langage des psychanalystes), un amalgame de rancoeurs et d'humiliations insurmontées. Les aigreurs préparent, jusque pour des temps éloignés, de mauvaises réactions à l'événement. Actuellement, simple alibi pour camoufler des erreurs de gestion, cet anticolonialisme obsessionnel peut marquer les peuples d'Afrique comme une mauvaise habitude de l'enfance compromet une destinée individuelle. Les pays d'Afrique noire, à qui je m'adresse surtout, émergent de leur durée immobile plus vierges que nous. Ils possèdent

là pour l'humanité un trésor qu'ils n'ont pas le droit d'aliéner en rancune. Qu'ils méditent ce mot de James Joyce : « L'Histoire est un cauchemar dont j'essaie de me réveiller. »

Recréer l'amitié franco-algérienne

La Croix 24/7/1969

Deux ans que je n'étais pas revenu en Alger ! Je me rappelle à mon dernier passage, la tristesse des oisifs. De jeunes hommes traînaient par les quais, de cette démarche « vide » des chômeurs qui, faute de ne jamais connaître un but, ne guident plus leurs pas mais se laissent conduire par eux. En ce temps-là, je voyais chaque soir des garçons prendre leurs quartiers de nuit sous les arbustes des squares avec pour couverture du vieux cartons ondulés.

Dans un Alger presque sans mendiants (on les a renvoyés dans leurs douars) je ne vois plus aujourd'hui que des jeunes : une admirable jeunesse. Ils submergent leurs aînés. L'Algérie toute entière a 20 ans ! Leur regard est droit. Ils sourient d'un sourire éclatant de confiance en la vie. Kouros grecs, mais sans la tristesse diffuse de l'Éphèbe blond ou de l'Éphèbe de Cristios. Ces jeunes Algériens ont à présent vaincu la démarche de l'oisif. Leur pas est sûr et rapide.

Je suis frappé d'un changement jusque dans les physionomies. La face à la fois soumise et hostile du « Nor'af » a disparu. Est-ce le fruit de l'indépendance et d'une fierté reconquise ? Ces Algériens se confondraient sans peine avec nos propres jeunes, n'était généralement leur plus grande beauté (et quand, au hasard d'une visite dans un ministère, on aperçoit le visage non voilé d'une secrétaire, quelle grâce!). La ségrégation officielle ou officieuse engendre automatiquement un certain type d'humanité, du Juif des Mollahs aux habitants de la Kasbah voici quinze ans. Ce type a disparu d'Alger.

Admirant nos propres jeunes – souvent si mal compris dans leur double élan vers plus de justice et plus d'efficacité – je regrette qu'entre eux et les Algériens de leur âge les contacts ne soient pas plus nombreux. Eux pourraient imprimer cet élan qui a manqué à la coopération franco-algérienne. Ils lui donneraient le caractère d'échange qui seul convient à une coopération digne de ce nom. Je verrais bien nos garçons et nos filles travaillant avec les Algériens à restaurer des villages kabyles et les mêmes Algériens venant travailler avec eux dans l'Ardèche ou la Creuse. Car il manque à la plupart de ces jeunes Algériens de connaître la France autrement qu'à travers les livres, et c'est un paradoxe que tant de manœuvres aient vécu chez nous et presque nul cadre. Même quand elles aiment notre pays, les élites le font à coup de contresens, si j'ose dire, au travers de la déclaration des Droits, des textes de Michelet ou des envolées de Jaurès. Au XX^e siècle, nous sommes pourtant autre chose. Un de ces jeunes Algériens me le disait qui, à la faveur d'un stage, venait de séjourner à Collioure. Il y avait découvert un monde insoupçonné de travail, de sérieux, de vertus domestiques et il s'y était senti très près de sa région kabyle.

Je souhaiterais donc des camps sans ces idéologies qui défigurent la réalité sous les faux semblants de la propagande. Simplement, on y vivrait la joie d'être jeunes ensemble. C'est ce qui distinguerait ces camps de ceux organisés par l'Est avec leur endoctrinement obligatoire. Il s'agirait non de se prêcher mutuellement ses conceptions et ses programmes ou de prétendre s'influencer, mais de se connaître – et ce serait beaucoup plus respectueux de notre dignité aux uns et aux autres. Je voudrais avoir 20 ans pour participer à un tel camp où chacun découvrirait « l'autre » dans ses oppositions et ses ressemblances.

Les fonds sont-ils impossibles à trouver pour un tel mouvement ? On m'objectera sans doute que les officiels algériens demeurent actuellement sur leur quant-à-soi. C'est vrai, mais tout change vite au Maghreb et un tel geste, créateur d'élan, peut suffire à briser la glace des incompréhensions et des rancœurs, qu'elles aient nom : problème des travailleurs

ou problème agricole. Et puis, quoi qu'il en soit, quiconque connaît les peuples du Maghreb ne peut renoncer à leur amitié. On doit lutter pour la restaurer.

Avec l'Algérie, sauver la coopération culturelle

La Croix 17/9/1969

Mauvais temps sur Alger. Cette ville ne le supporte pas. La mer, naguère pimpante, s'étire d'un vert sale entre les môles. Sans soleil, les palmiers deviennent aussi anachroniques que dans nos squares. Les bougainvilliers et les lauriers roses ont tu leur concert. Ils s'éteignent dans la grisaille ambiante. Les hommes traînent désespérés.

Ce morne Alger évoque assez bien ce que sont devenus les rapports affectifs franco-algériens. Eux aussi s'estompent dans la grisaille. Contrairement à un préjugé souvent répandu à l'étranger, entre la France et l'Algérie ni haine ni vraie rancœur, mais plutôt une progressive indifférence née d'un double dépit amoureux. Nous, Français, avons été déçus. Les « libéraux » furent étonnés et naïvement offensés par toute erreur de gestion des Algériens. Ils avaient trop prédit que ce peuple, l'Indépendance conquise, vaudrait mieux que tous les autres.

Les anciens partisans de « l'Algérie française » ont eu, eux, à chacune des erreurs, l'impression qu'on dilapidait leur trésor. Aussi, n'avons-nous même pas vu l'immense progrès accompli par les algériens une fois passés les premiers tâtonnements de l'indépendance. Trois chiffres que je relève dans une conférence du Cardinal Duval suffiront à illustrer ce progrès. Ils ont trait à l'éducation :

De 1962 à 1968, en effet, les élèves sont passés :

- Pour le 1er degré de 600 000 à 1 500 000 ;
- Pour le second degré, de 35 000 à 150 000 ;
- Pour le supérieur, de 600 à 7 400 (plus de 2 320 étrangers).

Je pourrais citer aussi bien les résultats étonnants atteints dans l'industrie, mais qu'un assez irritant prêchi-prêcha socialiste nous a empêché d'apprécier à son prix.

Notre propre dépit amoureux s'est répercuté en déception chez les Algériens. Ils s'irritent de nous voir ne pas enregistrer leur réussite, car, secrètement, notre opinion compte plus à leurs yeux que toute autre. Ils s'en froissent d'autant plus qu'ils se sentent déjà frustrés à ne plus tenir dans le monde la même place qu'aux heures de leur lutte.

De fait, si depuis 1962, nous avons octroyé de larges subsides au peuple algérien, si nos coopérants se sont dépensés avec dévouement, si nous avons montré une grande patience devant les rebuffades et même les offenses, nous n'avons pas apporté à ce peuple le seul bien dont il était vraiment avide : la considération.

Notre coopération fut dévouée, je l'ai dit. Elle fut efficace : lui a manqué je ne sais quel élan du cœur. Nous avons trop dû, vis-à-vis de l'électeur, la justifier (ou la dissimuler) afin d'en faire accepter l'effort fiscal : elle y a perdu en spontanéité. Surtout, nous n'avons pas su l'animer du souffle qui eût ému un peuple très sensible et comme un éternel adolescent, désireux d'être aimé. Menant une coopération un peu clandestine, nous n'avons pu lui imprimer le style qui eût séduit ces Méditerranéens.

Tout peut encore être réparé, pourvu que nous sachions accorder à l'effort algérien l'éloge qu'il mérite. Certes, le moment nous est difficile. Les relations officielles paraissent gelées (et cela malgré la position prise par la France vis-à-vis d'Israël). Nous essayons de temps à autre des avanies. Qu'importe ! l'amour d'un peuple qui tout en prétendant s'en libérer, parle notre langue, d'un peuple jeune dont la jeunesse nous animera d'un nouvel essor, d'un peuple courageux surtout, est un bien trop estimable pour que nous ne surmontions pas des froissements même légitimes. C'est surtout la coopération culturelle

qu'il importe de préserver et, j'ajouterai, développer. Grâce à elle, grâce à la parenté qu'elle entretient entre ce pays et le nôtre, les malentendus finiront par se dissiper. Puisse notre nouveau gouvernement le comprendre.